Bulletin Officiel du Département

Délibérations
de la Commission permanente

Séance du 01 Avril 2022

N° 04 22 - avril 2022
ISSN 0755-7582

DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE
DU DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

Réunion du 1 AVRIL 2022

La commission permanente s'est réunie à l'Hôtel du Département
sous la présidence de
Monsieur Arnaud VIALA
Président du Département

ISSN 0755 - 78582

SOMMAIRE

1	-	Politique départementale en faveur du Sport	5
2	-	Mise en œuvre du projet de l'ADAT sur 2022 (Agence Départementale d'Attractivité et du Tourisme)	51
3	-	Convention de financement entre le Département de l'Aveyron et le Comité de Sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron - Année 2022	54
4	-	Trophées de la solidarité édition 2022 : cahier des charges et règlement de participation, convention avec le groupe EDF	61
5	-	Conventions de partenariat entre le Département de l'Aveyron, les Centres Hospitaliers de Villefranche de Rouergue et Decazeville,le Centre Social CAF de Villefranche de Rouergue, Decazeville Communauté (pour le Centre Social de Decazeville), la CPAM, l'association ADAR de Decazeville, la MSA Nord Midi-Pyrénées et la CAF de l'Aveyron pour la mise en œuvre d'une action collective à destination des futurs et/ou jeunes parents	79
6	-	Convention annuelle d'objectifs et de moyens pour la mise en oeuvre du contrat unique d'insertion	90
7	-	Convention de partenariat avec l'association Echanges solidaires située à Réquista relative à la mise en oeuvre du projet "conducteurs bénévoles"	99
8	-	Convention de mise à disposition de la messagerie sécurisée de santé Médimail	105
9	-	Fiche 6.14 du projet de mandature ' Maintien à domicile : innover pour améliorer la prise en charge ' - Mise en place du relayage	137
10	-	Schéma départemental de l'aide à domicile : appui aux opérations de mutualisation et de restructuration des SAAD	146
11	-	Convention de participation financière au dispositif ' Personnes qualifiées '	155
12	-	Information relative aux marchés de travaux, de fournitures et de services passés du 1er janvier 2022 au 28 février 2022, hors procédure	164
13	-	Renouvellement des adhésions aux associations d'élus	177
14	-	Aide d'urgence en faveur de l'Ukraine et des réfugiés ukrainiens	179
15	-	Acquisitions, cessions de parcelles et diverses opérations foncières	181
16	-	Transfert de domanialité	197
17	-	Document d'urbanisme	201
18	-	Partenariat Aménagement des routes départementales	207
19	-	Routes - 1ère répartition d'opérations 2022	213
20	-	Route départementale n° 60 - réparation et renforcement du Pont de Saint-Izaire	218
21	-	Aides aux collectivités en matière d'assainissement, d'eau potable et aide exceptionnelle pour l'hygiénisation des boues	222
22	-	Gouvernance pour la gestion quantitative du bassin Tarn Aveyron	228
23	-	Politique départementale en faveur de la culture : Partenariats et soutiens financiers	236
24	-	Politique départementale en faveur de la Culture : l'offre en Education Artistique et Culturelle (EAC) du Département	367
25	-	Politique en faveur de l'Occitan : convention d'objectifs avec le Pôle Aveyron Occitan - Année 2022	376
26	-	Dotation de fonctionnement pour 2022 annexe pédagogique de Firmi et La Fouillade	402
27	-	Ateliers de pratiques artistiques et de culture scientifique	405
28	-	Convention type relative à l'exercice des compétences respectives du Département et des Etablissements Publics Locaux d'Enseignement au titre de l'année 2022 - travaux/équipements/mobiliers - subventions matérielles	407
29	-	Enseigner dans les collèges avec le numérique - Soutien de l'Europe	438

30 - Concession de logements de fonction par nécessité absolue de service au profit de la Directrice des Archives Départementales et du Directeur Général Adjoint chargé de l'Agence Départementale du Numérique, de l'Innovation et de l'Énergie 440
31 - Avenant au contrat de mise à disposition de locaux au profit du CIO de Decazeville 443
32 - Convention Interrégionale Massif Central 2021-2027 459
33 - Agriculture 468

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Politique départementale en faveur du Sport**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/BE/1**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42380-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Jean-Pierre MASBOU

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Politique départementale en faveur du Sport présenté en BUREAU EXECUTIF

VU l'avis favorable du bureau exécutif lors de sa réunion du 10 mars 2022 ;

VU le programme de mandature « L'AveyrOn se bouge » adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021 ;

1- Evènements sportifs

ACCORDE les aides détaillées en annexe concernant les évènements sportifs, sous réserve de leur déroulement.

APPROUVE les conventions jointes en annexe à intervenir avec l'Association Vélo Club de Laissac, l'Association Comité d'organisation des Natural Games et l'Association sportive automobile (ASA) du Rouergue ;

AUTORISE Monsieur le Président du Département à signer l'ensemble des conventions de partenariat précitées et tous actes en découlant.

2- Equipements sportifs pour les clubs de sports individuels disposant de jeunes licenciés(es) âgés(es) de 9 à 12 ans, selon l'activité

CONSIDERANT qu'afin d'encourager et accompagner les clubs dans leurs actions hebdomadaires, au profit des jeunes, une aide matérielle très ciblée est proposée, sous formes d'équipements favorables à la conduite de séances éducatives ;

CONSIDERANT qu'après avoir accordé des équipements aux clubs de sport collectif en 2021, le dispositif concerne pour 2022 les clubs de sports individuels des activités suivantes: Athlétisme, Badminton, Course d'orientation, Cyclisme, Equitation, Golf, Gymnastique, Judo, karaté, Natation, Pétanque, Plongée, Quilles, Tae kwondo, Tennis, Tennis de table, Tir, Tir à l'arc, Triathlon, …

CONSIDERANT que les jeunes bénéficiaires retenus, selon les choix des comités sportifs aveyronnais de sports individuels, correspondent aux catégories poussines ou benjamines ou minimes, âgés de 9 à 12 ans et que cela représente environ 2 100 enfants pour 180 clubs**.** Les effectifs relevés sont fondés sur la saison sportive 2019-2020 ou saison de pleine activité ;

CONSIDERANT le choix de matériels pédagogiques et le coût de l'opération :

- valeur moyenne de chaque kit : 70 €,
- pour chaque club : le nombre de kits offerts est proportionnel au nombre de jeunes licenciés, à raison de 2 kits pour 5 licenciés de la catégorie concernée,
- seuls les clubs disposant d'au moins 3 licenciés de la catégorie concernée sont éligibles,
- cela représenterait environ 950 kits à distribuer pour une valeur approximative de 65 000 € sans marquage,
- en sus, les kits seraient distribués dans de grands sacs de sport, offerts aux clubs et marqués avec le logo du Département.

APPROUVE une aide matérielle, selon les modalités et quantités ci-dessus détaillées et via une distribution qui s'effectuera à l'automne de la saison sportive 2022-2023, dans un grand gymnase, ou autre organisation à définir si le contexte sanitaire le nécessitait. Le Département prendra en charge la totalité des achats de matériel et les frais liés à l'organisation de la distribution.

3 - Aides exceptionnelles pour des déplacements de clubs :

ACCORDE :

- une aide exceptionnelle de 600 € au SOM Football pour un match de son équipe U18 en phase finale de coupe Gambardella, à Bayonne, le 12 décembre dernier et ;
- une aide exceptionnelle de 1 500 € au club de Pêche sportive de Rodez – Pêche feeder compétition, pour sa participation aux championnats du monde par équipes du 4 au 10 avril 2022, à Adria en Italie.

4- Comités sportifs départementaux : appel à projets sur le thème du « Sport-Santé »

CONSIDERANT la volonté du Département d'encourager les comités sportifs départementaux dans leurs projets innovants, dans leurs actions départementales ou de proximité fondées sur un engagement bénévole et sur la formation des acteurs du monde sportif qu'ils soient dirigeants, éducateurs ou jeunes licenciés ;

CONSIDERANT que dans ce cadre s'inscrit le dispositif d'appel à projets proposé pour cette année sur le thème du « Sport-Santé » et que le dispositif est ouvert à tous les comités sportifs départementaux, souhaitant s'engager dans des démarches novatrices fondées sur la Santé par le Sport, le bien-être, la lutte contre la sédentarité et l'activité physique des publics les plus sensibles (personnes handicapées, personnes âgées, ...) ;

Montant des aides :

Les montants d'aides accordés seront définis selon l'intérêt estimé des projets (voir critères d'éligibilité ci-après) et selon les crédits disponibles.

Ces aides concerneront exclusivement les frais engagés pour le développement des actions (frais de fonctionnement, d'encadrement, de petit matériel...). En aucun cas les aides seront accordées pour les projets concernant l'élaboration et l'aménagement d'infrastructures sportives.

Contenu des projets et objectifs :

Il doit s'agir de projets nouveaux et originaux qui ne sont pas inscrits dans le fonctionnement habituel du comité. Les projets soutenus dans le cadre de l'appel à projet Sport-Santé devront créer une valeur ajoutée pour chaque comité départemental. Ils ne concerneront pas forcément la pratique compétitive et devront s'inscrire dans les objectifs suivants :

Objectifs de Sport et santé :

- développer des actions innovantes de sport-santé et de lutte contre la sédentarité,
- développer, pour le plus grand nombre, des actions innovantes procurant bien-être et santé, à partir d'une pratique physique régulière, notamment sur les territoires les plus isolés.,
- proposer un accès nouveau aux pratiques physiques et sportives pour les publics les plus sensibles (personnes handicapées, personnes âgées...),
- développer des actions nouvelles de sensibilisation à la santé par le sport, pour les enfants et adolescents,
- proposer des formations ou informations nouvelles sur la santé par le sport, pour tous les éducateurs, dirigeants, parents, ...

Dossiers de présentation :

Chaque dossier devra présenter :

- un seul projet présentant de façon détaillée les objectifs et les actions à développer sur une période correspondant à 2 saisons sportives dont la saison 2022/2023,

- une définition des moyens envisagés : budget prévisionnel adossé au projet, moyens humains et matériels,

- un courrier de présentation et de demande d'aide.

Choix des projets éligibles :

Il sera procédé au choix limité de projets à travers un classement établi par instruction d'un jury. La Commission Permanente du Département décidera des projets retenus et des montants alloués dans le cadre des crédits disponibles.

Critères d'éligibilité des projets :

Les projets présentés seront sélectionnés sur la base des critères suivants :

- caractère novateur du projet,
- adéquation du projet avec les objectifs précités,
- inscription dans la durée des actions développées,
- montage du budget alloué au projet avec part d'autofinancement.

Echéancier et procédure administrative du dispositif :

Les dossiers de projets devront être retournés par les comités avant le mercredi 2 novembre 2022.

Le choix des projets et le choix des montants d'aides accordés seront décidés par la Commission Permanente au cours du 4ème trimestre 2022.

Le versement et la caducité des aides seront encadrés par le règlement financier de la collectivité, la réalisation effective des projets sera évaluée sur présentation de bilans à fournir par les comités. L'évaluation sera conduite par le Président délégué en charge des Sports ou son représentant dans un délai maximum de 18 mois à compter de la décision attributive de l'aide, notifiée par un arrêté ou une convention.

Ainsi les montants accordés pourront être revus à la baisse en cas de non atteinte des objectifs et/ou réalisation incomplète du budget prévisionnel.

Le développement effectif des projets retenus devra débuter dans un délai maximum de 2 mois après la date de notification de l'aide accordée par la Commission Permanente du Département, il devra s'achever et/ou sera évalué dans un délai maximum de 18 mois à compter de la décision attributive de l'aide.

Au-delà du délai de 18 mois, l'aide allouée par le Département deviendra caduque de plein droit et sera partiellement ou totalement annulée.

APPROUVE les modalités de mise en œuvre de l'appel à projets sur le thème du « Sport-Santé » tel qu'exposé supra.

5- Sport scolaire :

a) Déplacements scolaires en phases finales des championnats de France

ACCORDE une aide forfaitaire identique exceptionnelle de 1 500€ aux associations sportives des collèges Marcel AYMARD de Millau et Saint Joseph de Rodez pour se rendre aux championnats de France UNSS de raid à la Réunion.

b) Raid Nature Aventure des lycées et collèges

CONSIDERANT que depuis 16 ans, la Direction départementale de l'U.N.S.S. sollicite une aide technique et financière du Département pour l'organisation de raids nature-aventure en faveur des collégiens et des lycéens ;

CONSIDERANT que ces journées de raids scolaires s'inscrivent dans la mise en œuvre du schéma départemental des activités de pleine nature de l'Aveyron ; une journée collèges le 8 juin 2022, pour les minimes filles et garçons ;

CONSIDERANT que le Département prendra en charge :

- les frais d'organisation sur la base d'une prestation globale : matériel, ravitaillements, encadrement, …
- les frais divers : sécurité, cadeaux, promotion, achat ou location de matériel technique spécifique dont tentes, chapiteaux ou toilettes mobiles,…, prestations diverses, frais d'aménagements ou de remises en état diverses,…
- les frais de transport des participants
- une aide technique forte au montage sera assurée, par la Direction du Sport du Département.

CONSIDERANT que selon l'évolution du contexte sanitaire, la responsabilité d'organiser ces 4 journées et de prévoir la mise en place de protocoles de prévention (aménagements et gestes barrières), en adéquation avec la règlementation en vigueur, appartient totalement au service départemental de l'UNSS, en sa qualité d'organisateur ;

APPROUVE la convention de partenariat jointe en annexe à intervenir avec l'U.N.S.S. afin de définir les modalités qui permettront le meilleur déroulement de ces journées

AUTORISE Monsieur le Président du Département à signer cette convention et tous actes en découlant.

c) Journées Prim'Air Nature

CONSIDERANT que depuis plusieurs années, en cohérence avec la mise en œuvre du schéma départemental des activités de pleine nature, des journées de découverte des sports de nature et d'initiation à l'environnement sont proposées, au printemps, aux élèves des classes primaires ;

CONSIDERANT que ce projet s'établit à travers une collaboration entre les associations départementales scolaires du secteur primaire (USEP et UGSEL), la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale, la Direction diocésaine de l'enseignement catholique et le comité départemental de randonnée pédestre et que cela se présente habituellement sous forme de rencontres de secteurs ;

CONSIDERANT que cette organisation relève de l'entière responsabilité des services de l'Education nationale qui selon les conditions sanitaires prendront la décision de faire ou de ne pas faire et d'appliquer la règlementation en vigueur en matière de prévention (gestes barrières) ;

CONSIDERANT ainsi que s'ils décident que les conditions sanitaires permettent d'en maintenir le déroulement pour tout ou partie, le Département renouvellera son aide et prendra en charge le transport des élèves pour se rendre sur les lieux de pratique ;

CONSIDERANT que les conditions de transport des élèves seront définies et contrôlées par les services de l'Education nationale et les associations départementales sportives scolaires (USEP et UGSEL), organisateurs et responsables des journées ;

APPROUVE la convention de partenariat jointe en annexe à intervenir avec les différents partenaires.

AUTORISE Monsieur le Président du Département à signer cette convention et tous actes en découlant.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 45
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 1

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Annexe 1

MANIFESTATIONS SPORTIVES – CP 1er avril 2022

	Proposition	Décision de la Commission Permanente
1. BRAPP Aveyron Démonstration de moto cross et de quad cross, les 19 et 20 février 2022 à Campuac	**600 €**	**600 €**
2. Stade Rodez Athlétisme ½ Finale des Championnats de France de cross-country, le 20 février 2022 à Rodez	**1 000 €**	**1 000 €**
3. Comité départemental UFOLEP Phase départementale qualificative de la compétition « UFOSTREET », le 4 mars 2022 à Villefranche de Rouergue	**750€**	**750€**
4. Stade Rodez Athlétisme 10 km des Berges de l'Aveyron, le 6 mars 2022 à Rodez	**600 €**	**600 €**
5. Onet le Château Escrime Championnat régional les 12 et 13 mars 2022 à Onet le Château	**500 €**	**500 €**
6. Association du Rallye du Vallon de Marcillac Rallye du Vallon de Marcillac Aveyron, du 25 au 27 mars 2022	**6 000 €**	**6 000 €**
7. Extrême Day Evènements Roq'Rando Raid, le 27 mars 2022 à Roquefort/Soulzon	**1 000 €**	**1 000 €**
8. Basket club Villeneuvois Journée « Tous au basket à Villeneuve », le 2 avril 2022	**800 €**	**800 €**
9. Vélo club Laissac ROC Laissagais, épreuve hors-classe UCI de VTT, les 2 et 3 avril 2022	**16 000 €**	**16 000 €**
10. Association Roc de Lantouy Roc de Lantouy, randonnées VTT et pédestre, le 3 avril 2022 à Salvagnac Cajarc	**500 €**	**500 €**
11. Aveyron Boxing Tour L'Aveyron Boxing Tour du Ségala, le 16 avril 2022 à Naucelle	**5 000 €**	**5 000 €**
12. Vélo Tourisme Saint-Affricain La Saint-Affricaine, randonnée VTT, le 1er mai 2022	**700 €**	**700 €**
13. Templiers Events Tarn Valley Trail, le 6 mai 2022 à Millau	**3 000 €**	**3 000 €**
14. Association des Cavaliers du centre équestre du Lillhippus Championnat régional Hunter, les 7 et 8 mai 2022 à Combelles	**1 200 €**	**1 200 €**
15. Association Trail des Ruthènes Trail des Ruthènes, le 8 mai 2022 à Salles la Source	**2 000 €**	**2 000 €**
16. APE Ecole Jean-Henri Fabre Saint-Léons Trail des petits Léons, le 15 mai 2022 à Saint-Léons	**400 €**	**400 €**
17. Entente Cycliste Luc-Primaube L'Octogonale Aveyron, le 15 mai 2022	**4 000 €**	**4 000 €**
18. SOM Rugby Open Roquefort des écoles de rugby, les 26 et 28 mai 2022 à Millau	**2000 €**	**2000 €**
19. Comité d'Organisation des Natural Games Natural Games, du 23 au 26 juin 2022 à Millau	**40 000€**	**40 000€**
20. ASA Rouergue Rallye Aveyron Rouergue Occitanie, du 7 au 9 juillet 2022	**33 000 €**	**33 000 €**

Annexe 2

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

L'Association du Vélo Club de Laissac

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission Permanente du Département en date du …….

d'une part,

L'Association Vélo Club de Laissac représentée par son Président, Monsieur **Pierre BOYER,**

d'autre part,

Présentation de la manifestation organisée par le Vélo Club de Laissac

Le Vélo Club de Laissac accueillera les 2 et 3 avril 2022, une épreuve définie « Hors classe » par l'Union Cycliste Internationale dans le cadre de la 29ème édition du « Roc Laissagais » à Laissac. Par ailleurs, de multiples épreuves ouvertes à toutes les catégories d'âges et tous les niveaux sont proposées, courses ou randonnées VTT.

Pour cette 29ème édition, le « Roc Laissagais » va une fois encore rassembler les meilleurs vététistes nationaux et internationaux, mais également attirer tous les amateurs locaux.

L'Union Cycliste Internationale (U.C.I) confie à nouveau au Vélo Club de Laissac, l'organisation de la 1ère manche Européenne de la Coupe du Monde des Marathons séries de VTT 2022, qui aura lieu le dimanche 3 avril 2022.

Le Vélo Club de Laissac propose également un ensemble d'épreuves et d'animations ouvertes aux licenciés sportifs toutes catégories et au grand public.

Le samedi 2 avril, les différents parcours du Roc Laissagais permettent de rassembler un nombre important de compétiteurs :

- Roc cadets et juniors dames
- Roc minimes cadettes
- Roc Enduro VAE
- Roc Enduro : 5 spéciales chronométrées, départ par vagues
- Roc Gravel 80 km
- 2 Randonnées avec ravitaillement 50 km et 30 km
- Roc benjamins/minimes filles/benjamines
- Roc pupilles (garçons et filles)
- Roc poussins et pré-licenciés (garçons et filles)
- Roc draisiennes (garçons et filles)

Le dimanche 3 avril 2022 :

- UCI Marathon Series Hommes (90 km)
- UCI Marathon Series Femmes + Open (70 km)
- Le Roc Laissagais : 50 km et 30 km

Cette manifestation attire les meilleurs vététistes mondiaux, elle favorise aussi la pratique massive du VTT et la découverte d'espaces aveyronnais dédiés aux sports de nature, elle est ouverte à tous les aveyronnais. Elle représente un atout économique et touristique pour le département. Elle s'inscrit véritablement dans un cadre d'intérêt départemental.

Objectifs poursuivis par le Département

Pour sa part, le Département a défini un schéma départemental des Activités de Pleine Nature destiné à favoriser le développement maîtrisé des loisirs et sports de nature.

L'un des enjeux du Schéma est de favoriser l'activité économique et touristique autour des lieux de pratique aveyronnais. A cet effet, un des objectifs opérationnels est de valoriser un panel d'évènements sportifs dont la notoriété et la fréquentation permettent une meilleure attractivité du département.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre de la manifestation organisée par l'association du Vélo Club de Laissac : UCI Marathon Series 2022 et Roc Laissagais les 2 et 3 avril 2022.

Ce partenariat a aussi pour but de développer l'image du département de l'Aveyron et ainsi son attractivité.

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de ……. € à l'association pour l'organisation de la manifestation selon les modalités ci-après :

- Montant subventionnable : …….. € TTC
- Taux d'intervention du Département : …….. %

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 - Chapitre 65 – Compte 6574 - Fonction 32 - Programme : Politique Départementale en faveur du Sport et des Jeunes.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par l'Assemblée Départementale sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 4 et 7.

Après retour signé de la présente convention, le paiement de la subvention pourra être effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur demande écrite et sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée (tableau récapitulatif des dépenses réglées certifié conforme par le Président de l'association).

Le solde sera libéré sur demande écrite et présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

- d'une copie du bilan financier TTC de la manifestation certifié conforme et signé par le Président de l'association.
- du rapport d'activité de la manifestation faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention
- d'un relevé d'identité bancaire, du numéro SIRET ou du numéro d'agrément de l'association.

Au vu du bilan communiqué, le montant total de la subvention effectivement versé pourra être revu à la baisse car il sera proportionnel au montant des dépenses réalisées lors de la manifestation.

Ainsi, le montant de la subvention accordée représentant **…… %** du montant prévisionnel de l'opération, le montant versé sera calculé par application de ce pourcentage au montant des dépenses effectivement réalisées, hors valorisation du bénévolat.

En tout état de cause, le montant versé sera plafonné à **…… €**.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction du Sport et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 18 mois à compter du lendemain de la notification de la convention et au regard des pièces à fournir :

- le bilan financier de l'association
- le bilan financier de la manifestation
- le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association notamment la fréquentation, la qualité des interventions.

Article 5 : Reversement

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, en cas d'annulation de la manifestation, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 6 : Actions de sensibilisation aux principes d'un développement durable

L'association pourra s'attacher à :

- Favoriser l'accessibilité de tous publics aux différents sites de pratiques : espaces spectateurs, tarifs réduits, …
- Encourager l'intégration et la mixité dans le comité d'organisation de la manifestation : transmission de savoir-faire aux plus jeunes, valorisation de technicités spécifiques, partenariat avec les associations locales,

- Privilégier les partenaires et prestataires locaux, et particulièrement ceux engagés vers une responsabilité environnementale : achat de produits locaux, de produits respectueux de l'environnement,
- Développer une démarche de tri des déchets : installer des conteneurs, nettoyer le site et traiter les déchets (sacs adaptés), utiliser de la vaisselle réutilisable, sensibiliser le public tout au long de la manifestation : messages audio, affiches, …
- Protéger les sites extérieurs, informer et respecter le voisinage : limiter le parking sauvage, inciter au respect de la propreté,
- Assurer le développement de nouveaux moyens d'échanges au travers du site internet de l'association : dématérialiser la communication de la manifestation.

Article 7 : Actions de communication (des modifications pourront être apportées ou ajoutés après un nouveau contact avec le Vélo club de Laissac avant signature de la convention)

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes représentations et notamment :

- à proposer le branding complet des partenaires, notamment institutionnel, afin de travailler efficacement la partie CD12 en concertation avec le service communication (avec banderoles, oriflammes, panneaux bois et tout autre outil de promotion ou outil sur mesure) – L'objectif étant de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public lors de la manifestation organisée dans le cadre de la présente convention. En effet, les choix de lieux d'exposition de ces outils doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département en toute connaissance du branding global et précis. Le logo du Département doit être visible lors des interviews.

  Les outils de visibilité liés au branding sont mis à disposition des associations au service communication à Rodez. Toute dégradation sur ce matériel, en cours de convention, doit être signalée immédiatement au service communication.

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de l'association pour tout support de communication élaboré par le Département, pour la promotion du département de l'Aveyron,

- à prévoir le placement du logo sur la vidéo, réalisée lors de la manifestation, qui sera ensuite valorisée sur les réseaux sociaux notamment,

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département, un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée,

- à faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation,

- à convier le Président du Département à l'évènement et à tous les moments forts de l'opération (conférence de Presse…). A transmettre au préalable un calendrier précis de ces moments forts au Département service communication,

- à apposer des banderoles, panneau bois et oriflammes ou tout autre objet de communication durant la manifestation afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces banderoles doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département,

- à positionner le car podium, en concertation avec le Service Communication, le plus visible possible des participants et du public,

- à positionner l'arche du Département à l'entrée du site, en concertation avec le Service Communication,

- à mettre à disposition, selon les besoins du Département, un espace partenaire sur le site,

- à mettre à disposition un espace dans le dossier de presse, afin de permettre à la collectivité de promouvoir le territoire.

- lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation, valoriser le partenariat avec le Département.

- à apposer systématiquement le logo du Département sur tous les supports de promotion ou d'information de la manifestation. L'utilisation obligatoire du logo sur les supports de communication de la manifestation (affiche, 4x3, flyer, web réseaux sociaux, supplément pub programme tv…) doit se faire en collaboration étroite avec le service communication du Département et faire l'objet d'une validation de BAT. Contact tél : 05-65-75-80-72, dominique.bodet@aveyron.fr.

- à valoriser systématiquement le mot « Aveyron » - le « mot » doit être associé au titre de la manifestation.

- le logo doit notamment être présent sur l'ensemble des plaques et des dossards, cette visibilité doit se mettre en place avec la validation du service communication.

- un espace pour un édito doit être réservé sur le programme de la manifestation.

- invitations et accès VIP pour le président du Département ou son représentant.

- à distribuer des posters « dessin » à l'identité de la manifestation et du Département à tous les jeunes participants et jeunes visiteurs

- à donner la possibilité de gagner en ligne une inscription « course rando » ainsi qu'un maillot de l'évènement sur le site Facebook du Département,

- à fournir aux bénévoles un tee-shirt à l'effigie du département

Le Département s'engage à fournir le logo du Département pour les supports de communication réalisés à l'occasion de la manifestation et à fournir des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant la manifestation de façon visible du grand public.

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année et prendra effet à compter de la date de notification à l'ensemble des parties. L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 3, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 18 mois à compter du lendemain de la date de notification de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 9 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une voie amiable de règlement. En

cas d'échec de la voie amiable sous un délai de 1 mois, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Toulouse.

Article 10 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en double exemplaire à Rodez, le

Pour le Département de l'Aveyron, Le Président	**Pour l'association du Vélo Club de Laissac, Le Président**
Arnaud VIALA	**Pierre BOYER**

Annexe 2

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

l'association « Comité d'Organisation des Natural Games »
pour l'organisation
des Natural Games du 23 au 26 juin 2022

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission Permanente en date du ……

d'une part,

L'Association « Comité d'Organisation des Natural Games » (C.O.N.G) représentée par son Co-Président, **Monsieur Thomas RICHARD**

d'autre part,

Préambule

Les « Natural Games » organisés par le Comité d'Organisation des Natural Games (C.O.N.G), se tiendront du 23 au 26 juin 2022 à Millau.

Sur cette manifestation, l'association propose des activités sportives et des animations qui permettent :

- de rassembler des compétiteurs du meilleur niveau national et international de sports de nature,
- de valoriser le département et les sites naturels aveyronnais dédiés à la pratique des sports de nature,
- d'accueillir un large public (aveyronnais et national),

- de favoriser la découverte de sports de nature pour des publics sensibles (écoliers, sport adapté, …),
- d'associer un ensemble d'acteurs locaux à l'évènement (association, …),
- de proposer une sensibilisation à un développement durable, pour un large public.

Pour sa part le Département entend promouvoir, à cette occasion, l'image d'un département dynamique, sportif et touristique.

L'un des enjeux du Département est de favoriser l'activité économique et touristique autour des manifestations sportives de qualité. A cet effet, un des objectifs opérationnels développé est de valoriser un panel d'évènements sportifs dont la notoriété et la fréquentation permettent une meilleure attractivité du département.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer des objectifs dans le cadre du partenariat et les engagements réciproques des 2 partenaires pour la mise en œuvre de la manifestation organisée par l'association « Comité d'organisation des Natural Games » (C.O.N.G.) : les Natural Games du 25 au 28 juin 2020.

Ce partenariat a aussi pour but de favoriser le développement du territoire et de permettre à un large public aveyronnais d'assister aux épreuves et développer l'image du Département de l'Aveyron et ainsi son attractivité.

Article 2 : Engagement de l'Association : objectifs du Comité d'Organisation des Natural Games (C.O.N.G.)

1 – Valorisation de l'excellence du territoire par des compétitions et des démonstrations de qualité. Pour cela présentation d'un programme sportif de qualité, fondé sur une originalité, et sur le haut niveau sportif des participants :

- Kayak freestyle
- Escalade
- VTT slopestyle
- Slackline
- VTT trial
- Stand up paddle

Associer au programme sportif un programme culturel de musique actuelle : festival de musique avec la présence de têtes d'affiche de renommée internationale.

2 – Ouverture à un très large public

Cette manifestation rassemblera environ 4 500 sportifs de haut niveau, toutes disciplines sportives confondues.

Comme chaque année, le public pourra participer gratuitement à différents ateliers d'initiation de découverte. Deux journées seront consacrées au public scolaire, au public à mobilité réduite et aux jeunes en difficulté. Le choix de ces publics pourra s'effectuer en accord avec les services du Département.

3 – Proposition de manifestation inscrite dans une démarche de développement durable

Le C.O.N.G. s'attache à :

- favoriser l'accessibilité de tous publics aux différents sites de pratiques : espaces spectateurs, tarifs réduits, …

- encourager l'intégration et la mixité dans le comité d'organisation de la manifestation : transmission de savoir-faire aux plus jeunes, valorisation de technicités spécifiques, partenariat avec les associations locales,

- privilégier les partenaires et prestataires locaux, et particulièrement ceux engagés vers une responsabilité environnementale : achat de produits locaux, de produits respectueux de l'environnement,

- développer une démarche de tri des déchets : installer des conteneurs, nettoyer le site et traiter les déchets (sacs adaptés), utiliser de la vaisselle réutilisable, sensibiliser le public tout au long de la manifestation : messages audio, affiches, …

- protéger les sites extérieurs, informer et respecter le voisinage : limiter le parking sauvage, inciter au respect de la propreté,

- assurer le développement de nouveaux moyens d'échanges au travers du site internet de l'association : dématérialiser la communication de la manifestation,

- proposer des temps d'échange et de découverte des sports de nature ouverts aux scolaires et aux jeunes aveyronnais.

Le C.O.N.G. s'inscrit dans une démarche environnementale en développant des actions en lien avec le Parc Régional des Grands Causses, la Communauté de communes de Millau Grands Causses.

Article 3 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de **..... €** à l'association pour l'organisation de la manifestation selon les modalités ci-après :

- Montant subventionnable : **..... € HT**
- Taux d'intervention du Département : ..... %

Cette subvention a fait l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 - Chapitre 65 – Compte 6574 - Fonction 32 - Programme : Politique Départementale en faveur du Sport et des Jeunes.

Article 4 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par l'Assemblée Départementale sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 4 et 7.

Après retour signé de la présente convention, le paiement de la subvention pourra être effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur demande écrite et sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée (tableau récapitulatif des dépenses réglées certifié conforme par le Président de l'association).

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

- du bilan financier **HT** de la manifestation certifié conforme et signé par le Président de l'association selon le modèle ci-joint à renseigner,
- du rapport d'activité de la manifestation faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention,
- du bilan humain de la manifestation selon le modèle ci-joint à renseigner,
- d'un relevé d'identité bancaire, du numéro SIRET ou du numéro d'agrément de l'association.

Au vu du bilan communiqué, le montant total de la subvention effectivement versé pourra être revu à la baisse car il sera proportionnel au montant des dépenses réalisées lors de la manifestation.

Ainsi, le montant de la subvention accordée représentant **..... %** du montant prévisionnel de l'opération, le montant versé sera calculé par application de ce pourcentage au montant des dépenses effectivement réalisées, hors valorisation du bénévolat.

En tout état de cause, le montant versé sera plafonné à **..... €.**

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction du Sport et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 5 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 18 mois à compter du lendemain de la notification de la convention et au regard des pièces à fournir :

- le bilan financier de l'association
- le bilan financier de la manifestation
- le bilan humain ou technique de la manifestation, rappelant le nombre et le niveau sportif des participants, une estimation du nombre de spectateurs, l'impact économique et touristique local et départemental.

Article 6 : Reversement

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, en cas d'annulation de la manifestation, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 7 : Communication (des modifications seront apportées ou ajoutées après un nouveau contact avec l'association du C.O.N.G avant signature de la convention)

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes représentations et notamment :

- A autoriser l'utilisation de l'image et du nom de l'association pour tout support de communication élaboré par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron,

- A développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presse et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron et en lien avec l'ADT pour les relations presse,

- A retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée,

- A faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation,

- A convier le Président du Département à l'évènement et à tous les moments forts de l'opération (conférence de Presse…). Transmettre en amont au service communication le calendrier de ces moments forts, travailler en amont avec le service communication au branding de ces moments forts afin de valoriser au mieux la collectivité et l'Aveyron,

- Mettre à disposition 10 pass parkings VIP, et 10 invitations espaces VIP à voir avec le service communication– 10 entrées NG. + 2 pass techniques tout accès avec repas,

- Mettre 6 places en table loge à disposition avec les pass parking correspondant,

- Travailler le branding en concertation avec le service communication (avec banderoles, oriflammes, panneaux bois et tout autre outil de promotion à équilibrer en fonction des institutionnels) durant la manifestation afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces outils doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département,

- Rendre le logo du Département visible lors des interviews. Logo sur banderole commune aux partenaires institutionnels à faire valider en amont. Ces banderoles seront apposées par l'organisateur sur des sites visibles du public. Positionner 14 oriflammes en concertation avec service communication – 12 mètres de toblos – 4 colonnes gonflables installées sur zone jumping. 2 oriflammes sur passerelles – banderoles X8 sur zone spécifique avec arche et éventuellement car podium selon disponibilité,

- Lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département,

- A apposer systématiquement le logo du Département sur tous les supports de promotion ou d'information de la manifestation (pub, print ou web). L'utilisation obligatoire du logo sur les supports de communication de la manifestation doit se faire en collaboration étroite avec le service communication du Département et faire l'objet d'une validation de BAT. Contact tél : 05.65.75.80.72, dominique.bodet@aveyron.fr,

- A valoriser le partenariat sur l'ensemble des actions de communication de l'association y compris sur les réseaux sociaux en y associant les #aveyron, #departementaveyron, #sportsante, #sportpourtous

- Mettre à disposition un espace dans le dossier de presse, afin de permettre à la collectivité de promouvoir le territoire. Mettre à la disposition du public sur le stand accueil des NG la documentation promotion territoire,

- Un espace pour un édito doit être réservé sur le programme de la manifestation,

- Mettre à disposition un bateau dragon boat pour équipage Département,

- L'association « Comité d'Organisation des Natural Games » (C.O.N.G) possédant un site internet devra faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr » en pointant une page intérieure selon la catégorie : « page sport » : http://aveyron.fr/thematiques/sport,

- Fournir un bilan complet et détaillé qui permettra le paiement de la subvention (voir Article 4), avec photos à l'appui, de la mise en place du dispositif de partenariat et de son affichage ainsi que la fourniture des achats d'espace print où la collectivité est particulièrement mise en avant.

Le Département s'engage à fournir le logo du Département pour les supports de communication réalisés à l'occasion de la manifestation et à mettre à disposition de l'association au service communication à Rodez ou à Bel Air à Rodez (lieu de stockage) les outils nécessaires pour la réalisation du branding. L'organisateur devra les apposer pour la manifestation de façon visible du grand public. Un technicien sera mobilisé pour valider le branding en amont de la manifestation. Un bon d'état des lieux du matériel mis à disposition sera rédigé.

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année et prendra effet à compter de la date de notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 3, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 18 mois à compter du lendemain de la date de notification de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 9 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une voie amiable de règlement. En cas d'échec

de la voie amiable sous un délai de 1 mois, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Toulouse.

Article 10 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en double exemplaire à Rodez, le

Le Président du Département,	**Le Co-Président du Comité d'Organisation des Natural Games,**
Arnaud VIALA	**Thomas RICHARD**

Annexe 2

Convention de partenariat
entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et
L'ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE DU ROUERGUE
(A.S.A. ROUERGUE)

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission Permanente du Département en date du ……,

d'une part,

L'ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE DU ROUERGUE (A.S.A. ROUERGUE), représentée par son Président, **Monsieur Jean-Claude BESSAOU**,

d'autre part,

Présentation du Rallye

Si les conditions sanitaires le permettent, l'A.S.A Rouergue propose la 48ème édition du Rallye Aveyron Rouergue Occitanie qui doit se dérouler du 7 au 9 juillet 2022. Le Rallye compte pour le Championnat de France des Rallyes 2021, il s'agit de la 5ème manche du calendrier national.

Epreuve phare du championnat de France des rallyes et ouverte à tous licenciés, ce sont près de 130 équipages qui vont participer à cette 47ème édition, dont les meilleurs pilotes nationaux.

Tous ces compétiteurs et leurs accompagnateurs seront présents pendant 3 jours sur le département et un ensemble de communes qui accueillent l'épreuve. Ils apporteront un plus à l'économie locale. Ce sont par exemple 2 800 nuitées dont bénéficiera l'activité hôtelière et autres dépenses liées à la restauration la consommation de carburants, …

Au regard de cet ensemble d'éléments cette manifestation s'inscrit véritablement dans un cadre d'intérêt général.

Au-delà de cette épreuve officielle, l'organisateur propose durant les 3 jours, un spectacle sportif ouvert gratuitement à tous les aveyronnais. Cette épreuve intervient par ailleurs en période estivale et elle est attractive pour les touristes passionnés de sport automobile. Elle est aussi une attraction pour tous les touristes présents sur le département.

Objectifs poursuivis par le Département :

Pour sa part, le Département de l'Aveyron entend promouvoir, à cette occasion, l'image d'un département attractif car dynamique, sportif et touristique.

L'un des enjeux du Département est de favoriser l'activité économique et touristique autour des manifestations sportives de qualité. A cet effet, un des objectifs opérationnels est de valoriser un panel d'évènements sportifs dont la notoriété et la fréquentation permettent une meilleure attractivité du département

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre de la manifestation organisée par l'Association Sportive Automobile du Rouergue (A.S.A. Rouergue) : le Rallye Aveyron Rouergue Occitanie du 7 au 9 juillet 2022.

Ce partenariat a pour but de favoriser le développement de l'économie locale de permettre à un large public aveyronnais d'assister aux épreuves et de développer l'image du Département de l'Aveyron et ainsi son attractivité.

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de ……..**€** à l'association pour l'organisation de la manifestation selon les modalités ci-après :

- Montant subventionnable : ……. € TTC
- Taux d'intervention du Département : ……..%

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 - Chapitre 65 – Compte 6574 - Fonction 32 - Programme : Politique Départementale en faveur du Sport.

Article 3 : Balayage des routes départementales empruntées par l'épreuve

Le balayage des gravillons projetés sur la chaussée par les concurrents, avant toute réouverture de la route à la circulation, incombe à l'A.S.A. du Rouergue. Comme en 2021, le Département pourra intervenir, à la demande de l'A.S.A. du Rouergue, par ses propres équipes des services techniques, pour procéder au balayage sur les routes départementales impactées. Ces interventions feront l'objet d'une facturation par l'émission d'un titre de recette spécifique, établi par le Département.

Article 4 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par l'Assemblée Départementale sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 4 et 7.

Après retour signé de la présente convention, le paiement de la subvention pourra être effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur demande écrite et sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée (tableau récapitulatif des dépenses réglées certifié conforme par le Président de l'association).

Le solde sera libéré sur demande écrite et présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée *(le versement de la subvention est lié au déroulement effectif de la manifestation si celle-ci est annulée, il ne pourra s'effectuer)* et sur présentation :

- du bilan financier TTC de la manifestation certifié conforme et signé par le Président de l'association selon le modèle ci-joint à renseigner,
- du rapport d'activité de la manifestation faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention,
- du bilan humain de la manifestation selon le modèle ci-joint à renseigner,
- d'un relevé d'identité bancaire, du numéro SIRET ou du numéro d'agrément de l'association.

Au vu du bilan communiqué, le montant total de la subvention effectivement versé pourra être revu à la baisse car il sera proportionnel au montant des dépenses réalisées lors de la manifestation.

Ainsi, le montant de la subvention accordée représentant **……. %** du montant prévisionnel de l'opération, le montant versé sera calculé par application de ce pourcentage au montant des dépenses effectivement réalisées, hors valorisation du bénévolat.

En tout état de cause, le montant versé sera plafonné à **…… €**.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction du Sport et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 5 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 18 mois à compter du lendemain de la notification de la convention et au regard des pièces à fournir :

- le bilan financier de l'association
- le bilan financier de la manifestation
- le bilan humain ou technique de la manifestation, rappelant le nombre et le niveau sportif des participants, une estimation du nombre de spectateurs, l'impact économique et touristique local et départemental.

Article 6 : Reversement

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, en cas d'annulation de la manifestation, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 7 : Actions de sensibilisation aux principes d'un développement durable

L'association pourra s'attacher à :

- favoriser l'accessibilité et la sécurité de tous publics sur les différents sites de pratiques : espaces spectateurs, …
- encourager l'intégration et la mixité dans le comité d'organisation de la manifestation : transmission de savoir-faire aux plus jeunes, valorisation de technicités spécifiques, partenariat avec les associations locales,
- privilégier les partenaires et prestataires locaux, et particulièrement ceux engagés vers une responsabilité environnementale : achat de produits locaux, de produits respectueux de l'environnement,
- développer une démarche de tri des déchets : installer des conteneurs, nettoyer les sites et traiter les déchets (sacs adaptés), …
- protéger les sites traversés, informer et respecter le voisinage : limiter le parking sauvage, inciter au respect de la propreté,

- assurer le développement de nouveaux moyens d'échanges au travers du site internet de l'association : dématérialiser la communication de la manifestation.

Article 8 : Communication : (des modifications seront apportées ou ajoutées après un nouveau contact avec l'A.S.A du Rouergue avant signature de la convention)

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes représentations et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de l'association pour tout support de communication élaboré par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron,

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée,

- à faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation,

- à convier le Président du Département à l'évènement et à tous les moments forts de l'opération dont le lancement de la course (conférence de Presse…). Transmettre en amont au service communication le calendrier de ces moments forts, notamment les 3 conférences de presse

- à apposer des banderoles et oriflammes ou tout autre outil de communication durant la manifestation afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix des lieux d'exposition de ces outils doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département – exemple de nombreuses banderoles à l'espace parc d'assistance à XXXX

- lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département,

- à apposer systématiquement le logo du Département sur tous les supports de promotion ou d'information de la manifestation. L'utilisation obligatoire du logo sur les supports de communication de la manifestation doit se faire en collaboration étroite avec le service communication du Département et faire l'objet d'une validation de BAT. Contact tél : 05-65-75-80-72.

- Valoriser l'Aveyron lors de toute dénomination du Rallye : préciser systématiquement « en Aveyron »,

- Présence du logo du Département sur les plaques, le road book, le haut du podium et les valisettes remises aux équipages, avec validation préalable du service communication

- Présence du logo "Département" sur les panneaux portières de toutes les voitures,

- Réserver l'exclusivité du haut du podium d'arrivée au Département lors des 3 étapes du rallye. Positionner des oriflammes de part et d'autre du podium,

- Fournir 80 tickets accès VIP au jardin public,

- Positionner l'arche du Département à Rodez, podium de présentation des véhicules et d'animation

- Permettre et tout mettre en œuvre pour le positionnement du bus podium à xxxxx pour l'évènement « bosse » et lors de la remise des récompenses à Rodez ou un affichage renforcé et exclusif,

- Organiser une soirée officielle en collaboration avec le Département à Rodez ville étape,

- Prévoir la remise du prix "Département" par le Président du Département ou son représentant. Ce prix est en lien avec le challenge « saut de la bosse du Nayrac » qui devra être au couleur du Département, le car podium sera positionné sur les abords de la bosse.

- Organiser éventuellement en collaboration avec le Département, une conférence de presse pour la signature de la convention,

- L'association « A.S.A. Rouergue » possédant un site internet, devra faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr » en pointant une page intérieure selon la catégorie : « page sport » : http://aveyron.fr/thematiques/sport.

Le Département s'engage à fournir le logo du Département pour les supports de communication réalisés à l'occasion du rallye et à fournir des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant le rallye de façon visible du grand public.

Contact Service Communication 05.65.75.80.72.

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'une année et prendra effet à compter de la date de notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 3, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 18 mois à compter du lendemain de la date de notification de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 10 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une voie amiable de règlement. En cas d'échec de la voie amiable sous un délai de 1 mois, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Toulouse.

Article 11 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en double exemplaire à Rodez, le

Pour le Département de l'Aveyron **Le Président,**	**Pour l'association** **Le Président,**
Arnaud VIALA	**Jean-Claude BESSAOU**

Annexe 3

CONVENTION DE PARTENARIAT
entre le DEPARTEMENT de L'AVEYRON et
l'UNSS DEPARTEMENTAL
pour l'organisation des Raids Nature Aventure
des Lycées le 18 mai 2022
et des Collèges les 7, 8 et 9 juin 2022

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON, représenté par son Président, autorisé par délibération de la Commission Permanente du Département en date du ……,

d'une part,

ET

L'UNSS Départemental, représenté par son responsable **Monsieur Lionel SOPENA,**

d'autre part,

ARTICLE 1 : **OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de fixer les obligations réciproques des partenaires, dans le cadre de l'organisation des Raids Nature Aventure, qui se dérouleront le 18 mai 2022 pour les lycées et les 7, 8 et 9 juin 2022 pour les collèges.

ARTICLE 2 : **ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE L'AVEYRON**

Le Département de l'Aveyron est partenaire exclusif de l'UNSS Départemental pour l'organisation des 4 journées.

2.1 – Engagement financier

Le Département prend à sa charge tous les frais liés à l'organisation :

- transport des compétiteurs,
- rémunération de prestataires *(pour location de matériel, encadrement, collations…)*,
- frais de sécurité et secours,
- récompenses…

2.2 – Engagement technique et administratif

Le Département s'engage à faciliter le montage administratif et technique de l'épreuve, en s'acquittant des missions qui suivent :

- constitution d'un cahier des charges, définissant l'ensemble des prestations, ceci sur indications du Directeur départemental de l'UNSS, puis choix d'un prestataire après consultation,
- accompagnement du Directeur de l'UNSS pour contact avec les Maires des communes propriétaires des terrains et installations empruntées,
- contact avec le S.D.I.S et définition d'une collaboration, pour mise en place d'un schéma de sécurité,
- aide et conseils auprès du Directeur de l'UNSS et des enseignants d'EPS pour le montage des épreuves,
- aide à la constitution du dossier d'organisation, d'encadrement et de sécurité à déposer par le Directeur de l'UNSS en Préfecture. Aide à l'élaboration du règlement des 3 raids et de la journée de découverte des 6e/5e/4e,
- reconnaissances sur le terrain en collaboration avec le Directeur de l'UNSS, les enseignants d'EPS et le prestataire.

Remarque : lors des 3 journées de Raids, les agents de la Direction du Sport du Département apporteront une aide à la coordination.

ARTICLE 3 : **ENGAGEMENTS DE L'UNSS**

Avant les journées de Raid :

➔ Le Directeur Départemental de l'UNSS, organisateur des Raids Nature Aventure 2022, s'engage à prendre toute disposition administrative pour que ces 3 journées d'épreuves sportives et la journée de découverte se déroulent dans un cadre légal, offrant toutes garanties à chacun des participants.

Le Directeur départemental de l'UNSS prend toutes dispositions pour que le règlement sanitaire en vigueur lors du déroulement des 3 journées puisse être strictement respecté, il porte toute responsabilité en la matière.

➔ Le Directeur Départemental UNSS donne délégation aux services du Département pour choisir, sur procédure d'appel d'offre, un ou des prestataires appelés à mettre en œuvre le dispositif matériel, technique, sanitaire et l'encadrement nécessaire *(en sus des enseignants d'EPS et accompagnateurs)*.

Pour ce faire le Directeur Départemental UNSS participe à l'élaboration d'un cahier des charges.

➔ L'UNSS s'engage à déployer un nombre d'enseignants et d'accompagnateurs suffisant, **c'est-à-dire un adulte par équipe engagée**, ceci afin de favoriser la préparation et le meilleur déroulement des Raids Nature Aventure.

➔ Dans un cadre de strict respect des conditions sanitaires en vigueur qu'ils prendront le soin de définir, la Direction Départementale de l'UNSS et les enseignants s'engagent à définir très précisément :

- le contenu des épreuves proposées, avec des distances et un niveau de difficulté adaptés aux jeunes compétiteurs,
- les conditions de déroulement des Raids, incluant épreuves, liaisons, repas, hébergement,
- le dispositif de sécurité,
- les conditions d'encadrement, sous l'entière responsabilité des enseignants accompagnateurs et/ou membres du jury,
- la liste des participants, les conditions d'inscription et de choix :

  . chaque compétiteur figurant sur la liste soit ***licencié*** à ***l'UNSS***,
  . chaque compétiteur figurant sur la liste soit détenteur du ***savoir nager***
  . aucun compétiteur figurant sur la liste n'ait présenté de certificat médical de ***contre-indication*** à la pratique du sport

➔ Le Directeur Départemental de l'UNSS s'engage à disposer de toutes autorisations pour pouvoir accéder aux domaines privés et publics utilisés lors des 3 journées. Il prend notamment contact avec les propriétaires privés pour les autorisations de passage et l'utilisation d'installations privées, ainsi qu'avec les communes concernées.

<u>Lors des 3 journées</u> :

La Direction Départementale de l'UNSS et les enseignants responsables s'engagent à :

- désigner un Directeur de course, responsable technique de la journée,
- mettre en place un encadrement suffisant permettant la prise en charge de tous les postes d'encadrement et de sécurité technique et sanitaire tels que définis dans le dossier déposé en Préfecture,
- contrôler, lors de chaque journée le strict respect des mesures sanitaires répondant à la règlementation en vigueur
- contrôler entièrement les conditions de déroulement des épreuves,
- prendre toute décision qui se révèlerait nécessaire tant en matière de sécurité technique et sanitaire que de bon déroulement des épreuves,
- contrôler que chacun des élèves présents dispose d'une licence assurance établie en bonne et due forme, d'un certificat de savoir nager et qu'aucun élève n'ait présenté un certificat médical de contre-indication à la pratique du sport.
- contrôler que chacun des élèves présent soit en possession d'une attestation négative de test salivaire COVID effectué dans les 48 h qui précèdent leur journée de raid

<u>Responsabilité de l'UNSS Départemental</u> :

- Le Directeur départemental de l'UNSS est responsable de l'organisation des 3journées de raid.

- Le Directeur départemental de l'UNSS est responsable de la mise en oeuvre et du contrôle des mesures sanitaires à appliquer en adéquation avec la règementation en vigueur lors du déroulement des 3 journées
- Le Directeur départemental de l'UNSS déclare disposer d'une assurance couvrant sa responsabilité civile pour l'organisation de telles manifestations.

ARTICLE 4 : **COMMUNICATION**

Le logo du Département sera apposé sur tout document d'information concernant les Raids Nature Aventure.

Des banderoles du Département et de l'UNSS seront apposées sur les sites d'accueil ou de déroulement des épreuves. La commune d'accueil pourra, si elle le désire, apposer ses propres banderoles.

Le bus du Département sera présent en permanence, sur les 4 journées, il servira de secrétariat et de cabine de sonorisation.

Fait à Rodez, le

Pour l'UNSS départemental le Directeur départemental,	**Pour le Département, le Président,**
Lionel SOPENA	**Arnaud VIALA**

Annexe 4

Convention de Partenariat

entre le DEPARTEMENT de l'AVEYRON

l'UGSEL 12

la DIRECTION DIOCESAINE de l'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

et le COMITE DEPARTEMENTAL DE RANDONNEE PEDESTRE

pour le déroulement
des Journées « PRIM'AIR NATURE de l'Aveyron » 2022

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

Le Département de l'Aveyron, représenté par son Président, **Monsieur Arnaud VIALA**, autorisé par délibération de la Commission Permanente du Département en date du 1er avril 2022.

d'une part,

Et

La Direction Diocesaine de l'Enseignement Catholique représentée par **Monsieur Nicolas SENES,** Directeur Diocésain

L'UGSEL Aveyron, représenté par sa Présidente, **Madame Claire de CRESPIN de BILLY**

Et

Le Comité Départemental de Randonnée Pédestre (CDRP) représenté par sa Présidente, **Madame Geneviève FUERTES**

d'autre part,

Préambule

Dans le cadre de sa politique sportive, le Département encourage la mise en œuvre d'une action de découverte des sports de nature, pour tous les élèves des écoles privées de l'Aveyron en collaboration avec l'UGSEL.

ARTICLE 1 : **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des partenaires, dans le cadre de l'organisation des journées PRIM'AIR Nature de l'Aveyron, qui se dérouleront, si les conditions sanitaires le permettent, d'avril à juin 2022 pour les élèves, de CE2, CM1, CM2 des classes primaires, licenciés de l'UGSEL.

ARTICLE 2 : Engagement du département de l'Aveyron

2-1 : Engagement financier

Si le contexte sanitaire en permet le déroulement, le Département prend à sa charge les frais de transports liés aux déplacements des élèves, sur les lieux de pratique des journées PRIM'AIR Nature de l'Aveyron, c'est-à-dire 4 journées pour l'UGSEL.

2-2 : Suivi administratif

La liste des transporteurs choisis, après mise en œuvre des procédures règlementaires, sera communiquée par les services du Département aux services de l'UGSEL.

ARTICLE 3 : Engagement de la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique

Par la présente convention, le Directeur de la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique valide le principe d'organisation des journées Prim'Air Nature et s'engage à en favoriser le meilleur déroulement pour toutes les écoles concernées qui devront être affiliées à l'UGSEL.

ARTICLE 4 : Engagement de l'UGSEL

4-1: Règlementation

Par la présente convention, l'UGSEL 12 s'engage à respecter la règlementation en vigueur concernant :

- l'organisation et la police des manifestations sportives
- l'application des règles sanitaires en vigueur à la date de déroulement des journées 2022, tant pour le transport des élèves que pour leur activité sur le site de pratique

Les responsables de l'UGSEL 12 s'engagent à prendre tous contacts préalables avec les maires des communes sur lesquelles les journées sont prévues.

4-2: Mise en œuvre technique des journées

Le principe des journées a été établi en collaboration entre les services du Département, les délégués et responsables USEP et UGSEL Primaire, le conseiller pédagogique départemental pour l'EPS et le comité départemental de randonnée pédestre : 4 journées sont proposées pour l'UGSEL.

Le contenu des journées doit respecter strictement le cadre technique proposé et le cadre sanitaire en vigueur. Il s'agit donc de proposer des activités de :

- randonnée pédestre et course d'orientation (activités prioritaires)
- et si possible, tir à l'arc, golf et autres activités sportives éducatives ou de découverte des milieux naturels

Il ne pourra être proposé d'autres activités que celles qui seront collégialement choisies lors des réunions de préparation avec la présence de chacun des partenaires, l'objectif conjointement défini de ces journées étant une découverte de la pleine nature à travers ces activités.

En cas de problème matériel mettant en cause la sécurité des participants une des activités proposées pourra être supprimée.

En cas d'annulation d'une journée pour cause de mauvais temps, le responsable UGSEL informera le transporteur la veille avant midi. Tout report de journée se fera d'un commun accord avec les services du département.

Toutes précautions et utilisations de gestes barrières correspondant à la règlementation en cours devront être appliquées.

4-3: Encadrement et responsabilité

Ces journées se dérouleront sur temps scolaire. L'UGSEL 12 et la Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique sont responsables de cette organisation, tant dans son contenu que pour son encadrement et pour l'application des règles sanitaires en vigueur.

Ils sont également responsables des conditions de transports proposées aux écoles, ils en définissent les modalités et en assurent le contrôle afin de pouvoir notamment respecter les règles sanitaires en vigueur.

4-4: Bilan

L'UGSEL 12 effectuera un bilan chiffré des journées de secteur qu'il communiquera aux services du Département avant le 30 septembre 2022.

<u>ARTICLE 5</u> : **Engagement du comité départemental de randonnée pédestre (CDRP)**

Cadre de l'intervention du CDRP

Dans le cadre de la convention d'objectifs établie entre le Département et le comité départemental de randonnée pédestre, ce dernier présente, en annexe, un programme d'actions fondé sur ses compétences et incluant son souhait de participer aux manifestations destinées aux jeunes aveyronnais, dont les journées Prim'Air Nature.

Cette participation s'opère, si les conditions sanitaires le permettent, par une présence du CDRP lors des 4 journées UGSEL. Ainsi avec ses randonneurs bénévoles, le CDRP assiste gratuitement les responsables UGSEL et les enseignants qui assurent l'encadrement des élèves. Ceci sous réserve de l'accord de la fédération française de randonnée pédestre que le CDRP prendra soin de consulter.

ARTICLE 6 : **Responsabilité**

Les responsables UGSEL, les conseillers pédagogiques en charge de l'EPS et les enseignants des classes concernées ont la charge de la mise en œuvre des activités physiques et sportives choisies, des conditions règlementaires d'encadrement et du respect des mesures sanitaires en vigueur.

Les licenciés mis à disposition par le CDRP ainsi que les autres intervenants agréés interviennent sous la responsabilité de l'UGSEL, de la direction diocésaine de l'enseignement catholique et des enseignants, au titre d'une collaboration bénévole.

S'agissant de l'action en réparation, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, la responsabilité de l'intervenant, en tant que collaborateur bénévole du service public, serait garantie par l'État. Quant à sa responsabilité pénale, elle pourrait être engagée s'il commettait une infraction à l'origine d'un accident grave subi ou causé par un élève.

ARTICLE 7 : **Communication**

7.1 : Actions de communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes représentations et notamment :

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements de presse) en étroite collaboration avec la Direction de la Communication du Département

- à faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation

- à convier le Président du Département à tous les moments forts de l'opération, en produisant un calendrier des différentes rencontres à la Direction de la Communication

- à apposer des banderoles et/ou panneaux durant chaque manifestation afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible

- à fournir au Département (Direction des Sports) une photo d'ensemble des participants (enfants et encadrants) prise devant la banderole ou panneau du Département à l'occasion de chaque journée,

- à faire apparaître dans les conditions les meilleures, en étroite collaboration avec la Direction de la Communication et avec sa validation, le logo du Département de l'Aveyron sur tous les supports utilisés (affiche, papier en tête, site Internet, réseaux sociaux …) et communiquer (à la Direction de la Communication) l'ensemble des publications

- Faire figurer le Département lors des publications sur les réseaux sociaux avec les #aveyron, #departementAveyron, #sportpourtous, #sportsante, #aveyronsportif…

Le Département s'engage à fournir son logo pour les supports de communication et à fournir des banderoles et ou panneaux à apposer de façon visible aux côtés de ceux de l'organisateur le cas échéant.

7.2 : Identité des journées « Prim'air Nature de l'Aveyron »

Lors de toutes les présentations et communications de l'UGSEL et du CDRP (courriers, imprimés, dossiers de presse…) les journées devront être intitulées « Prim'Air Nature de l'Aveyron ». Il devra être rappelé qu'il s'agit d'un projet conduit par l'UGSEL et la direction des services départementaux de l'Éducation nationale et dont les transports sont financés par le Département.

ARTICLE 8 : Feuillet pédagogique

Un feuillet pédagogique, pris en charge par le Département a été réalisé en 2007, par un prestataire sur la base d'un travail et d'un cahier des charges, associant les responsables de l'USEP et de l'UGSEL, le conseiller pédagogique départemental en EPS et la Direction du Sport du Département. Ce document présente des informations sur la nature aveyronnaise et la pratique des sports de nature.

Ce feuillet ne sera pas distribué directement, sous forme papier, mais il peut toujours être consulté et téléchargé sur le site internet du Département.

D'autres documents pédagogiques concernant les activités pratiquées et /ou les sites de pratique pourront être proposés aux élèves sous réserve de validation par chacun des partenaires.

<u>ARTICLE 9</u> : Contentieux

En cas d'inexécution des obligations mises à la charge de l'organisateur, le Département se réservera le droit de réexaminer les conditions de partenariat et le niveau de son implication financière.

Dans tous les cas, les parties s'engagent à rechercher prioritairement un règlement à l'amiable et si nécessaire il sera fait attribution auprès du tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Rodez, le

La Présidente de l'UGSEL Aveyron	**Pour le Département, Le Président**
Claire de CRESPIN de BILLY	**Arnaud VIALA**
Le Directeur Diocésain de l'Enseignement Catholique	**La Présidente du Comité Départemental de Randonnée Pédestre**
Nicolas SENES	**Geneviève FUERTES**

Annexe 4

Convention de Partenariat

entre le DEPARTEMENT de l'AVEYRON

LE COMITE DEPARTEMENTAL USEP

LA DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE

et le COMITE DEPARTEMENTAL DE RANDONNEE PEDESTRE

pour le déroulement des Journées « PRIM'AIR NATURE de l'Aveyron » 2022

ENTRE LES SOUSSIGNÉS,

Le Département de l'Aveyron, représenté par son Président, **Monsieur Arnaud VIALA**, autorisé par délibération de la Commission Permanente du Département en date du 1er avril 2022.

d'une part,

Et

La Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale représentée par **Madame Claudine LAJUS,** Inspectrice d'Académie, Directrice Académique des Services de l'Education Nationale de l'Aveyron.

Le Comité Départemental USEP, représenté par son Président, **Monsieur Laurent FAUVEL.**

Et

Le Comité Départemental de Randonnée Pédestre (CDRP) représenté par sa Présidente, **Madame Geneviève FUERTES.**

d'autre part

Préambule

Dans le cadre de sa politique sportive, le Département encourage la mise en œuvre d'une action de découverte des sports de nature, pour tous les élèves des écoles publiques de l'Aveyron en collaboration avec le comité départemental USEP.

<u>ARTICLE 1</u> : **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des partenaires, dans le cadre de l'organisation des journées PRIM'AIR Nature de l'Aveyron, qui se dérouleront, si les conditions sanitaires le permettent, d'avril à juin 2022 pour les élèves, de CE2, CM1, CM2 des classes primaires, licenciés de l'USEP.

<u>ARTICLE 2</u> : Engagement du département de l'Aveyron

2-1 : Engagement financier

Si le contexte sanitaire en permet le déroulement, le Département prend à sa charge les frais de transports liés aux déplacements des élèves, sur les lieux de pratique des journées PRIM'AIR Nature de l'Aveyron, c'est-à-dire 17 journées pour l'USEP.

2-2 : Suivi administratif

La liste des transporteurs choisis, après mise en œuvre des procédures règlementaires, sera communiquée par les services du Département aux services de l'USEP.

<u>ARTICLE 3</u> : Engagement de la Direction Des Services Départementaux de l'Education Nationale

Par la présente convention, l'Inspectrice d'académie, Directrice Académique des Services de l'Education Nationale de l'Aveyron valide le principe d'organisation des journées Prim'Air Nature et en autorise le déroulement pour toutes les écoles concernées qui devront être affiliées à l'USEP.

<u>ARTICLE 4</u> : Engagement du comité départemental USEP

4-1: Règlementation

Par la présente convention, le comité départemental USEP s'engage à respecter la règlementation en vigueur concernant :

- l'organisation et la police des manifestations sportives
- l'application des règles sanitaires en vigueur à la date de déroulement des journées 2022, tant pour le transport des élèves que pour leur activité sur le site de pratique

Les responsables du comité départemental USEP s'engagent à prendre tous contacts préalables avec les maires des communes sur lesquelles les journées sont prévues.

4-2: Mise en œuvre technique des journées

Le principe des journées a été établi en collaboration entre les services du Département, les délégués et responsables USEP, le conseiller pédagogique départemental pour l'EPS et le comité départemental de randonnée pédestre : 17 journées sont proposées pour l'USEP.

Le contenu des journées doit respecter strictement le cadre technique proposé et le cadre sanitaire en vigueur. Il s'agit donc de proposer des activités de :

- randonnée pédestre et course d'orientation (activités prioritaires)
- et si possible, tir à l'arc, golf et autres activités sportives éducatives ou de découverte des milieux naturels.

Il ne pourra être proposé d'autres activités que celles qui seront collégialement choisies lors des réunions de préparation avec la présence de chacun des partenaires, l'objectif conjointement défini de ces journées étant une découverte de la pleine nature à travers ces activités.

En cas de problème matériel mettant en cause la sécurité des participants une des activités proposées pourra être supprimée.

En cas d'annulation d'une journée pour cause de mauvais temps, le responsable USEP informera le transporteur la veille avant midi. Tout report de journée se fera d'un commun accord avec les services du département.

Toutes précautions et utilisations de gestes barrières correspondant à la règlementation en cours devront être appliquées.

4-3: Encadrement et responsabilité

Ces journées se dérouleront sur temps scolaire. Le comité départemental USEP et la direction des services départementaux de l'Education Nationale sont responsables de cette organisation, tant dans son contenu que pour son encadrement et pour l'application des règles sanitaires en vigueur.

Ils sont également responsables des conditions de transports proposées aux écoles, ils en définissent les modalités et en assurent le contrôle afin de pouvoir notamment respecter les règles sanitaires en vigueur.

4-4: Bilan

Le comité départemental USEP effectuera un bilan chiffré des journées de secteur qu'il communiquera aux services du Département avant le 30 septembre 2022.

ARTICLE 5 : **Engagement du comité départemental de randonnée pédestre (CDRP)**

Cadre de l'intervention du CDRP

Dans le cadre de la convention d'objectifs établie entre le Département et le comité départemental de randonnée pédestre, ce dernier présente, en annexe, un programme d'actions fondé sur ses compétences et incluant son souhait de participer aux manifestations destinées aux jeunes aveyronnais, dont les journées Prim'Air Nature.

Cette participation s'opère, si les conditions sanitaires le permettent, par une présence du CDRP lors des 17 journées USEP. Ainsi avec ses randonneurs bénévoles, le CDRP assiste gratuitement les responsables USEP et les enseignants qui assurent l'encadrement des élèves. Ceci sous réserve de l'accord de la fédération française de randonnée pédestre que le CDRP prendra soin de consulter.

ARTICLE 6 : **Responsabilité**

Les responsables USEP, les conseillers pédagogiques en charge de l'EPS et les enseignants des classes concernées ont la charge de la mise en œuvre des activités physiques et sportives choisies, des conditions règlementaires d'encadrement et du respect des mesures sanitaires en vigueur.

Les licenciés mis à disposition par le CDRP ainsi que les autres intervenants agréés interviennent sous la responsabilité de l'USEP, de la direction des services départementaux de l'Education Nationale et des enseignants, au titre d'une collaboration bénévole.

S'agissant de l'action en réparation, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, la responsabilité de l'intervenant, en tant que collaborateur bénévole du service public, serait garantie par l'État. Quant à sa responsabilité pénale, elle pourrait être engagée s'il commettait une infraction à l'origine d'un accident grave subi ou causé par un élève.

ARTICLE 7 : **Communication**

7.1 : Actions de communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes représentations et notamment :

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements de presse) en étroite collaboration avec la Direction de la communication du Département
- à faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation

- à convier le Président du Département à tous les moments forts de l'opération, en produisant un calendrier des différentes rencontres à la Direction de la Communication
- à apposer des banderoles et/ou panneaux durant chaque manifestation afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible
- à fournir au Département (service des sports) une photo d'ensemble des participants (enfants et encadrants) prise devant la banderole ou panneau du Département à l'occasion de chaque journée
- à faire apparaître dans les conditions les meilleures, en étroite collaboration avec la Direction de la Communication et avec sa validation, le logo du Département de l'Aveyron sur tous les supports utilisés (affiche, papier en tête, site Internet réseaux sociaux …) et communiquer (à la Direction de la Communication) l'ensemble des publications - Faire figurer le Département lors des publications sur les réseaux sociaux avec les #aveyron, #departementAveyron, #sportpourtous, #sportsante, #aveyronsportif…

Le Département s'engage à fournir son logo pour les supports de communication et à fournir des banderoles et ou panneaux à apposer de façon visible aux côtés de ceux de l'organisateur le cas échéant.

7.2 : Identité des journées « Prim'air Nature de l'Aveyron »

Lors de toutes les présentations et communications de l'USEP et du CDRP (courriers, imprimés, dossiers de presse…) les journées devront être intitulées « Prim'Air Nature de l'Aveyron ». Il devra être rappelé qu'il s'agit d'un projet conduit par l'USEP et la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et dont les transports sont financés par le Département

ARTICLE 8 : Feuillet pédagogique

Un feuillet pédagogique, pris en charge par le Département a été réalisé en 2007, par un prestataire sur la base d'un travail et d'un cahier des charges, associant les responsables de l'USEP et de l'UGSEL, le conseiller pédagogique départemental en EPS et la direction sport du Département. Ce document présente des informations sur la nature aveyronnaise et la pratique des sports de nature.

Ce feuillet ne sera pas distribué directement, sous forme papier, mais il peut toujours être consulté et téléchargé sur le site internet du Département.

D'autres documents pédagogiques concernant les activités pratiquées et /ou les sites de pratique pourront être proposés aux élèves sous réserve de validation par chacun des partenaires.

ARTICLE 9 : Contentieux

En cas d'inexécution des obligations mises à la charge de l'organisateur, le Département se réservera le droit de réexaminer les conditions de partenariat et le niveau de son implication financière.

Dans tous les cas, les parties s'engagent à rechercher prioritairement un règlement à l'amiable et si nécessaire il sera fait attribution auprès du tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Rodez, le

Le Président du
Comité Départemental USEP

Laurent FAUVEL

Pour le Département,
Le Président

Arnaud VIALA

L'Inspectrice d'Académie,
Directrice Académique des Services
de l'Éducation Nationale

Claudine LAJUS

La Présidente
du Comité Départemental
de Randonnée Pédestre

Geneviève FUERTES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Mise en œuvre du projet de l'ADAT sur 2022 (Agence Départementale d'Attractivité et du Tourisme)**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/BE/2**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42374-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Arnaud VIALA

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Mise en œuvre du projet de l'ADAT sur 2022 (Agence Départementale d'Attractivité et du Tourisme) présenté en BUREAU EXECUTIF

VU l'avis du bureau exécutif lors de sa réunion du 10 mars 2022 ;

VU la délibération de la Commission Permanente du 4 février 2022, déposée et affichée le 9 février 2022 ; approuvant les statuts de l'Agence Départementale de l'Attractivité et du Tourisme (ADAT) et désignant ses représentants ;

CONSIDERANT que l'Agence Départementale du Tourisme (ADT) a tenu son assemblée générale d'évolution vers l'Agence Départementale d'Attractivité et du Tourisme le 21 mars dernier ;

CONSIDERANT qu'il convient désormais de mettre à disposition les moyens qui permettront la mise en œuvre opérationnelle de ce projet ;

APPROUVE le transfert des contrats dont la liste figure en annexe mais également, la mise à disposition des noms de domaines et des sites internet dédiés à l'attractivité du département ;

AUTORISE Monsieur le Président du Département à mettre en œuvre les procédures de transfert, ainsi qu'à signer tous documents ou conventions permettant l'exécution de ces décisions.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 45
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 1

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Annexe

N° MARCHE	Titulaire	Objet
21D001	**DOCNDOC**	PLATEFORME /REMPLACEMENTS
21D008	ROC & CANYON	WAA activité de pleine nature
21D009	ROSE PRIMAIRE	COM/ BC
20I014	LAETIS	Suivi site internet l'Aveyron recrute

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Convention de financement entre le Département de l'Aveyron et le Comité de Sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron - Année 2022**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/001/3**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42285-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Jean-Philippe SADOUL

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Convention de financement entre le Département de l'Aveyron et le Comité de Sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron - Année 2022 présenté en Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieilllesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

VU l'avis favorable de la Commission des Solidarités et de l'Emploi, en charge de la Vieillesse et du Handicap, de l'Enfance et de la Famille lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU l'article L3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux compétences du Département en matière d'action sociale ;

CONSIDERANT que le comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron, implanté sur notre territoire depuis près de 30 ans, mène des actions de communication, de sensibilisation et d'information sur le dépistage organisé des cancers du sein, du côlon et du col de l'utérus, en conformité avec les directives de l'Institut National du Cancer ;

CONSIDERANT que le Département souhaite continuer à apporter son soutien à ce comité, afin de mener à bien les actions d'information, d'animation et de sensibilisation en direction de la population aveyronnaise susceptible de bénéficier des actions de dépistage tant en milieu urbain que rural ;

CONSIDERANT que le comité de sensibilisation intervient en concertation et complémentarité avec le Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers - Occitanie (CRCDC-Oc), la Ligue contre le cancer et de nombreux partenaires ;

CONSIDERANT qu'en 2022, l'association souhaite poursuivre son activité de proximité et encourager toujours aux dépistages en développant le transport collectif en minibus vers les centres de radiologies et hôpitaux, en lien avec les élus communaux et intercommunaux en milieu rural ;

APPROUVE l'attribution d'une subvention de 33 078 € au comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron, au titre de l'année 2022 ;

APPROUVE la convention, ci-jointe, ayant pour objet de préciser les modalités de partenariat entre le Département et l'association et les conditions de versement de la subvention ;

AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

CONVENTION RELATIVE A LA PROMOTION DU DEPISTAGE ORGANISE DES CANCERS EN AVEYRON
ANNEE 2022

Entre

Le Département de l'Aveyron représenté par Monsieur Arnaud VIALA, Président du Département, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération de la Commission permanente en date du 1er avril 2022 déposée et affichée le…… ,

ci-après dénommé « le Département » d'une part,

Et

L'Association dénommée « Le Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron », association régie par la loi du 1er Juillet 1901, dont le siège social est situé au Pôle de dépistage des cancers impasse des Vieux Chênes à Rodez, identifiée sous le n° Siret 44064936600034 représentée par sa Présidente Madame Olivia BENGUE ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération rendue par son Conseil d'Administration,
ci-après dénommée « l'association » d'autre part,

Il est convenu entre les parties

PREAMBULE

Le Département souhaite continuer à apporter son soutien au Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron, pour mener à bien les actions d'information, d'animation et de sensibilisation en direction de la population Aveyronnaise susceptible de bénéficier des actions de dépistage tant en milieu urbain que rural.

Le Comité de sensibilisation pour le dépistage organisé des cancers en Aveyron intervient en concertation et complémentarité avec le Centre Régional de Coordination des Dépistages des Cancers - Occitanie (CRCDC-Oc) et la Ligue contre le cancer.

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les actions que l'Association s'engage à réaliser en matière de promotion de la prévention des cancers et les conditions pour lesquelles le Département apporte son concours à leur réalisation.

ARTICLE 2 : MISSIONS REALISEES PAR LE COMITE DE SENSIBILISATION POUR LE DEPISTAGE DES CANCERS EN AVEYRON

Le **Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron** mène des actions de communication, de sensibilisation et d'information sur le dépistage organisé des cancers du sein, du côlon et du col de l'utérus.

Le Comité diffuse cette information sur cette cause de santé publique en conformité avec les directives de l'Institut National du Cancer.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU COMITE DE SENSIBILISATION POUR LE DEPISTAGE DES CANCERS EN AVEYRON

3.1 Détermination des actions mises en œuvre par l'Association

L'Association transmet au Département :

- **en début de chaque année civile, avant le 30 janvier** les documents suivants :

- un programme annuel présentant les actions proposées par l'Association et conforme à l'article 2,
- un budget prévisionnel des objectifs et du programme annuel d'actions envisagé ainsi que les moyens affectés à leur réalisation.

Devront notamment être indiqués, le montant attendu de la participation du Département, les autres financements attendus et la part des ressources propres.

Chaque programme d'actions sera annexé aux présentes. Le programme d'actions en cours lors de l'entrée en vigueur de la présente convention est annexé aux présentes.

- **avant la fin du premier semestre de l'année civile** qui suit le versement de la subvention les documents complémentaires suivants :

- une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé,
- un rapport d'activité de l'association lequel fera ressortir l'utilisation des aides allouées par le Département,
- un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention.

Par ailleurs, l'Association s'engage à faire certifier les documents comptables à fournir au Département par son commissaire aux comptes.

3.2 Utilisation des concours du Département

L'Association affectera l'intégralité des concours financiers et autres accordés par le Département à la réalisation des actions et missions définies à l'article 2.

Les subventions ne pourront pas être reversées à d'autres organismes.

Faute de respecter strictement cette obligation, l'Association devra reverser au Département l'intégralité des sommes indûment utilisées et ce compris la quote-part déjà consommée à la date de la demande de restitution par le Département.

En cas de non réalisation du programme défini à l'article 2, l'association et le Département se concerteront sur l'utilisation des sommes restant disponibles.

Le Département pourra décider soit de la restitution de la part non utilisée des subventions, soit de son report sur l'année suivante

3.3 Obligations et comptes-rendus

Le Département sera étroitement informé par l'Association du déroulement des actions menées dans le cadre du programme annuel.

3.4 Autres financements

Pour mener à bien sa mission, l'Association recherchera toutes autres sources de financements, publics ou privés.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT

4.1 Attribution d'une subvention

Afin de permettre à l'Association de réaliser les missions et actions visées à l'article le Département de l'Aveyron verse au Comité de sensibilisation pour l'année 2022 une subvention de 30 000 € (trente mille euros), à laquelle s'ajoute une subvention de 3 078 € correspondant au loyer annuel et aux charges locatives de la mise à disposition à titre payant de locaux par le Département à l'association, selon les conditions définies par convention distincte.

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, et selon les modalités suivantes :

- 80 % à la signature de la présente convention,
- le solde après transmission par l'association du rapport d'activité et du résultat comptable de l'exercice écoulé.

ARTICLE 5 : CONTROLE

Le Département a le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'il jugera utile pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

A cet effet, ses agents accrédités pourront procéder à des contrôles sur place et se faire présenter toutes pièces nécessaires à la vérification des comptes-rendus fournis par l'Association.

De même, l'association s'engage :
- à faciliter à tout moment le contrôle par le Département notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production sera utile,
- à remettre au service concerné du département les documents ci-dessus visés.

ARTICLE 6 : LE SUIVI ET L'EVALUATION DE L'ACTION MENEE

Une évaluation des conditions de réalisation des actions à laquelle le Département a apporté son concours sera réalisée chaque année par les deux parties signataires au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

L'évaluation portera en particulier sur la conformité des actions réalisées aux missions et objectifs fixés par la présente convention.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est convenue pour l'année 2022.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS- AVENANTS

Toute modification concernant les conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9 : AUTRES ENGAGEMENTS

L'Association communiquera sans délai au Département toutes modifications relatives aux statuts (objet, siège, dénomination…) et fournira une copie de ceux-ci dûment certifiés conformes et les attestations de dépôt en Préfecture, le cas échéant.

De même, l'Association transmettra sans délai au Département copie des déclarations mentionnées à l'article 3 du décret du 16 août 1901.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association devra en informer le Département.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITE

L'Association conserve seule la responsabilité de la mise en œuvre des missions objet de la présente convention, sans que la responsabilité du Département puisse être recherchée.

Pour ce faire, l'Association s'engage à contracter toutes les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

Elle devra payer les primes et les cotisations de ces assurances sans que le Département puisse être mis en cause.

ARTICLE 11 : SANCTIONS

En cas de non exécution, de retard supérieur à 6 mois ou de modification substantielle sans l'accord écrit du département des conditions d'exécution de la présente convention par l'Association, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances ou autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 12 : RESILIATION

En cas de carence ou de faute caractérisée de l'une ou l'autre des parties, après mise en demeure adressée à l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant deux mois, la présente convention pourra être résiliée de plein droit.

La résiliation entrainera restitution au Département des subventions non encore utilisées.

ARTICLE 13 : LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.
En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Toulouse.
La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, l'un pour le Département, l'autre pour l'Association

ARTICLE 14 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le Département étant un des principaux partenaires et financeur de l'association, cette dernière s'engage à faire figurer le nom et le logo du Conseil départemental de l'Aveyron dans toutes les actions de communication ou d'information qu'elle sera amenée à mettre en œuvre.
L'association autorise également le Département à faire usage librement de son nom pour toute action de communication ou d'information qu'il serait amené à faire dans le domaine de la prévention des cancers.

Fait en deux exemplaires, à RODEZ, le 2022

Le Président du Département	La Présidente du Comité de sensibilisation pour le dépistage des cancers en Aveyron
Arnaud VIALA	**Olivia BENGUE**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Trophées de la solidarité édition 2022 : cahier des charges et règlement de participation, convention avec le groupe EDF**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/001/4**	**Accusé de réception en Préfecture 012-221200017-20220401-42291-DE-1-1 Reçu le 4 avril 2022**
	Déposée le 4 avril 2022	
	Affichée le 4 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Jean-Philippe SADOUL

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Trophées de la solidarité édition 2022 : cahier des charges et règlement de participation, convention avec le groupe EDF présenté en Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieilllesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

VU l'avis favorable de la commission des solidarités et de l'emploi, en charge de la vieillesse et du handicap, de l'enfance et de la famille lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU le programme de mandature 2021-2028, « l'AveyrOn se bouge », adopté par l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, déposé le 13 décembre 2021 et publié le 10 janvier 2022, et notamment son volet développement social local et innovation sociale territoriale ;

CONSIDERANT le Département organisera en 2022, pour la huitième année, l'événement intitulé « Trophées de la Solidarité », afin de mettre à l'honneur les personnes, les associations et les établissements scolaires ayant réalisé au cours de l'année 2021 une action de solidarité exemplaire en faveur des jeunes, personnes âgées, handicapées, isolées ou en situation précaire ;

CONSIDERANT que les trophées sont répartis en 6 catégories ci-après :
1. Trophée Aveyronnais Solidaire
2. Trophée Bien Vivre Ensemble
3. Trophée Solidarité Internationale
4. Trophée Culture et Solidarité
5. Trophée Sport et Solidarité
6. Trophée Inclusion Numérique

CONSIDERANT qu'il est proposé pour l'édition 2022, d'attribuer un prix en numéraire d'un montant de 330 €, au 1er lauréat de chaque catégorie de trophées à l'exception du Trophée Aveyronnais Solidaire pour lequel le prix sera directement versé à une association reconnue d'utilité publique et œuvrant dans le champ social, au choix du lauréat ;

CONSIDERANT que le jury, placé sous la présidence du Président du Département, sera composé de :
- trois élus du Département
- un représentant du Groupe EDF
- un représentant de la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP)
- un représentant des Restaurants du cœur Comité départemental
- un représentant du Secours catholique Comité départemental
- un représentant du Secours populaire Comité départemental
- un représentant de la Croix rouge française délégation départementale de l'Aveyron ;

CONSIDERANT le calendrier prévisionnel de réalisation ci-après :

avril 2022	annonce à la presse
avril - mai 2022	dépôt des candidatures
juin 2022	réunion du jury
fin juin 2022	cérémonie de remise des Trophées

CONSIDERANT que depuis l'origine, le groupe Electricité de France, dans le cadre des actions de mécénat qu'il mène dans le domaine de la solidarité, est partenaire de cette manifestation. Les modalités du partenariat sont définies dans la convention jointe à annexe ;

CONSIDERANT que le coût total de cet événement s'élève à 4 000 € (organisation de la cérémonie et des dotations) et sera supporté à part égale par Électricité de France et le Département ;

APPROUVE les documents suivants ci-annexés :

. le cahier des charges de l'opération,
. le règlement de participation,
. la convention de partenariat à intervenir avec le groupe EDF ;

AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention, au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

ANNEXE 1 : CAHIER DES CHARGES

Préambule
Chaque Aveyronnais peut contribuer au maintien du lien social au sein de sa commune par des actions quotidiennes. En valorisant ces engagements citoyens, le Département entend susciter, encourager et soutenir toutes actions et initiatives en la matière.

Ainsi, le Département organise pour la huitième année l'événement « Trophées de la Solidarité » afin de mettre à l'honneur chaque année les personnes, les associations et les établissements scolaires ayant mené dans l'année une action de solidarité exemplaire en faveur des jeunes, personnes âgées, handicapées, isolées ou en situation précaire.
Concernant les associations, l'objectif de ces trophées est de mettre en lumière les initiatives solidaires des associations dont la finalité première n'est pas la solidarité.

1 – Le lancement de l'Événement

1.1 L'annonce à la presse
L'annonce sera faite à l'occasion d'une conférence de presse à laquelle un représentant du groupe EDF sera convié. Le représentant d'EDF sera invité à s'exprimer pendant une durée de 5 minutes minimum lors de la conférence de presse.

1.2 L'appel à candidature
Le Département élaborera et publiera un dossier de candidature. Ce dossier, accompagné d'une lettre du Président du Département, sera adressé par courrier ou envoi électronique, aux mairies, aux établissements scolaires et aux organismes culturels ou sportifs du département. Ce dossier sera également disponible en téléchargement sur le site aveyron.fr.
Les dossiers complétés par les candidats seront retournés par email ou par courrier au Département.

2 – Les catégories de Trophées
Les Trophées de la Solidarité font l'objet de six catégories définies par le Département, comme suit :

1. **Trophée Aveyronnais Solidaire**

Il s'agit d'un parrainage par un élu d'une collectivité locale ou un chef d'établissement scolaire qui souhaite mettre en lumière un aveyronnais pour une initiative remarquable.

Les trophées suivants sont ouverts aux associations et aux établissements scolaires.

2. **Trophée Bien Vivre Ensemble**

Il vise à valoriser les actions de solidarité favorisant le vivre ensemble et les échanges entre les générations, permettant de créer du lien social et de l'entraide entre les citoyens et les générations.

3. **Trophée Solidarité Internationale**

Il vise à valoriser les actions de solidarité internationale menées par des acteurs aveyronnais.

4. **Trophée Culture et Solidarité**

Il vise à valoriser les actions de solidarité issues du domaine culturel menées en faveur des jeunes, personnes âgées, handicapées, isolées ou en situation précaire.

5. Trophée Sport et Solidarité

Il vise à valoriser les actions de solidarité issues du domaine sportif menées en faveur des jeunes, personnes âgées, handicapées, isolées ou en situation précaire.

6. Trophée Inclusion numérique

Il vise à valoriser les actions de solidarité permettant aux aveyronnais en situation de précarité et éloignés du numérique d'accéder aux services dématérialisés et de les utiliser (scanner un document, remplir un formulaire en ligne, écrire un email…) par des dispositifs d'accompagnement tels que les ateliers d'initiation, les tablettes numériques… favorisant ainsi leur insertion sociale et professionnelle.

3 – Les Prix

Un prix de 330 euros est accordé par le Département pour chaque catégorie de trophées au 1er lauréat (sauf pour le Trophée Aveyronnais Solidaire).

Concernant le Trophée Aveyronnais Solidaire, le lauréat indiquera au Département de l'Aveyron à quelle association reconnue d'utilité publique et œuvrant dans le champ social, il souhaite faire don de son prix de 330 euros. Le Département versera directement cette somme à l'association retenue.
Si le lauréat est un élève (mineur ou majeur) ou un groupe d'élèves, le prix sera versé à l'établissement scolaire dont il dépend.

4 – Le Jury

Le Jury, placé sous la présidence du Président du Département, réunira les principaux représentants des institutions et des associations œuvrant dans le domaine de la solidarité. Les membres du Jury seront convoqués à la commission de sélection par courrier du Président du Département.

4.1 La composition du Jury

- *trois élus du Département*
- *un représentant du Groupe EDF*
- *un représentant de la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)*
- *un représentant des Restaurants du Cœur Comité départemental*
- *un représentant du Secours Catholique Comité départemental*
- *un représentant du Secours Populaire Comité départemental*
- *un représentant de la Croix Rouge Française Délégation Départementale de l'Aveyron*

4.2 Les critères de sélection du Jury

Le Jury départagera les dossiers au regard de la qualité, l'originalité, des bénéfices et de l'intérêt pour la population aveyronnaise de l'initiative ou de l'action.

5 – La cérémonie de remise des Trophées

Le Département se charge de l'organisation de la cérémonie de remise des Trophées de la Solidarité.
Cette cérémonie sera présidée par le Président du Département ou son représentant.
Les candidats aux Trophées, les partenaires ou toute autre personnalité seront invités par courrier du Président du Département. Le Groupe EDF transmettra, au Cabinet du Président, la liste des organismes ou personnalités qu'il souhaite inviter à la cérémonie.
Le Département réalisera un photomontage présentant les actions des lauréats, projeté pendant la remise des Trophées (sous réserve que les candidats accompagnent leur dossier d'un nombre suffisant de photos de bonne qualité).

Durant la cérémonie de remise des trophées, EDF sera invitée à s'exprimer pendant une durée de 5 minutes.

6 – Le calendrier prévisionnel

Avril 2022	Annonce à la presse
Avril-Mai 2022	Dépôt des candidatures
Juin 2022	Réunion du Jury
Fin Juin 2022	Cérémonie de remise des Trophées

ANNEXE 2 : REGLEMENT DE PARTICIPATION

Trophées de la solidarité 2022 - 8ème édition

Article 1 – Objet du concours

Le Département de l'Aveyron, situé à Hôtel du Département - Place Charles de Gaulle - BP 724 - 12007 RODEZ Cedex, organise « les Trophées de la solidarité ».
Cet événement est destiné à mettre à l'honneur chaque année les personnes, les associations et les établissements scolaires ayant mené dans l'année une action de solidarité exemplaire en faveur des jeunes, personnes âgées, handicapées, isolées ou en situation précaire.

Article 2 – Les catégories de trophées

Les Trophées de la Solidarité font l'objet de six catégories définies par le Département, comme suit :

1. **Trophée Aveyronnais Solidaire**

Il s'agit d'un parrainage par un élu d'une collectivité locale ou un chef d'établissement scolaire qui souhaite mettre en lumière un aveyronnais pour une initiative remarquable.

Ce parrainage concerne tout aveyronnais ou élève majeur ou mineur ayant fait preuve d'une initiative solidaire ou d'un engagement particulier. Il doit obligatoirement être porté soit par un(e) élu(e) local(e), Conseiller départemental, Maire ou Président d'intercommunalité, soit par un chef d'établissement scolaire.

Les trophées suivants sont ouverts aux associations et aux établissements scolaires. Le responsable de la structure doit remplir et signer un dossier.

Concernant les associations, les trophées sont destinés à récompenser les initiatives solidaires des associations dont le « cœur de métier », la raison d'être, n'est pas la solidarité.

2. **Trophée Bien Vivre Ensemble**

Il vise à valoriser les actions de solidarité favorisant le vivre ensemble et les échanges entre les générations, permettant de créer du lien social et de l'entraide entre les citoyens et les générations.

3. **Trophée Solidarité Internationale**

Il vise à valoriser les actions de solidarité internationale menées par des acteurs aveyronnais.

4. **Trophée Culture et Solidarité**

Il vise à valoriser les actions de solidarité issues du domaine culturel menées en faveur des jeunes, personnes âgées, handicapées, isolées ou en situation précaire.

5. **Trophée Sport et Solidarité**

Il vise à valoriser les actions de solidarité issues du domaine sportif menées en faveur des jeunes, personnes âgées, handicapées, isolées ou en situation précaire.

6. **Trophée Inclusion Numérique**

Il vise à valoriser les actions de solidarité permettant aux aveyronnais en situation de précarité et éloignés du numérique d'accéder aux services dématérialisés et de les utiliser (scanner un document, remplir un formulaire en ligne, écrire un email…) par des dispositifs d'accompagnement tels que les ateliers d'initiation, les tablettes numériques… favorisant ainsi leur insertion sociale et professionnelle.

Article 3 – Le dépôt du dossier

Les candidatures peuvent être déposées du 10 avril au 20 mai 2022 :

- soit à l'adresse suivante :
  Pôle Solidarités Humaines
  Trophées de la Solidarité
  4 rue de Paraire
  CS 23109
  12031 RODEZ CEDEX 9

- soit en ligne sur aveyron.fr

- soit par mail : psh@aveyron.fr

Tout dossier incomplet à la date limite de candidature ne pourra être pris en compte.

Article 4 – La constitution des dossiers

Les Trophées visent à récompenser toute initiative ou action de solidarité individuelle ou collective réalisée au cours de l'année 2021.

Plusieurs candidatures peuvent être présentées par la même structure à condition de constituer un dossier de candidature différent pour chaque action présentée.

Les actions déjà récompensées par un trophée en 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2019 et 2020 ne peuvent être représentées à l'édition 2022.

Les actions non récompensées lors des éditions précédentes et renouvelées en 2021 peuvent être présentées à l'édition 2022.

Chaque dossier de candidature peut être accompagné de photos et de vidéos libres de droits ainsi que d'articles de presse relatifs à l'action réalisée.
Les photos sont susceptibles d'être reprises dans les supports de présentation et de communication élaborés par le Département pour l'événement. Dans ce cadre, les candidats de ce concours acceptent de céder à titre gratuit l'exploitation de leur image.

Article 5 – Les prix

Un prix de 330 euros est accordé pour chaque catégorie de trophée au 1er lauréat (sauf pour le Trophée Aveyronnais Solidaire).

Concernant le Trophée Aveyronnais Solidaire, le lauréat indiquera au Département de l'Aveyron à quelle association reconnue d'utilité publique et œuvrant dans le champ social, il souhaite faire don de son prix de 330 euros. Le Département versera directement cette somme à l'association retenue.
Si le lauréat est un élève (mineur ou majeur) ou un groupe d'élèves, le prix sera versé à l'établissement scolaire dont il dépend.

A l'exception du Trophée Aveyronnais Solidaire, il sera demandé, après la soirée de remise, aux lauréats de transmettre au Département :

- un relevé d'identité bancaire ou postal établi au nom de l'association suivi de l'adresse du siège social,

- les statuts associatifs signés par le Président
- le récépissé de la déclaration en Préfecture ou Sous-Préfecture

Article 6 : Le jury

Un jury, placé sous la présidence du Président du Département, se réunira afin de sélectionner les lauréats.
Il départagera les dossiers au regard de la qualité et de l'originalité de l'initiative ainsi que de ses bénéfices et de son l'intérêt pour la population aveyronnaise.
Le Département souhaite que les principaux représentants des institutions et des associations œuvrant dans le domaine de la solidarité soient membres de ce jury.

La composition :
- 3 élus du Département
- un représentant d'EDF
- un représentant de la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP)
- un représentant des Restaurants du Cœur Comité départemental
- un représentant du Secours Catholique Comité départemental
- un représentant du Secours Populaire Comité départemental
- un représentant de la Croix Rouge Française Délégation Départementale de l'Aveyron

Article 7 – La remise des prix

Le Département, en présence d'un représentant d'EDF, partenaire officiel de l'événement qui sera, à ce titre invité à s'exprimer, récompensera les lauréats lors d'une cérémonie de remise des Trophées de la Solidarité en juin 2022.
Cette cérémonie est présidée par le Président du Département ou son représentant.
Les candidats aux Trophées, les partenaires ou toute autre personnalité sont invités par courrier du Président du Département.

Aucune communication sur les lauréats n'est faite en amont de cette cérémonie.

CONVENTION DE PARRAINAGE

Trophées de la Solidarité édition 2022

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Département de l'Aveyron, situé à Hôtel du Département - place Charles de Gaulle BP 724 - 12007 RODEZ Cedex,

Représenté par Monsieur Arnaud VIALA en sa qualité de Président du Département, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommé « le Parrainé »,

d'une part

ET

ELECTRICITE DE FRANCE, Société Anonyme au Capital Social de 1 619 338 374 euros, dont le siège social est situé à Paris 8ème, 22-30 avenue de WAGRAM, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317, faisant élection de domicile au 4 RUE CLAUDE MARIE PERROUD, Bât B, 31096 TOULOUSE CEDEX 1

Représentée par Monsieur Olivier ROLAND en sa qualité de Directeur EDF Commerce Sud-Ouest, dûment habilité à l'effet des présentes.

Ci-après dénommée « le Parrain » ou « EDF »,

d'autre part

Également désignées ensemble par « les Parties », ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

Chaque Aveyronnais peut contribuer au maintien du lien social au sein de sa commune par des actions quotidiennes. En valorisant ces engagements citoyens, le Parrainé entend susciter, encourager et soutenir toutes actions et initiatives en la matière.

Ainsi, le Parrainé organise pour la huitième année l'événement suivant « Trophées de la Solidarité » ci-après désigné « l'Evènement » afin de mettre à l'honneur chaque année les personnes, les associations et les établissements scolaires ayant mené dans l'année une action de solidarité exemplaire en faveur des jeunes, personnes âgées, handicapées, isolées ou en situation précaire.
Concernant les associations, l'objectif de ces trophées est de mettre en lumière les initiatives solidaires des associations dont la finalité première n'est pas la solidarité.

Les Trophées de la Solidarité font l'objet de six catégories :

1. Trophée Aveyronnais Solidaire
2. Trophée Bien Vivre Ensemble
3. Trophée Solidarité Internationale
4. Trophée Culture et Solidarité
5. Trophée Sport et Solidarité
6. Trophée Inclusion Numérique

Les trophées seront remis aux lauréats lors d'une cérémonie organisée au cours du deuxième trimestre 2022 au Département. Un cahier des charges décrivant les principales étapes de la réalisation de l'Evènement ainsi que le calendrier de réalisation de l'Evènement est annexé à la présente convention (annexe 1) le règlement de participation pour les candidats à cet évènement figure, quant à lui en annexe 2.

Sollicité par le Parrainé, le Parrain, dans le cadre de ses actions de parrainage, a souhaité s'associer à cet Evènement, en qualité de partenaire exclusif dans le domaine de l'énergie.

1. Le Parrainé a proposé au Parrain de contribuer financièrement à l'organisation de l'Evénement, en bénéficiant en contrepartie de la promotion de son image dans le cadre de l'Evènement.

2. L'Evènement s'inscrit dans les enjeux clés de la politique Responsabilité Sociétale d'Entreprise qui se base sur la raison d'être du Groupe EDF « Construire un avenir énergétique neutre en CO_2 conciliant préservation de la planète, bien-être et développement grâce à l'électricité et à des solutions et services innovants »

3. Eu égard à la nature de son activité et aux caractéristiques de l'Evènement, le Parrain accepte de payer une contribution financière ci-après désigné la « Contribution Financière », pour l'Evénement en contrepartie de la promotion et de la publicité qu'il pourra retirer de l'association de son image à l'Evénement.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET - PLACE D'EDF DANS L'EVENEMENT

La Convention a pour objet de définir les termes et conditions des obligations et droits des Parties, au titre de l'organisation et de la réalisation de l'Evènement par le Parrainé, et de la contrepartie pour le Parrain, correspondant à sa Contribution Financière.

1.1 Le Parrain intervient dans l'Evénement à titre exclusif dans son domaine, à savoir : la production et la commercialisation d'énergies et de services liés à l'énergie.

1.2 A ce titre, EDF pourra se prévaloir de la dénomination ou du label de « partenaire officiel » de l'Evénement.

1.3 Le Parrainé assurera au Parrain tous les services et droits conférés légalement et conventionnellement, et en assumera toutes les obligations.

1.4 D'une manière générale, le Parrainé informera le Parrain, dans les délais les plus brefs à compter de la connaissance des faits, de tout élément qui serait susceptible d'avoir une incidence sur l'Evénement et/ou sur l'exécution de la Convention.

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour la durée de l'Evènement : elle prend effet à compter de sa date de signature par les Parties et se terminera à la remise des « Press-books » visés à l'article 3.3.c) des présentes. Il n'y aura pas de tacite reconduction.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU PARRAINE

3.1 Préparation de l'Evénement :

a) Le Parrainé, en tant que professionnel expérimenté mettra tout le soin qui lui incombe dans la préparation de tous les aspects de l'Evènement, tant organisationnels que matériels et relationnels, et ceci à tous les stades, notamment conception, organisation, contrôle de l'organisation.

b) Le Parrainé établira pour le Parrain des rapports réguliers présentant l'état d'avancement de la préparation, puis de déroulement de l'Evénement selon le calendrier présent dans le Cahier des Charges en annexe 1 et informera rapidement le Parrain dans un délai préalable raisonnable et adapté aux circonstances, de la prévision ou de la survenance de tout imprévu, difficulté ou changement affectant l'Evènement.

c) Le Parrainé respectera la loi sur la confiance dans l'économie numérique, ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés », et toutes dispositions applicables, en particulier en matière de protection de la vie privée. Il veillera au respect de l'image du Parrain.

3.2 Réalisation de l'Evénement :

Le Parrainé, en tant qu'organisateur de l'Evènement, s'engage à réaliser l'Evènement en prenant toutes les mesures nécessaires à sa parfaite réalisation.

Le Parrainé exécutera sous sa seule et entière responsabilité toutes les actions, formalités ou autres, nécessaires à la réalisation de l'Evénement. Il incombe notamment au Parrainé de respecter toutes normes techniques et juridiques (notamment en termes de sécurité) ainsi que toutes lois et réglementations applicables.

Le Parrainé s'engage également à utiliser l'intégralité de la Contribution Financière ainsi que les éléments matériels prêtés ou attribués par EDF uniquement dans le cadre de l'Evènement.

3.3 Contreparties au bénéfice du Parrain :

En contrepartie de la Contribution Financière,

a) le Parrainé s'engage à faire bénéficier le Parrain du dispositif de visibilité suivant : les nom(s), marque(s), - logo, emblème, label du Parrain (ci-après désignés « les Signes Distinctifs »), seront reproduits de façon visible et lisible sur tous les supports de l'Evènement (notamment sur les supports suivants : évocation de l'Evènement sur le site internet du Parrainé, affiches, flyers, programmes, dossiers de presse, invitations etc.), accompagnés d'une formulation à définir ultérieurement entre les Parties faisant état du soutien du Parrain à l'Evènement en respectant rigoureusement la charte graphique («la Charte Graphique ») du Parrain qui lui sera communiquée et les dispositions visées à l'article 6 des présentes, notamment sur les supports suivants :

    - Dossier de candidature pour la participation à l'Evènement.

    - Un Kakémono présentant les actions du Parrain dans le domaine de la « Solidarité ».

    - 2 panneaux de dimension 2.5m x 1m.

Le Parrainé s'engage à positionner les supports de communication sur le site de l'Evènement d'après un plan précis établi préalablement en collaboration avec le Parrain, de façon à assurer une bonne visibilité du Parrain sur le site, et particulièrement lors de la cérémonie de remise des Trophées.

Le Parrainé assumera à ses frais le montage, l'entretien, le démontage, la remise en état ainsi que la restitution, à la fin de l'Evènement, qu'elle qu'en soit la cause de tout élément matériel

que lui aura remis le Parrain pour l'Evénement à moins que ce dernier n'en demande la destruction, ce que le Parrainé effectuera sans délai et à ses frais. Le Parrainé restituera notamment au Parrain toute documentation remise dans le cadre de l'exécution de la Convention à moins que le Parrain n'en demande la destruction.

b) Le Parrainé s'engage par ailleurs à :

- Inviter le représentant du Parrain lors du lancement de l'opération à la presse et lors de la cérémonie de remise des Trophées en 2022

- Offrir au Parrain la possibilité de s'exprimer pendant une durée de 5 minutes minimum lors de l'annonce à la presse du lancement de l'opération ainsi que lors de la cérémonie de remise des Trophées.

- Offrir au Parrain une place en qualité de membre du jury.

- Permettre au Parrain de remettre un des trophées à un lauréat au cours de la cérémonie de remise des Trophées.

- Permettre au Parrain d'inviter 5 personnes à la cérémonie de remise des Trophées.

- Mettre à disposition des journalistes et de tous (participants, invités …) pendant la conférence de presse et lors la remise des trophées, les plaquettes de présentation de l'action du Parrain en matière de solidarité qu'EDF lui aura préalablement remises.

- Remettre au Parrain des photos de l'Evénement conformément aux dispositions de l'article 3.3.c) de la présente Convention.

- Remettre au Parrain les articles de presse relatifs à l'Evénement conformément aux dispositions de l'article 3.3.c) de la présente Convention.

c) Le Parrainé fournira au Parrain :

- Au fur et à mesure : un exemplaire de tout document, tenues vestimentaires le cas échéant, objets édités par ses soins, après l'accord du Parrain visé à l'Article 6.1 ci-dessous.

- 60 jours calendaires au plus tard après la cessation de l'Evènement deux « Press-Books » composés :

- Des photos de l'Evènement, (5 photos minimum) reproduisant notamment les panneaux et autres éléments de visibilités au profit du Parrain *in situ*.

- Des coupures de presse relatives à l'Evènement.

- D'un rapport analysant et présentant le bilan de l'Evénement, ainsi que les informations disponibles que le Parrainé aura pu collecter (nombre de participants, d'invités, commentaires des participants).

3.4 Droit à l'image

S'agissant des photographies de l'Evènement, (5 photos minimum) mentionnées à l'article 3.3, il est précisé qu'elles sont remises par le Parrainé au Parrain, libres de droit ou, dans la limite des droits du Parrainé qu'il devra alors signaler au Parrain. Le Parrain pourra librement utiliser, sélectionner, reproduire, copier, traduire et représenter, sous toutes formes, dans ses supports de communication externes ou interne et généralement dans le cadre de sa communication institutionnelle.

Dans le cas où ces photographies nécessiteraient certaines citations de leurs auteurs, le Parrainé en informera au préalable le Parrain, qui s'engage à respecter ces citations dans l'ensemble des utilisations faite par le Parrain de ces photographies.

Le Parrain pourra aussi, à ses frais, faire réaliser un reportage photographique et/ou un reportage filmé pour la réalisation d'un film promotionnel sur le Parrain qui pourra être exploité à des fins de communication interne et externe.

Le copyright stipulera le nom du photographe.

ARTICLE 4 - CONTRIBUTION FINANCIERE DU PARRAIN

En contrepartie des engagements du Parrainé visés à l'article 3, le Parrain s'engage à verser une Contribution Financière de 2000 € HT (deux mille euros Hors Taxes) en deux versements dans un délai de 60 (soixante) jours à compter de l'émission des factures correspondantes par le Parrainé reconnues bonnes à payer par le Parrain, sur le compte ouvert du Parrainé dont les coordonnées sont :

- Banque : Banque de France – Rodez
- Code Banque : 30001
- Code Guichet : 00699
- Numéro de compte : C1210000000 - Clé RIB : 25
- IBAN : FR133000100699C121000000025

Le Parrain s'engage à verser :

- 1 600 € HT (mille six cents euros hors taxes) sur présentation de la facture correspondante émise par le Parrainé à adresser au plus tard 45 jours à compter de la signature de la Convention par les deux Parties.

- 400 € HT (quatre cents euros hors taxes) sur présentation de la facture correspondante émise par le Parrainé, à adresser au plus tard 45 jours à compter de la remise des « Press Books » visés à l'article 3 et au plus tard 60 jours calendaires après la fin de l'Evènement.

Ces sommes ne sont pas soumises à la TVA, le Parrainé déclarant ne pas y être assujetti.

Les factures seront adressées par le Parrainé à l'adresse suivante :

EDF SA
FR03552081317
TSA 50008
45123 CHALETTE SUR LOING CEDEX

Aucun dépassement de la Contribution Financière ne pourra être effectué sans l'accord écrit préalable et exprès du Parrain. Tout dépassement refusé au Parrainé par le Parrain pourra entraîner la résiliation de la Convention, aux conditions prévues à l'Article Résiliation ci-dessous, en cas de manquement du Parrainé.

ARTICLE 5 - CORRESPONDANCES ET SUIVI DE LA CONVENTION

Les interlocuteurs pour le suivi de cette Convention sont :

Pour le Parrain :
Nom : Mme Catherine REMIGY – Directrice de Développement Territorial

Adresse : EDF Commerce Sud-Ouest - 4 Rue Claude-Marie Perroud - ACI B001-WP
31096 TOULOUSE cedex 1

Email : catherine.remigy@edf.fr
Pour le Parrainé :
Nom : Mme Laure VALADE - Directrice générale adjointe du Pôle Solidarités Humaines
Adresse : 4 rue Paraire – CS 23109 6 12031 Rodez Cedex 9
Email : laure.valade@aveyron.fr

ARTICLE 6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

6.1 Chacune des Parties autorise l'autre à utiliser son logo, son nom et sa marque dans les communications internes et externes décidées dans le cadre de la présente convention.

Toute action et tout support de communication reproduisant le nom, la marque et/ou le logo d'une Partie sera soumis à son accord préalable et écrit.

6.2 Le logotype « EDF » sera reproduit par le Parrainé de façon visible et lisible, en respectant rigoureusement la charte graphique du Parrain qui lui sera communiquée, sur les supports matériels et immatériels identifiés dans la présente Convention.

Avant la réalisation et la diffusion d'un quelconque document ou support comportant le logo EDF, le Parrainé s'engage à soumettre ce document ou support à l'accord préalable et écrit du Parrain, en respectant un délai de consultation raisonnable (minimum 10 jours calendaires).

Le Parrainé reconnaît que la remise des caractéristiques du logotype d'EDF ne lui confère aucun droit de propriété ou d'usage sur ce logotype et sur tout élément d'identification du Parrain hormis la reproduction de ce logotype sur les supports du Parrain identifiés dans la présente Convention.

Le Parrainé s'engage à ne pas céder cette autorisation d'utilisation, à ne pas l'apporter à un tiers et à ne pas consentir de sous-autorisation.

L'expiration ou la résiliation de la Convention mettra fin aux droits de reproduction de la Marque semi-figurative « EDF ».

6.3 Le Parrainé autorise le Parrain à faire figurer son logo, son nom et sa marque dans tous les supports, internes et externes, réalisés par le Parrain en lien avec la présente Convention. Le logotype du Parrainé sera reproduit par le Parrain, en respectant la charte graphique du Parrainé qui lui sera communiquée.

Avant la réalisation et la diffusion d'un quelconque document ou support comportant le logotype du Parrainé, le Parrain s'engage à soumettre ce document ou support à l'accord préalable et écrit du Parrainé, en respectant un délai de consultation raisonnable (minimum 10 jours calendaires).

ARTICLE 7 - ETHIQUE ET INTEGRITE

Le Parrainé s'interdit de rémunérer toute forme d'activités ou toute activité illégale et/ou contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs en France ou dans tout autre Etat.

Le Parrainé déclare sur l'honneur qu'il répond aux exigences de conformité du Groupe EDF, telles que décrites dans la Charte Ethique du Groupe EDF :
https://www.edf.fr/groupe-edf/agir-en-entreprise-responsable/programme-ethique-et-conformite/respect-valeurs-groupe

et qu'il satisfait aux obligations, nationales et internationales, de lutte contre la corruption, le

blanchiment et le financement du terrorisme.

En particulier, le Parrainé déclare sur l'honneur qu'il satisfait aux obligations des lois applicables en matière de droit du travail, notamment celles relatives à la lutte contre le travail dissimulé, et à la corruption d'agents publics étrangers.

En cas de manquement du Parrainé à l'un de ses engagements, la Convention sera résiliée de plein droit, dans les conditions fixées à l'article 9 de la présente Convention et sans qu'aucune indemnité ne soit due de ce chef par le Parrain.

ARTICLE 8 – ASSURANCES et RESPONSABILITE

8.1 La charge des Assurances (responsabilité civile, tous risques y compris annulation notamment), relatives à l'Evènement sera entièrement supportée par le Parrainé.

8.2 Le Parrainé déclare avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoire et solvable, toute police d'assurance nécessaire et en vigueur (notamment toute assurance nécessaire pour couvrir sa responsabilité civile générale), pour la durée des risques générés par sa mission, au regard des actions objet de la présente convention.

8.3. Chaque Partie est responsable de l'exécution des obligations mises à sa charge au titre de la présente Convention.

Le Parrainé garantit le Parrain de tout recours et de toute réclamation formés à son encontre, de la part de tous participants à l'Evènement, comme de la part de tout tiers en lien direct ou indirect avec l'Evènement.

Le Parrainé ne saurait engager la responsabilité du Parrain notamment économique, juridique ou/et financière en lien avec l'Evènement, la responsabilité du Parrain étant limitée à ses seuls engagements au titre de la présente Convention.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION - FORCE MAJEURE - ANNULATION DE L'EVENEMENT

9.1 Résiliation pour manquement d'une Partie :

9.1.1 En cas de non-respect de ses obligations par l'une des Parties, auquel il ne sera pas remédié dans un délai de quinze jours calendaires après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, l'autre Partie pourra résilier la Convention. Cette résiliation prendra effet à compter de la réception du courrier de résiliation adressé par cette dernière en lettre recommandée avec accusé réception, sans aucune autre formalité, notamment judiciaire.

En cas de résiliation du fait d'un manquement du Parrainé à ses obligations, le Parrainé devra restituer au Parrain, sur simple demande et sans délai, les sommes qui lui auront déjà été versées par le Parrain, *prorata temporis*, et le Parrain sera déchargé de toute obligation notamment financière à l'égard du Parrainé.

En cas de résiliation du fait d'un manquement du Parrain à ses obligations, le Parrain sera tenu de verser, le cas échéant, la contribution financière due, *prorata temporis*. Si cette contribution a déjà été versée par le Parrain, le Parrainé sera tenu de restituer au Parrain, sur simple demande et sans délais, la Contribution Financière, *prorata temporis*.
Le Parrain sera déchargé de toute autre obligation notamment financière à l'égard du Parrainé.

9.1.2 En cas de non-respect par le Parrainé des valeurs du groupe EDF et/ou de la règlementation en vigueur, le Parrain pourra résilier de plein droit la Convention, sans préavis par lettre recommandée avec accusé de réception et sans indemnités.
Le Parrain n'aura pas à justifier sa décision de résiliation et pourra solliciter le remboursement,

prorata temporis, du montant de la contribution financière déjà versée au Parrainé.
Le Parrain sera déchargé de toute autre obligation notamment financière à l'égard du Parrainé à compter de l'émission du courrier de résiliation.

9.2 Annulation – Report de l'Evènement

9.2.1 La survenance d'un évènement relevant de la force majeure selon la définition de la loi, à l'exception des faits de grèves, pannes électriques ou électroniques, suspendra l'exécution des obligations de la Partie touchée par l'évènement de force majeure sous réserve que cette dernière avertisse immédiatement l'autre Partie de la survenance de l'évènement. Si l'évènement de force majeure se prolonge de manière à rendre impossible et/ou compromettre la réalisation et/ou l'intérêt de l'Evénement, la Convention pourra être résiliée par cette autre Partie, sans aucune indemnité et la Contribution Financière sera limitée aux seules phases de la Convention déjà réalisées.

9.2.2 En cas d'annulation, de report ou d'interdiction de tout ou partie de l'Evénement et/ou de la promotion du Parrain, notamment par disposition légale, réglementaire ou décision de justice, les Parties se rapprocheront afin de convenir ensemble et par écrit, de la réduction/nouvelle affectation à donner à la Contribution Financière. Si les Parties ne parviennent pas à un accord, la Convention sera résiliée de plein droit sans que cela puisse donner lieu à indemnité au profit de l'une ou l'autre des Parties. Le Parrainé restituera alors au Parrain la Contribution Financière si celle-ci a déjà été versée totalement ou partiellement.

ARTICLE 10 - *INTUITU PERSONAE* - INDEPENDANCE - ETHIQUE ET NON RETOUR

10.1 La Convention est conclue *intuitu personae*, en considération de l'identité et de la réputation du Parrainé. Tout évènement modifiant l'identité, l'actionnariat ou la qualité du Parrainé devra préalablement être notifié sans délai au Parrain, et par écrit, ce dernier disposant de la faculté de résilier la Convention par lettre recommandée avec AR avec effet à l'issue du délai qui y sera indiqué, sans qu'aucune indemnité ne soit due de ce chef par le Parrain, ce dernier demeurant toutefois débiteur à l'égard du Parrainé du montant – le cas échéant – dû *prorata temporis* -au titre de la Contribution Financière, dans la limite des paiements effectivement versés par le Parrainé à des tiers, dans le cadre de la Convention.

10.2 La Convention exclut tout lien de préposition ou de subordination entre les Parties, qui chacune exécutent celle-ci de façon autonome et indépendante. Les Parties s'interdisent de se présenter comme le mandataire, l'agent ou le salarié de l'autre Partie.

10.3 Chaque Partie conserve la seule et entière responsabilité de ses salariés sans que l'autre Partie ne puisse être inquiétée à cet égard, en quoi que ce soit. Chaque Partie fait en particulier son affaire du respect des réglementations applicables, des déclarations, ainsi que des règlements et contributions à effectuer.

ARTICLE 11 - CONFIDENTIALITE

Chacune des Parties convient du caractère confidentiel des droits et obligations fixés à la présente Convention.

Les Parties s'engagent mutuellement à ne pas divulguer les informations et documents de l'autre Partie, de quelque nature qu'ils soient, économiques, techniques ou commerciaux auxquels elles pourraient avoir accès du fait de l'exécution de cette Convention.

Chacune des Parties prend, notamment vis-à-vis de son personnel, toutes les mesures nécessaires pour protéger sous sa responsabilité, le secret et la confidentialité de toutes les informations et de tous les documents précités.

Cet engagement de confidentialité demeure valable aussi longtemps que les informations et documents précités ne tombent pas dans le domaine public, et seulement dans la mesure où ces informations et documents n'étaient pas en possession de l'autre Partie avant l'entrée en vigueur de la présente Convention ou ne sont pas identiques à ceux qui sont obtenus ultérieurement par l'autre Partie, d'un tiers ayant le droit de les divulguer.

ARTICLE 12 – LANGUE DE LA CONVENTION - DROIT APPLICABLE – REGLEMENT DES LITIGES

12.1 La langue de la Convention, le cas échéant de ses annexes, est le Français.

12.2 La Convention, le cas échéant ses annexes et leurs conditions d'exécution relèvent du droit français. En cas de difficulté ou litige dans l'interprétation ou l'exécution de la Convention, le cas échéant de ses annexes, les Parties rechercheront avant tout une solution amiable.

12.3 A défaut de règlement amiable dans un délai de 2 mois à compter de la notification par lettre recommandée avec accusé de réception du différend par la Partie la plus diligente, le litige pourra être porté devant les tribunaux compétents de Toulouse.

ARTICLE 13 - DIVERS

13.1 La Convention constitue l'intégralité des accords des Parties au titre de son objet, et remplace tous autres accords antérieurs, écrits ou verbaux.

13.2 La renonciation par une Partie à un droit quelconque ne vaudra pas renonciation pour l'avenir, d'exercer le même droit.

13.3 Toute modification à la Convention ne pourra valablement intervenir que par écrit, par voie d'avenant signé par les Parties.

ARTICLE 14 - LISTE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Cahier des Charges
- Annexe 2 : Règlement de participation

Les annexes listées ci-dessus font partie intégrante de la Convention, toutefois, en cas de contradiction/ conflit d'interprétation le contenu de la Convention prévaudra sur les dispositions des annexes.

Fait à Rodez, en deux exemplaires originaux, le.

Pour le Parrain	Pour le Parrainé
Le Directeur EDF Commerce Sud-Ouest	Le Président du Département
Olivier ROLAND	Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Conventions de partenariat entre le Département de l'Aveyron, les Centres Hospitaliers de Villefranche de Rouergue et Decazeville,le Centre Social CAF de Villefranche de Rouergue, Decazeville Communauté (pour le Centre Social de Decazeville), la CPAM, l'association ADAR de Decazeville, la MSA Nord Midi-Pyrénées et la CAF de l'Aveyron pour la mise en œuvre d'une action collective à destination des futurs et/ou jeunes parents**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/001/5**	**Accusé de réception en Préfecture 012-221200017-20220401-42306-DE-1-1 Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Annie CAZARD

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Conventions de partenariat entre le Département de l'Aveyron, les Centres Hospitaliers de Villefranche de Rouergue et Decazeville,le Centre Social CAF de Villefranche de

Rouergue, Decazeville Communauté (pour le Centre Social de Decazeville), la CPAM, l'association ADAR de Decazeville, la MSA Nord Midi-Pyrénées et la CAF de l'Aveyron pour la mise en œuvre d'une action collective à destination des futurs et/ou jeunes parents présenté en Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieilllesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

VU l'avis favorable de la Commission des Solidarités et de l'Emploi, en charge de la Vieillesse et du Handicap, de l'Enfance et de la Famille, lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU l'article L3211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux compétences du département en matière d'action sociale ;

VU le programme de mandature 2021-2028 « L'AveyrOn se bouge », adopté l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, et notamment l'action intitulée « Renforcer les actions de prévention petite enfance » inscrit dans le volet Enfance et famille ;

CONSIDERANT que depuis 2016, un partenariat inscrit dans le cadre du premier projet de territoire Villefranche de Rouergue -Decazeville est mis en place afin de soutenir et d'accompagner les futurs et/ou jeunes parents de ce territoire autour de la naissance de leur enfant ;

CONSIDERANT les objectifs poursuivis :

- favoriser l'accès aux droits et la connaissance des services sur le territoire,
- accompagner les parents dans l'arrivée d'un nouvel enfant,
- informer les parents sur les droits médico-sociaux,
- repérer les situations de vulnérabilité et les prévenir,
- amener les parents à réfléchir sur leur rôle et leur engagement,
- anticiper l'arrivée du bébé,
- clarifier pour les parents les missions et rôles de chaque intervenant en pré et post natal,
- renforcer le partenariat ;

CONSIDERANT les éléments du bilan 2020-2021 ;

CONSIDERANT le projet 2022 relatif à la mise en place d'information en faveur des futurs parents ou jeunes parents et notamment l'objectif visant à poursuivre la mobilisation des partenaires suivants :

- la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM)
- la Caisse d'Allocations Familiales (CAF)
- le Centre Social -Decazeville Communauté
- le Centre Social Caf de Villefranche de Rouergue
- le Centre Hospitalier de Decazeville
- le Centre Hospitalier de Villefranche de Rouergue - La Mutualité Sociale Agricole (MSA) de Midi-Pyrénées Nord ;

APPROUVE les projets d'action collective à destination des futures et/ou jeunes parents intitulé « A petits pas vers la naissance », à intervenir avec les partenaires précités ;

ATTRIBUE une participation financière d'un montant de 300 euros pour le conventionnement avec Villefranche de Rouergue, pour un montant total de l'action s'élevant à 1 200 € ;

APPROUVE les conventions de partenariat correspondantes, ci-annexées, déterminant les engagements de chacun des partenaires ;

AUTORISE Monsieur le Président à les signer au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

LE CENTRE SOCIAL DECAZEVILLE COMMUNAUTE

et

LE CENTRE HOSPITALIER DE DECAZEVILLE

et

LA CAF DE L'AVEYRON

et

LA CPAM DE L'AVEYRON

et

L'ASSOCIATION ADAR

POUR L'ACTION COLLECTIVE A DESTINATION DES FUTURS ET/OU JEUNES PARENTS

« FORUM AUTOUR DE LA NAISSANCE »

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON,
représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission Permanente du Département du ……,
ci-après dénommé **LE DEPARTEMENT**,

d'une part,

et

DECAZEVILLE COMMUNAUTE
représentée par son Président, **Monsieur MARTY**

et

LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'AVEYRON
représenté par, **Monsieur Stéphane BONNEFOND**, Directeur de la CAF de l'Aveyron,

et

LE Centre Périnatal de Proximité DU CENTRE HOSPITALIER DE DECAZEVILLE
représenté par **Monsieur Vincent PREVOTEAU**, Directeur par intérim du Centre hospitalier de Decazeville,

et

LA CPAM DE L'AVEYRON
représentée par son Directeur, **Monsieur Aymeric SEGUINOT**

et

L'ASSOCIATION ADAR
représentée par sa Présidente, **Madame GIMENEZ**

d'autre part,

LES DIFFERENTES INSTITUTIONS PARTENAIRES ont pour objectifs :

- de mettre en place des actions d'information en faveur des futurs parents et/ou jeunes parents.

Pour sa part, **LE DEPARTEMENT** partage ces objectifs qui sont en adéquation avec les axes de sa politique en faveur de l'enfance et de la famille, inscrits dans son schéma départemental.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des 6 partenaires, qui œuvrent pour la mise en œuvre de cette action qui se déroulera trois à quatre fois par an.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Decazeville COMMUNAUTE, PAR LE BIAIS DU CENTRE SOCIAL s'engage à :
- participer à toutes les réunions d'élaboration et de bilan,
- participer à l'élaboration et l'impression des affiches,
- co-animer les après-midi d'information

Decazeville COMMUNAUTE, PAR LE BIAIS DU SERVICE PETITE ENFANCE s'engage à :
- participer aux réunions d'élaboration et de bilan,
- imprimer et diffuser les affiches pour la promotion de l'action,
- co-animer les après-midi d'information.

La Caisse d'Allocations Familiales s'engage à :
- effectuer la requête CAF des futurs parents et l'envoi des invitations,
- co-animer les après-midi d'information
- participer à toutes les réunions d'élaboration et de bilan,

Le Centre Périnatal de Proximité (CPP) s'engage à :
- participer aux réunions d'élaboration et de bilan,
- mettre à disposition une salle et toute sa logistique pour l'organisation de l'action,
- imprimer et diffuser les affiches pour la promotion de l'action,
- co-animer les après-midi d'information,
- organiser une visite du CPP.

La CPAM s'engage à :
- participer aux réunions d'élaboration et de bilan,
- imprimer et diffuser les affiches pour la promotion de l'action,
- co-animer les après-midi d'information.

L'Association ADAR, s'engage à :
- participer aux réunions d'élaboration et de bilan,
- imprimer et diffuser les affiches pour la promotion de l'action,
- co-animer les après-midi d'information.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON s'engage à :

- participer aux réunions d'élaboration et de bilan,
- imprimer et diffuser les affiches pour la promotion de l'action,
- co-animer les après-midi d'information.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable sur l'année 2022. A l'issue de cette période d'un an les parties conviendront des conditions du renouvellement éventuel de leur partenariat.

ARTICLE 5 : CLAUSES DE RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses du contrat.

En cas d'inexécution flagrante des obligations mises à la charge des partenaires, les 7 parties se réservent le droit de réexaminer les conditions et le niveau de leur implication financière.

La résiliation se fera par une mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé de réception ou remise par un agent assermenté.

La résiliation à la demande de l'une ou l'autre des parties pourra être effective qu'à l'expiration d'un délai de 3 mois après réception par les 7 parties de la mise en demeure.

En cas de manquement aux obligations par l'une ou l'autre partie, la présente convention pourra être dénoncée avec un préavis de 3 mois.

Fait en 6 exemplaires,
à Decazeville le ……,

Pour LE DEPARTEMENT
LE PRESIDENT
Monsieur VIALA

POUR DECAZEVILLE COMMUNAUTE
LE PRESIDENT
Monsieur MARTY

POUR LA CPAM
LE DIRECTEUR
Monsieur SEGUINOT

Pour LA CAF DE L'AVEYRON
Le Directeur
Monsieur BONNEFOND,

POUR L'ASSOCIATION ADAR
LA PRESIDENTE
Madame GIMENEZ

Pour le Centre Hospitalier de Decazeville
Le Directeur par intérim
Monsieur PREVOTEAU

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

LE CENTRE SOCIAL CAF DE VILLEFRANCHE DE ROUERGUE

et

LE CENTRE HOSPITALIER DE VILLEFRANCHE DE ROUERGUE

et

LA CPAM DE L'AVEYRON

et

***LA MSA* MIDI-PYRENEES NORD**

POUR L'ACTION COLLECTIVE A DESTINATION DES FUTURS ET/OU JEUNES PARENTS

« A PETITS PAS VERS LA NAISSANCE »

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON,
représenté par son **Président Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission Permanente du Département du ……,
ci-après dénommé **LE DEPARTEMENT**,

d'une part,

et

LE CENTRE SOCIAL DE VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
représenté par, **Monsieur Stéphane BONNEFOND**, Directeur de la CAF de l'Aveyron,

et

LE CENTRE HOSPITALIER DE VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
représenté par **Madame Albane ARROUY**, Directrice par intérim du Centre hospitalier de Villefranche de Rouergue,

et

LA CPAM DE L'AVEYRON
représentée par son Directeur, **Monsieur Aymeric SEGUINOT**

et

LA MSA MIDI-PYRENEES NORD
représentée par son Directeur du Service Action Sociale MSA MPN, **Madame Pauline SIRE**

d'autre part,

LES DIFFERENTES INSTITUTIONS PARTENAIRES ont pour objectifs :

- de poursuivre les actions d'information en faveur des futurs parents et/ou jeunes parents.

Pour sa part, **LE DEPARTEMENT** partage ces objectifs qui sont en adéquation avec les axes de sa politique en faveur de l'enfance et de la famille, inscrits dans son schéma départemental.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des **5 partenaires institutionnels**, **co-pilotes**, qui œuvrent pour la mise en œuvre de cette action « **A petits pas vers la Naissance »** qui va se dérouler sur l'année 2022 autour de différentes modalités :

- Trois rencontres d'information collectives si le contexte sanitaire le permet : 28 janvier 2022 – 3 juin 2022 – 7 octobre 2022,
- Une action phare type conférence dans l'année 2022,
- Trois vidéos réalisées en 2021 et accessibles sur les sites internet respectifs des différents partenaires.

La présente convention intègre le **LAEP « *La Passerelle* »** concernant la mise à disposition des locaux (Cf. Article 4) pour la réalisation des actions.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

LE CENTRE SOCIAL CAF DE VILLEFRANCHE s'engage à :

- réaliser les supports de communication de l'action (affiches, invitations et livrets…..)
- effectuer la requête des déclarations de grossesse auprès de la CAF de l'Aveyron,
- envoyer les invitations pour les allocataires de la CAF de l'Aveyron,
- mettre à disposition les salles de réunion et toute la logistique nécessaire à l'organisation des actions,
- participer à toutes les réunions d'élaboration et de bilan,
- co-animer les après-midi d'information,
- diffuser les vidéos et les affiches pour la promotion de l'action,
- instruire un dossier REAAP pour une aide au financement des actions,
- participer financièrement à hauteur de 300€.

Le Centre Hospitalier s'engage à :

- participer aux réunions d'élaboration et de bilan,
- co-animer les après-midi d'information,
- diffuser les vidéos et les affiches pour la promotion de l'action,
- préparer et financer la collation.

La CPAM s'engage à :

- participer à toutes les réunions d'élaboration et de bilan,
- co-animer les après-midi d'information,
- diffuser les vidéos et les affiches pour la promotion de l'action,
- participer financièrement à hauteur de 300 €.

La MSA MIDI-PYRENEES NORD s'engage à :

- effectuer la requête des déclarations de grossesse auprès de la MSA,
- envoyer les invitations pour les ressortissants MSA,
- participer à toutes les réunions d'élaboration et de bilan,
- co-animer les après-midi d'information,
- diffuser les vidéos et les affiches pour la promotion de l'action,
- participer financièrement à hauteur de 300 €.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON s'engage à :

- participer aux réunions d'élaboration et de bilan,
- diffuser les vidéos et les affiches pour la promotion de l'action,
- co-animer les après-midi d'information,
- participer financièrement à hauteur de 300 €.

ARTICLE 4 : MISE A DISPOSITION DES LOCAUX

Le **Lieu d'Accueil Enfants-Parents « *La Passerelle* » de Villefranche de Rouergue** s'engage à mettre à disposition gratuitement ses locaux (*Place Présidial – Ancienne école « sud », à l'arrière du Théâtre*) afin d'accueillir les 3 après-midi d'information collectives à destination des futurs parents et éventuellement la Conférence annuelle dont la date reste à déterminer.

L'Equipe Projet « A petits pas vers la Naissance » s'engage à respecter les lieux mis à disposition par le LAEP « La Passerelle » conformément aux règles d'usages et de sécurité communes avec le CAMSP et l'ADAVEM.

L'Equipe Projet « A petits pas vers la Naissance » s'engage à faire appliquer et respecter les consignes sanitaires en vigueur au moment des actions.

Cette mise à disposition des locaux pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de 3 mois.

ARTICLE 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est applicable pour l'année 2022.

Comme chaque année, une évaluation et un bilan de l'action seront réalisés par l'ensemble des partenaires.

A la fin de l'année 2022, les parties conviendront des conditions du renouvellement éventuel de leur partenariat.

ARTICLE 6 : CLAUSES DE RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties en cas de non respect des lois et règlements ou d'une ou plusieurs clauses du contrat.

En cas d'inexécution flagrante des obligations mises à la charge des partenaires, les 5 parties se réservent le droit de réexaminer les conditions et le niveau de leur implication financière.

La résiliation se fera par une mise en demeure adressée par courrier recommandé avec accusé de réception ou remise par un agent assermenté.

La résiliation à la demande de l'une ou l'autre des parties pourra être effective qu'à l'expiration d'un délai de 3 mois après réception par les 5 parties de la mise en demeure.

En cas de manquement aux obligations par l'une ou l'autre partie, la présente convention pourra être dénoncée avec un préavis de 3 mois.

Fait en 6 exemplaires,
à Villefranche le ……,

Pour LE DEPARTEMENT,

ARNAUD VIALA,
LE PRESIDENT

Pour LE CENTRE SOCIAL CAF DE VILLEFRANCHE DE ROUERGUE,

Monsieur Stéphane BONNEFOND,
Directeur de la CAF de l'Aveyron

POUR LA MSA MIDI-PYRENEES NORD

Monsieur CERE,
LE DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Pour le Centre Hospitalier de Villefranche de Rouergue

Monsieur Bertrand PERRIN,
Le Directeur,

POUR LA CPAM

Monsieur Aymeric SEGUINOT,
LE DIRECTEUR

CONCERNANT L'ARTICLE 4 :

POUR LE LIEU ACCUEIL ENFANTS-PARENTS « LA PASSERELLE »

LES MEMBRES DU COLLEGE DIRECTEUR

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Convention annuelle d'objectifs et de moyens pour la mise en oeuvre du contrat unique d'insertion**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/001/6**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42301-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Jean-Philippe SADOUL

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Convention annuelle d'objectifs et de moyens pour la mise en oeuvre du contrat unique d'insertion présenté en Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieilllesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

VU l'avis favorable de la Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieillesse et du handicap, de l'enfance et de la Famille, lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

Vu le programme de mandature 2021-2028 « L'AveyrOn se bouge », adopté par l'Assemblée départementale le 10 décembre 2022 et notamment son volet « Emploi et insertion » ;

CONSIDERANT que dans le cadre de sa politique d'insertion, le Département met en œuvre le Contrat Unique d'Insertion, dit C.U.I, destiné aux bénéficiaires du RSA qui connaissent des difficultés sociales et professionnelles les empêchant d'accéder immédiatement à un emploi dans les conditions ordinaires du marché du travail ;

CONSIDERANT que le C.U.I se décline en deux versions, le contrat initiative-emploi (C.I.E) dans le secteur marchand, et le contrat d'accompagnement dans l'emploi (C.A.E) dans le secteur non-marchand. Il peut être à durée déterminée ou indéterminée, la durée de travail hebdomadaire pouvant varier de 20 à 35 heures, cette flexibilité permettant une meilleure adaptation à la fois aux demandes des employeurs et aux situations des bénéficiaires ;

APPROUVE, dans le cadre de l'entrée en phase opérationnelle du dispositif, la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens CAOM) au titre de l'année 2022, ci-jointe et son annexe, à intervenir avec l'Etat, qui vaut engagement financier des partenaires, prévoyant la mise en œuvre de 70 CAE et 100 CIE (financement exclusif du Conseil Départemental) ;

AUTORISE Monsieur le Président à signer cette convention au nom du Département, ainsi que tous les avenants éventuels à venir.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Convention annuelle d'objectifs et de moyens 2022 relative aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle fixant les engagements de l'Etat et du Département de l'Aveyron

Vu le code général des collectivités territoriales, pris en ses articles L.1111-1-2-4, L.3121-17 alinéa 1, L.3131-1 à 6, L.3211-1-2 et L.3221-1 ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles, pris en ses articles L.121-1 à 5, L.123-1, L.262-1 et suivants ;

Vu le Code du travail, pris en ses articles L.5134-19-4 et suivants et R.5134-16 ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (RSA) et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n° 2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-42 du 5 novembre 2009 relative à l'entrée en vigueur du CUI ;

Vu l'aide-mémoire DGEFP n°1 relatif aux contrats aidés en date du 23 juillet 2018 ;

Vu l'instruction N° DGEFP : DGEFP/MIP/METH/MPP/2022/29 du 7 février 2022 relative au Fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiatives emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion & la qualification).

Vu l'arrêté du Préfet de la Région Occitanie en vigueur relatif aux Contrats aidés ;

Vu le Programme Départemental d'Insertion adopté le 3 avril 2017 ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Département de l'Aveyron du 1er avril 2022 autorisant le Président à signer la présente convention et ses avenants.

PRÉAMBULE

L'enjeu de cette convention est de promouvoir une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès des personnes bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) à un parcours d'insertion adapté à leurs besoins. Afin de maintenir une offre d'insertion qualitativement et quantitativement satisfaisante au regard des besoins du territoire, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes, il est nécessaire d'optimiser les interventions financières de la collectivité et de l'Etat.

Le Département s'engage à développer l'accès au contrat unique d'insertion (CUI) et aux dispositifs de l'insertion par l'activité économique aux bénéficiaires du RSA socle relevant de sa compétence.

Le 1er volet de la présente convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) décline les objectifs d'entrée en contrat unique d'insertion. Le 2ème volet relatif à l'IAE fixe le nombre prévisionnel de personnes bénéficiaires d'un parcours d'insertion au sein des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) financées en commun par le Département et l'Etat.

Le Département de l'Aveyron s'engage en particulier à cofinancer des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle.

I- Contrats uniques d'insertion – Parcours emploi compétences (PEC)

L'Etat et le Département de l'Aveyron se fixent l'objectif de favoriser l'entrée ou le retour en emploi des personnes bénéficiaires du RSA qui rencontrent des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi RSA dans le cadre des priorités définies par le programme départemental d'insertion.

Pour l'Etat, il s'agit d'intervenir en faveur des publics les plus éloignés du marché du travail (article L.5134-20 du code du travail), autour de l'objectif premier de l'inclusion dans l'emploi. Les CUI parcours emploi compétences (PEC) ainsi que l'insertion par l'activité économique donnent toute sa place au triptyque emploi-formation-accompagnement. Le recentrage des parcours emploi compétences sur l'objectif d'insertion suppose une exigence réelle à l'égard des employeurs, qui doivent être en mesure d'offrir des postes et un environnement de travail propices à un parcours d'insertion. L'orientation vers le PEC est réalisée par le prescripteur après un diagnostic.

La présente convention a pour objet de fixer, pour l'année 2022, les objectifs quantitatifs de prescription des contrats uniques d'insertion, en application de l'article L. 5134-30-2 du code du travail, pour des bénéficiaires du RSA financé par le Département de l'Aveyron.

La contribution du Département à la prise en charge de cette aide est déterminée par l'article D. 5134-41 du code du travail, soit 88% du montant du RSA socle pour une personne isolée.

Le Département a aussi la faculté de prescrire des contrats uniques d'insertion dont il prendra l'aide intégralement en charge, mais qui doivent néanmoins être prévus par la présente convention annuelle d'objectifs et de moyens.

S'agissant des renouvellements, ils ne doivent être ni prioritaires ni automatiques. Ils sont conditionnés à l'évaluation, par le prescripteur de son utilité pour le bénéficiaire et autorisés sous réserve du respect des engagements de l'employeur.

1- Objectifs d'entrée en contrat unique d'insertion – secteur non marchand : Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) :

Le volume des entrées (nouveaux contrats et renouvellements) est le suivant :

Types d'employeurs	Employeurs éligibles selon l'arrêté du Préfet de Région
Nombre de CAE financés par le Département	70
Taux de prise en charge par le Département	Aide forfaitaire : 88 % du montant du RSA socle En ZRR ou QPV 80 % du SMIC Brut
Durée hebdomadaire pour le calcul de l'aide	20 h

Le nombre de CAE est susceptible d'évoluer à la hausse ou à la baisse dès lors que l'enveloppe régionale sera attribuée au département de l'Aveyron. Le Département finance la totalité des 70 CAE sur les crédits inscrits au budget départemental.

2- Objectifs d'entrée en contrat unique d'insertion – secteur marchand : Contrat initiative emploi (CIE)

La prescription de contrats dans le secteur marchand est possible pour le conseil départemental sous réserve que le coût soit nul pour l'Etat.

Sur la base de cette réserve, le volume des entrées en CIE intégralement financés par le Conseil départemental (coût nul pour l'Etat) est de 100.

Le Département finance la totalité des CIE sur les crédits inscrits au budget départemental en se référant à l'article du Code du travail pour le montant de l'aide versée.

PRESCRIPTION

En application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, le président du conseil départemental prend lui-même les décisions d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des PEC au vu de l'arrêté du Préfet de Région cité précédemment.

PAIEMENT

En application des articles R. 5134-40 et R. 5134-63 du code du travail, le comptable départemental procède au paiement de la part départementale de l'aide à l'insertion professionnelle au titre des PEC.

II- Insertion par l'activité économique

Depuis le 1er juillet 2014, la réforme du financement de l'IAE, en généralisant l'aide au poste, ne permet plus la mise en place de contrats CAE dans les structures d'Insertion par l'Activité Economique.

Afin de maintenir son soutien à ces structures, le Conseil Départemental finance des CDDI (de 4 à 6 mois renouvelables) pour des bénéficiaires du RSA, à hauteur des moyens qui étaient mobilisés précédemment pour les CAE (soit une aide mensuelle équivalente à 88% du RSA socle). La répartition théorique entre les structures s'opèrera sur les bases de l'exercice 2021.

Les chantiers d'insertion financés en 2021 sont :

	ETP	Montant versé
Antenne Solidarité Lévezou	0,76	16 216,82 €
Château de Montaigut	1,33	28 221,40 €
Jardin du Chayran	2,86	60 468,98 €
Marmotte pour l'insertion	1,01	21 388,44 €
Passerelle Nord Aveyron	1,82	38 396,13 €
Progress	3,29	69 456,81 €
Recyclerie du Rouergue	2,33	49 243,31 €
Trait d'Union	2,02	42 699,03 €

Le Département paiera au final l'ensemble de la charge qui lui revient pour les bénéficiaires du RSA y compris pour les structures nouvelles qui recruteront des BRSA au titre de l'année 2022.

III- Durée et modalités de suivi de la convention

Les dispositions de la présente convention courent à compter du 1er janvier 2022.

Le suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention est confié à :
- Le correspondant pour le Département de l'Aveyron est Eric APPEL
- Le correspondant pour le Service Emploi Mutations Economiques Solidarités est Sylvie MIQUEL

Le suivi et le pilotage de la CAOM s'effectueront en partenariat avec le SEMES de la DDETSPP et seront abordés lors des réunions du Service Public de l'Emploi.

Un bilan intermédiaire d'exécution de la convention est prévu au mois de juin 2022.

Fait à Rodez, le

Le Président du Département de l'Aveyron	**La Préfète de l'Aveyron**
Arnaud VIALA	**Valérie MICHEL-MOREAUX**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

FINANCÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE :

(indiquer le nom du département)

POUR L'ANNÉE

(indiquer l'année au format ssaa)

Article L. 5134-19-4 du code du travail
Article L. 5134-110 du code du travail
Article L. 5132-3-1 du code du travail

VOLET 1 DE LA CAOM (CUI EAV)

EMPLOIS D'AVENIR Secteur non Marchand
EMPLOIS D'AVENIR Secteur Marchand
CONTRAT UNIQUE D'INSERTION

Cadre réservé à l'administration

dépt | année | n° ordre | avt renouvellement | avt modification

cerfa 13999*02

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Applicable du |_|_|_|_|_|_| au 31 décembre de la même année. Si date d'échéance antérieure, la préciser : |_|_|_|_|_|_|

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Département : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| ✆ |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Nom et qualité de la personne chargée du suivi de la convention : _____

DÉLÉGATION DE PRESCRIPTION

Organisme chargé de la prescription et de la signature des aides à l'insertion professionnelle : _____

☐ Pôle emploi : _____ N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

☐ Autre organisme : _____

Adresse : _____

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN EMPLOIS D'AVENIR

• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|
(dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (|_|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|
(dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré (|_|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

OBJECTIFS D'ENTRÉES EN CONTRATS UNIQUES D'INSERTION

• Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|
(dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur non marchand) au taux majoré (|_|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre total d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_|
(dont prolongations : |_|_|_|_|_|)
Dont nombre d'entrées en CUI-CIE (secteur marchand) au taux majoré (|_|_|_| %) : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

• Nombre d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : |_|_|_|_|_| (dont prolongations : |_|_|_|_|_|)

VOLET 2 DE LA CAOM (IAE)

INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

cerfa 13999*02

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

AIDES ATTRIBUÉES AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION FINANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ salariés

dont (1) : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ BRSA

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Jeune -26 ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Seniors ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ASS ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ AAH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ TH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ 50 et + ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ DELD ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Autres

Montant financier : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ , ⌊_⌊_⌋ € (2)

AIDES ATTRIBUÉES AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HORS ACI)

Entreprises (EI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ salariés

dont (1) : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ BRSA

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Jeune -26 ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Seniors ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ASS ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ AAH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ TH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ 50 et + ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ DELD ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Autres

Montant financier : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ , ⌊_⌊_⌋ € (2)

Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ salariés

dont (1) : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ BRSA

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Jeune -26 ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Seniors ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ASS ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ AAH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ TH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ 50 et + ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ DELD ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Autres

Montant financier : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ , ⌊_⌊_⌋ € (2)

Associations intermédiaires (AI)

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ salariés

dont (1) : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ BRSA

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Jeune -26 ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Seniors ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ASS ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ AAH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ TH ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ 50 et + ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ DELD ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Autres

Montant financier : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ , ⌊_⌊_⌋ € (2)

(1) personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

(2) Lorsque les objectifs d'entrées portent sur les Brsa en ACI, la participation financière correspond à 88% du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolé par mois.

Le signataire représentant l'organe exécutif du département s'engage par la présente convention à :
- réserver le traitement des informations nominatives qui leur seront transmises par l'Agence de services et de paiement aux seules finalités de préparation et de conclusion du CUI ou de l'EAV ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait le : _____
Pour le Conseil Départemental *(Signature et cachet)*

Fait le : _____
Pour l'Etat *(Signature et cachet)*

Destinataires : Exemplaire 1 = ASP / Exemplaire 2 = Préfet (unité départementale de la DIRECCTE)
Exemplaire 3 = Prescripteur / Exemplaire 4 = Conseil départemental / Exemplaire 5 = DGEFP

Transmis à l' ASP le : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Convention de partenariat avec l'association Echanges solidaires située à Réquista relative à la mise en oeuvre du projet "conducteurs bénévoles"**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/001/7**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42298-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Jean-Philippe SADOUL

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Convention de partenariat avec l'association Echanges solidaires située à Réquista relative à la mise en oeuvre du projet "conducteurs bénévoles" présenté en Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieilllesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

VU l'avis favorable de la commission des solidarités et de l'emploi, en charge de la vieillesse et du handicap, de l'enfance et de la famille, lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU le programme de mandature 2021-2027 « L'AveyrOn se bouge », et notamment son volet « Emploi Insertion » ;

CONSIDERANT le projet de territoire du Pays Ruthénois Lévezou Ségala et son volet « mobilité en milieu rural » ;

CONSIDERANT que l'association « Echanges Solidaires » est née d'une initiative portée par l'équipe d'accompagnatrices sociales généralistes du département auprès de personnes accompagnées dans l'objectif de développer des échanges de services et d'objets ;

CONSIDERANT qu'aujourd'hui, composée de bénévoles et de bénéficiaires RSA résidant sur le canton de Réquista, l'association s'est structurée et souhaite formaliser ses actions ;

CONSIDERANT que la problématique de la mobilité est identifiée comme un frein à l'insertion sociale et professionnelle sur l'ensemble du Territoire départemental et particulièrement en milieu rural. Sur le canton de Réquista, 40% des personnes reçues par le service social généraliste mettent en avant cette difficulté ;

CONSIDERANT qu'en réponse aux besoins identifiés auprès de ce public, un groupe de travail s'est constitué incluant travailleurs sociaux, partenaires associatifs et personnes accompagnées par le service social, en s'appuyant sur l'association « Echanges Solidaires » ;

CONSIDERANT que l'association propose des « conducteurs bénévoles » qui assurent le transport ponctuel des personnes en situation de précarité contre le défraiement de leurs frais de transport (tarif modique), en lien avec l'antenne de Réquista du Secours Catholique et les partenaires locaux ;

CONSIDERANT que les objectifs identifiés visent à :

- proposer une réponse locale à la problématique de la mobilité pour le public en précarité,
- favoriser l'entraide mutuelle entre les habitants du canton,
- positionner les personnes en situation d'agir,
- inscrire le projet dans une démarche partenariale à l'échelon local,
- proposer l'action aux bénéficiaires du RSA comme levier de remobilisation ;

APPROUVE l'action proposée par l'association pour laquelle le Département attribue une subvention de 1 000 € ;

APPROUVE le projet de convention de partenariat, ci-annexé, à intervenir avec l'association « Echanges Solidaires », précisant les engagements réciproques des signataires pour la mise en œuvre de l'action prévue ;

AUTORISE Monsieur le Président à signer cette convention au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

L'ASSOCIATION ECHANGES SOLIDAIRES

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON,

représenté par son Président **Monsieur Arnaud Viala** autorisé par la délibération de la Commission Permanente du 1er avril 2022

ci-après dénommé **LE DEPARTEMENT**,

d'une part,

et

L'ASSOCIATION ECHANGES SOLIDAIRES

représenté par son Président **Monsieur Raymond Barthelemy**

d'autre part,

PREAMBULE

Cette action résulte d'un projet d'intervention sociale d'interêt collectif développé par l'équipe d'accompagnatrices sociales généralistes du Territoire d'action sociale du Pays Ruthénois Lévézou Ségala, sur le canton de Réquista.
Elle a pour finalité de proposer un service de « conducteurs bénévoles » pour les personnes en situation de précarité vivant sur le territoire.
L'action est portée par l'association Echanges Solidaires située à Réquista.
Elle s'inscrit dans le Projet de Mandature 2021-2028 sur le volet Solidarités Emploi Insertion et dans le projet de territoire 2017-2021 du TAS-PRLS de la fiche « mobilité en milieu rural ».
Les objectifs sont de proposer une action pour répondre à la problématique de la mobilité rencontrée par les publics en situation de précarité vivant en milieu rural, en favorisant l'entraide mutuelle à l'échelon local.
Elle a pour objet de proposer un service de « chauffeurs bénévoles » qui proposent d'assurer des trajets ponctuels pour ces personnes et de les renseigner sur l'offre de mobilité sur le territoire.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des signataires pour la mise en œuvre de l' action prévue.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association Echanges Solidaires s'engage à :

- proposer un service ponctuel de « conducteurs bénévoles » aux personnes en situation de précarité sur le canton de Réquista, pour un coût modique correspondant aux frais de déplacements,
- assurer l'accueil téléphonique, la mise en relation usagers-chauffeurs,

- sécuriser le « recrutement » des conducteurs bénévoles,
- gérer les tâches administratives, budgétaires et établir un bilan de l'action,
- accueillir de nouveaux bénévoles ou membres, le cas échéant.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

Le Département s'engage à :

- soutenir la communication autour de l'action auprès du public et des acteurs impliqués dans le repérage des besoins,
- participer au fonctionnement de l'association et notamment aux financements du « défraiement des conducteurs bénévoles » pour permettre un abaissement du coût du trajet pour les personnes. Un subvention de 1 000 euros est accordée à ce titre,
- coordonner et animer le projet en lien avec le bureau de l'Association et les partenaires,
- proposer l'action à des bénéficiaires du RSA par l'intermédiaire des travailleurs sociaux comme outil de valorisation et de remobilisation sur l'insertion,
- inscrire le projet dans une démarche de partenariat au niveau local.

Le versement interviendra dès la signature de ladite convention, pour un montant de 1 000 €. Les crédits nécessaires sont inscrits au budget du Pôle Solidarités Humaines de l'année 2022.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'année 2022. La date de mise en oeuvre effective du projet pourra être adaptée en fonction des contraintes sanitaires.

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Le Département étant partenaire, le pilote de ce projet s'engage à valoriser l'apport de la collectivité, et à développer la communication sur le projet en étroite concertation avec les services du Département.
Il s'engage également à apposer sur tout document informatif relatif à l'action collective, le logo du Département de l'Aveyron.

ARTICLE 6 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie en cas de non respect des engagements respectifs inscrits dans la présente convention. La résiliation sera effective immédiatement après mise en demeure adressée à l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou remise par un agent assermenté.

ARTICLE 7 : CONTENTIEUX

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

La présente convention est établie en DEUX exemplaires originaux.

Fait à Rodez, le

Pour LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON LE PRESIDENT	POUR L'ASSOCIATION « ECHANGES SOLIDAIRES»
Arnaud VIALA	Raymond BARTHELEMY

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Convention de mise à disposition de la messagerie sécurisée de santé Médimail**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/001/8**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42280-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Gisèle RIGAL

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Convention de mise à disposition de la messagerie sécurisée de santé Médimail présenté en Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieilllesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

VU l'avis favorable de la Commission des Solidarités et de l'Emploi en charge de la Vieillesse et du Handicap, de l'Enfance et de la Famille lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

CONSIDERANT que l'Agence du Numérique en santé (ANS) est chargée de développer les systèmes d'information partagés dans le domaine de la santé et du secteur médico-social et qu'elle a développé un système de messagerie sécurisée pour les données de santé afin de favoriser et de sécuriser les usages du numérique en santé ;

CONSIDERANT que dans ce contexte, le Projet Régional de Santé d'Occitanie, par l'intermédiaire du Groupement e-santé Occitanie, a décidé de mettre à disposition à titre gratuit des professionnels de santé et médico-sociaux de la Région une messagerie sécurisée de santé, dénommée Médimail. MiPih, groupement d'intérêt public et fournisseur de cette messagerie, a été retenu pour la fournir à l'ensemble de la Région Occitanie ;

CONSIDERANT la nécessité que les assistantes sociales référentes personnes âgées qui évaluent la perte d'autonomie ainsi que les référentes administratives en charge de l'instruction des demandes d'Allocation personnalisée d'autonomie puissent utiliser un outil sécurisé pour échanger des données de santé ;

APPROUVE la convention de partenariat, ci-jointe et ses annexes, permettant l'utilisation du service Médimail à titre gratuit, à intervenir avec MiPih définissant les conditions de sa mise à disposition ;

AUTORISE Monsieur le Président à signer cette convention au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

MiPih-Siège Social Toulouse
12, rue Michel Labrousse
BP 93668 – 31 036
TOULOUSE cedex 1
Tél. : 05 34 61 50 00
Fax : 05 34 61 51 00
Web : www.mipih.fr

MiPih-Site d'Amiens
45 boulevard Ambroise Paré
80 000 AMIENS
Tél. : 03 22 33 57 00
Fax : 03 22 45 45 46

MiPih-Site de Reims
41-43 Avenue Hoche
51 100 REIMS
Tél. : 05 67 69 72 90
Fax : 03 26 06 37 23

MiPih-Site de Bordeaux
184 Quai de BRAZZA
Espace BRASSA – Entrée B
33000 BORDEAUX
Tél. : 05 56 40 10 39
Fax : 05 56 32 57 97

SIRET : 183 100 213 00028 APE : 8411Z
Agrément Formation : 73.31.P0048.31

AnnexeOFI # A

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA MESSAGERIE SECURISEE DE SANTE MEDIMAIL

Entre les soussignés

Département de l'Aveyron , représenté par [Monsieur Arnaud Viala] , sis [Hôtel du Département - Place Charles de Gaulle - 12000 RODEZ] , Siret n°[13001291700022] , dûment habilité à signer par délibération du [1er avril 2022, déposée et affichée le] ;

*Ci-après dénommé « **Structure Utilisatrice** »*

D'une part,

Et

MiPih, Groupement d'intérêt public, ayant son siège au 12 rue Michel Labrousse – 31100 Toulouse, immatriculé au répertoire SIRENE sous le numéro 183 100 213, représenté par son Directeur Général.

*Ci-après dénommé **MiPih***

D'autre part

La **Structure Utilisatrice** et **MiPih** sont, ci-après individuellement désignés comme « Partie » et collectivement comme « Parties »

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'ANS chargée de spécifier et développer les systèmes d'information partagés dans le domaine de la santé et du secteur médico-social a développé un système de Messagerie Sécurisée de Santé afin de favoriser et de sécuriser les usages du numérique en Santé.

Dans ce contexte, le Projet Régional de Santé d'Occitanie par l'intermédiaire du **Groupement e-santé Occitanie**, a décidé de mettre à disposition des professionnels de santé et médico-sociaux de la Région une Messagerie Sécurisée de Santé.

MiPih fournisseur de la Messagerie Sécurisée de Santé de l'ancienne Région Midi-Pyrénées a été retenu dans le cadre de la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées pour fournir sa messagerie à l'ensemble de la nouvelle Région.

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

La mise à disposition de la messagerie **Medimail** à la Région Occitanie pour une durée de quatre ans est régie par la convention Adhérent n°19011913 signée le 23 mars 2019 entre le **Groupement e-santé Occitanie** et **MiPih**. La signature de la présente convention entraine l'acceptation des modalités de fonctionnement établies entre le **Groupement e-santé Occitanie** et **MiPih** telles que définies dans la convention jointe (Annexe 2).

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention défini les conditions de mise à disposition de la Messagerie Sécurisée de Santé **Medimail** auprès des **Structures Utilisatrices des secteur sanitaire ou médico-social ou du domaine** social, amenées à traiter des données personnelles de santé. Elle a pour objectif de déterminer les obligations et responsabilités des Parties.

Article 2 - Article 2 – DEFINITIONS

Administrateur : Personne responsable de la gestion des comptes **Medimail** pour sa **Structure Utilisatrice**.

ANS : Agence du Numérique en Santé

BAL : Boite Aux Lettres, il en existe 4 types sur le service de messagerie sécurisée de santé **Medimail.**

-BAL Nominative : ou BAL Personnelle, elle identifie un utilisateur et est réservée à un usage personnel**.**

-BAL Organisationnelle : BAL identifiant un service un pôle ou tout regroupement d'utilisateurs exerçant au sein d'une même entité. La BAL doit être utilisée sous la responsabilité d'un professionnel habilité.

-BAL Applicative : BAL rattachée à des applications (ex. dossier patient) ou à des machines (ex. serveur de laboratoire). La BAL permet des envois ou des réceptions de messages automatisés. Elle doit être utilisée sous la responsabilité d'un professionnel habilité.

-BAL Medimail : BAL identifiant soit un utilisateur soit un regroupement d'utilisateurs soit une solution applicative, elle permet de communiquer avec des messageries hors sphère **MSSanté**. Elle doit être utilisée sous la responsabilité d'un professionnel habilité.

CNIL : Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés

CPS : Carte de Professionnel de Santé

DSFT : Réalisé par l'**ANS**, le Dossier de Spécifications Fonctionnelles et Techniques définit les interfaces d'accès au système de Messageries Sécurisées de Santé. Ce dossier contient des exigences que **MiPih** s'est engagé à respecter.

Groupement e-santé Occitanie : Groupement Régional d'Appui au Développement de la e-Santé de la Région Occitanie

HDS : Hébergement de Données de Santé

MSSanté : Espace de confiance qui regroupe les opérateurs de messageries électroniques réservé aux professionnels de santé. Il se caractérise par :

- L'annuaire national **MSSanté** des professionnels habilités à échanger des données de santé à caractère personnel et disposant d'une BAL **MSSanté**

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

- Une liste blanche des domaines **MSSanté** regroupant les domaines des opérateurs détenteurs d'un certificat numérique d'authentification délivré par l'**ANS**.

Medimail : Messagerie Sécurisée de Santé opérée par **MiPih**.

SMTP : Simple Mail Transfer Protocol est un protocole de communication utilisé pour transférer le courrier électronique vers les serveurs de messagerie électronique.

Structure Utilisatrice : Structure Utilisatrice du domaine de la santé ou du Médico-Social ou du domaine social habilité à utiliser et à traiter des données à caractère personnel et des données de santé.

Utilisateur : Utilisateur final de la solution, habilité à utiliser et à traiter des données personnelles et des données de santé.

Article 3 - Article 3 – DESCRIPTION DU SERVICE MIS A DISPOSITION

3.1 Généralités

Medimail est le service de Messagerie Sécurisé de Santé compatible **MSSanté** développé par **MiPih**. Ce service assure les échanges entre professionnels habilités par voie électronique en garantissant la sécurité, la traçabilité et la confidentialité des données de santé à caractère personnel.
Il répond aux exigences de l'**ANS** publiées dans le dernier Dossier de Spécifications Fonctionnelles et Techniques (**DSFT**) applicable du système de messageries sécurisées **MSSanté** pour les opérateurs de messagerie.
La solution est hébergée au **MiPih** dans ses propres Datacenters certifiés ISO 27001 et HDS.
MiPih est autonome dans le développement de **Medimail** et ne dépend d'aucun autre prestataire ou d'autres composants techniques externes.
La messagerie **Medimail** est compatible avec le système de messagerie Apycript également utilisé en région Occitanie.

3.2 Cadre juridique et technique de la MSSanté

Les conditions et modalités d'utilisation du service **Medimail** sont encadrées par les textes législatifs et règlementaires régissant notamment la protection des données de santé à caractère personnel, les droits des patients et les systèmes d'informations partagés de santé.

Les acteurs éligibles à l'espace de confiance **MSSanté** sont les professionnels habilités par la loi à échanger des données de santé tels qu'établit dans l'article R1110-2 du code de la santé publique.

Le service **Medimail** délivré par **MiPih** répond aux obligations techniques définies par la **CNIL** dans l'Autorisation Unique AU-037.

3.3 Hébergement HDS

La Messagerie Sécurisée de Santé **Medimail** est un service en SaaS. Elle est hébergée au **MiPih** qui est certifié « hébergeur de données de santé à caractère personnel », conformément au décret 2018-137 du 26 février 2018 . Le périmètre et les lieux d'hébergements sont disponibles sur le site de l'ANS à l'adresse suivante : https://esante.gouv.fr/labels-certifications/hds/liste-des-herbergeurs-certifies .

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

3.4 Accès au service et fonctionnalités

Le service **Medimail** est accessible de façon sécurisée depuis les médias d'accès suivants :
- accès Webmail depuis le portail **Medimail** avec une authentification par carte **CPS** ou dispositif d'authentification forte pour les usages de la **MSSanté** ;
- accès depuis un client de messagerie par protocole **SMTP** avec une authentification forte ;
- accès depuis un logiciel métier intégrant des fonctions de messagerie en « Web Services » avec une authentification par carte **CPS** ou dispositif d'authentification forte ;
- accès depuis un client mobile de messagerie, sous iOS et Android avec une authentification forte ;

Le service **Medimail** comporte les fonctionnalités suivantes :
- création d'un compte de messagerie sécurisée de santé ;
- administration du compte de messagerie sécurisée ;
- émission, réception de messages ;
- recherche, classement et gestion des messages ;
- authentification forte des Utilisateurs ;
- notification de réception des messages sur une adresse non **MSSanté** ;
- recherche dans un annuaire de correspondants.

3.5 Annuaires

Le fonctionnement de **Medimail** repose sur l'utilisation d'Annuaires qui permettent d'identifier les **Utilisateurs** habilités. Si les **Utilisateurs** disposent d'un identifiant interne attribué par leur **Structure Utilisatrice**, ils seront identifiés dans l'annuaire avec cet identifiant. Les Annuaires servent également à retrouver des correspondants.

La cible de la feuille de route Ma Santé 2022 est à terme d'unifier et de centraliser les annuaires permettant d'identifier les professionnels de santé et les professionnels médico-sociaux.

Dans l'attente d'atteindre cet objectif, **Medimail** repose aujourd'hui sur trois annuaires, l'annuaire **MSSanté**, l'annuaire **Medimail** et l'annuaire interne de la **Structure Utilisatrice**.

Medimail dispose d'un annuaire spécifique, suite à une démonstration de faisabilité réalisée avec l'**ANS. Medimail** est devenu précurseur de l'intégration des professionnels du secteur médico-social afin qu'ils soient habilités à utiliser une messagerie de l'espace **MSSanté** et dispose à ce titre d'un annuaire unique en France.

L**a Structure Utilisatrice** s'engage à utiliser et à faire utiliser par les **Utilisateurs** les données contenues dans les Annuaires dans le strict respect du cadre de ses fonctions et dans un but exclusivement professionnel. Ceci exclut tout particulièrement toute démarche commerciale ou publicitaire, politique ou religieuse. La **Structure Utilisatrice** s'engage à ne pas mettre à disposition, donner, céder, ou vendre, à des tiers les fichiers des Annuaires, en totalité ou en partie, sous quelque forme que ce soit et à quiconque sans l'accord préalable de chacun des inscrits concernés.

L'**Utilisateur** est informé par sa **Structure Utilisatrice** qu'en utilisant le service **Medimail**, s'il n'est pas déclaré en liste rouge, il accepte de figurer dans l'Annuaire et que soient inscrites dans celui-ci des informations le concernant si il les a renseignées (Nom, Qualité, Adresse, Téléphone, Adresse mail, Profession, Spécialité, Numéro ADELI, Identifiant RPPS, Structure de rattachement) permettant aux autres utilisateurs de la messagerie de l'identifier et d'échanger des messages sécurisés avec lui.
Également, l'**Utilisateur** est informé qu'il conserve la possibilité de modifier, supprimer ou rectifier des informations le concernant. L'**Utilisateur** informé par sa **Structure Utilisatrice** accepte également que ces informations soient accessibles aux autres utilisateurs par le moyen de l'Annuaire.

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

Enfin l'**Utilisateur** est informé qu'un traitement statistique à des fins de pilotage et de suivi d'utilisation de la **MSSanté** pourra être réalisé par **MiPih** à la demande de l'**ANS** et du **Groupement e-santé Occitanie** qui réalisera des rapports à destination de l'**ARS**.

La fiabilité de l'annuaire reposant sur la responsabilité collective de ceux qui mettent des informations à disposition, l'**Utilisateur** s'engage à informer les services de sa **Structure Utilisatrice** chargés de la gestion de l'Annuaire, dans les délais les plus courts s'il constate des erreurs (de saisie, d'oubli, ...), abus ou détournements. Le service saisi met en œuvre les moyens nécessaires pour corriger les erreurs ou faire cesser les troubles constatés.

3.6 Convention de preuve

La loi n°2000-230 du 13 mars 2000, codifiée par l'article 1366 du code civil, admet la preuve écrite sous forme électronique au même titre que l'écrit sur support papier « sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont il émane et qu'il soit établi et conservé dans les conditions de nature à en garantir l'intégrité ».

Au regard des conditions d'application de ces dispositions, la messagerie **Medimail** utilise les dispositifs de certification de l'identité et d'authentification des **Utilisateurs**.

La messagerie **Medimail** intègre un dispositif d'imputabilité capable d'établir des traces des actions des utilisateurs sur le système et de les conserver. Ainsi, ce dispositif permet de garantir au récepteur de la messagerie l'identité de l'émetteur du message et donc de son contenu. L'imputabilité repose sur l'exhaustivité des traces des actions des utilisateurs sur le système ainsi que sur les traces techniques générées automatiquement par les composants logiciels et matériels utilisés par le système d'information pour assurer les fonctionnalités sollicitées par les utilisateurs.

Afin de prévenir d'éventuelles contestations sur la valeur probante des messages échangés entre les Utilisateurs via le service **Medimail** au regard des exigences fixées par la loi précitée, la **Structure Utilisatrice** s'engage, en acceptant la présente convention, à ne pas contester leur force probante sur le fondement de leur nature électronique. Ils s'accordent dès lors pour reconnaître la même valeur probante aux écrits électroniques transmis via la messagerie **Medimail** qu'aux écrits sur support papier. Tout **Utilisateur** qui souhaiterait ne plus recevoir par voie papier des documents reçus par voie électronique dans le cadre du service **Medimail**, peut porter cette information en indiquant sont choix concernant la dématérialisation.

Article 4 - ORGANISATION DU SERVICE

MiPih reconnait être tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations envers la **Structure Utilisatrice**. A ce titre, **MiPih** fournit à la **Structure Utilisatrice**, dès que cela s'avère nécessaire, des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires, notamment en termes de qualité de services, de continuité d'exploitation, relatifs à la réalisation du service. Le cas échéant **MiPih** pourra proposer des prestations complémentaires de paramétrage, de formation et/ou de mise en place de connecteurs d'outils métiers.

La **Structure Utilisatrice** pourra notamment solliciter **MiPih** pour toutes prestations complémentaires qui lui sembleraient souhaitables.

4.1 Mise en œuvre du Service

Le **Groupement e-santé Occitanie** en tant que MOA du projet de messagerie régional, pilote la mise en œuvre du service au sein de la **Structure Utilisatrice**.

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

A ce titre le **Groupement e-santé Occitanie** organise des comités projet de mise en œuvre en lien avec les équipes de la **Structure Utilisatrice**. Ce dernier propose la recette qui est actée en comité projet.

Il est demandé à la **Structure Utilisatrice** de désigner un Chef de projet déploiement de la messagerie Sécurisée de Santé en son sein. Ce chef de projet sera en lien avec les équipes de déploiement du **Groupement e-santé Occitanie** et du **MiPih** et participera aux comités de projet de déploiement. Par la suite ce Chef de projet pourra devenir référent **Medimail** au sein de son **Structure Utilisatrice** et centraliser les demandes auprès du **Groupement e-santé Occitanie** et **MiPih**.

4.2 Rôle de l'Administrateur

La **Structure Utilisatrice** doit désigner en son sein a minima un **Administrateur** qui sera en lien direct avec **MiPih**.

L'**Administrateur** est responsable de la création, de la gestion, de la désactivation et de la suppression des comptes utilisateurs dans le respect des exigences du **DSFT** de l'**ANS**. Ce rôle peut être différent de celui de Chef de Projet pour le déploiement de **Medimai**l.

Dans le cas d'une création de **BAL nominative** l'**Administrateur** doit renseigner le numéro d'identifiant national de l'**Utilisateur** (RPPS ou ADELI), ainsi que les données d'identités certifiées par l'autorité d'enregistrement. De façon dérogatoire et uniquement dans le cas où l'**Utilisateur** ne dépend d'aucune autorité d'enregistrement reconnue par un texte, la **Structure Utilisatrice** devra renseigner un identifiant interne attribué par le responsable de la **Structure Utilisatrice**.

Dans le cas d'une création de **BAL organisationnelle** ou **applicative**, par un **Administrateur**, celles-ci n'identifiant pas une personne physique, mais un service, un secrétariat, un automate ou toute forme d'organisation elle relève de la responsabilité du représentant légal de la **Structure Utilisatrice**. Dans ce cadre, la **Structure Utilisatrice** doit veiller à ce que les traces d'accès à ces BAL permettent, d'identifier la personne physique qui y a accédé.

4.3 Fonctionnement du Support

La répartition du support de la messagerie **Medimail** est définie dans la convention Adhérent n°19011913 qui lie le **Groupement e-santé Occitanie** et **MiPih**.

Il est réparti comme suit.

- Support de Niveau 1 :
  Par convention il est assuré par le **Groupement e-santé Occitanie** il est accessible jours ouvrés de 8h30 à 18h30 aux coordonnées suivantes :
  Mail : assistance@esante-occitanie.fr – Téléphone 0820 250 035
  Il comprend la déclaration d'incident, l'enregistrement de la demande de support et la vérification du bon fonctionnement du service **Medimail.**
- Support de Niveau 2 :
  Il est réparti entre le **Groupement e-santé Occitanie** et **MiPih** de la façon suivante :
  Il est réparti entre le Groupement e-santé Occitanie et **MiPih** de la façon suivante :
  - Support fonctionnel : il est assuré par le **Groupement e-santé Occitanie**
  - Support technique : il est assuré par **MiPih** qui intervient à la demande du support niveau 1, ou si le support de niveau 1 n'arrive pas à résoudre l'incident au-delà d'une durée de 30 minutes (hors intervention nécessitant une durée de traitement supérieure à 30 minutes) et/ou si les informations de supervision du support niveau 1 ne permettent pas de qualifier l'incident.
- Support de Niveau 3 :

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

Par convention, il est assuré par **MiPih** et intervient à la demande du support niveau 2 ou si l'incident n'est pas résolu au bout de deux heures après le début de l'intervention du support niveau 1. Le support niveau 3 est spécifiquement assuré par l'équipe de développement de **Medimail**.

Les supports de Niveau 2 et de Niveau 3 assurés par **MiPih** sont disponibles les jours ouvrés de 8h à 18h.

Article 5 - ROLES ET ENGAGEMENTS DE SERVICES

5.1 Rôle du Groupement e-santé Occitanie

Le **Groupement e-santé Occitanie** a un devoir d'information générale sur les usages numériques en santé et la promotion de la **MSSanté**.
Il a en particulier en tant que MOA du projet **MSSanté** régional un devoir d'information auprès de ses adhérents pour qu'ils aient connaissance du service sous-traité au **MiPih**. Il veille au bon fonctionnement général et à la qualité du service fournit par **MiPih** et centralise les demandes des **Structures Utilisatrices.**
Le **Groupement e-santé Occitanie** a en particulier un devoir d'information sur les évolutions et les arrêts programmés de services auprès des **Structures Utilisatrices**.
Le **Groupement e-santé Occitanie** doit fournir les différentiels fonctionnels et les documentations utilisateurs à la demande de la **Structure Utilisatrice**.

5.2 Rôle du MiPih et Engagements de services

La Messagerie Medimail n'est pas un service critique.

Bien que **MiPih** mette tout en œuvre pour que le service fonctionne 24/7, il n'existe pas d'astreinte spécifique sur ce service dont la Hotline est ouverte de 8h à 18h les jours ouvrés. Toutefois une astreinte peut être souscrite séparément auprès du **MiPih**.

MiPih reconnait être tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations envers la **Structure Utilisatrice** et le **Groupement e-santé Occitanie**. A ce titre, **MiPih** leur fourni dès que cela s'avère nécessaire, des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires, notamment en termes de qualité de services, de continuité d'exploitation, relatifs à l'utilisation de **Medimail**.

MiPih est engagé dans la convention signée avec le **Groupement e-santé Occitanie** au titre d'une obligation de résultat pour la remise de livrable. Il a en particulier l'obligation d'informer le **Groupement e-santé Occitanie** des évolutions et des mises à jour du service et de lui fournir les différentiels fonctionnels et la documentation utilisateurs.

MiPih s'engage à :

- Maintenir **Medimail** en conditions opérationnelles et à corriger gratuitement les anomalies détectées.
- Paramétrer **Medimail** pour permettre l'utilisation d'une interface **SMTP** depuis et vers la **Structure Utilisatrice**
- Paramétrer la passerelle de messagerie **Medimail** pour interconnecter le serveur de messagerie de la **Structure Utilisatrice**
- Préparer et transmettre les éléments techniques concernant le paramétrage :
    - Création et livraison d'un certificat TLS à l'**Administrateur** de la messagerie de la **Structure Utilisatrice**

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

- Livraison d'un document de préconisations techniques pour l'interfaçage de serveurs Exchange, Postfix ou Zimbra dans l**a Structure Utilisatrice**
- Livraison d'un script d'exemple pour le paramétrage automatique d'un serveur Exchange 2013

- Réaliser une prestation d'une journée pour réaliser les tests d'interconnexion et valider que le paramétrage réalisé correspond à la logique technique attendue.

MiPih ne s'engage pas à :

- Paramétrer le serveur de messagerie de la **Structure Utilisatrice**
- Paramétrer le réseau de la **Structure Utilisatrice**

Les indicateurs de service à respecter par **MiPih** qui permettent d'évaluer la qualité de la prestation sont définis dans les Engagements de services en ANNEXE 1.

Article 6 - DONNEES A CARACTERE PERSONNEL ET DONNEES DE SANTE

6.1 Responsabilité du traitement

Dans le cadre de la protection des données à caractère personnel et des données de santé, le RGPD a en particulier introduit le rôle de **Responsable de traitement, rôle repris dans la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (**article 3 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée**).** Il est défini comme suit par la **CNIL** « Le responsable d'un traitement de données à caractère personnel est, sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement, la personne, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine ses finalités et ses moyens. En pratique et en général, il s'agit de la personne morale incarnée par son représentant légal ».

Le service **Medimail** permet l'échange de données à caractère personnel dont des données de santé relatives aux personnes physiques prises en charge par la **Structure Utilisatrice**. Il appartient à la **Structure Utilisatrice** de s'assurer que ces personnes soient informées de l'utilisation d'une Messagerie Sécurisé de Santé et de leur délivrer les informations suivantes :

- l'identité du responsable de traitement ;
- la finalité du traitement ;
- les modalités d'exercice des droits d'opposition, de rectification, de suppression et d'accès aux données à caractère personnel ;
- les modalités d'hébergement des données à caractère personnel échangées par le service **Medimail.**

Les demandes d'accès aux données de santé sont traitées dans le respect des règles de droit commun (article L 1111-7 du code de la santé publique). La **Structure Utilisatrice** doit veiller à mettre en place les mesures nécessaires pour garantir l'effectivité des droits des personnes concernées par les données échangées au moyen du service **Medimail**. Ces informations pourront être délivrées par des documents affichés sur les lieux de consultation de la **Structure Utilisatrice**, par la remise en main propre d'une note d'information ou être insérées dans le livret d'accueil. Le respect des obligations relatives aux données traitées et aux droits des personnes prises en charge relève de la seule responsabilité de la **Structure Utilisatrice**.

La **Structure Utilisatrice** doit également tenir compte :

- des règles de droit commun relatives à l'échange des données de santé à caractère personnel dont les dispositions de l'article L 1110-4 du code de la santé publique ;

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

- des règles particulières qui autorisent dans certains cas l'échange de données de santé à caractère personnel ;
- du cadre légal qui régit sa profession, en particulier les règles relatives à l'obligation de conserver les données de santé à caractère personnel collectées à l'occasion de l'exercice de sa profession.

L'**Utilisateur** veillera par lui-même à reporter si nécessaire dans le dossier de la personne concernée toute donnée qu'il jugera utile pour la prise en charge de cette dernière. Il est responsable du contenu des messages échangés et apprécie seul la sensibilité et la pertinence des messages échangés. Les données de santé à caractère personnel sont couvertes par le secret professionnel dans les conditions prévues à l'article L 1110-4 du Code de la santé publique, dont la violation est réprimée par l'article 226-13 du Code pénal. En outre pour le compte de l'**Utilisateur, la Structure Utilisatrice** s'engage à ne pas procéder à l'envoi de messages non sollicités à un ou plusieurs destinataires, considéré comme du spam. Il s'interdit également de télécharger, transmettre par courriel ou par tout autre moyen des courriels contenant des virus ou plus généralement tout programme visant notamment à détruire ou limiter la fonctionnalité de tout logiciel, ordinateur ou réseau de télécommunication.

Les nouvelles obligations concernant les violations de données sont prévues par les articles 33 et 34 du RGPD. Elles précisent l'obligation générale de sécurité que doivent respecter les organismes qui traitent des données à caractère personnel.

Au titre de ce principe essentiel, la **Structure Utilisatrice** en tant que **Responsable de traitement** est tenu de notifier les violations de données personnelles à la **CNIL**

Le **MiPih** en tant que sous-traitant est tenu de fournir au **Responsable de traitement** tous les éléments utiles à cette déclaration.

Aussi, ils mettent en place des mesures visant à :

- prévenir toute violation de données
- réagir de manière appropriée en cas de violation, c'est-à-dire mettre fin à la violation et minimiser ses effets.

6.2 Données à caractère personnel collectées et conditions de conservation

Données des Utilisateurs
Dans le cadre de leur inscription à la messagerie Sécurisée de Santé **Medimail** les professionnels de santé ou du secteur médico-social doivent fournir dans le cadre de la création d'une boite personnelle un certain nombre de données afin d'être identifiés dans l'annuaire **MSSanté**. A ce titre, ils doivent fournir les données à caractère personnel suivantes :
Obligatoirement :
- Nom – Prénom - Profession

Et éventuellement :
- Adresse professionnelle (mail et adresse postale) - Numéro de téléphone - RPPS ou ADELI - Profession - Lieu exercice - Données authentification.

A défaut de l'acceptation du traitement de ses données à caractère personnel, l'**Utilisateur** ne pourra pas souscrire au Service. L'**Utilisateur** peut également demander à être inscrit sur liste rouge

L'**Utilisateu**r est informé que ses données à caractère personnel sont conservées dans les conditions suivantes :
-Pendant toute la durée de la relation contractuelle avec **MiPih**. Au-delà, les données sont conservées dans l'annuaire **MSSanté** sauf mention contraire.
-Par du personnel spécifiquement habilité, dans le strict respect de leurs missions uniquement à des fins de gestion technique des Comptes personnels

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

-Elles seront susceptibles de faire l'objet d'analyses et d'études statistiques, dans le respect de l'anonymat de l'Utilisateur, et après mise en œuvre de l'ensemble des formalités requises auprès de la **CNIL** lorsqu'elles sont applicables.
-Les messages sont conservés pour une durée de 3 mois, au-delà ils sont automatiquement supprimés.
-**MiPih** conserve les traces techniques pendant un an et les traces fonctionnelles pour une durée de 10 ans.
-**MiPih** supprime automatiquement les comptes inactifs depuis plus de un an

Données des Usagers
Des données de santé à caractère personnel, recueillies à l'occasion d'activités de prévention, de diagnostic, de soins ou de suivi social et médico-social au sens de la Règlementation, sont susceptibles d'être collectées et traitées dans le cadre de l'envoi de messages, et à ce titre sont hébergées au **MiPih**, hébergeur certifié de données de santé. Dans le respect des règles relatives au secret médical et au partage des données de santé couvertes par le secret médical, les informations concernant les Patients sont destinées exclusivement :
-Aux Professionnels de santé et Médico-sociaux autorisés par le Patient pour lui délivrer un Service
-Aux administrateurs strictement habilités de l'hébergeur certifié de données de santé, au sens de l'article L.1111-8 du Code de la santé publique, dans la limite de leurs attributions respectives
-Aux personnes habilitées au titre des tiers autorisés (les juridictions concernées, les arbitres, les médiateurs, les ministères concernés...)
L'Usager doit être informé que ses données à caractère personnel sont conservées dans les conditions suivantes :
-Les messages sont conservés pour une durée de 3 mois, au-delà ils sont automatiquement supprimés.
-Les messages sont hébergés au **MiPih** hébergeur certifié ISO 27001 et Hébergeur de Données de Santé.

6.3 Droits relatifs aux données

Les **Utilisateurs** et les Usagers peuvent exercer leurs droits d'accès aux données qui les concernent et les faire rectifier ou les supprimer. Dans le cadre d'une procédure juridique **MiPih** est tenu de répondre positivement à la requête après vérification de la validité de la demande (mandat).

Droit des Utilisateurs
Conformément à la Règlementation, l'Utilisateur est titulaire d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de suppression des données à caractère personnel le concernant, qu'il peut exercer auprès du délégué à la protection des données (DPO) du **MiPih** spécifiquement habilité à répondre aux demandes des Utilisateurs identifiés qui pourront exercer leurs droits, par courrier électronique à l'adresse électronique suivante : dpo@mipih.fr ou par courrier au dpo du **MiPih** – 12 rue Michel Labrousse - 31100 Toulouse.
L'Utilisateur est également titulaire des droits suivants qu'il exerce suivant les mêmes modalités :
-un droit à l'effacement (droit à l'oubli) ;
-un droit d'opposition au regard du traitement des données à caractère personnel le concernant
-un droit d'introduire une réclamation auprès de la **CNIL.**
L'Utilisateur reconnaît qu'il peut, à tout moment, retirer son consentement et s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel en demandant la clôture de son Compte personnel suivant les mêmes modalités. Des données peuvent être conservées dans l'Annuaires **MSSanté**, l'**Utilisateur** pourra faire valoir ses droits auprès de l'**ANS**.
Droits des Usagers
Conformément à la Règlementation, l'Usager dispose d'un droit d'opposition à l'hébergement des données à caractère personnel le concernant par un hébergeur. L'Usager est également titulaire d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de suppression des données à caractère personnel le concernant. Une fois identifié, il peut exercer ses droits auprès du Responsable de traitement, à savoir le professionnel de santé ou Médico-Social Utilisateur de la Messagerie Sécurisée de Santé **Medimail** ou la structure qui l'emploie.
L'Usager est également titulaire des droits suivants qu'il exerce suivant les mêmes modalités :
-un droit à l'effacement (droit à l'oubli) ;

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

-un droit d'opposition au regard du traitement des données à caractère personnel le concernant
-un droit d'introduire une réclamation auprès de la **CNIL**.

Article 7 - PROPRIETE INTELECTUELLE

La reproduction ou l'utilisation par **MiPih**, à d'autres fins que l'exécution de la présente convention, des éléments confiés par la **Structure Utilisatrice** (base de données, fichiers, programmes, résultats de traitement...) est interdite sans autorisation écrite de la **Structure Utilisatrice**.
MiPih déclare avoir sur les matériels et les logiciels utilisés dans le cadre de sa mission, les droits nécessaires pour réaliser la mise en œuvre de **Medimail**.

Article 8 - FIN DU SERVICE

La mise à disposition de **Medimail** par **MiPih** auprès des Structures Utilisatrices de la région Occitanie est régie par la Convention signée entre le **Groupement e-santé Occitanie** et **MiPih** pour une durée de 4 ans. Le coût d'utilisation du service est pris en charge par le **Groupement e-santé Occitanie**, le service est donc gratuit en utilisation pour les **Structures Utilisatrices**. A l'issue de ces 4 ans suite à l'entrée en vigueur de la convention, soit le 31 décembre 2022, le service est susceptible d'être arrêté sur la décision du **Groupement e-santé Occitanie.**

MiPih s'engage à faire un point avec les **Structure Utilisatrices** 6 mois avant la fin du service et propose les modalités d'une éventuelle fin de service.

8.1 Archivage et restitution des données

En accord avec les préconisations du **DSFT** de l'**ANS,** les messages transmis par la messagerie Sécurisée de Santé **Medimail**, sont conservés sur les datacenters du **MiPih** pour une durée de trois mois, les traces techniques pour une durée de un an et les traces fonctionnelles sont conservées pour une durée de dix ans.

A la fin du service, les mails de moins de trois mois pourront être restitués à la demande de la **Structure Utilisatrice** auprès du **MiPih** dans un délai de 4 jours ouvrés. Si la **Structure Utilisatrice** ne fait pas la demande de restitution, les mails seront automatiquement supprimés dans un délai de trois mois.

8.2 Continuité du service

En cas de fin de mise à disposition par le **Groupement e-santé Occitanie**, **MiPih** proposera à la **Structure Utilisatrice** la continuité du service aux meilleures conditions. Une offre financière et un nouveau contrat seront proposés par **MiPih** à la **Structure Utilisatrice**.

Article 9 - RESILIATION

9.1 Du fait du MiPih

En cas de non-respect des Conditions de mise à disposition du Service **Medimail, MiPih** enjoint l'utilisateur à se conformer auxdites conditions par envoi d'un recommandé avec accusé de réception. Le refus de l'utilisateur entrainera la rupture, dans les trois mois suivant la réception du recommandé, de l'accès de l'utilisateur aux annuaires et pourra conduire à son exclusion de l'utilisation de la messagerie **Medimail**. Ces dispositions sont applicables sans préjudice des suites et sanctions prévues par la loi.

9.2 Du fait de la Structure Utilisatrice

La **Structure Utilisatrice** a la possibilité de résilier l'utilisation du service suivant les conditions accordées par **MiPih** au **Groupement e-santé Occitanie** avec un délai de prévenance de 3 mois, signifié par lettre avec

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

accusé de Réception au **Groupement e-santé Occitanie**. Ces conditions, sont spécifiées dans la convention Adhérent n°19011913 annexée qui lie le **Groupement e-santé Occitanie** et **MiPih**.

Article 10 - NON-VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs dispositions de cette convention sont tenues pour non valides par une loi ou un règlement, ou déclarées telles par décision définitive d'une juridiction compétente, elles seront réputées non écrites, les autres dispositions de cette convention gardant toute leur force et leur portée.

Article 11 - PERMANENCE DES CLAUSES

Le fait que l'une des parties n'ait pas exigé l'application d'une disposition quelconque de la présente convention, et ce, que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette partie découlant de ladite disposition.

Article 12 - DROIT APPLICABLE & ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

La convention est soumise au droit Français.

Les parties s'engagent, en cas de différend survenant entre elles relatif à la formation, l'interprétation ou l'exécution de cette convention, préalablement à la saisine du juge compétent, à mettre en œuvre une procédure destinée à faciliter un règlement amiable le plus rapidement possible.

A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant les tribunaux de Toulouse auquel les Parties attribuent compétence exclusive, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Fait à [_____]

En deux (2) exemplaires originaux

le :

Pour la **Structure Utilisatrice** :

[_____]

Signature :

Cachet :

Pour **MiPih** :

[__Le Directeur Général_]

Signature :

Cachet :

Ne peut être reproduit ou communiqué sans autorisation du MiPih

ANNEXE 1
ENGAGEMENTS DE SERVICES

Le **MiPih** s'engage à rendre les services définis dans cette Annexe. Les engagements de services ont pour objectif de définir les niveaux de services qui seront suivis dans sa mise en œuvre.

Le **MiPih** peut proposer deux niveaux de services, un niveau sans astreinte (SLA1) et un niveau avec astreinte (SLA2). Le service d'Astreinte est en option.

1 Définitions :

GTR : Garantie de temps de rétablissement. Correspond au temps de résolution depuis la prise en charge de l'incident.

RPO : Recovery Point Objective. Niveau d'acceptabilité maximum de perte de données lors d'un incident majeur. En cas de restauration des données à un instant T, le RPO est représenté par le delta maximum de données perdues entre l'instant T et l'instant Ts représentant les données incluses dans la sauvegarde. (Ex : Lors de l'exploitation d'une sauvegarde où Ts s'effectue à 20h tous les jours, le RPO serait alors de 24h maximum. Le RP (Recovery Point) sera alors défini par le temps passé entre l'utilisation de la sauvegarde effectuée à 20h et l'heure de restauration.)

SLA : Service Level Agreement. Niveau de service contractuel fourni par le prestataire au client.

Indisponibilité : Le service est déclaré indisponible lorsque son usage est rendu impossible pour la majorité des utilisateurs, suite au fonctionnement défectueux d'un organe, d'un dispositif ou d'un équipement technique et applicatif, et si ce défaut apparait dans l'exécution des fonctions prévues, durant les horaires sur lesquels le MiPih est engagé.
Sont exclus de l'**Indisponibilité :**

- Les travaux de maintenance préventive
- Les opérations acceptées par les deux parties
- Les défaillances du réseau
- Les éléments relevant de la responsabilité de l'**Utilisateur**
- Les incidents applicatifs et fonctionnels n'impactant pas le fonctionnement de **Medimail**

2 Indicateurs de services

GTR
Le MiPih s'engage sur une GTR de 12 heures sur les plages ouvrées (du lundi au vendredi de 8h à 18h hors jours fériés).

Niveau de service sans Astreinte :

- **SLA1** – Respect de la GTR et respect du taux de disponibilité annuel du périmètre informatique sous-traité pour une plage de disponibilité de 5j/7 sur un créneau de 8:00 à 18:00.

Niveau de service avec Astreinte :

- **SLA2** – Respect de la GTR et respect du taux de disponibilité annuel du périmètre informatique sous-traité pour une plage de disponibilité de 7j/7 sur un créneau de 24h/24.

Ces SLA seront suivis annuellement et un rapport pourra être communiqué sur demande.

SLA1 - <u>Niveau de service sans Astreinte :</u>
Service rendu du lundi au vendredi de 8h à 18h hors jours fériés.

Respect du taux de disponibilité mensuel
Taux annuel de disponibilité : **95 %**
Temps annuel (TA) : **151200 minutes**
Temps annuel d'indisponibilité maximum toléré : **7560 minutes** soit **126h par an**

SLA2 - <u>Niveau de service avec Astreinte :</u>
Service rendu 7j/7 24h/24.

Respect du taux de disponibilité mensuel
Taux annuel de disponibilité : **96 %**
Temps annuel (TA) : **518400 minutes**
Temps d'indisponibilité annuel maximum toléré : **20736 minutes** soit **346h par an**

3 Restauration du service par exploitation de sauvegardes

Le **RPO de Medimail** est à J-1, avec des sauvegardes tous les jours à 20h.

4 Tableau récapitulatif des engagements de services

	Sans Astreinte SLA1	Avec Astreinte SLA2
Engagements de services		
GTR	12 heures	12 heures
Taux annuel de disponibilité	95%	96%
RPO	J-1	J-1

Convention Adhérent n°1901913

Déploiement de la solution MEDIMAIL en région Occitanie

Désignation des parties

Entre:

Le GIP e-santé Occitanie, dont le siège social est situé

10, Chemin du Raisin
31200 TOULOUSE

représenté par son directeur, Monsieur Jean-Christophe ZERBINI, ci-après désigné par le terme « **GIP e-santé Occitanie** »

d'une part,

et:

Le GIP Midi Picardie Informatique Hospitalière, dont le siège social est situé

12, rue Michel Labrousse
B.P. 93668
31036 TOULOUSE Cedex 1

représenté par son Directeur Général, Monsieur Pierre MAGGIONI, ci-après désigné par le terme « **MiPih** »

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Extrait

Sommaire

ARTICLE 1 DEFINITIONS : 4
ARTICLE 2 OBJET DE LA CONVENTION 5
2.1 DROIT D'USAGE 5
2.1.1 Droit d'utilisation 5
2.1.2 Droit de traduction, d'adaptation, d'arrangement et de modification 5
2.2 MODE PROJET 5
ARTICLE 3 GESTION DU SUPPORT 6
3.1 ORGANISATION DU SUPPORT AVEC LE GIP GRADES OCCITANIE 6
3.2 PERIMETRE DES SERVICES DE SUPPORT DU MIPIH 6
3.2.1 Le support de niveau 1 6
3.2.2 Le support de niveau 2 7
3.2.3 Le support de niveau 3 7
3.3 CONFIDENTIALITE 7
3.4 HORAIRES D'OUVERTURE DU SUPPORT 7
3.5 GESTION ET TRAÇABILITE DES TICKETS 7
3.6 ENGAGEMENTS DE SERVICE 7
3.6.1 Définition des criticités et GTI/GTR 7
3.6.2 Incident technique bloquant – Priorité urgente 8
3.6.3 Incident technique majeur – Priorité haute 8
3.6.4 Incident technique mineur – Priorité moyenne ou basse 8
3.7 NIVEAUX DE SERVICE DEMANDES 8
3.8 ÉVALUATIONS DES NIVEAUX DE SERVICES 9
3.9 CAS PARTICULIER DES INCIDENTS SUR LA CARTE CPS 9
3.10 LA MAINTENANCE CORRECTIVE 9
3.11 LA MAINTENANCE EVOLUTIVE 9
3.12 SUIVI ET LIVRABLES DES MAINTENANCES CORRECTIVES ET EVOLUTIVES 9
3.13 CONDITIONS D'EXECUTION 10
3.13.1 Outils pour les demandes d'assistance 10
ARTICLE 4 CONDITIONS FINANCIERES 10
ARTICLE 5 DESCRIPTION DES SERVICES 10
ARTICLE 6 ORGANISATION DU SUIVI DE LA PRESTATION 10
ARTICLE 7 CONDITIONS D'USAGE 11
7.1 USAGE PROFESSIONNEL ATTACHE A LA PERSONNE 11
7.2 UTILISATION CONFORME 11
ARTICLE 8 PROPRIETE INTELLECTUELLE 11
8.1 RESPECT DES DROITS 11
8.2 ACCES ET UTILISATION DES DONNEES DE L'ANNUAIRE 12

Extrait

ARTICLE 9 CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES 12
ARTICLE 10 RGPD 13
10.1 SOUS TRAITANT 13
10.2 RESPONSABLE DE TRAITEMENT 14
ARTICLE 11 RESILIATION 14
11.1 DURANT LA PERIODE INITIALE DE 4 ANS 14
11.2 APRES LA PERIODE INITIALE DE 4 ANS 14
11.3 RESILIATION A L'INITIATIVE DU GIP E-SANTE OCCITANIE 14
11.4 RESILIATION A L'INITIATIVE DU GIP MIPIH 14
11.4.1 Droit applicable – Défaillance 15
ARTICLE 12 ENTREE EN VIGUEUR 16

Extrait

Préambule

La présente convention porte sur l'extension de la solution MEDIMAIL sur l'ensemble de la région Occitanie.

Toutes les clauses et conditions de la convention N° 121148 liées à l'ex-région Midi-Pyrénées et au GCS Télésanté Midi-Pyrénées seront remplacées par cette nouvelle convention.

Le GIP e-santé Occitanie souhaite étendre sur toute la région Occitanie la solution de messagerie sécurisée MEDIMAIL permettant des échanges de données de santé pour l'ensemble des acteurs des secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux, ainsi que l'ARS de la région Occitanie : établissements de santé publics, établissements de santé privés, établissements et structures médico-sociales, réseaux de santé, URPS, professionnels de santé libéraux, professionnels médico-sociaux et sociaux, institutions et organismes agréés par l'ARS contribuant à la réalisation de l'objet du GIP e-santé Occitanie et l'ARS Occitanie.

Le MiPih diffuse la solution MEDIMAIL qui communique dans l'espace de Confiance MSSanté.

Le MiPih est opérateur MSSanté et, à ce titre, peut proposer un service de messagerie sécurisée de santé raccordé à l'espace de confiance.

Les structures de la région Occitanie désirant souscrire aux services MEDIMAIL sont désignées ci-après comme « Structures Utilisatrices » et sont représentées individuellement par un Référent désigné en leur sein.

La présente convention est conclue dans le cadre de l'adhésion du GIP e-santé Occitanie au GIP MiPih, suivant les règles de la Convention Constitutive initiale du GIP MiPIih en date du 8 décembre 1993, de l'arrêté du 22 décembre 2003 et de ses modifications ultérieures.

La présente convention porte sur le droit d'usage, la mise en œuvre, la maintenance, l'hébergement et l'assistance du service MEDIMAIL.

Article 1 Définitions :

Outre les termes et expressions dont la Convention donne une définition expresse, les termes suivants dont la première lettre figure en majuscule auront la signification suivante, quel que soit leur genre, singulier ou pluriel, y compris dans le préambule, l'objet et les paragraphes qui les précèdent.

Structure Utilisatrice : entité gérée par un ou plusieurs Administrateurs et qui regroupe un ensemble d'utilisateur.

Référent : Une ou plusieurs personnes qui sont identifiées dans une structure pour centraliser et qualifier les demandes liées à MEDIMAIL (incidents, reprise de données, intervention, …) pour appeler ou créer des tickets au niveau du support du MiPih. Dans le cas où une structure fille n'a aucun référent identifié, ce sera la première structure mère avec un référent défini (dont dépend cette structure fille) qui jouera ce rôle.

Utilisateur : Personne habilité de la région Occitanie qui bénéficie du service MEDIMAIL lié au projet régional. Cette définition est envisagée de manière extensive, afin de ne pas exclure a priori de professionnel potentiellement concerné par l'usage de MEDIMAIL.

Administrateur : Personne qui a en charge la création/modification/suppression des comptes MEDIMAIL et de leurs alias MSSanté sous la responsabilité du directeur de Structure Utilisatrice. Dans le cas où une structure fille n'a aucun administrateur identifié, ce sera la première structure mère

Extrait

avec un administrateur défini (dont dépend cette structure fille) qui jouera ce rôle.

Fiche « Structure » : correspond à l'onglet [Structure] du fichier Nom-Etablissement_projet_MEDIMAIL.xlsx. De plus, les prérequis techniques peuvent être demandés en fonction des options choisies.

Article 2 Objet de la convention

2.1 Droit d'usage

Le MiPih concède au GIP e-santé Occitanie qui l'accepte, et selon les modalités et conditions définies ci-après, un droit d'utilisation, non cessible et non exclusif, du service MEDIMAIL.

Le MiPih garantit pendant la durée de la convention la conformité du service MEDIMAIL aux spécifications fonctionnelles et techniques décrites dans la documentation annexée à la présente convention, et la conformité aux engagements de qualité de service mentionnés dans la convention.

2.1.1 Droit d'utilisation

Un droit d'utilisation non exclusif, incessible et non transférable, est concédé au GIP e-santé Occitanie pour L'usage de MEDIMAIL au bénéfice des Utilisateurs en région Occitanie après paiement effectif du prix convenu dans la présente convention.

Par la présente concession de droit d'utilisation sur le Service, la Structure Utilisatrice réservera MEDIMAIL à un usage professionnel d'échanges confidentiels sécurisés. Par ailleurs, les conditions d'utilisation de l'annuaire sont définies entre le GIP e-santé Occitanie et les Utilisateurs de la solution MEDIMAIL, par la Charte d'Utilisation de l'Annuaire MEDIMAIL, annexée à cette convention.

Le GIP e-santé Occitanie qui paie l'abonnement MEDIMAIL au MiPih met cet outil à la disposition d'une Structure Utilisatrice.

Certains types d'Utilisateurs extérieurs à la région Occitanie pourraient sur dérogation être rattachés au service MEDIMAIL dans la limite de 3% du nombre de comptes total.

Le MiPih fournit les statistiques de l'activité MEDIMAIL au GIP e-santé Occitanie pour qu'il puisse s'assurer de l'utilisation régionale initialement prévue (cf chapitre STATISTIQUE ET TRAÇABILIT).

2.1.2 Droit de traduction, d'adaptation, d'arrangement et de modification

Le droit d'utilisation concédé consiste pour le GIP e-santé Occitanie à mettre en œuvre les services de MEDIMAIL pour ses besoins de fonctionnement et ceux des Structures Utilisatrices qui en auront fait la demande auprès de ce dernier, en vue d'obtenir l'exécution du service demandé dans le cadre du droit d'utilisation décrit dans le paragraphe 1.1.1.

En acceptant la présente concession de droit d'utilisation sur le service MEDIMAIL, le GIP e-santé Occitanie s'interdit de porter atteinte aux intérêts légitimes du MiPih.

En conséquence, tout type d'usage non explicitement prévu par la loi au profit de l'Utilisateur ou non expressément autorisé par la présente convention est interdit, notamment :

- utiliser MEDIMAIL en dehors des conditions prévues dans la présente convention,
- traduire, adapter, arranger, modifier MEDIMAIL.

2.2 Mode projet

Le projet se déroule en deux phases (Cf le § 2 Le mode projet pour le détail des actions de ces phases)

- Phase de Build : mise à disposition du service MEDIMAIL

Exten

- Phase de Run : Maintenance en condition opérationnel du service MEDIMAIL

Article 3 Gestion du support

Dans ce chapitre sont détaillés le périmètre, l'organisation et les outils que MiPIh met en œuvre pour permettre d'assurer la fonction d'assistance et de support auprès du client.

3.1 Organisation du support avec le GIP GRADeS Occitanie

Le support de niveau 1 sera assuré par le MiPih jusqu'au 15 avril 2019, puis par le Centre de Service d'e-Santé Occitanie (Comearth).

Le Centre de Service d'e-Santé Occitanie comprend :

- l'enregistrement de la demande par téléphone ou par mail
- la vérification du fonctionnement du service MEDIMAIL
- la gestion des utilisateurs (création, mot de passe,…)
- la gestion des administrateurs
- la création des tickets au MiPih via le portail Medipass

Le MiPih étudiera avec le GIP GRADeS Occitanie les solutions techniques possibles pour faciliter la création automatique des tickets entre la solution de Comearth et le portail en ligne du MiPih.

3.2 Périmètre des services de support du MiPih

MiPih assure tous les services support de MEDIMAIL dans son modèle Saas :

- l'infrastructure matérielle (serveurs, stockage,…),
- les systèmes d'exploitation,
- les serveurs d'applications,
- les moteurs de bases de données
- l'application MEDIMAIL,
- ainsi que l'ensemble des équipements permettant l'accès au datacenter du MiPih.

Les 3 niveaux de support sont :

- N1 : Centre de Support et Services MiPih,
- N2 : Centre de Support MEDIMAIL,
- N3 : Centre de Développement MEDIMAIL

3.2.1 Le support de niveau 1

Le support de Niveau 1 assuré par le MiPih jusqu'au 15 avril comprend :

- L'enregistrement de la demande via l'un des canaux suivants : téléphone ou web pour les référents
- La vérification du fonctionnement du service MEDIMAIL.
- MiPih offre le suivi de la gestion des incidents au travers d'un outil. Le client peut déclarer les incidents soit par interface Web, soit par téléphone au Support.
- La déclaration d'incident est considérée comme heure de prise en compte de de l'incident.
- Les personnes habilitées à déclarer un incident sont les Référents

Extrait

3.2.2 Le support de niveau 2

Le support de niveau 2 intervient :

- A la demande du support N1
- Si l'incident n'est pas résolu au-delà de 30 minutes après le début d'intervention du support N1 (sauf opération de résolution nécessitant une durée de traitement supérieure au délai indiqué)
- Si aucun lien n'est établi entre les informations de supervision et l'incident déclaré par le client.

Le support N2 est en mesure d'analyser et interpréter les logs OS, middleware et MEDIMAIL, et d'appliquer les mesures correctives nécessaires. Si les interventions impliquent une interruption de la production, elle devra se faire exclusivement avec l'accord du client.

3.2.3 Le support de niveau 3

Le support de niveau 3 intervient :

- A la demande du support N2,
- Si l'incident n'est pas résolu au-delà de 2 heures après le début d'intervention du support N1 (sauf opération de résolution nécessitant une durée de traitement supérieure au délai indiqué)

Les intervenants de niveau 3 sont les équipes de développement de MEDIMAIL disposant de la formation et l'expérience complète permettant d'assurer l'expertise de OS à MEDIMAIL en passant par les couches middlewares.

3.3 Confidentialité

MiPih assure son support en garantissant la confidentialité et l'intégrité des données sur l'ensemble des services de ce support dont il a la charge, en conformité aux exigences de sécurité définies par ailleurs et respectant les engagements de sécurité pris par MiPih.

3.4 Horaires d'ouverture du support

Le support est ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30 au 0810.61.50.50 (appel au tarif local) aux heures ouvrables

3.5 Gestion et traçabilité des tickets

MiPih fournit les indicateurs relatifs à la gestion des incidents sur son portail web client avec l'historique de toutes les déclarations et les détails de résolution.

Indicateurs opérationnels :

- Tickets en cours rédigés par l'utilisateur connecté
- Tickets de l'utilisateur connecté à traiter = positionnés à l'état « En Attente client » par le support du MIPIH
- Tickets de l'établissement avec une priorité maximum 0.Urgente (exemple pour les sites infogérés : les tickets créés en astreinte)
- Tickets de l'établissement créés sur la journée (ouverts et fermés)

3.6 Engagements de service

3.6.1 Définition des criticités et GTI/GTR

MiPih définit son niveau d'engagement de services avec 2 engagements attendus :

Extrait

- GTI : garantie de temps d'intervention, temps de prise en compte entre le moment où le client ouvre son incident et le début de l'analyse par le niveau 1.
- GTR : garantie de temps de rétablissement correspondant au temps de résolution depuis la déclaration d'ouverture d'incident (ticket) par le client (incluant la GTI)

Trois niveaux de criticité sont définis : bloquant, majeur, mineur.

3.6.2 Incident technique bloquant – Priorité urgente

Incident sans solution de contournement sur l'ensemble des établissements et qui bloquent totalement le service Medimail..

Ex. : impossibilité d'envoyer ou recevoir les messages sécurisés MEDIMAIL pour tous les utilisateurs.

3.6.3 Incident technique majeur – Priorité haute

Incident partiellement bloquant avec une ou plusieurs fonctionnalités défaillantes

Ex. : impossibilité d'envoyer ou recevoir des messages sécurisés MEDIMAIL pour un utilisateur.

Ex. : serveur de dépôt non disponible.

3.6.4 Incident technique mineur – Priorité moyenne ou basse

- Tout incident autre que bloquant et majeur.

Ex. : ralentissement anormal du système.

Ex. : non synchronisation avec l'annuaire national, …

3.7 Niveaux de service demandés

NIVEAUX DE SERVICE – SUPPORT	
Prise en compte des demandes au support	du lundi au vendredi de 8h30 à 17h30
Nombre de demandes d'ouverture incident	Illimité
Délais de prise en charge par le support technique	4 heures
Suivi des demandes via un portail Web	Oui
Proposition de solution de contournement	Oui
Support en langue française	Oui
Suivi des problèmes par le centre jusqu'à résolution	Oui
Mail en cas d'incident sur le service.	Oui
Suivi du support	Le MiPih informe le GIP e-sante Occitanie sur le suivi et la résolution des incidents techniques critiques, majeurs et mineurs

NIVEAUX DE SERVICE – MEDIMAIL en horaire standard 8h30-17h30 en jours ouvrés	
Disponibilité du service	MEDIMAIL reste opérationnel et utilisable 24h/24 et 7j/7
Taux de disponibilité mensuel garanti	La disponibilité est **supérieure à 97,60% soit un temps cumulé mensuel d'arrêt maximum de 5h ouvrées**
GTI incident technique critique (système bloqué)	1 h ouvrée à partir de la prise en charge

Extrait

GTI incident technique majeur (système non bloqué)	2 h ouvrées à partir de la prise en charge
GTR garantie de temps de rétablissement	8 h ouvrées incident technique critique et majeur à partir de la prise en charge. incident technique mineur

3.8 Évaluations des niveaux de services

Une évaluation des niveaux de services sera réalisée sur le mois de décembre de chaque année révolue (décembre 2019 – décembre 2020 – décembre 2021 – décembre 2022).

Cette évaluation, qui s'appuiera sur les données issues du portail web des gestions des tickets du MiPih permettra d'analyser :

- Le nombre d'appels créé en dehors des heures ouvrables ;
- Une mesure des GTI et des TGR

3.9 Cas particulier des incidents sur la carte CPS

Pour les incidents liés à l'authentification par carte CPS, le MiPih testera si l'anomalie vient du module d'authentification CPS de MEDIMAIL, ou du poste de l'utilisateur.

Le test sera effectué sur le site Mailyz de l'ASIP Santé https://mailiz.mssante.fr/ :

Si la carte CPS ne fonctionne pas sur le site de l'ASIP Santé, l'utilisateur devra voir directement avec son prestataire pour régler l'anomalie liée à son poste. Dans le cas contraire, c'est un incident pris en charge par le support du Mipih. La maintenance corrective.

3.10 La maintenance corrective

Elle inclut :

- la correction des anomalies de fonctionnement entraînant une indisponibilité totale ou partielle du Service ou d'une fonctionnalité. Seule sera prise en compte l'anomalie de fonctionnement reproductible dûment reportée et documentée (l'anomalie et le scénario qui permettent de reproduire l'anomalie doivent être détaillés dans la demande) par la Structure Utilisatrice

Une communication par mail sera effectuée auprès du GIP e-santé Occitanie décrivant les corrections apportées et les tests qui ont été effectués au niveau des équipes du MiPih.

3.11 La maintenance évolutive

Elle inclut :

- La mise à disposition des versions liées au DSFT Opérateurs MSSanté qui ont pour vocation à définir de nouvelles exigences fonctionnelles, techniques et réglementaires nécessaires pour répondre à la qualité du système MSSanté. Le MiPih dispose d'un délai de six (6) mois maximum à compter de la date de publication du DSFT opérateurs de messagerie sur le site de l'ASIP Santé pour prendre en compte les exigences du nouveau DSFT opérateurs de messagerie.
- La mise à disposition des versions prenant en compte les évolutions fonctionnelles pour les modules existants et acquis par la Structure Utilisatrice.

3.12 Suivi et livrables des maintenances correctives et évolutives

La documentation d'une version distribuée de MEDIMAIL est mise à disposition des clients. Cette documentation comprend au minimum :

Extrait

- la liste des fonctionnalités nouvelles ou ayant évolué, avec la documentation afférente ;
- la liste des anomalies corrigées ;
- la date de libération de la version ;
- la liste des versions compatibles des logiciels tiers nécessaires à l'utilisation de cette version du produit.

Le MiPih tient à jour des informations documentées encadrant la validation de la conception et du développement de chaque nouvelle version.

Ces informations documentées imposent la réalisation des tests en usine avant mise en œuvre sur l'environnement de production de MEDIMAIL.

Elles imposent que ces tests en usine comportent des tests de régression.

Les tests en usine s'appuient sur des jeux de test et produisent un rapport attestant le résultat des tests.

Les jeux de tests et ce rapport sont mis à disposition des clients utilisateurs de la version ou patch du produit, sous réserve de garantie de confidentialité entre ces derniers et l'industriel.

Sur demande du GIP GRADeS Occitanie, ils pourront participer à la campagne de tests au MiPih sur les évolutions ou les corrections liées à la maintenance corrective et/ou évolutive.

3.13 Conditions d'exécution

Toute demande de correction sera adressée au MiPih à travers le portail en ligne de gestion des tickets Medipass.

Le cas des évolutions liées aux changements de la législation et de la réglementation est traité de façon prioritaire. L'ASIP Santé donne un délai de 6 mois pour se mettre en conformité avec le nouveau DSFT (Dossier de Spécification Fonctionnelle et Technique - Opérateur MSSanté).

3.13.1 Outils pour les demandes d'assistance

Les demandes d'assistance sont faites soit :

- Par téléphone : Le MiPih met à la disposition du correspondant un Centre d'Appel spécialisé et assure une permanence téléphonique au 0810.61.50.50 (appel au tarif local) aux heures ouvrables
- Par le portail Internet du MiPih : Le MiPih met à disposition sur son site Internet (www.mipih.fr) un formulaire de demande d'assistance. Dès leur validation, ces demandes sont présentées automatiquement aux personnels assurant la permanence téléphonique décrite plus haut.

Article 4 Conditions financières

Article 5 Description des Services

L'ensemble des services lié à MEDIMAIL est détaillé dans l'annexe de ce document.

Article 6 Organisation du suivi de la Prestation

L'organisation du suivi de la prestation est décrite dans l'annexe de ce document.

Extrait

Article 7 Conditions d'usage

7.1 Usage professionnel attaché à la personne

Chaque utilisateur doit valider les CGU de MEDIMAIL avant toute utilisation du service.

Il est de la responsabilité de chaque Utilisateur du Service MEDIMAIL d'assurer la confidentialité de son mot de passe et de son compte MEDIMAIL. Il est responsable de toutes les activités qui ont lieu sur son compte. Le MiPih se réserve le droit de refuser le service à toute personne et à tout moment sans préavis pour toute utilisation non conforme.

7.2 Utilisation conforme

Chaque Utilisateur du Service MEDIMAIL est responsable de ses propres communications et de toutes les conséquences de celles-ci. L'utilisation du Service est soumise à l'acceptation et au respect de la présente convention. Chaque Utilisateur s'engage à utiliser le Service MEDIMAIL dans le respect des lois, règlements et normes applicables au niveau local, régional, national et international, y compris toutes règles relatives à l'exportation de données techniques, et en respectant l'ordre public et les bonnes mœurs. Il ne doit pas effectuer, consentir, autoriser ou encourager un tiers à effectuer l'un des actes suivants :

- utiliser le Service pour télécharger vers les serveurs du MiPih, transmettre ou distribuer de toute autre manière que ce soit, tout contenu illégal, diffamatoire, constitutif de harcèlement, injurieux, frauduleux, obscène, contenant des logiciels malveillants (pouvant concourir à une cyberattaque dont virus)
- télécharger vers les serveurs du MiPih, transmettre ou distribuer de toute autre manière que ce soit tout contenu qui contrevient aux droits de propriété intellectuelle de tiers ou porte atteinte à tout autre droit ou obligation notamment, tout droit de propriété ou toute obligation contractuelle ou quasi-contractuelle,
- entraver, perturber le fonctionnement du Service,
- empêcher les autres Utilisateurs d'utiliser le Service,
- créer de fausses identités dans l'intention de tromper autrui,
- utiliser le service à des fins répréhensibles ou frauduleuses,
- ou agir d'une manière qui enfreindrait le Règlement du programme, ou les avenants modifiant ce Règlement.

Toute infraction aux règles posées ci-dessus peut avoir pour conséquence la résiliation immédiate et sans mise en demeure préalable du compte de l'Utilisateur, sans préjudice des sanctions et autres conséquences légales éventuellement applicables.

Article 8 Propriété Intellectuelle

8.1 Respect des droits

La concession du droit d'utilisation du service MEDIMAIL n'entraine le transfert d'aucun droit de propriété au profit du GIP e-santé Occitanie et se réfère au CCAG-TIC art 38 option A

MEDIMAIL et sa documentation restent la propriété du MiPih, quels que soient la forme, le langage, le support des programmes ou la langue utilisés.

Les fonctionnalités de MEDIMAIL permettront au GIP e-santé Occitanie et aux Structures Utilisatrices concernées de gérer individuellement les droits d'envois de MEDIMAIL pour chaque nouvel Utilisateur identifié comme professionnel de santé.

Extrait

Le GIP e-santé Occitanie et les Structures Utilisatrices concernées s'engagent à prendre à l'égard de leur personnel et/ou de tout tiers qui aurait légitimement accès au service MEDIMAIL, toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect du droit de propriété sur ledit service.

Le GIP e-santé Occitanie et les Structures Utilisatrices concernées s'acquittent des formalités de déclaration (déclaration ou enregistrement) auprès de la CNIL et du portail OSIS selon les modalités en vigueur.

8.2 Accès et Utilisation des données de l'annuaire

L'accès à l'annuaire MEDIMAIL est disponible au travers de l'IHM web de MEDIMAIL ou à travers les Web services. Les établissements qui souhaitent une mise à jour automatique via une « requête LDAP » auront à disposition une version LDAP, selon des modalités financières définies dans les conditions particulières.

Le Mipih s'engage à ne pas utiliser les données de cet annuaire pour d'autres usages que le fonctionnement de MEDIMAIL.

La Charte d'Utilisation de l'Annuaire MEDIMAIL garantit la bonne utilisation de ce dernier par les Structures Utilisatrices.

La mise en place d'un annuaire, sa création et son alimentation par une Structure Utilisatrice n'entraine aucune cession par celle-ci de droit de propriété sur son contenu.

La Structure Utilisatrice conserve la propriété intellectuelle de l'Annuaire et des listes d'abonnés qu'elle décide de valider. Le MiPih n'a aucun droit de propriété sur ces listes, son périmètre d'intervention se limitant à l'exploitation de leur socle technique et l'applicatif associé. Le MiPih s'engage à préserver les données ou à restituer les données à qui de droit dans le cadre de la réversibilité. Le MiPih assure aussi un respect de confidentialité totale par rapport aux données hébergées dans le cadre de l'agrément d'hébergeur de données de Santé.

La réversibilité permet au Référent d'une Structure Utilisatrice, qui met à disposition de l'annuaire les contacts dont il a la responsabilité, de décider à tout moment de les reprendre ou de demander leur suppression. Il en est de même pour les traces des échanges et les documents échangés. Par défaut les documents sont supprimés 3 mois après leur envoi, les traces sont conservées de façon illimitée.

Article 9 Confidentialité et protection des données

Le Mipih est agréé par le Ministère de la Santé pour le service MEDIMAIL (certification pour l'hébergement de données de santé). À ce titre, le MiPih est soumis à des obligations de confidentialité et notamment :

- L'interdiction de divulguer à un tiers, hors les missions explicitement identifiées dans la présente convention, les informations concernant l'activité et les données de MEDIMAIL, sauf autorisation écrite du GIP e-santé Occitanie ou de la Structure Utilisatrice concernée.
- L'interdiction d'utiliser pour ses besoins propres, hors les missions explicitement identifiées dans la présente convention, les informations concernant l'activité et les données de MEDIMAIL.
- Les restrictions d'utilisation des données de l'annuaire sont précisées au paragraphe « Accès et Utilisation des données de l'annuaire ».
- Conformément aux dispositions de l'article L226.13 du Code Pénal, l'ensemble du personnel du MiPih est tenu au secret professionnel et s'engage à ne transmettre ou à ne communiquer aucune information sur le contenu et les résultats des travaux effectués pour le compte du GIP e-santé Occitanie.
- « Confidentialité » et garantie de protection des données dans le cadre de certification d'hébergeur de données de Santé :

Extrait

- Contrat de travail : le contrat de travail des personnels engagés par le Mipih fait apparaitre l'engagement du contractant au secret professionnel le plus absolu
- Habilitation hébergement : un engagement spécifique est demandé aux personnels habilités à accéder aux environnements hébergeant des données de Santé dans le cadre de leur mission.
- Charte de bon usage : les personnels pouvant accéder aux données de santé hébergés sont aussi engagés par la « charte de bon usage » du MiPih.

- Protection contre la corruption des données dans le cadre de la certification hébergeur de données de Santé :
  - Des erreurs de manipulations ou des actions malveillantes peuvent porter atteinte à l'intégrité des données, aux applications ou aux systèmes hébergés. L'identification et le contrôle des personnes intervenant sur ces environnements, sans éliminer ce risque, permet d'en réduire l'occurrence. La mise en œuvre des points suivants contribue à protéger les données
  - La protection des comptes administrateurs par des mots de passe conformes à la politique de sécurité
  - Le recueil des traces d'intervention permet d'identifier les personnes, les postes de travail, les durées de connexion et la nature des interventions
  - Les engagements du personnel
  - La connaissance de la politique de sécurité
  - Les contrôles mis en œuvre
  - Les actions de formation fonctionnelle et technique du personnel intervenant sur les environnements hébergés, permettant d'assurer un haut niveau de compétence et de réduire le risque d'erreur
  - L'utilisation des sauvegardes
  - Les mécanismes de synchronisation des données entre site nominal et secours
  - Les contrôles d'intégrité applicatifs.

Article 10 RGPD

Dans le cadre du système MSSanté, les professionnels habilités utilisant des services de messagerie sécurisée de santé par un opérateur ont la qualité de responsable de traitement.

En effet, ils détiennent la responsabilité :

- de décider de la mise en œuvre d'un service de messagerie sécurisée ;
- de choisir les moyens afférents à ce service.

Cette responsabilité est attachée soit au professionnel habilité lui-même, soit à la structure sanitaire, médico-sociale ou sociale au sein de laquelle il exerce, en fonction des statuts et des missions de ladite structure.

C'est donc la structure de soins, en sa qualité de responsable de traitement, qui devra assurer la conformité du traitement au RGPD.

Le MiPih, en tant qu'opérateur, est considéré comme un « sous-traitant » au sens de la loi Informatique et Libertés.

10.1 Sous traitant

Le MiPih décrit dans l'annexe E de ses CGV (voir document annexé) les clauses de sous-traitance relatives au règlement général européen sur la protection des données personnelles. MEDIMAIL est un service fourni par le MiPih dans le cadre d'une infogérance applicative.

Extrait

10.2 Responsable de traitement

Le DSFT opérateur V1.2.1 du 21 décembre 2018 de l'ASIP Santé, page 12 et 18, stipule :

Depuis l'entrée en vigueur du RGPD, les professionnels n'ont plus à effectuer d'engagement de conformité à cette autorisation unique, et peuvent se cantonner à documenter leur conformité au RGPD via leur documentation interne (notamment, registre des traitements de données à caractère personnel). L'autorisation unique n°37 demeure cependant un document de référence, dont les dispositions constituent à ce jour les lignes directrices à suivre pour assurer la conformité des traitements de données à caractère personnel (dont les données de santé) dans le cadre d'un service de messagerie sécurisée de santé.

La CNIL travaille actuellement à la mise à jour de ce document, afin d'élaborer un référentiel. Dans l'attente de la publication par la CNIL de ce nouveau référentiel, il est recommandé aux responsables de traitement de continuer à se conformer aux dispositions de l'AU 37.

Article 11 Résiliation

La cessation de la convention est possible une fois la période d'engagement initiale écoulée : celle-ci est précisée dans l'Article 4 Conditions financières.

11.1 Durant la période initiale de 4 ans

Conformément à l'article 4 Conditions financières définissant la période initiale, il n'est pas possible de mettre fin à la convention en dehors des cas relevant du §***12.5 Résiliation pour manquement aux obligations contractuelles***.

11.2 Après la période initiale de 4 ans

La période d'engagement initiale se renouvelle de la façon suivante :

- Les engagements sont renouvelés annuellement à la date anniversaire par tacite reconduction
- Chacune des deux parties peut demander vouloir la cessation de la présente convention après la période initiale en demandant la résiliation aux conditions suivantes

11.3 Résiliation à l'initiative du GIP e-santé Occitanie

Le GIP e-santé Occitanie a la possibilité de mettre fin à la convention à la fin de la période initiale de 4 ans, en dehors de tout manquement des obligations par l'une des parties.

Dans cette hypothèse, le GIP e-santé Occitanie souhaitant résilier la convention s'oblige à le notifier au MiPih, par courrier recommandé avec accusé de réception. En tout état de cause, le délai de préavis pour l'arrêt du service Medimail sera de 3 mois. La résiliation ne sera effective que si et seulement si au terme du préavis, le GIP e-santé Occitanie n'est redevable d'aucune facture envers le MiPih.

Les parties définissent d'un commun accord le plan d'arrêt et les charges afférentes éventuelles ne correspondant pas à un arrêt de service classique.

11.4 Résiliation à l'initiative du GIP MiPih

Dans le cas où la résiliation est imputable au MiPih :

- Préavis de 6 mois notifié par un courrier recommandé avec demande d'accusé de réception

Extrait

- Le GIP MiPih s'engage à accompagner les Structures Utilisatrices qui feraient face à un risque de rupture de service pour leurs Utilisateurs en raison de la rupture contractuelle avec le GIP e-santé Occitanie en leur proposant selon leur choix :
    - soit une solution de continuité, le MiPih continuant à proposer en direct le service auprès du GIP e-santé Occitanie.soit une solution de réversibilité qui comprend : ~~la~~
        - toutes les structures (libellés, identifiant) et leur hiérarchie (structure mère-fille)
        - tous les comptes Medimail et équivalences MSSanté associées, comprenant les types de BAL et tous les détails du compte associés (structure d'appartenance, numéro de professionnel ou nom du responsable de la BAL) sous condition que la Structure Utilisatrice propriétaire de ses données ait autorisé ce transfert d'information.
        - la reprise de tous les noms de domaine MSSanté déclarés en Occitanie

Cela doit être réalisé avant la fin du préavis de 6 mois.

    - Les parties définissent d'un commun accord le plan d'arrêt et les charges afférentes éventuelles ne correspondant pas à un arrêt de service classique.

Seule la résiliation pour défaut et ou manquement de ses obligations contractuelles par le GIP e-santé Occitanie peut ouvrir droit à une facturation des frais d'arrêt de service.

11.4.1 Droit applicable – Défaillance

La langue de la convention est le français et cette dernière est soumise au droit français.

Pour toute contestation qui s'élèverait entre les Parties relative à la validité, l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution, l'interruption ou la résiliation de la convention, les Parties s'efforceront de résoudre ce différend à l'amiable. Chaque Partie pourra dans ce cadre être assistée des membres de ses instances.

À défaut d'accord amiable entre les Parties, ces dernières peuvent s'entendre pour recourir à une médiation préalable à la saisie de toute juridiction - conformément au règlement de médiation du Centre de Médiation et d'Arbitrage auquel les Parties déclarent adhérer et qui sera saisi par la Partie la plus diligente.

À défaut de solution transactionnelle dans le cadre de la médiation, compétence expresse est donnée au Tribunal Administratif de Toulouse.

Extrait

Article 12 Entrée en vigueur

Cette convention entre en application au 1er janvier 2019

Fait en deux exemplaires originaux.

À Toulouse, le	À Toulouse, le
Le Directeur du GIP e-santé Occitanie	Le Directeur Général de Midi Picardie Informatique Hospitalière
M. Jean-Christophe ZERBINI	M. Pierre MAGGIONI

Extrait

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Fiche 6.14 du projet de mandature ' Maintien à domicile : innover pour améliorer la prise en charge ' - Mise en place du relayage**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/001/9**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42273-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Gisèle RIGAL

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Fiche 6.14 du projet de mandature ' Maintien à domicile : innover pour améliorer la prise en charge ' - Mise en place du relayage
présenté en Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieilllesse et du handicap, de l'enfance

et de la famille

VU l'avis favorable de la commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieillesse et du handicap, de l'enfance et de la famille lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU les dispositions de l'article 53 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018, pour un Etat au service d'une société de confiance, dite loi « ESSOC », permettant l'expérimentation de dérogations au droit du travail dans le cadre de la mise en œuvre de prestations de suppléance à domicile du proche aidant (relayage), ou dans le cadre de séjours de répit aidant-aidé ;

VU le schéma départemental de l'aide à domicile, adopté par délibération de la Commission permanente le 1er juin 2018 ;

VU le programme de mandature 2021-2028 adopté par l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, et notamment son volet « Vieillesse et handicap », décliné dans la fiche action 6.14 relative à l'aide au répit « Maintien à domicile : innover pour améliorer la prise en charge » ;

CONSIDERANT que le relayage s'inscrit dans un large ensemble de solutions d'accompagnement et de répit qui peut être proposé aux aidants, et qu'il a été plébiscité par ces derniers dans le cadre du diagnostic réalisé par le Département en 2019, sous réserve que le recours à ce service soit financièrement accessible ;

CONSIDERANT qu'après un premier déploiement dans le département du Tarn et Garonne, la MSA a confirmé, en mars 2020, sa volonté de proposer ce service de relayage sur le département de l'Aveyron ;

CONSIDERANT qu'en Aveyron, la MSA a choisi la Fédération ADMR pour porter ce service de répit à domicile, laquelle répond aux exigences du cahier des charges du dispositif Bulle d'Air (couverture d'intervention sur tout le territoire Aveyronnais, structure agrée pour proposer des interventions en mode mandataire, structure certifiée AFNOR, politique de développement d'aide aux aidants…) ;

CONSIDERANT que le Département a été sollicité pour un soutien financier qui pourrait être apporté aux bénéficiaires des prestations départementales aux titres de l'APA et la PCH ;

DECIDE, en conséquence, de prendre en charge une partie des coûts relatifs à l'attribution d'heures de relayage pour les bénéficiaires de l'APA et de la PCH, dans le cadre d'une dotation annuelle versée à l'ADMR, d'un montant de 20 908,80 € pour l'année 2022 ;

APPROUVE la convention de partenariat, ci-annexée, à intervenir avec la Mutualité Sociale Agricole et la Fédération départementale de l'ADMR, formalisant l'engagement des parties et l'octroi de cette dotation ;

AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention au nom du Département ainsi que tous les actes afférents à cette décision.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Convention entre
le Département de l'Aveyron, la Mutualité Sociale Agricole et la Fédération départementale de l'ADMR

Relatif à la mise en œuvre d'un dispositif de relayage sur le département de l'Aveyron

---

Entre,

Le Département de l'Aveyron,
Situé Hôtel du Département, Place Charles De Gaulle Rodez
Représenté par son Président Monsieur Arnaud VIALA
Dûment habilité à signer ladite convention par décision de l'assemblée départementale du xx/xx/xxxx,

Ci-après désigné par le terme de **« Département »**,

Et,

La Mutualité Sociale Agricole
Située au 15 et 17, avenue Victor Hugo – 12022 – RODEZ Cedex 9
Représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric DALLE,
Dûment habilité à signer ladite convention par décision du conseil d'administration du xx/xx/xxxx
Ci-après désigné par le terme de **« MSA »**,

Et,

La Fédération départementale de l'ADMR,
Située 23 Avenue de la Gineste, CS 43102, 12031 RODEZ CEDEX 9
Représentée par sa Présidente, Madame Nicole CRISTOFARI
Dument habilité à signer ladite convention par décision du conseil d'administration du xx/xx/xxxx

Ci-après désignée **« ADMR ».**

- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment son article L.313-1-1,
- Vu le code du travail,
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, qui confie au département la définition et la mise en œuvre de l'action sociale en faveur des personnes âgées ainsi que la coordination des actions menées par les différents intervenants,
- Vu les lois n° 2001- 647 du 20 juillet 2001 et n° 2003- 289 du 31 mars 2003 relatives à la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées et à l'allocation personnalisée d'autonomie (APA),
- Vu la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation la citoyenneté des personnes handicapées définissant le contenu du droit à compensation du handicap et à l'aide créée à cet effet, la prestation de compensation du handicap (PCH),
- Vu le règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016 entré en application dans tous les pays européens le 25 mai 2018,
- Vu la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 « LIL 3 » relative à la protection des données personnelles modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- Vu l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel.

Considérant le schéma départemental des Services d'aide et d'accompagnement à domicile 2018-2022.
Considérant le programme coordonné de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie 2022-2027.
Considérant la convention cadre autour du dispositif Bulle d'air signée entre la Mutualité Sociale Agricole et la Fédération départementale de l'ADMR le 15 décembre 2020.

PREAMBULE

La loi relative à l'Adaptation de la Société au Vieillissement du 28 décembre 2015 a inscrit dans ses priorités la reconnaissance de l'action du proche aidant et en a formalisé une définition dans l'article 51 dans les termes suivants : « Une personne qui vient en aide de manière régulière, à titre non professionnel, pour accomplir une partie ou la totalité des actes de la vie quotidienne d'une personne âgée en perte d'autonomie peut être considérée comme un proche aidant. Ainsi, peut être considéré comme proche aidant de la personne aidée : son conjoint, le partenaire avec qui elle a conclu un pacte civil de solidarité ou son concubin, un parent, un allié ou une personne résidant avec elle ou entretenant avec elle des liens étroits et stables ».
Les personnes qui apportent leur aide aux personnes âgées ou aux personnes en situation de handicap doivent composer avec leurs autres rôles sociaux (professionnels, parentaux, conjugaux). 64% des personnes de 61 à 84 ans interviennent comme aidant d'un proche en perte d'autonomie. Ce groupe de la population est donc non seulement exposé aux effets de son propre vieillissement mais aussi à l'impact de son rôle d'aidant.
Les aidants sont nombreux à exprimer un besoin de relais, afin de pouvoir s'absenter le temps de quelques heures, d'un week-end ou de vacances. Le relayage est un dispositif innovant de répit qui répond au souhait des personnes dépendantes de vivre le plus longtemps possible à leur domicile.
Dans le cadre du projet d'essaimage national du dispositif de répit à domicile 'Bulle d'air" initié par la Caisse Centrale de MSA, la MSA Midi Pyrénées Nord a acté son engagement dans le développement de ce service.
Après un premier déploiement dans le département du Tarn et Garonne, la MSA a confirmé, en mars 2020, sa volonté de proposer ce service sur le département de l'Aveyron.
Pour ce faire, la MSA s'appuie sur une structure en mesure de porter ce service de répit à domicile. Dans l'Aveyron, c'est la Fédération ADMR qui a été choisie.
En effet, l'ADMR répond aux exigences du cahier des charges de Bulle d'Air (couverture d'intervention sur tout le territoire Aveyronnais, structure agrée pour proposer des interventions en mode mandataire, structure certifiée AFNOR, partenariat historique avec la MSA, politique de développement d'aide aux aidants…).

Ceci étant rappelé, les parties ont décidé ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles le Département apporte son concours pour la mise en place d'un service de relayage à domicile auprès des personnes âgées de 60 ans ou plus et des personnes en situation de handicap, bénéficiaires de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou de la Prestation de compensation du handicap (PCH).

Article 2 – Objectifs

Les objectifs visés pris en compte par le Département sont les suivants :

- Proposer des périodes de répit aux proches qui accompagnent quotidiennement une personne en perte d'autonomie, en venant suppléer l'aidant sur le lieu de vie de la personne aidée.
- Permettre au proche aidant de souffler, de prendre de soin de lui, de conserver ou retrouver une vie sociale.
- Éviter de perturber les habitudes de vie de la personne aidée en la maintenant dans son environnement habituel.

Article 3 – Public cible

La prise en charge financière du Département porte sur les personnes bénéficiaires d'une aide humaine, quel que soit le mode d'intervention choisie par le bénéficiaire, attribuée au titre de l'APA ou de la PCH. Elle est limitée à 192 heures par an et par bénéficiaire.

Article 4 - Conditions d'éligibilité à la prise en charge par le Département

- Ne pas être accueilli(e) en structure d'hébergement permanent
- Avoir un droit ouvert en cours à l'APA ou de la PCH couvrant la période de relayage
- Avoir inscrit à son plan d'aide ou de compensation, l'élément aide humaine

Article 5 – Engagements financiers

Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022, la participation financière du Département de l'Aveyron à la réalisation des objectifs s'élève à 20 908,80 €, représentant sur l'année 2 880 heures finançables, soit 7,26 € par heure réalisée.

L'aide financière du Département est prévue dans la limite de ce budget annuel.

Le paiement s'effectue par douzième, soit 1 742,40 € par mois.
Une régularisation est réalisée l'année suivante au vu des heures effectives ainsi que du respect des conditions d'éligibilité.

Article 6 – Obligations du partenaire

Il appartient à l'ADMR de vérifier les conditions d'éligibilité de chaque usager, notamment en demandant à l'usager ou à son proche aidant, la notification de droit à l'APA ou à la PCH en cours de validité, conformément à l'article 4 de la convention.

L'ADMR s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet, à respecter le principe de laïcité et à ne pas mener d'actions de propagande politique. A défaut, le bénéfice de la subvention est remis en cause.

Précisément, l'ADMR prend acte :

Qu'il lui appartient de respecter l'interdiction de reversement de tout ou partie de la subvention octroyée par le Département, sauf disposition expresse le prévoyant dans la présente convention, conformément à l'article L.1611-4 du code général des collectivités territoriales ;

Qu'il est tenu de communiquer au Département :

Chaque mois :
- une fiche de liaison par bénéficiaire à la Maison des solidarités départementales du lieu de résidence du bénéficiaire de l'APA, à la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) pour les bénéficiaires de la PCH, dont le modèle est annexé,
- un tableau Excel récapitulatif comportant nom, prénom et adresse des bénéficiaires de l'APA et de la PCH, le nombre d'heures réalisées et l'aide octroyée pour chaque bénéficiaire à la Direction Autonomie ainsi que la copie de l'ensemble des fiches de liaison du mois écoulé (APA et PCH).

Avant le 30 avril de l'année suivante, une copie certifiée de ses budgets et comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité au titre de l'article L. 1611-4 du CGCT;

Dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée et lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, un compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention, conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Article 7 – <u>Communication</u>

La MSA et l'ADMR s'engagent à valoriser le partenariat avec le Département dans les conditions suivantes :
- faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés édités pendant toute la durée de la convention. Afin de veiller au respect de la charte graphique, le partenaire soumet un bon à tirer à la direction de la communication du Département avant l'impression des documents,
- autoriser l'utilisation de l'image et du nom de l'ADMR et de la MSA pour tout support de communication élaboré par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron,
- faire référence au Département sur tous les supports de communication y compris numériques et réseaux sociaux avec le #departementdelaveyron, #aveyron, et tout autre mots dièses en rapport avec la thématique et en mentionnant en tag les comptes du Département : @dept_aveyron pour twitter, @departement.aveyron pour Facebook,
- mentionner systématiquement la participation financière du Département dans les documents, y compris ceux adressés à la presse,
- citer systématiquement la participation du Département dans la facture transmise à l'usager ou dans le courrier d'information s'il n'y a pas de reste à charge.

Article 8 – <u>Durée de la convention, avenant et résiliation</u>

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2022. Elle pourra, en accord avec les trois parties signataires, faire l'objet d'avenant.

Enfin, en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties, d'un ou plusieurs des engagements contenus dans la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une d'elles. Dans ce cas, cette décision devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et respecter un préavis de trois mois.

Article 9 – <u>Protection des données à caractère personnel</u>

Les échanges des fiches de liaison et du tableau mensuel recensant nominativement les bénéficiaires se font dans le strict respect du règlement général sur la protection des données (RGPD) du 27 avril 2016 entré en application dans tous les pays européens le 25 mai 2018.
Ces documents sont transmis au Département pour permettre la mise en paiement de la dotation afin de diminuer le reste à charge des personnes bénéficiaires de l'APA ou de la PCH. Les fiches de liaison sont conservées dans le dossier APA ou PCH du bénéficiaire concerné, elles sont soumises aux règles d'archivage prévues pour ces prestations.

La Fédération ADMR s'engage à respecter le règlement général sur la protection des données, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits de la personne concernée, et leurs obligations quant à la communication des informations visées aux articles 13 et 14 dudit règlement.

Article 10 – <u>Contentieux</u>

Le Tribunal administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV - B.P. 7007 - 31068 Toulouse Cedex 07 est compétent pour se saisir des contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux à Rodez, le

Pour le Département Le Président Arnaud VIALA	Pour la Mutualité Sociale Agricole Le Directeur Général Eric DALLE	Pour l'ADMR La Présidente Nicole CRISTOFARI

FICHE DE LIAISON
BULLE D'AIR- ADMR ⇨ DÉPARTEMENT DE L'AVEYRON

Mise en place d'heures de relayage pour un bénéficiaire de l'APA ou de la PCH

LE PROCHE AIDÉ

Nom :..... **Prénom** :.....

Date de naissance : / /

Bénéficiaire ☐ APA ☐ PCH **N° dossier** :

Si APA, indiquer le TAS concerné :

☐ TAS Millau / St Affrique ☐ TAS Espalion

☐ TAS Pays Ruthénois Lévézou Ségala ☐ TAS Decazeville / Villefranche de Rouergue

LE PROCHE AIDANT

Nom :..... **Prénom** :.....

Adresse : .....

.....

Lien avec le proche aidé, préciser : .....

L'INTERVENTION

Mois concerné : **Nombre d'heures réalisées** :

☐ Je consens que le service Bulle d'air transmette cette fiche au Département de l'Aveyron afin de pouvoir bénéficier d'une prise en charge financière au titre du relayage. Je suis informé(e) que cette fiche sera conservée dans mon dossier d'Allocation personnalisée d'autonomie ou de Prestation de compensation de handicap.

Date et signature du proche aidé,
ou de son représentant légal

Date et signature du représentant
du service Bulle d'air - ADMR

A envoyer par mail

- ⇨ *Pour les bénéficiaires de l'APA au Territoire d'action sociale concerné :* *tas.misa@aveyron.fr* ; *tas.rodez@aveyron.fr*; *tas.esp@aveyron.fr*; *tas.dec@aveyron.fr*; *tas.vildec@aveyron.fr*
- ⇨ *Pour les bénéficiaires de la PCH à la Maison départementale des personnes handicapées :* accueil@mdph12.fr
- ⇨ *Dans les deux cas, faire copie à la Direction Autonomie :* *da@aveyron.fr*

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Schéma départemental de l'aide à domicile : appui aux opérations de mutualisation et de restructuration des SAAD**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/001/10**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42276-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Gisèle RIGAL

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Schéma départemental de l'aide à domicile : appui aux opérations de mutualisation et de restructuration des SAAD présenté en Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieilllesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

VU l'avis favorable de la commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieillesse et du handicap et de la famille lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU le Schéma de l'aide à domicile 2018-2022, et notamment l'axe 2 « Maintenir la couverture territoriale et réduire les zones de tension », prévoyant l'accompagnement des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) pour les rapprochements, mutualisations et regroupements afin de limiter les zones de tension et améliorer la continuité de service ;

CONSIDERANT qu'une enveloppe de 200 000 € est inscrite au budget 2022 afin d'accompagner les opérations de mutualisations et de rapprochements de SAAD, ainsi que toutes les initiatives permettant de pérenniser le secteur, conformément aux orientations du schéma départemental ;

CONSIDERANT que cette enveloppe peut être mobilisée également sous forme d'aide ponctuelle à la restructuration pour les SAAD autorisés et tarifés en fragilité financière (déficits récurrents ou cumulés), aide conditionnée à la présentation de projets permettant un retour à l'équilibre ;

CONSIDERANT que l'ADAR sollicite l'activation de ce dispositif par le Département en tant que chef de file sur le secteur de l'aide à domicile ;

CONSIDERANT que l'ADAR est confrontée à des difficultés financières depuis plusieurs exercices, ainsi qu'à une baisse d'activité, liées à une forte concurrence, des difficultés organisationnelles et à un climat social dégradé ;

CONSIDERANT que pour relever le défi du retour à l'équilibre et sauver près de 100 emplois mobilisés sur les prestations sociales départementales, l'association a confié à la Fondation OPTEO un mandat de gestion sur la période 2020-2021, accompagné financièrement par le Département à hauteur de 140 000€ ;

CONSIDERANT que la Fondation OPTEO ne souhaite pas renouveler le mandat de gestion, l'ADAR s'est rapprochée de l'ASSAD, un autre service d'aide et d'accompagnement à domicile, pour la conclusion d'un nouveau mandat de gestion aboutissant à une fusion au 1er janvier 2023 ;

CONSIDERANT que l'ADAR sollicite le soutien financier du Département pour la mise en œuvre de ces objectifs dans le cadre du mandat de gestion signé avec l'ASSAD, à hauteur de 168 000 € (hors reprise de la dette non chiffrée) ;

DECIDE, afin de contribuer à assurer la continuité de service pour les usagers et le maintien des emplois sur le territoire couvert par l'ADAR, d'attribuer à l'association une aide financière de 80 000 €, au titre du mandat de gestion et de la fusion avec l'ASSAD ;

APPROUVE la convention de partenariat, ci-annexée, à intervenir avec l'association ADAR, formalisant l'engagement des parties et l'octroi de ladite subvention ;

AUTORISE Monsieur le Président à la signer au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON ET L'ASSOCIATION ADAR

Entre

Le Département de l'Aveyron,
Place Charles de Gaulle - 12000 RODEZ
représenté par son Président, Monsieur Arnaud VIALA, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Département en date du 1er avril 2022, déposée le …… et publiée le ……

Ici dénommé « **Le Département** »
D'UNE PART

Et

L'association ADAR,

dont le siège social est situé 2 rue Emma Calvé - 12 300 DECAZEVILLE
représentée par sa Présidente, Madame Laurette GIMENEZ dûment habilitée par délibération du Conseil d'administration en date du……..

Ici dénommée « **ADAR** »
D'AUTRE PART

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), et notamment les articles L312-1 définissant les établissements et services médico-sociaux et L313-1-3 relatif aux autorités compétentes pour la délivrance des autorisations ;
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU la loi n° 2002.2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;
VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
VU le décret n°2007-975 du 15 mai 2007 fixant le contenu du cahier des charges pour l'évaluation des activités et de la qualité des prestations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU le décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges nationales des services d'aide et d'accompagnement à domicile et modifiant le code de l'action sociale et des familles;

VU le décret n°2016-1895 du 28 décembre 2016 relatif aux activités de service à la personne;

VU le décret n°2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au rythme des évaluations de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté N°A19S0168 du 2 août 2019 de renouvellement de l'autorisation de l'ADAR ;

VU la délibération du conseil d'administration du SAAD ADAR en date du 21 octobre 2021;

VU la délibération du conseil d'administration de l'ASSAD en date du 25 octobre 2021 ;

VU le mandat de gestion signé entre l'ADAR et l'ASSAD le 17 janvier 2022 ;

VU le Schéma Départemental de l'aide à domicile 2018-2022 adopté par la Commission Permanente le 1er juin 2018 ;

CONSIDERANT les pièces fournies par l'ADAR ;

CONSIDERANT que l'instruction de la demande permet d'établir que celle-ci constitue un projet complet et adéquat au regard notamment des besoins et qu'elle satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT.

Article 1 : Objet de la Convention

La convention vise à définir les conditions d'octroi de l'aide financière exceptionnelle attribuée à l'ADAR pour accompagner la mise en œuvre du mandat de gestion et la fusion au 1er janvier 2023 avec l'ASSAD.
La convention fixe les obligations respectives de chacun des signataires et les moyens nécessaires pour les mettre en œuvre.

Article 2 : Les engagements du Service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)

L'ADAR s'engage à présenter et à mettre en œuvre un plan de retour à l'équilibre explicitant les actions permettant d'aboutir à un redressement des comptes (activité, personnel, départs en retraite, mutualisation, évolution des emprunts…) et à activer la fusion avec l'ASSAD au plus tard à la date du 31 décembre 2022.

L'ADAR s'engage également à présenter un projet stratégique permettant de stabiliser sa situation financière par l'augmentation de l'activité et l'ajustement de son budget, et de développer son activité en diversifiant son offre et développant de nouveaux partenariats.
Ce projet stratégique reposera sur les éléments suivants :

- Définir une stratégie d'organisation du service,
- Développer l'activité et la prospective pour le service,
- Rechercher de nouveaux moyens de développement pour l'ADAR,
- Analyser et optimiser la structure des coûts,
- Développer et organiser les moyens financiers de l'association,
- Rechercher de nouvelles sources financement (actions ponctuelles ou innovantes),
- Contrôler la bonne marche budgétaire des actions,
- Effectuer les recrutements des personnels, dans la limite des masses salariales portées du budget annuel,
- Définir la stratégie de communication.

L'ADAR s'engage à communiquer au Département un bilan complet financier et de fonctionnement sur la réalisation du mandat de gestion, intégrant notamment le chiffrage détaillé des surcoûts définitifs, au plus tard le 31 décembre 2022.

A cette date, l'ADAR devra fournir les documents suivants :

- le courrier de demande de versement du solde de subvention adressé au Président du Département,
- l'état d'avancement de la mise en œuvre des mesures correctives de la situation financière de l'ADAR,
- le détail de l'activité par intervention et financeurs,
- les études des besoins ou développement de la diversification de l'offre et les champs d'intervention,

- les documents sur les décisions RH,

Dans la perspective de la fusion-absorption, l'ADAR devra transmettre, avant son effectivité, les documents cités en annexe de la présente convention.

Article 3 : Les engagements du Département

Le Département s'engage à verser à l'ADAR une aide exceptionnelle maximale de 80 000 € pour l'année 2022 au vu des engagements prévus à l'article 2.

Cette subvention ponctuelle doit permettre à l'ADAR de financer une partie des charges dues au mandat de gestion ainsi qu'à la fusion-absorption de l'ADAR.

Article 4 : **Modalités de versement**

Le Département apporte un concours financier pour la mise en œuvre de la convention.

Ce concours sera versé selon les modalités suivantes :

* 80% à la signature de la présente convention

* 20% sur transmission du bilan complet de l'opération du mandat de gestion et de la fusion-absorption de l'ADAR par l'ASSAD, au plus tard le 31 décembre 2022.

Le montant définitif de l'aide exceptionnelle versée sera adapté en fonction des éléments justificatifs transmis par l'ADAR (cf. article 2), et après instruction par les services du Département.

En cas de surcoûts supérieurs au prévisionnel présenté, l'aide sera plafonnée à un maximum de 80 000 €. En cas de surcoûts inférieurs au prévisionnel présenté, l'aide du Département sera versée au prorata des surcoûts réels chiffrés engendrés par l'opération.

Article 5 : Reversement

Le Département demandera par émission d'un titre de perception, le reversement de tout ou partie des sommes mandatées :
- en cas d'emploi de la subvention exceptionnelle non conforme à son objet,
- en cas d'inexécution partielle ou totale des conditions liées à l'octroi de l'aide,
- en cas de non-respect des dispositions de l'article 6 ci-dessous relatif à la communication.

Article 6 : Communication

L'ADAR s'engage :

- à valoriser l'aide exceptionnelle du Département à travers l'information faite aux usagers. Copie de ces documents sera adressée au Départemental (Pôle Solidarités Humaines).

- à informer les usagers de l'ADAR de la reprise de son activité et des conséquences induites, une fois la fusion effective

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour l'exercice 2022.

Article 8 : Résiliation

Résiliation à l'initiative d'une partie
La présente convention pourra être résiliée par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve du respect d'un préavis de deux mois à compter de la réception par l'autre partie de la demande de résiliation.

Résiliation en cas de changement de statut ou d'objet social
La présente convention cessera immédiatement d'avoir effet en cas de dissolution ou changement de statut social du partenaire.

Résiliation pour faute
A défaut d'exécution d'une des conditions de la présente convention, et après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet pendant un délai d'un mois, la présente convention sera résiliée immédiatement et de plein droit, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire.

En cas de résiliation de la convention, la part de la subvention indûment versée donnera lieu à un remboursement par le partenaire, au prorata du nombre de mois restant à courir pour l'année N.

Article 9 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige relatif à la présente convention.
En l'absence d'accord dans un délai de deux mois, le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Toulouse.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Rodez, le

Le Président du Département

La Présidente de l'ADAR

Monsieur Arnaud VIALA Madame Laurette GIMENEZ

ANNEXE

Dossier à fournir dans le cadre de la fusion-absorption, comprenant les documents suivants :

- le traité de fusion signé et enregistré
- les délibérations des deux conseils d'administration approuvant le projet de traité de fusion et le transfert de l'autorisation,
- PV de l'assemblée générale extraordinaire de l'association approuvant le projet de fusion-absorption, le traité de fusion et le transfert de l'autorisation
- PV de l'assemblée générale extraordinaire de l'association décidant de sa dissolution pour fusion-absorption, et approuvant le transfert d'autorisation au profit de l'association absorbante
- déclaration de dissolution de l'association absorbée
- documents permettant d'attester la consultation des instances représentatives du personnel et des représentants des usagers et des familles (CSE) des deux entités absorbante et absorbée
- notice descriptive de la nouvelle gouvernance de l'entité juridique absorbante intégrant les réorganisations envisagées comprenant l'identité, l'adresse et le statut juridique de la personne physique ou morale, constituée ou en cours de constitution qui demande la cession pour son compte
- la copie des statuts modifiés de l'association absorption et déclaration des nouveaux statuts
- la composition des instances délibératives après cession
- descriptif de l'état des effectifs avant et après fusion, par type de qualifications, exerçant ou appelés à exercer dans le service, engagements du demandeur en ce qui concerne les effectifs et la qualification des personnels nécessaires à la mise en place du projet (modalités de reprise du personnel, organigramme, document unique de délégation…)
- le projet des outils relatifs à la loi n° 2002.2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale (projet de service, livret d'accueil, projet d'accompagnement personnalisé…) actualisés
- Les comptes administratifs des deux services clôturés distinctement 2022 et un état des comptes consolidé
- Tableau des effectifs en nombre et en masse des CA 2022
- Indiquez les modalités de la fusion concernant l'actif et le passif
- Transmission d'un budget consolidé pour l'exercice budgétaire 2023

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Convention de participation financière au dispositif ' Personnes qualifiées '**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/001/11**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42287-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Gisèle RIGAL

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Convention de participation financière au dispositif ' Personnes qualifiées ' présenté en Commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieilllesse et du handicap, de l'enfance et de la famille

VU l'avis favorable de la commission des solidarités et de l'emploi en charge de la vieillesse et du handicap, de l'enfance et de la famille lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU les dispositions de l'article L.311-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles stipulant notamment que « toute personne prise en charge par un établissement ou service social ou médico-social (ESMS), ou son représentant légal, s'il s'agit d'un mineur, peut faire appel, en vue de l'aider à faire valoir ses droits, à une personne qualifiée qu'elle choisit sur une liste établie conjointement par le représentant de l'Etat dans le département, le directeur général de l'agence régionale de santé et le président du conseil départemental.» ;

VU l'arrêté conjoint signé le 31 janvier 2022 entre l'Agence Régionale de Santé Occitanie, la Préfecture de l'Aveyron et le Département de l'Aveyron, portant désignation de personnes qualifiées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux du département de l'Aveyron ;

CONSIDERANT que les personnes qualifiées sont garantes du respect des droits des usagers au sein des établissements et services sociaux ou médico-sociaux, et notamment ceux mentionnés à l'article L312-1 du Code de l'Action Sociale et de la Famille, en assurant une médiation et en accompagnant l'usager d'un établissement ou un service médico-social ou son représentant légal afin de lui permettre de faire valoir ses droits ;

CONSIDERANT que la fonction de personne qualifiée ne donne pas lieu à rémunération, mais que pour autant, les frais de déplacement, de timbres et de téléphonie occasionnés par cette fonction peuvent être remboursés selon les conditions et les modalités prévues à l'article R311-2 du code de l'action sociale et des familles et par le décret n°2006-781 modifié du 03.07.2006 ;

APPROUVE la convention de participation financière au dispositif « personnes qualifiées », ci-annexée, conclue pour une durée de trois ans renouvelable, à intervenir avec l'Agence Régionale de Santé Occitanie et la Direction de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aveyron, précisant notamment le cadre financier de la prise en charge des frais engagés par la personne qualifiée à l'occasion de ses interventions auprès des usagers des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

AUTORISE Monsieur le Président à signer cette convention au nom du Département.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

CONVENTION de PARTICIPATION FINANCIERE AU DISPOSITIF « PERSONNES QUALIFIEES »

ENTRE

L'AGENCE REGIONALE DE SANTE OCCITANIE

ET LA DIRECTION DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL, DES SOLIDARITES ET DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DE L'AVEYRON

ET LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L.311-3 à L.311-5, L312-1, R.311-1 et R.311-2 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions **;**

Préambule

Les services et établissements sociaux et médico-sociaux accueillent, accompagnent, éventuellement hébergent, des personnes qui peuvent être fragilisées, en tout cas un peu démunies pour faire valoir leurs droits face à ceux dont ils sont quelque peu dépendants. La loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale a ainsi prévu que *« toute personne prise en charge par un établissement ou un service social ou médico-social peut faire appel en vue de l'aider à faire valoir ses droits à une personne qualifiée…».* Ni conciliateur, ni médiateur, cette personne qualifiée apparaît comme « un défenseur » saisi par l'usager qui estime que ces droits ne sont pas respectés.

Le Directeur général de l'ARS Occitanie, le représentant de l'Etat de l'Aveyron et le Département de l'Aveyron, ont établi conjointement, conformément aux dispositions législatives, la liste des personnes qualifiées et le mode de fonctionnement de ce dispositif.

Un arrêté tripartite n°A22S0018 du 31 janvier 2022 désigne les personnes qualifiées dans le Département de l'Aveyron.

Article 1 : Objet S

La présente convention a pour objet de préciser le cadre financier de la prise en charge des frais engagés par la personne qualifiée à l'occasion de ses interventions auprès des usagers des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Article 2 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable, à compter de sa signature. Les parties conviennent au terme de cette durée d'en ajuster les termes, si nécessaire. Chacun des signataires de la convention peut la dénoncer par l'envoi à l'autre partie d'un courrier en lettre recommandée avec A.R. dans un délai de 3 mois avant la date anniversaire.

Article 3 : Description du dispositif de la personne qualifiée

Les personnes qualifiées interviennent à la demande de l'usager ou de son représentant légal au sein des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Elles accompagnent le demandeur pour lui permettre de faire valoir ses droits reconnus aux articles L.311-3 à L.311-5 du CASF.

Elles peuvent être amenées à se déplacer sur leur territoire de référence, voire dans le département. La personne qualifiée rédige un rapport de fin d'intervention afin de rendre compte des observations qu'elle a pu faire, des mesures qu'elle suggère et des démarches qu'elle a entreprises à l'usager qui la saisit et aux autorités compétentes.

Article 4 : Moyens mis à disposition des personnes qualifiées

Les personnes qualifiées retenues par arrêté tripartite (dont les noms sont annexés à la présente convention) bénéficieront du remboursement de leurs frais de déplacements selon les conditions et les modalités prévues à l'article R311-2 du code de l'action sociale et des familles et du décret n°2006-781 modifié du 03/07/2006 :

- Soit, par le Président du Département pour les personnes accueillies dans des établissements et services autorisés par lui (CASF art. L.313-3 a), en application du décret n°2001-654 modifié du 19 juillet 2001.
- Soit par le Représentant de l'Etat pour les personnes accueillies dans les établissements et services autorisés par lui (CASF art. L.313-3 b) ;
- Soit par le Directeur Général de l'Agence Régionale de santé Occitanie pour les personnes accueillies dans les établissements et services autorisés par lui (CASF art. L.313-3 c) ;
- Soit à parts égales, pour les personnes accueillies dans des établissements et services autorisés conjointement par le Président du Département et le Directeur Général de l'ARS Occitanie (CASF art. L.313-3 d), en application de ces mêmes décrets.

Les frais d'affranchissement et de téléphonie peuvent aussi faire l'objet d'un remboursement sur la base de justificatifs. Le remboursement de ces frais est pris en charge selon les cas énoncés précédemment par l'ARS ou le Département ou la DDETSPP.

<u>Article 5</u> : Modalités de prise en charge des frais par l'ARS Occitanie, la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations et par le Département.

L'ARS Occitanie, la DDETSPP et le Département de l'Aveyron s'engagent à financer chacun en totalité les frais de déplacements occasionnés par le fonctionnement du dispositif de la personne qualifiée pour ce qui concerne les établissements et services relevant de leur compétence exclusive.

L'ARS Occitanie et le Département de l'Aveyron s'engagent à financer chacun pour moitié les frais de déplacements occasionnés pour réaliser l'intervention de la personne qualifiée dans les établissements et services relevant de la compétence conjointe Département/ARS.

<u>Article 6</u> : Justificatifs des frais de déplacements dont péage et parking, de frais postaux et téléphonie.

La personne qualifiée sollicitera le remboursement des frais engagés en déposant sa demande au moyen de l'imprimé annexé « Etat des frais de déplacements » dûment complété :

A la délégation départementale de l'Aveyron.

Accompagné des pièces justificatives suivantes :

<u>Une seule fois en début d'année civile et lors de tout changement de véhicule</u> :

- ✓ La copie du permis de conduire
- ✓ La copie de la carte grise du véhicule
- ✓ La copie de l'attestation d'assurance du véhicule
- ✓ L'ordre de mission permanent
- ✓ Un RIB (Relevé d'Identité Bancaire)

<u>Lors de chaque demande de remboursement</u> :

- ✓ La fiche de liaison précisant la même référence que sur la présente demande
- ✓ Le rapport de fin d'intervention dont les dates de rencontres ont été rigoureusement notées
- ✓ Les factures ou justificatifs relatifs aux frais de déplacements dont péage et parking, d'affranchissement dont les recommandés avec accusé de réception et de téléphonie.

La DD 12 de l'ARS transmettra les demandes de frais au Département ou à la DDETSPP, dans les cas où les demandes de remboursement ne concerneraient pas ou que partiellement l'ARS Occitanie.

Fait à RODEZ, le

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie	La Préfète de l'Aveyron	Le Président du Département de l'Aveyron
Pierre RICORDEAU	Valérie MICHEL-MOREAUX	Arnaud VIALA

Extrait du registre des arrêtés
N° 12-2022-01-31-00005

Extrait du registre des arrêtés
N°A22S0018 du 31 janvier 2022

ARRETE TRIPARTITE

Portant désignation de personnes qualifiées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux du département de l'Aveyron

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie

La Préfète du département de l'Aveyron
Chevalier de la Légion d'honneur

Le Président du Département de l'Aveyron

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.311-5, L312-1, R.311-1 et R.311-2 ;

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n°2003-1094 du 14 novembre 2003 relatif à la personne qualifiée mentionnée à l'article L311-5 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Considérant les réponses à l'appel à candidature du 6 octobre 2021 ;

Considérant que toute personne prise en charge par un établissement ou service social ou médico-social, ou son représentant légal, peut faire appel à une personne qualifiée, en vue de l'aider à faire valoir ses droits ;

Sur proposition conjointe du Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, de la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aveyron et du Directeur des Services du Département de l'Aveyron ;

ARRÊTENT

ARTICLE 1 : Au titre des dispositions de l'article L.311-5 du code de l'action sociale et des familles, les personnes dont les noms suivent sont habilitées pour le département de l'Aveyron à intervenir en qualité de personnes qualifiées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux :

- Madame Magali CARTAILLAC – Directrice Adjointe Association millavoise pour l'insertion et l'orientation de formation « AMIO »
- Madame Brigitte CLAVEL – Attaché d'Administration hospitalière au Centre Départemental pour Déficients Sensoriels
- Madame Christine FOUDRAL – Directrice retraitée d'une association recouvrant le secteur sanitaire, social et médico-social
- Madame Christiane PEGUE –Directrice retraitée d'EHPAD

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est diffusé par voie d'affichage dans les établissements et services sociaux ou médico-sociaux.
Pour pouvoir accéder à la personne qualifiée de son choix, le demandeur d'aide ou son représentant légal fait parvenir sa demande aux personnes qualifiées dont la liste est mentionnée dans le livret d'accueil prévu à l'article L 311-4 du code de l'action sociale et des familles.

Les coordonnées des personnes qualifiées sont disponibles par courrier postal ou électronique aux adresses suivantes :

Délégation Départementale de l'Aveyron de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
4 rue Paraire - 12000 RODEZ
05 65 73 69 00 // ars-oc-dd12-medico-social@ars.sante.fr

Département de l'Aveyron
4 rue Paraire - 12000 RODEZ
05 65 73 68 04 // da@aveyron.fr

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aveyron
9 rue de Bruxelles – 12000 RODEZ
05 65 73 52 00 // ddetspp@aveyron.gouv.fr

ARTICLE 3 : En temps utile et, en tout état de cause, dès la fin de son intervention, la personne qualifiée informe le demandeur d'aide ou son représentant légal par lettre recommandée avec avis de réception, des suites données à sa demande et, le cas échéant, des mesures qu'elle peut être amenée à suggérer, et des démarches qu'elle a entreprises.
Elle en rend compte aux autorités chargées du contrôle de l'établissement ou du service ou du lieu de vie et d'accueil et, en tant que de besoin, à l'autorité judiciaire.
Elle peut également tenir informé la personne ou l'organisme gestionnaire.

ARTICLE 4 : Les personnes qualifiées interviennent à titre gratuit.
Elles ne peuvent détenir directement ou indirectement des intérêts particuliers quelle qu'en soit la nature ou être salariées, dans les associations, établissements ou services concernés par la demande.
De même elles ne peuvent connaître des affaires relevant des autres établissements ou services où elles ont exercé dans les cinq dernières années.

ARTICLE 5 : Les frais de déplacement, de timbres et de téléphonie engagés le cas échéant par la personne qualifiée dans le cadre de ses missions peuvent être remboursés, sur la base des dispositions de l'article R.311-2 du code de l'action sociale et des familles, et dont les modalités de mise en œuvre seront précisées par convention entre les signataires du présent arrêté.

ARTICLE 6 : La durée du mandat des personnes qualifiées est de trois ans renouvelable par tacite reconduction à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.
Le tribunal administratif peut notamment être saisi par l'application informatique « télé recours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 8 : Le Directeur de la Délégation Départementale de l'Aveyron de l'Agence Régionale de Santé Occitanie, la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Aveyron et le Directeur Général des Services du Département de l'Aveyron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté qui sera notifié aux personnes qualifiées et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron et du Département de l'Aveyron.

Fait à Rodez, le 31 janvier 2022

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé OCCITANIE	La Préfète de l'Aveyron	Le Président du Département de l'Aveyron
Pierre RICORDEAU	Valérie MICHEL-MOREAUX	Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Information relative aux marchés de travaux, de fournitures et de services passés du 1er janvier 2022 au 28 février 2022, hors procédure**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/002/12**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42185-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Arnaud COMBET

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Information relative aux marchés de travaux, de fournitures et de services passés du 1er janvier 2022 au 28 février 2022, hors procédure présenté en Commission des finances

VU le décret n°2019-1344 du 12 décembre 2019 publié au Journal Officiel le 13 décembre 2019, fixant les seuils de procédure en vigueur d'une part à 214 000 € HT pour les fournitures et services et d'autre part à 5 350 000 € HT pour les travaux et les contrats de concessions le seuil en dessous duquel la personne publique organise librement la consultation sous forme d'une procédure adaptée ;

VU l'article L3221-11 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant que :

« Le Président, par délégation du Conseil Départemental, peut être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget. Le Président du Conseil Départemental rend compte, à la plus proche réunion utile du Conseil Départemental, de l'exercice de cette compétence et en informe la Commission Permanente » ;

VU qu'il a été pris acte de ces informations par la commission des finances lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

PREND ACTE de l'état détaillé de tous les marchés passés du 1er janvier 2022 au 28 février 2022 hors procédure, tel que présenté en annexe.

Le Président du Département

Arnaud VIALA

MARCHES DE TRAVAUX, DE FOURNITURES ET DE SERVICES PASSES HORS PROCEDURE DU 1ER JANVIER AU 28 FEVRIER 2022

(Article L. 3221-11 du Code des Collectivités Territoriales)

Réunion du 1er AVRIL 2022

Exercice	Budget	Compte	Mandat	Type nomenclature	Code nomenclature	Objet du mandat	Montant TTC	Date mandat	Tiers
2022	01	2031	1684	SR	7502	FAC. 10122021 DU 17/12/2021	11 000,00	31/01/2022	AVEYRON INGENIERIE
		2033	1604	99	99	FAC. 60-211280308 DU 24/12/2021	1 026,14	28/01/2022	L AGENCE
			1606	99	99	FAC. 60-211277690 DU 10/12/2021	1 026,14	28/01/2022	L AGENCE
			1607	99	99	FAC. 60-211279070 DU 17/12/2021	1 026,14	28/01/2022	L AGENCE
			1608	99	99	FAC. 60-211279071 DU 17/12/2021	1 026,14	28/01/2022	L AGENCE
		60623	513	FR	1013	FAC. 237 DU 04/11/2022	57,12	17/01/2022	MAISON ALIBERT
		60628	699	99	99	FAC. 212685 DU 12/11/2021	1 704,00	18/01/2022	TEXAA SA
			700	FR	2503	FAC. 1652813 DU 30/11/2021	1,20	18/01/2022	QUINCAILLERIE ANGLES SAS
			772	FR	2002	FAC. 01710164 DU 30/12/2021	46,44	19/01/2022	QUINCAILLERIE ANGLES SAS
			773	FR	2503	FAC. 1587187 DU 31/10/2021	4,03	19/01/2022	QUINCAILLERIE ANGLES SAS
			774	FR	2503	FAC. 1652814 DU 30/11/2021	104,16	19/01/2022	QUINCAILLERIE ANGLES SAS
			1068	FR	1021	FAC. 26909 DU 22/07/2021	114,57	24/01/2022	MACKOWIAK PROMOCASH RODEZ SARL
			1276	FR	3105	FAC. FC212203413 DU 20/01/2022	3 444,00	25/01/2022	PUBLICITE ROUERGUE SARL
		60632	1070	FR	3617	FAC. 0220000531 DU 07/01/2022	329,97	24/01/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
			1289	FR	2002	FAC. 422712 DU 20/12/2021	296,90	25/01/2022	CMA CENTRE MOTOCULTURE AVEYRONNAIS SA
			1290	SR	8110	FAC. 421550 DU 30/11/2021	138,98	25/01/2022	CMA CENTRE MOTOCULTURE AVEYRONNAIS SA
			1299	99	99	REMB FRAIS TRICYCLE TATINCLAUX L.	99,80	26/01/2022	FARACO MARIE LAURE
			1567	99	99	FAC. 1156-F000625 DU 06/01/2022	299,99	27/01/2022	GO SPORT FRANCE A SASSENAGE
			1670	FR	1103	FAC. FC 2 106 DU 22/10/2021	673,00	28/01/2022	SABRINA MAUREL
		60633	624	FR	3401	FAC.10141753706 41AV CALMONT ESPALION	143,98	17/01/2022	EDF COLLECTIVITES
			625	FR	3401	FAC. 10142068872 PICARD ESPALION SUBDI N	145,22	17/01/2022	EDF COLLECTIVITES
			626	FR	3401	FAC. 10142209909 SUBDI NORD 15AV LAGUIOL	145,47	17/01/2022	EDF COLLECTIVITES
			795	FR	3401	FAC. 10142279224 SUBDI NORD CROIX ROUG	268,79	19/01/2022	EDF COLLECTIVITES
		60636	1294	99	99	REMB FRAIS VETEMENT PRO OTTO	207,59	26/01/2022	COLOMINA EDWIGE
			1300	99	99	REMB TENUES TRAVAIL BAYOL E.	69,99	26/01/2022	RIVALS MARTINE
		6065	766	FR	1514	FAC. FA 2148476 DU 13/01/2022	59,00	19/01/2022	01NET MAG SAS
			1041	FR	1514	FAC. F220100016 DU 14/01/2022	170,00	24/01/2022	L AVANT SCENE THEATRE SAS
		60662	1316	FR	1804	FAC. 1830 DU 18/01/2022	419,25	26/01/2022	PHARMACIE ROGER SARL
		60668	640	FR	1804	FAC. 5 DU 04/01/2022	112,42	18/01/2022	PHARMACIE PLACE FONTANGES ENJOLRAS SELARL
			697	FR	1804	FAC. 83924250 DU 12/01/2022	85,20	18/01/2022	GRANDE PHARMACIE DES CAPUCINES SELARL
		611	459	99	99	CD12 Fact TISF Decembre 2021	21 084,82	17/01/2022	ADAR DECAZEVILLE AIDE FAMILLES DOMICILE
			628	99	99	FACT AMPH DEC 2021	151,20	17/01/2022	FAMILLE SERVICES AVEYRON SARL
			629	99	99	FACT AMPH DEC 2021	238,22	17/01/2022	ADAR DECAZEVILLE AIDE FAMILLES DOMICILE
			630	99	99	FACT AMPH DEC 2021	734,16	17/01/2022	AMAD AIDE MENAGERE A DOMICILE VILLEFRANCHE
			631	99	99	FACT AMPH DEC 2021	444,15	17/01/2022	TRESORERIE ESPALION
			632	99	99	FACT AMPA DEC 2021	695,52	17/01/2022	AMAD AIDE MENAGERE A DOMICILE VILLEFRANCHE
			633	99	99	FACT AMPA DEC 2021	263,09	17/01/2022	TRESORERIE ESPALION
			634	99	99	FACT AMPA DEC 2021	1 087,03	17/01/2022	CCAS DECAZEVILLE
			635	99	99	FACT AMPA DEC 2021	226,80	17/01/2022	FAMILLE SERVICES AVEYRON SARL
			892	99	99	CD12 Fact TISF Decembre 2021	11 590,25	20/01/2022	EOP LA SERVICES A DOMICILE ASSOCIATION
			1071	99	99	FACT AMPH DEC 2021	231,84	24/01/2022	ASSAD RODEZ

			1072	99	99	FACT AMPH DEC 2021	309,12	24/01/2022	CCAS SAINT AFFRIQUE
			1073	99	99	FACT AMPH DEC 2021	428,32	24/01/2022	EOP LA SERVICES A DOMICILE ASSOCIATION
			1074	99	99	FACT AMPH DEC 2021	702,08	24/01/2022	CCAS DE CAPDENAC GARE
			1075	99	99	FACT AMPH DEC 2021	304,29	24/01/2022	UMM SERVICES A DOMICILE MILLAU
			1076	99	99	FACT AMPA DEC 2021	2 956,92	24/01/2022	EOP LA SERVICES A DOMICILE ASSOCIATION
			1077	99	99	FACT AMPA DEC 2021	1 268,74	24/01/2022	CCAS SAINT AFFRIQUE
			1078	99	99	FACT AMPA DEC 2021	615,14	24/01/2022	CCAS DE CAPDENAC GARE
			1079	99	99	FACT AMPA DEC 2021	339,65	24/01/2022	ASSAD RODEZ
			1080	99	99	FACT AMPA DEC 2021	2 387,75	24/01/2022	UMM SERVICES A DOMICILE MILLAU
			1533	99	99	FACT AMPH DEC 2021	142,73	26/01/2022	CCAS AUBIN
			1534	99	99	FACT AMPH DEC 2021	986,87	26/01/2022	ADMR AVEYRON FEDERATION DEPARTEMENTALE
			1535	99	99	FACT AMPH DEC 2021	181,17	26/01/2022	CIAS DU ROUGIER DE CAMARES CENTRE INTERCOM ACTION
			1536	99	99	FACT AMPA DEC 2021	621,53	26/01/2022	CCAS AUBIN
			1537	99	99	FACT AMPA DEC 2021	6 670,23	26/01/2022	ADMR AVEYRON FEDERATION DEPARTEMENTALE
			1538	99	99	FACT AMPA DEC 2021	56,70	26/01/2022	PROMAID SARL
			1539	99	99	FACT AMPA DEC 2021	462,99	26/01/2022	CIAS DU ROUGIER DE CAMARES CENTRE INTERCOM ACTION
			1540	99	99	FACT AMPA DEC 2021	75,60	26/01/2022	AZAE SERVICES SARL
			1541	99	99	FACT AMPA DEC 2021	283,50	26/01/2022	AZALEE DOMICILE SERVICES
			964	99	99	REMB FRAIS HOSPITALISATION BESSIERE V.	60,00	21/01/2022	ECHEVERRIA FLORENCE
			1267	99	99	FAC. 2022-0029 DU 19/01/2022	40,00	25/01/2022	MONTARNAL LUCILLE
			1268	99	99	FAC. 2021-0496 DU 30/11/2021	160,00	25/01/2022	MONTARNAL LUCILLE
			1303	99	99	REMB FRAIS MEDICAUX PARTAK T.	47,50	26/01/2022	CINQ CATHERINE
		6227	151	99	99	FAC. 22-223 DU 06/01/2022	66,60	14/01/2022	MONZO RIVET JALIBERT URBANCZYK SCPH
			641	99	99	FAC. M5 DU 05/01/2022	42,00	18/01/2022	CAZEJUS BRUNEL H FRANCISCO J HUISSIERS DE JUSTICE
			1568	99	99	FAC. C025806/AM/072 DU 18/01/2022	116,37	27/01/2022	ALARET ARNAUD ARNAL JEROME PONS CHRISTIAN SELARL
		6228	1631	99	99	FAC. 2021/121713 DU 31/12/2021	324,00	28/01/2022	ISM INTERPRETARIAT
		6232	1278	FR	1419	FAC. facture du19-01-22 DU 19/01/2022	85,00	25/01/2022	RACINES SARL LAGUIOLE TRADITIONS
		6234	510	SR	6802	FAC. 30 DU 30/12/2021	25,00	17/01/2022	LA MAISON DES THES
			1660	SR	6802	FAC. T2-2-356 DU 17/01/2022	193,50	28/01/2022	BISTROT GUINGUETTE
		6236	1287	SR	8204	FAC. 12056201221 DU 03/01/2022	101,52	25/01/2022	OC TEHA
		6238	1571	99	99	FAC. 0122010086176 DU 18/01/2022	385,74	27/01/2022	SACEM AUTEURS COMPOSITEURS EDITEURS MUSIQUE
		6261	469	SR	6401	FAC. 1200063085 COLIPOSTE DU 31/12/2021	1 712,37	17/01/2022	LA POSTE CSPN NOISY SAP SA
			470	SR	6401	FAC. 61228677 DU 10/01/2022	30,00	17/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			471	SR	6401	FAC. 61228862 DU 10/01/2022	30,00	17/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			472	SR	6401	FAC. 61040121 DU 03/01/2022	1 092,71	17/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			473	SR	6401	FAC. 61040470 DU 03/01/2022	2 107,76	17/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			474	SR	6401	FAC. 61040068 DU 03/01/2022	1 733,48	17/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			475	SR	6401	FAC. 61037660 DU 03/01/2022	221,92	17/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			476	SR	6401	FAC. 61040046 DU 03/01/2022	1 167,42	17/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			477	SR	6401	FAC. 61040179 DU 03/01/2022	516,08	17/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			1033	SR	6401	FAC. 61272240 DU 18/01/2022	1 537,20	24/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			1034	SR	6401	FAC. 61263662 DU 18/01/2022	1 718,40	24/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			1035	SR	6401	FAC. 61258736 DU 18/01/2022	1 608,00	24/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
			1036	SR	6401	FAC. 61248754 DU 18/01/2022	1 608,00	24/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD

			1037	SR	6401	FAC. 61244327 DU 18/01/2022	1 996,80	24/01/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
		6281	1572	99	99	FAC. 2201-1627 DU 20/01/2022	70,00	27/01/2022	QUAND LES LIVRES RELIENT ASSOCIATION
		62878	37	99	99	FAC. 2021-47 DU 28/12/2021	11 956,00	13/01/2022	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU LOT
			724	99	99	FAC. 2021-51 DU 31/12/2021	6 076,00	19/01/2022	CONSEIL DEPARTEMENTAL DU LOT
			1542	99	99	CCAS AS ANNEE 2021	570,35	26/01/2022	TRESORERIE VILLEFRANCHE DE ROUERGUE FINANCES PUBL
		6288	1591	99	99	FAC. F4 DU 05/09/2021	70,00	27/01/2022	GADOU MYRIAM PRESSING MARIE
			1788	SR	8104	FAC. FC22003687 DU 27/01/2022	170,40	31/01/2022	AFNOR
	20	60612	57	FR	3401	FAC. 10141736974 DU 05/01/2022	173,14	31/01/2022	EDF COLLECTIVITES
		60623	5	FR	1014	FAC. 220000081 DU 10/01/2022	34,59	21/01/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
			6	FR	1014	FAC. 220200043 DU 09/01/2022	55,54	21/01/2022	SEBADIS 4 SAISONS
			7	FR	1014	FAC. 220200044 DU 09/01/2022	15,48	21/01/2022	SEBADIS 4 SAISONS
			8	FR	1014	FAC. 220200056 DU 12/01/2022	53,04	21/01/2022	SEBADIS 4 SAISONS
			9	FR	1014	FAC. 220200057 DU 12/01/2022	84,42	21/01/2022	SEBADIS 4 SAISONS
			10	FR	1014	FAC. 220000106 DU 13/01/2022	153,05	21/01/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
			11	FR	1014	FAC. 220200065 DU 13/01/2022	24,14	21/01/2022	SEBADIS 4 SAISONS
			13	FR	1014	FAC. 220000147 DU 17/01/2022	55,06	24/01/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
			14	FR	1014	FAC. 220200079 DU 16/01/2022	80,31	24/01/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		60636	15	FR	1410	FAC. FS02622010674 DU 17/01/2022	17,49	24/01/2022	GEMO VETIR SAS
		6068	1	FR	3501	FAC. 889C3002655971 DU 31/12/2021	7,39	17/01/2022	CEDEO SEM ANGLES SA
			2	FR	2003	FAC. 889C3002651757 DU 31/12/2021	4,69	17/01/2022	CEDEO SEM ANGLES SA
			16	FR	1402	FAC. 002002230 DU 15/12/2021	68,97	24/01/2022	GIFI SAS SEBAZAC CONCOURES
			17	FR	3702	FAC. 220200042 DU 09/01/2022	38,24	24/01/2022	SEBADIS 4 SAISONS
			18	FR	3701	FAC. 220000107 DU 13/01/2022	5,00	24/01/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		6132	3	99	99	FAC. JANVIER DU 01/01/2022	1 928,11	17/01/2022	SOLIHA PACT AVEYRON GESTION LOCATIVE H12
		6228	4	SR	7208	FAC. F0001048 DU 31/12/2021	7,20	17/01/2022	SDM PHOTO SARL
			12	SR	8301	FAC. DECEMBRE DU 31/12/2021	64,90	21/01/2022	JFLVB VISAGIS SARL
			19	99	99	FAC. JANVIER 2022 DU 17/01/2022	160,00	24/01/2022	GRANDET LYDIE
	50	6061	1	FR	3403	FAC. 0137INC629348 DU 30/11/2021	250,46	24/01/2022	COMMUNAUTE DE COMMUNES RODEZ AGGLOMERATION
	60	6227	1	99	99	FAC. 211022 DU 22/10/2021	169,00	28/01/2022	ARNAUD LAVILLE LAMBERT CALVET COMBRET SCP
	80	60611	1	FR	3403	FAC. 2021-EA-00-25789 DU 13/12/2021	624,26	24/01/2022	TRESORERIE RODEZ FINANCES PUBLIQUES DDFIP

Exercice	Budget	Compte	Mandat	Type nomenclature	Code nomenclature	Objet du mandat	Montant TTC	Date mandat	Tiers
2022	01	2031	2049	SR	7102	22C005-1 NEO RD994 20M0501E SAM	1 200,00	04/02/2022	NEO AMENAGEMENT SARL
		2033	1975	99	99	FAC. 60-220186663 RD570 OPERATION DE SEC	1 026,72	03/02/2022	L AGENCE
			2310	99	99	FAC. 60-220190380 RD N 999 - 809 - 809A	1 023,36	08/02/2022	L AGENCE
		204142	4158	99	99	SUBV INVESTISSEMENT SOLDE RD 547	25 200,00	22/02/2022	COMMUNAUTE DE COMMUNES MILLAU GRANDS CAUSSES
			4491	99	99	SUBV INVESTISSEMENT SOLDE RD 547	25 200,00	24/02/2022	COMMUNAUTE DE COMMUNES MILLAU GRANDS CAUSSES
		21838	2137	99	99	FAC. FC32459 DU 08/12/2021	936,00	07/02/2022	POURQUIE SARL
		2188	2044	FR	3621	FAC. FB9139 DU 27/01/2022	1 052,40	04/02/2022	TOPOCENTER STATION LASERS 34 SARL
			2046	TV	17P046	FAC EDS - TE61463 du 01/12/2021	5 255,66	04/02/2022	EDS ELECTRONIQUE SARL
		23151	1969	FR	3104	FAC056384 PLATINE MURALE	116,40	03/02/2022	SIGNAUX GIROD SUD AGENCE RODEZ
			4489	TV	20R023	FA01952 DU 16/02/2022	336,00	24/02/2022	DAURES PAYSAGISTE
			4490	TV	20R050	FA01951 DU 16/02/2022	1 555,20	24/02/2022	DAURES PAYSAGISTE
		60612	2392	FR	3401	FAC. 10143021005 DU 25/01/2022	188,69	08/02/2022	EDF COLLECTIVITES
			2393	FR	3401	FAC. 10138611814 DU 11/11/2021	505,94	08/02/2022	EDF COLLECTIVITES
			2394	FR	3401	FAC. 10138613205 DU 11/11/2021	622,90	08/02/2022	EDF COLLECTIVITES
			2395	FR	3401	FAC. 10140501692 DU 13/12/2021	767,93	08/02/2022	EDF COLLECTIVITES
			2396	FR	3401	FAC. 10140500418 DU 13/12/2021	609,50	08/02/2022	EDF COLLECTIVITES
		60622	2356	FR	1602	FAC. 2021-00000328 DU 03/01/2022	1 519,15	08/02/2022	STATION SERVICE MAIRIE LA SALVETAT
			3527	FR	1602	FAC. 2022-00000004 DU 03/02/2022	1 885,96	17/02/2022	STATION SERVICE MAIRIE LA SALVETAT
		60628	2397	FR	2002	FAC. 1538579 DU 30/09/2021	845,57	08/02/2022	QUINCAILLERIE ANGLES SAS
			2398	FR	2002	FAC. 064/028273 DU 31/10/2021	146,40	08/02/2022	LES BRICONAUTES PROBRICOLAGE LA PRIMAUBE SARL
			2399	FR	2002	FAC. 064/028273 DU 31/10/2021	138,00	08/02/2022	LES BRICONAUTES PROBRICOLAGE LA PRIMAUBE SARL
			2400	FR	2002	FAC. 064/028403 DU 30/11/2021	105,90	08/02/2022	LES BRICONAUTES PROBRICOLAGE LA PRIMAUBE SARL
			2401	FR	2002	FAC. 064/028529 DU 31/12/2021	15,90	08/02/2022	LES BRICONAUTES PROBRICOLAGE LA PRIMAUBE SARL
			2402	FR	2002	FAC. 064/028529 DU 31/12/2021	57,55	08/02/2022	LES BRICONAUTES PROBRICOLAGE LA PRIMAUBE SARL
			3151	FR	2002	FAC. 01710166 DU 30/12/2021	829,72	15/02/2022	QUINCAILLERIE ANGLES SAS
			3351	FR	2003	FAC C1050373352 DU 11/02/2022	188,20	16/02/2022	FRANCOIS MATERIAUX SAS
			3551	FR	3605	FAC. FCA-006443 DU 31/01/2022	165,60	17/02/2022	LA PAPETERIE RUTHENOISE EURL
			3833	FR	1707	FAC. 21044801 DU 31/01/2022	598,06	21/02/2022	PUTEAUX SA
			4683	FR	1834	FAC. 202202000008508 DU 18/02/2022	2 316,60	25/02/2022	OEM DEVELOPPEMENT SAS
			4772	FR	3105	FAC. 4328 DU 25/02/2022	1 401,60	28/02/2022	PROIETTI PUBLICITE SARL
			4781	FR	2601	FAC. 3165 DU 13/02/2022	500,00	28/02/2022	ROZIERE HORTICULTURE
		60632	2051	99	99	FAC. f000649 DU 31/01/2022	300,00	04/02/2022	GO SPORT FRANCE A SASSENAGE
			2403	FR	2001	FAC. 2781368 DU 17/01/2022	158,04	08/02/2022	FRANKEL SA
			2625	99	99	REMB FRAIS VALISE PASCAL ESTIENNE KELLY	34,90	10/02/2022	SANTANA HELENE
			2644	FR	2803	FAC. 220400096 DU 08/02/2022	321,30	10/02/2022	ESPACE CULTUREL E LECLERC
			3152	FR	2002	FAC. 01710165 DU 30/12/2021	156,00	15/02/2022	QUINCAILLERIE ANGLES SAS
			3459	99	99	FAC. FC2021090419 DU 14/09/2021	185,50	17/02/2022	PAPOUILLE SAS
			3528	FR	2406	FAC. 2201103 DU 25/01/2022	234,48	17/02/2022	CORNUT SAS
			4770	FR	3607	FAC. FC 22 01156 DU 25/01/2022	253,20	28/02/2022	PERFORMANCES DIFFUSION SAS
			4874	FR	2206	FAC. FAC-00049839 DU 10/01/2022	89,50	28/02/2022	RODEZ MOBILES EURL SIMSIZE
		60633	2331	FR	2003	FAC. 17108708 DU 31/01/2022	120,96	08/02/2022	AGRO SERVICE 2000 SAS

	4170	FR	3102	FAC. 42200054 DU 17/02/2022	290,44	22/02/2022	GALONNIER JEAN PIERRE SCIERIE
60636	4654	99	99	FAC. 2022 0118 DU 22/02/2022	250,00	25/02/2022	ACCUEIL MILLAU SEGUR MAISON ENFANTS
	4655	99	99	REMB FRAIS VETEMENT PRO AUTOTEST FOURNIT	202,37	25/02/2022	DUBOIS JOELLE
6064	2645	FR	3801	FAC. 2225267270 DU 31/01/2022	636,00	10/02/2022	PARAGON TRANSACTION COSNE
6065	2646	FR	1514	FAC. F57412 DU 07/02/2022	148,80	10/02/2022	MIEUX VOIR SARL
	3121	FR	1514	FAC. FCBIB-22-00030 DU 07/02/2022	86,70	15/02/2022	TERRE VIVANTE SA
	3122	FR	1514	FAC. 009623 DU 09/02/2022	78,00	15/02/2022	SCIC CHRYSALIDE
60662	2157	FR	1804	FAC. 5437158569 DU 18/01/2022	104,35	07/02/2022	SELARL PHARMACIE LA CAPELLE
611	2609	99	99	FACT AMPH JANV 2022	244,80	09/02/2022	PROMAID SARL
	2610	99	99	FACT AMPH JANV 2022	573,04	09/02/2022	AMAD AIDE MENAGERE A DOMICILE VILLEFRANCHE
	2611	99	99	FACT AMPA JANV 2022	326,40	09/02/2022	AZALEE DOMICILE SERVICES
	2612	99	99	FACT AMPA JANV 2022	693,60	09/02/2022	AMAD AIDE MENAGERE A DOMICILE VILLEFRANCHE
	2613	99	99	FACT AMPA JANV 2022	856,80	09/02/2022	CCAS DECAZEVILLE
	2614	99	99	FACT AMPA JANV 2022	30,60	09/02/2022	PROMAID SARL
	3562	99	99	FACT AMPH JANV 2022	244,80	17/02/2022	CIAS DU ROUGIER DE CAMARES CENTRE INTERCOM ACTION
	3563	99	99	FACT AMPH JANV 2022	142,80	17/02/2022	CCAS SAINT AFFRIQUE
	3564	99	99	FACT AMPH JANV 2022	365,57	17/02/2022	TRESORERIE ESPALION
	3565	99	99	FACT AMPH JANV 2022	181,97	17/02/2022	FAMILLE SERVICES AVEYRON SARL
	3566	99	99	FACT AMPA JANV 2022	244,80	17/02/2022	FAMILLE SERVICES AVEYRON SARL
	3567	99	99	FACT AMPA JANV 2022	1 366,80	17/02/2022	CCAS SAINT AFFRIQUE
	3568	99	99	FACT AMPA JANV 2022	246,43	17/02/2022	TRESORERIE ESPALION
	3569	99	99	FACT AMPA JANV 2022	459,00	17/02/2022	CIAS DU ROUGIER DE CAMARES CENTRE INTERCOM ACTION
	4161	99	99	CD12 Fact TISF Janvier 2022	7 954,63	22/02/2022	EOP LA SERVICES A DOMICILE ASSOCIATION
	4229	99	99	CD12 Fact TISF Janvier 2022	17 659,19	23/02/2022	ADAR DECAZEVILLE AIDE FAMILLES DOMICILE
	4476	99	99	FACT AMPH JANV 2022	238,27	23/02/2022	ASSAD RODEZ
	4477	99	99	FACT AMPH JANV 2022	266,83	23/02/2022	ADAR DECAZEVILLE AIDE FAMILLES DOMICILE
	4478	99	99	FACT AMPH JANV 2022	673,20	23/02/2022	EOP LA SERVICES A DOMICILE ASSOCIATION
	4479	99	99	FACT AMPH JANV 2022	622,20	23/02/2022	ADMR AVEYRON FEDERATION DEPARTEMENTALE
	4480	99	99	FACT AMPH JANV 2022	736,03	23/02/2022	CCAS DE CAPDENAC GARE
	4481	99	99	FACT AMPA JANV 2022	5 555,74	23/02/2022	EOP LA SERVICES A DOMICILE ASSOCIATION
	4482	99	99	FACT AMPA JANV 2022	7 570,45	23/02/2022	ADMR AVEYRON FEDERATION DEPARTEMENTALE
	4483	99	99	FACT AMPA JANV 2022	753,17	23/02/2022	CCAS DE CAPDENAC GARE
	4484	99	99	FACT AMPA JANV 2022	305,39	23/02/2022	ASSAD RODEZ
	4880	99	99	FACT AMPH JANV 2022	166,67	28/02/2022	CCAS AUBIN
	4881	99	99	FACT AMPA JANV 2022	445,33	28/02/2022	CCAS AUBIN
	4882	99	99	FACT AMPA JANV 2022	81,60	28/02/2022	AZAE SERVICES SARL
6135	1854	FR	2414	FAC. 0110999549 DU 26/01/2022	618,17	02/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	1855	FR	2414	FAC. 0110999550 DU 26/01/2022	618,17	02/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	1856	FR	2414	FAC. 0110999532 DU 26/01/2022	1 355,62	02/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	1857	FR	2414	FAC. 0110999533 DU 26/01/2022	1 329,60	02/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	1858	FR	2414	FAC. 0110999534 DU 26/01/2022	1 329,79	02/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	1859	FR	2414	FAC. 0110999535 DU 26/01/2022	1 355,81	02/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	1860	FR	2414	FAC. 0110999531 DU 26/01/2022	1 329,79	02/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	1861	FR	2414	FAC. 0110999551 DU 26/01/2022	1 378,80	02/02/2022	QUADIENT FRANCE SA

	2004	FR	2414	FAC. 0110999548 DU 26/01/2022	513,02	03/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	2005	FR	2414	FAC. 0110958100 DU 29/11/2021	101,30	03/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	2006	FR	2414	FAC. 0110958101 DU 29/11/2021	101,30	03/02/2022	QUADIENT FRANCE SA
	2009	FR	2410	FAC. 42021120075 DU 31/12/2021	1 188,00	03/02/2022	LOCAVENTE CAPDENAC
61558	2010	SR	8113	FAC. FA 22032800 DU 12/01/2022	333,73	03/02/2022	TOKHEIM SERVICES FRANCE SAS
6156	3834	SR	6705	FAC. FA211100949 DU 30/11/2021	665,52	21/02/2022	LA GRAINE INFORMATIQUE SARL
6182	1817	FR	1506	FAC. 2022000011800 DU 17/01/2022	73,00	01/02/2022	LE JOURNAL DE MILLAU SARL
	1820	FR	1520	FAC. 113691 DU 31/01/2022	126,00	01/02/2022	LIBRAIRIE ARCHEOLOGIQUE QUETIGNY SAS
	2007	FR	1505	FAC. 10-18852 DU 28/01/2022	46,55	03/02/2022	LA MAISON DU LIVRE SA
	2016	FR	1520	FAC. 02/2022 DU 28/01/2022	45,00	03/02/2022	UNION SAUVEGARDE DU ROUERGUE
	2166	FR	1507	FAC. 354882 DU 26/01/2022	130,80	07/02/2022	ECPA PEARSON FRANCE
	2608	FR	1507	FAC. FA34066 DU 20/01/2022	130,00	09/02/2022	SADIAR SA LA VOLONTE PAYSANNE
	2686	FR	1507	FAC. 03/2022 DU 01/02/2022	45,00	10/02/2022	UNION SAUVEGARDE DU ROUERGUE
	2836	FR	1520	FAC. 210011906 DU 07/02/2022	59,84	11/02/2022	PRESSES UNIVERSITAIRES DE LA MEDITERRANEE
	3054	FR	1520	FAC. FAC20220243 DU 09/02/2022	175,00	14/02/2022	SOCIETE PREHISTORIQUE FRANCAISE ASS
	3127	FR	1507	FAC. FC21075574 DU 12/09/2021	3 373,44	15/02/2022	EDITIONS LEGISLATIVES SARL
	3128	FR	1507	FAC. 1700309419 DU 25/01/2022	1 174,72	15/02/2022	WEKA EDITIONS SAS
	3129	FR	1506	FAC. 470094001/10 DU 28/01/2022	76,40	15/02/2022	DEPECHE HEBDOS SA
	3130	FR	1506	FAC. 120495001/24 DU 25/01/2022	399,00	15/02/2022	LA DEPECHE DU MIDI SA
	3388	FR	1507	FAC. 22000275 DU 26/01/2022	155,00	16/02/2022	EDIMARK
	3584	FR	1506	FAC. N 211129 du 17/11/2021 DU 17/11/202	45,00	18/02/2022	EDITIONS FLEURINES SARL
	3707	FR	1520	FAC. 1/13177 DU 16/02/2022	40,00	18/02/2022	EDITIONS PICARD A ET J SA
	3738	FR	1520	FAC. FA2022/005852 DU 10/02/2022	61,60	18/02/2022	EDITIONS MERGOIL EURL
	4447	FR	1506	FAC. 218 DU 31/01/2022	1 356,51	23/02/2022	MAISON DE LA PRESSE SNC BEC FAVIE
	4448	FR	1507	FAC. FA4026056 DU 24/01/2022	375,00	23/02/2022	GROUPE MONITEUR MARCHES ON LINE SA
	4449	FR	1507	FAC. FA4026054 DU 24/01/2022	375,00	23/02/2022	GROUPE MONITEUR MARCHES ON LINE SA
	4450	FR	1507	FAC. FA 18583 DU 19/01/2022	85,00	23/02/2022	BEAUX ARTS MAGAZINE
	4474	FR	1507	FAC. 359951 DU 03/02/2022	4 846,11	23/02/2022	FRANCE PUBLICATIONS
	4773	FR	1507	FAC. FA4028785/DSA DU 07/02/2022	70,90	28/02/2022	TERRITORIAL SAS
	4774	FR	1507	FAC. FA4026500/CFG DU 27/01/2022	319,00	28/02/2022	GROUPE MONITEUR MARCHES ON LINE SA
	4775	FR	1507	FAC. 056-0/2548309-rlct0017 DU 11/01/202	209,00	28/02/2022	TERRITORIAL SAS
	4776	FR	1507	FAC. FA34106 DU 01/02/2022	130,00	28/02/2022	SADIAR SA LA VOLONTE PAYSANNE
6183	1813	99	99	REMBOURSEMENT FRAIS DE GARDE	128,80	01/02/2022	GIRAUD LEA
6184	2406	SR	7805	FAC. FA22-15737 DU 21/01/2022	6 960,00	08/02/2022	ITECH
	3045	SR	7811	FAC. F WTBESX010 DU 14/01/2022	595,00	14/02/2022	IPP INSTITUT PERFORMANCE PUBLIQUE
	3046	SR	7811	FAC. 00005085 DU 28/01/2022	217,00	14/02/2022	LEN MEDICAL SAS
	3047	SR	7811	FAC. 00005086 DU 28/01/2022	217,00	14/02/2022	LEN MEDICAL SAS
	3048	SR	7805	FAC. IC-CL-22-02-43564 DU 03/02/2022	22 598,10	14/02/2022	IDEAL CONNAISSANCES SAS
	3390	SR	7813	FAC. F C-2201-04 ALLER PLUS LOIN DU 18/	720,00	16/02/2022	BOUSQUET ODILE POUR ALLER PLUS LOIN
	3391	SR	7813	FAC. 20220112 DU 12/01/2022	3 168,00	16/02/2022	IAS COACHING SAS
	4514	SR	7819	FAC. 02-2022 LA CAZOTTE DU 17/01/2022	1 000,00	24/02/2022	LYCEE AGRICOLE LA CAZOTTE EPLEFPA SAINT AFFRIQUE
	4732	SR	7805	FAC. 2022/17906A DU 10/02/2022	5 040,00	25/02/2022	GRETA MIDI PYRENEES NORD
6188	1835	99	99	FAC. 2021-0330-ISO DU 31/12/2021	2 224,00	02/02/2022	IFMAN CO ORGANISME DE FORMATION
	1950	SR	6726	FAC. FACN1909001664 DU 25/09/2019	34,80	02/02/2022	NORDNET SA

	1951	SR	6726	FAC. FACN2008000213 DU 07/08/2020	34,80	02/02/2022	NORDNET SA
	1952	SR	6726	FAC. FACN2106001174 DU 23/06/2021	213,60	02/02/2022	NORDNET SA
	1953	SR	6726	FAC. FACN2008000997 DU 26/08/2020	69,60	02/02/2022	NORDNET SA
	1954	SR	6726	FAC. FACN2109000776 DU 15/09/2021	141,60	02/02/2022	NORDNET SA
	1984	99	99	FAC. 10-2021 DU 22/01/2022	2 440,00	03/02/2022	ANPAA 12 AVEYRON PREVENT ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGI
	1985	99	99	FAC. 202112000023 DU 30/12/2021	3 000,00	03/02/2022	ASS NATLE PREVENTION ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE
	1986	99	99	FAC. 202112000022 DU 30/12/2021	6 000,00	03/02/2022	ASS NATLE PREVENTION ALCOOLOGIE ET ADDICTOLOGIE
	2095	SR	7310	FAC. 236/314454 DU 01/02/2022	127,31	04/02/2022	KALHYGE 1 SAS
	2096	SR	7310	FAC. 236/314457 DU 01/02/2022	366,40	04/02/2022	KALHYGE 1 SAS
	2097	SR	7310	FAC. 236/314455 DU 01/02/2022	142,90	04/02/2022	KALHYGE 1 SAS
	2098	SR	7310	FAC. 236/314460 DU 01/02/2022	64,45	04/02/2022	KALHYGE 1 SAS
	2099	SR	7310	FAC. 236/314461 DU 01/02/2022	56,75	04/02/2022	KALHYGE 1 SAS
	2100	SR	7310	FAC. 236/314456 DU 01/02/2022	130,75	04/02/2022	KALHYGE 1 SAS
	2101	SR	7310	FAC. 236/314458 DU 01/02/2022	181,63	04/02/2022	KALHYGE 1 SAS
	2102	SR	7310	FAC. 236/314459 DU 01/02/2022	186,26	04/02/2022	KALHYGE 1 SAS
	2581	99	99	FAC. 2022-02102 DU 11/01/2022	8 100,00	09/02/2022	STRATEGIE ET GESTION PUBLIQUES SARL
	3461	99	99	FAC. 2022-0011-ISO DU 11/02/2022	2 224,00	17/02/2022	IFMAN CO ORGANISME DE FORMATION
6218	2647	SR	7810	FAC. FA0183 DU 31/01/2022	4 000,00	10/02/2022	ASSOCIATION CULTURELLE HOUKA
	3392	99	99	FAC. FAC_MAISON_PEUPLE_220209_005 DU 09/	6 049,88	16/02/2022	MAIRIE MILLAU
	3634	SR	7003	FAC. 2022-04 DU 15/02/2022	1 175,42	18/02/2022	VETEAU ODILE
	3708	99	99	FAC. 22-2284 DU 16/02/2022	2 994,24	18/02/2022	ARCHEOLOGIES ASSOCIATION
62261	2628	99	99	REMB FRAIS MEDECIN TWAGIRAMUNGU	25,00	10/02/2022	CHAMAYOU AURELIE
	4162	99	99	FAC. 2022-0046 DU 10/03/2022	50,00	22/02/2022	GIOCANTI JULIE
	4657	99	99	FAC. 2022 0117 DU 22/02/2022	122,68	25/02/2022	ACCUEIL MILLAU SEGUR MAISON ENFANTS
6227	2490	SR	7503	FAC. 545FID2200055 DU 25/11/2021	1 440,00	09/02/2022	FIDAL SOCIETE D AVOCATS TOULOUSE
	2643	SR	7503	FAC. 00183 DU 01/02/2022	960,00	10/02/2022	JAMMES CAMILLE AVOCATE
	3635	SR	7503	FAC. 220723 DU 14/02/2022	1 800,00	18/02/2022	MAITRE MARCO EMMANUELLE
	3636	SR	7503	FAC. 200613 DU 14/12/2020	1 730,28	18/02/2022	MAITRE MARCO EMMANUELLE
6228	1806	99	99	FAC. 2021/121660 DU 31/12/2021	1 755,00	01/02/2022	ISM INTERPRETARIAT
	2031	SR	8113	FAC. FC006135 DU 31/01/2022	22,46	03/02/2022	SCIES PIERRE LACAZE
	3116	SR	7811	FAC. 20210380ISO DU 31/12/2021	112,50	15/02/2022	IFMAN CO ORGANISME DE FORMATION
	3393	99	99	FAC. FAC_ATELIER_BLANC_424_220127 DU 27/	14,08	16/02/2022	ATELIER BLANC ASSOCIATION
	3586	99	99	FAC. 2022/011806 DU 31/01/2022	486,00	18/02/2022	ISM INTERPRETARIAT
	4516	99	99	FAC. 2022/011749 DU 31/01/2022	2 070,00	24/02/2022	ISM INTERPRETARIAT
	4590	SR	8202	FAC. BIV22010121 DU 31/01/2022	19,20	24/02/2022	BURLAT IMPRESSION SA
6231	2582	OP	16	FAC. 60-220185740 DU 14/01/2022	169,61	09/02/2022	L AGENCE
	2583	OP	16	FAC. 22-1-21-DAV DU 21/01/2022	13 740,00	09/02/2022	EMPLOI COLLECTIVITES CONTACT EMPLOI SAS
	2584	OP	16	FAC. 60-220190378 DU 31/01/2022	149,81	09/02/2022	L AGENCE
	3631	SR	7221	FAC. 60-211280309 DU 24/12/2021	1 026,14	18/02/2022	L AGENCE
	4712	SR	7203	FAC. F02846 DU 27/01/2022	1 080,00	25/02/2022	MPC CONSEIL SARL
	4723	OP	16	FAC. ASH220200006 DU 01/02/2022	720,00	25/02/2022	ASH PUBLICATIONS SAS
6234	1816	FR	1014	FAC. 288343 DU 11/01/2022	105,42	01/02/2022	MACKOWIAK PROMOCASH RODEZ SARL
	2092	FR	1014	FAC. 289839 DU 28/01/2022	118,06	04/02/2022	MACKOWIAK PROMOCASH RODEZ SARL
	2093	FR	1008	FAC. A1/19 DU 12/01/2022	93,70	04/02/2022	CLAS SARL ABYSS COQUILLAGES

	2167	FR	1014	FAC. 50505-3-538027-2022 DU 20/01/2022	92,28	07/02/2022	SUPER U OLEMPS SAS SOLMAR
	2168	FR	1014	FAC. 50505-3-535089-2022 DU 03/01/2022	67,15	07/02/2022	SUPER U OLEMPS SAS SOLMAR
	2169	FR	1014	FAC. 50505-9-848975-2022 DU 27/01/2022	142,45	07/02/2022	SUPER U OLEMPS SAS SOLMAR
	2170	FR	1014	FAC. 50505-3-539491-2022 DU 28/01/2022	135,88	07/02/2022	SUPER U OLEMPS SAS SOLMAR
	2171	FR	1014	FAC. 50505-7-460961-2022 DU 11/01/2022	157,33	07/02/2022	SUPER U OLEMPS SAS SOLMAR
	2835	99	99	FAC. IV/40/2021 DU 16/12/2021	406,98	11/02/2022	LYCEE ALEXIS MONTEIL RODEZ
	2905	FR	1014	FAC. 290313 DU 03/02/2022	276,66	14/02/2022	MACKOWIAK PROMOCASH RODEZ SARL
	2906	SR	6802	FAC. 068617 DU 24/01/2022	54,00	14/02/2022	LES PETITS BOUGNATS SARL CAFE DU COMMERCE
	2907	SR	6802	FAC. 16 DU 20/01/2022	600,00	14/02/2022	DOULS SYLVIE AUX SOURCES DU VIAUR
	3123	SR	6802	FAC. 210042891 DU 04/02/2022	14,00	15/02/2022	UNIVERSITE TOULOUSE 2 JEAN JAURES
	3640	SR	6801	FAC. 4425 DU 12/02/2022	56,90	18/02/2022	HOTEL BINEY
	4475	FR	1014	FAC. 22622 DU 17/02/2022	165,60	23/02/2022	LE CAFE DU MARCHE SEREYS MARIE CHRISTINE
	4555	FR	1012	FAC. A1/1192 DU 31/01/2022	14,81	24/02/2022	CREMERIE DU MAZEL
	4556	FR	1008	FAC. FA00001975 DU 04/02/2022	127,43	24/02/2022	MER ET FISH
	4684	SR	6802	FAC. 210042909 DU 08/02/2022	7,00	25/02/2022	UNIVERSITE TOULOUSE 2 JEAN JAURES
	4769	FR	1014	FAC. FA120065 DU 09/02/2022	33,34	28/02/2022	GRANDE BRULERIE AVEYRON SA RUTHENA CAFES
6236	3641	FR	1510	FAC. 61 2022 DU 26/01/2022	30,00	18/02/2022	LE PRINTEMPS DES POETES ASSOCIATION
	4451	SR	8203	FAC. 512875 DU 14/02/2022	3 634,48	23/02/2022	PARAGON TRANSACTION COSNE
6238	1818	SR	7209	FAC. 52GD0122F DU 26/01/2022	540,00	01/02/2022	ANAGRAPH
	1819	SR	7209	FAC. 53GD0122F DU 26/01/2022	410,00	01/02/2022	ANAGRAPH
	2103	SR	7206	FAC. 2022-01-3 DU 31/01/2022	4 560,00	04/02/2022	ALAIN DOUDIES CONSEIL SARL
	2458	FR	1419	FAC. N0 CD1205F0222 DU 07/02/2022	360,00	09/02/2022	TOUVET MAUD
	2760	FR	3105	FAC. 042022 DU 31/01/2022	947,95	11/02/2022	FLOIRAC WILLIAM
	2761	SR	8117	FAC. F223029 DU 09/02/2022	70,01	11/02/2022	ADE AVEYRON DEPANNAGE ELECTRONIQUE
	3521	SR	6012	FAC. 62200012 DU 31/01/2022	450,00	17/02/2022	LANDES BUS SARL
	4557	FR	1411	FAC. 15022022 DU 15/02/2022	168,00	24/02/2022	MC CUIR MAX CAPDEBARTHES SARL
	4679	SR	7710	FAC. 3999 DU 25/01/2022	12 754,56	25/02/2022	GLASS COLOR SARL
	4680	SR	7209	FAC. BOZ/163704 DU 10/02/2022	900,00	25/02/2022	PARAGON TRANSACTION COSNE
	4681	SR	7710	FAC. F22-002 DU 21/01/2022	648,00	25/02/2022	MAURY ANTOINE ATELIER
6241	2837	SR	6105	FAC. 22000388 DU 31/01/2022	58,49	11/02/2022	CHRONO 12 EURL
6248	2011	SR	6204	FAC. HL00770135 DU 01/01/2022	75,48	03/02/2022	AUTOROUTES DU SUD FRANCE VINCI ASF
6261	1862	99	99	FAC. F001AA004968816 LAPOSTE DU 28/01/20	118,80	02/02/2022	LA POSTE DOT COURRIER ALBI
	1863	SR	6401	FAC. F001AA004968779 LAPOSTE DU 28/01/20	135,00	02/02/2022	LA POSTE DOT COURRIER ALBI
	2332	SR	6401	FAC. 61395462 DU 02/02/2022	216,84	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	2333	SR	6401	FAC. 61452747 DU 03/02/2022	10 465,99	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	2334	SR	6401	FAC. 61401410 DU 02/02/2022	23,78	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	2335	SR	6401	FAC. 61395535 DU 02/02/2022	261,00	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	2336	SR	6401	FAC. 61407858 DU 02/02/2022	25,65	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	2337	SR	6401	FAC. 61379948 DU 01/02/2022	1 022,12	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	2338	SR	6401	FAC. 61379970 DU 01/02/2022	944,98	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	2339	SR	6401	FAC. 61378460 DU 01/02/2022	1 596,71	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	2340	SR	6401	FAC. 61379993 DU 01/02/2022	403,41	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	2341	SR	6401	FAC. 61379967 DU 01/02/2022	1 774,20	08/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	3097	SR	6401	FAC. 1200063849 COLIPOSTE DU 31/01/2022	885,58	15/02/2022	LA POSTE CSPN NOISY SAP SA

		3098	SR	6401	FAC. 61559855 DU 08/02/2022	30,00	15/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
		3099	SR	6401	FAC. 61559848 DU 08/02/2022	30,00	15/02/2022	LA POSTE CSPN DE BORDEAUX DOTC MIDI PYENEES NORD
	6281	4682	SR	7202	FAC. 0 DU 06/01/2022	1 200,00	25/02/2022	CONSERVATEURS DES MUSEES DE MIDI PYRENEES
	62878	1837	99	99	FAC. TITRE N° 130843 DU 24/01/2022	955,49	02/02/2022	TRESORERIE RODEZ HOPITAL
		3085	99	99	FAC. 2022-659 DU 07/02/2022	14 369,12	15/02/2022	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L EURE FOYER DEPART ENFAN
		3776	99	99	S BOUCHFIRA/ FRAIS NAVIGO 02/2022	75,20	18/02/2022	BOUCHFIRA SOFIAN
		3777	99	99	AS 4E TRIM 2021 CCAS	259,25	18/02/2022	TRESORERIE DE MILLAU
20	60623	59	FR	1014	FAC. 220200100 DU 20/01/2022	52,53	01/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		60	FR	1014	FAC. 220200101 DU 20/01/2022	39,26	01/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		72	FR	1014	FAC. 220200112 DU 24/01/2022	79,38	07/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		73	FR	1014	FAC. 220000201 DU 24/01/2022	40,19	07/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		74	FR	1014	FAC. 220200116 DU 25/01/2022	20,27	07/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		75	FR	1014	FAC. 220200126 DU 27/01/2022	62,15	07/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		76	FR	1014	FAC. 220200127 DU 27/01/2022	98,69	07/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		77	FR	1014	FAC. 220000214 DU 27/01/2022	228,52	07/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		78	FR	1014	FAC. 220000233 DU 31/01/2022	24,88	07/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		125	FR	1014	FAC. 220000253 DU 01/02/2022	31,36	22/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		155	FR	1014	FAC. 220200173 DU 07/02/2022	80,12	24/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		156	FR	1014	FAC. 220000280 DU 07/02/2022	42,35	24/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		157	FR	1014	FAC. 220000304 DU 11/02/2022	244,62	24/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		158	FR	1014	FAC. 220200181 DU 10/02/2022	91,54	24/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		159	FR	1014	FAC. 220200182 DU 10/02/2022	31,23	24/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		172	FR	1014	FAC. 220200156 DU 02/02/2022	108,53	25/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		173	FR	1014	FAC. 220200157 DU 02/02/2022	70,31	25/02/2022	SEBADIS 4 SAISONS
		174	FR	1014	FAC. 220000286 DU 08/02/2022	31,71	25/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
	60632	79	FR	3509	FAC. 220000190 DU 22/01/2022	114,90	07/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
	60636	71	FR	1410	FAC. 124 DU 14/01/2022	49,99	04/02/2022	GO SPORT FRANCE A SASSENAGE
		80	FR	1410	FAC. F000542 DU 21/01/2022	31,99	07/02/2022	GO SPORT FRANCE A SASSENAGE
		160	FR	1403	FAC. 001 DU 31/01/2022	141,00	24/02/2022	KIABI SARL LAGARDILLE
		161	FR	1403	FAC. FA-13-4XX-207-102 DU 10/01/2022	59,99	24/02/2022	TEAM SPORT INTERSPORT RODEZ SAS
	60668	61	FR	1804	FAC. 220000172 DU 20/01/2022	12,40	01/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		62	FR	1834	FAC. 220000173 DU 20/01/2022	7,59	01/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		66	FR	1836	FAC. 30075 DU 26/01/2022	113,94	03/02/2022	PHARMACIE FOCH LAFAYETTE
		81	FR	1804	FAC. 220000189 DU 22/01/2022	62,00	07/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		162	FR	1804	FAC. 30033 DU 25/01/2022	292,60	24/02/2022	PHARMACIE FOCH LAFAYETTE
		163	FR	1804	FAC. 30306 DU 07/02/2022	105,35	24/02/2022	PHARMACIE FOCH LAFAYETTE
		176	FR	1804	FAC. 119965 DU 31/01/2022	1,95	28/02/2022	FRANQUES TARDIEU CHRISTINE PHARMACIE
	6068	82	FR	2802	FAC. 001016332 DU 21/12/2021	149,49	07/02/2022	GIFI SAS SEBAZAC CONCOURES
		83	FR	2802	FAC. 1156-f000644 DU 26/01/2022	59,06	07/02/2022	GO SPORT FRANCE A SASSENAGE
		84	FR	2802	FAC. 220400079 DU 29/01/2022	12,30	07/02/2022	ESPACE CULTUREL E LECLERC
		85	FR	2802	FAC. FC_011171 DU 31/01/2022	78,18	07/02/2022	SECAM DECORATION SARL
		126	FR	2003	FAC. 01767697 DU 31/01/2022	14,54	22/02/2022	QUINCAILLERIE ANGLES SAS
		127	FR	2802	FAC. FS02622011943 DU 31/01/2022	5,99	22/02/2022	GEMO VETIR SAS
		128	FR	2802	FAC. f000647 DU 31/01/2022	58,01	22/02/2022	GO SPORT FRANCE A SASSENAGE

			164	FR	2802	FAC. 220000287 DU 08/02/2022	12,90	24/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
			165	FR	2003	FAC. 01767696 DU 31/01/2022	75,60	24/02/2022	QUINCAILLERIE ANGLES SAS
			166	FR	3701	FAC. 220000303 DU 11/02/2022	46,40	24/02/2022	SEBAZAC DISTRIBUTION SAS CENTRE LECLERC
		6184	129	SR	7805	FAC. P22000010 DU 31/01/2022	1 440,00	22/02/2022	EMERGENCES FORMATION CONSEIL
			167	SR	7805	FAC. P22000025 DU 14/02/2022	1 080,00	24/02/2022	EMERGENCES FORMATION CONSEIL
		6228	63	SR	6802	FAC. 20212312/127 DU 23/12/2021	11,30	01/02/2022	AKTIS GRAND RODEZ MC DONALDS RODEZ
			64	SR	6802	FAC. 20212912/129 DU 29/12/2021	59,50	01/02/2022	AKTIS GRAND RODEZ MC DONALDS RODEZ
			67	SR	6802	FAC. F220001 DU 04/12/2021	79,00	03/02/2022	LA CASA DE PIETRO L OLIVIER SARL
			68	99	99	FAC. 24 JANVIER DU 28/01/2022	160,00	03/02/2022	GRANDET LYDIE
			69	SR	7719	FAC. 81296 DU 28/01/2022	630,00	03/02/2022	CGR CINEMA
			86	SR	6802	FAC. 20221201/01 DU 12/01/2022	11,45	07/02/2022	TAKHEOS SAS MAC DO ONET LE CHATEAU
			168	SR	6802	FAC. 20221901/07 DU 19/01/2022	7,25	24/02/2022	LOREST EURL MAC DO LUC PRIMAUBE
			175	SR	7719	FAC. 1003405 DU 01/02/2022	37,80	25/02/2022	COMMUNAUTE DE COMMUNES RODEZ AGGLOMERATION
			177	99	99	FAC. FEVRIER DU 07/02/2022	160,00	28/02/2022	GRANDET LYDIE
		6245	178	SR	6004	FAC. JANVIER1 DU 31/01/2022	18,00	28/02/2022	SMARRITO ELISABETH
			179	SR	6004	FAC. JANVIER2 DU 31/01/2022	160,56	28/02/2022	SMARRITO ELISABETH
	60	6288	2	99	99	FAC. 216500050 DU 31/08/2021	2 647,61	01/02/2022	SOCIETE MEDITERRANEENNE NETTOIEMENT SAS
	80	60613	7	99	99	FAC SOLDE CHAUFFAGE 2021 DU 18/02/2022	12 838,11	22/02/2022	CONSEIL DEPARTEMENTAL AVEYRON
		615221	6	SR	8115	FAC. 00005575 DU 03/02/2022	171,78	18/02/2022	TARAIRE JEAN LOUIS SARL
		6288	2	SR	7405	FAC. 12-0433 DU 31/12/2021	54,72	04/02/2022	BRALEY ENVIRONNEMENT ENERGIES ONET
			4	SR	7405	FAC. 01-0435 DU 31/01/2022	28,80	10/02/2022	BRALEY ENVIRONNEMENT ENERGIES ONET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Renouvellement des adhésions aux associations d'élus**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/002/13**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42171-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Arnaud COMBET

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Renouvellement des adhésions aux associations d'élus présenté en Commission des finances

VU l'avis favorable de la commission des finances lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

CONSIDERANT que le Département adhère à diverses associations d'élus, qui constituent des lieux de réflexions et de véritables outils de travail ;

CONSIDERANT que suite à la demande des élus de la minorité, il a été décidé par le Président de retirer du vote la cotisation initialement prévue à l'ASERDEL ;

APPROUVE le renouvellement de l'adhésion du Département auprès des trois associations identifiées dans le tableau ci-dessous ;

AUTORISE le versement des cotisations aux trois organismes ci-dessous, au titre de l'année 2022, pour les montants suivants :

ADF	**21 808,41 €**
AFCCRE	**1 913,00 €**
ANEM	**8 707,74 €**
ASERDEL	**RETIREE**
TOTAL	**32 429,15 €**

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Aide d'urgence en faveur de l'Ukraine et des réfugiés ukrainiens**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/002/14**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42372-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Arnaud COMBET

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Aide d'urgence en faveur de l'Ukraine et des réfugiés ukrainiens présenté en Commission des finances

VU l'avis favorable de la commission des finances lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

CONSIDERANT que face au drame de la guerre que subit l'Ukraine depuis son invasion par la Russie et aux conséquences tragiques sur le peuple ukrainien, un fonds de solidarité a été activé par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères pour fédérer les initiatives et les élans de solidarité des collectivités envers les populations victimes ;

CONSIDERANT que ce fonds d'action extérieure des collectivités territoriales, appelé FACECO, est géré par des équipes spécialisées du Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et a pour vocation de financer des opérations humanitaires d'urgence répondant aux besoins prioritaires des victimes du conflit ;

DECIDE, par solidarité envers le peuple Ukrainien afin de répondre aux besoins humanitaires en Ukraine et dans les pays voisins, de contribuer au FACECO en accordant une aide de 50 000 € dont le montant sera prélevé sur le fonds de dépenses imprévues inscrit au budget primitif 2022 ;

PREND ACTE de la mise en œuvre, par le Département du dispositif d'aides sociales dans le cadre de l'accueil des réfugiés ukrainiens ;

AUTORISE le Président à déterminer les modalités d'intervention des aides sociales accordées aux réfugiés ukrainiens.

Le Président du Département

Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Acquisitions, cessions de parcelles et diverses opérations foncières**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/003/15**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42263-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur André AT

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Acquisitions, cessions de parcelles et diverses opérations foncières présenté en Commission des routes et mobilités

VU l'avis favorable de la commission des routes et mobilités, lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU la délibération du Conseil départemental du 23 juillet 2021, déposée le 2 août 2021, publiée le 30 août 2021 donnant délégation d'attributions à la Commission permanente en application notamment de l'article L 3213-1;

CONSIDERANT que pour les acquisitions à titre onéreux, dont la prise de possession anticipée des terrains a été acceptée par les propriétaires, le Département verse un intérêt aux taux légaux en vigueur, appliqué au prix de l'emprise routière pour la période comprise entre la date de prise de possession effective des terrains et celle du mandatement ;

PREND ACTE que l'ensemble des prix mentionnés dans lesdits tableaux annexés s'entend hors frais divers de passation d'actes et de géomètre ;

APPROUVE le détail ventilé de chacune des cessions et acquisitions tel que présenté en annexes, soit un montant des acquisitions et des évictions qui s'élève à 90 901,70 € et un montant des cessions de 1 033 € ;

CHARGE Monsieur le Président du Département à procéder aux acquisitions, évictions et cessions foncières décrites en annexes ;

DISPENSE Monsieur le Président du Département d'accomplir les formalités de purge des hypothèques pour les acquisitions d'un montant inférieur à 7 700 €, l'article R3213-8 du Code Général des Collectivités Territoriales permettant de verser le prix des terrains au vendeur avec cette dispense ;

AUTORISE Monsieur le Président du Département à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de ces cessions ou acquisitions et notamment les actes authentiques à intervenir ainsi que toute(s) procuration(s) utile(s) à chacune des affaires ;

AUTORISE Monsieur le 1er Vice-Président à signer au nom du Département, les actes en la forme administrative à intervenir.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

FICHE RÉCAPITULATIVE DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 01/04/2022

NUMÉRO DOSSIER	OBJET	SUPERFICIE TOTALE			RECETTES	DÉPENSES
		CÉDÉE	ACQUISE	AUTRE (*)		
21043	Route Départementale Voie : 508 FLAGNAC aménagement du PR 0.550 à 1.230	0	0	0	0,00	6 580,00
22002	ROUTE DEPARTEMENTALE Voie : 840 COMMUNE DE VIVIEZ	395	120	0	790,00	240,00
22003	Route Départementale Voie : 920 ENTRAYGUES Aménagement des abords du pont	0	535	0	0,00	0,00
22004	Route Départementale Voie : 58 CRESPIN Traverse du Pont de Cirou	0	8	300	0,00	100,00
22005	Route Départementale Voie : 911 VEZINS DE LEVEZOU BOIS DE TRIES	0	7 574	0	0,00	7 529,90
22006	Route Départementale Voie : 48 VILLENEUVE PR 15,900 à PR 16,200	0	750	0	0,00	600,00
22007	Route Départementale Voie : 544 LE BAS SEGALA OT CAVALIER	0	0	6 250	0,00	500,00
22008	Route Départementale Voie : 963 DECAZEVILLE Cote des Estaques	0	9 416	0	0,00	75 000,00
22009	Route Départementale Voie : 75 commune RIGNAC régul PR 3.240 à 4.850	0	503	0	0,00	301,80
22010	Route Départementale Voie : 69 LA BAS SEGALA RETROCESSION	243	0	0	243,00	0,00
22011	Route Départementale Voie : 563 LA LOUBIERE Serv deversement d'eau au PR 2.600	0	0	0	0,00	0,00
22012	Route Départementale Voie : 527 SAINT ROME DE TARN Fontcouverte Amén PR 0.0000 à 4.592	0	110	0	0,00	50,00
	TOTAL	**638**	**19 016**	**6 550**	**1 033,00**	**90 901,70**

SCRIBE ©

(*) Prise de possession anticipée, occupation temporaire ou servitude.

COMMISSION PERMANENTE DU 01/04/2022

DOSSIER N° 21043

Route Départementale 508
FLAGNAC aménagement du PR 0.550 à 1.230

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Propriété : 00009											2 080,00				2 080,00
	A	B 967p		49		12,0000		588,00							588,00
Monsieur BOUISSOU André et Madame BOUISSOU Denise	A	B 3711p		322		12,0000		3 864,00							3 864,00
4 rue des moissons 31780 CASTELGINEST	A	B 3713p		4		12,0000		48,00							48,00
		TOTAL		**375**				**4 500,00**			**2 080,00**				**6 580,00**
Monsieur BOUISSOU Cédric 22 rue Henri Matisse 87410 LE PALAIS SUR VIENNE															
Monsieur BOUISSOU Damien 14 Lotissement Les Frênes 82170 CANALS															
TOTAL DU DOSSIER N° 21043 :				**375**				**4 500,00**			**2 080,00**				**6 580,00**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 22002

ROUTE DEPARTEMENTALE 840
COMMUNE DE VIVIEZ

Rédacteur des actes : DSA

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Propriété : 00001															
	A	AC 726		118		2,0000		236,00							236,00
Madame SPINELLI Aurore	A	AC 727		2		2,0000		4,00							4,00
19 rue Saint Jean Appt 15 65000 TARBES	R	AC 722	277			-2,0000		-554,00							-554,00
	R	AC 724	100			-2,0000		-200,00							-200,00
Monsieur SPINELLI Kévin Le Carbonnier Agnac 12300 FLAGNAC	R	AC 728	18			-2,0000		-36,00							-36,00
		TOTAL	**395**	**120**				**-550,00**							**-550,00**
Monsieur SPINELLI Dominique 274 Route de Belle Vue Agnac 12300 FLAGNAC		**Observations :** Vu avis DIE en date du 24 janvier 2022 resté infructueux.													
TOTAL DU DOSSIER N° 22002 :			**395**	**120**				**-550,00**							**-550,00**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 22003

Route Départementale 920
ENTRAYGUES Aménagement des abords du pont

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Propriété : 00001															
	A	AB 342		220				0,00							
Madame FROMM Jocelyne 27 rue Croix de Fournes 81100 CASTRES	A	AB 228		315				0,00							
		TOTAL		**535**											
Madame RAINSART Béatrice 34 Chemin de la Garenne 34460 ROQUEBRUN		**Observations :** Cession gratuite													
Monsieur IZAC Jacques Lieudit La Molle 12140 ENTRAYGUES-SUR-TRUYERE															
Madame IZAC Isabelle 35 rue Sacha Guitry 33700 MERIGNAC															
Monsieur IZAC Louis 11 rue de la Roue 92190 MEUDON															
Madame COMBRES Geneviève Route d'Aurillac 12140 ENTRAYGUES-SUR-TRUYERE															
Monsieur MOLENAT MOLENAT 5 hameau la Cugnassarié 81260 LE BEZ															
TOTAL DU DOSSIER N° 22003 :				**535**											

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 22004

Route Départementale 58
CRESPIN Traverse du Pont de Cirou

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Propriété : 00001															
	A	E 936		8		1,0000		8,00							8,00
		TOTAL		**8**				**8,00**							**8,00**
Monsieur BERMOND CHRISTIAN 12 CHE DE BOUYSSIE 81380 LESCURE-D ALBIGEOIS		**Observations :**												*arrondi :*	***50,00***
Monsieur BERMOND JEAN APPARTEMENT 17 BATIMENT N-9 RUE DE LA CROIX VERTE 71400 AUTUN		Une OT n° 22005 sur parcelle E-695													
Monsieur BERMOND PATRICK DANIEL JEAN MARIE 34 RUE JEAN RENOIR 31180 CASTELMAUROU															

		Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Propriété : 22005.00001								50,00							50,00
	OT	E 695			300										
		TOTAL			**300**			**50,00**							**50,00**
Monsieur BERMOND Christian 12 Chelin de Bouyssié 81380 LESCURE D'ALBIGEOIS															
Monsieur BERMOND Jean Bat 9, appart 17 rue de la Croix verte 71400 AUTUN															
Monsieur BERMOND Patrick 34 rue Jean Renoir 31180 CASTELMAUROU															
TOTAL DU DOSSIER N° 22004 :				**8**	**300**			**58,00**							**100,00**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 22005

Route Départementale 911
VEZINS DE LEVEZOU BOIS DE TRIES

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Propriété : 00001															
	A	CH 69B		55		1,0000		55,00							55,00
Monsieur COSTES Jean-Michel LA MOUYRANDE 12780 VEZINS-DE-LEVEZOU	A	CH 70D		662		1,0000		662,00							662,00
		TOTAL		**717**				**717,00**							**717,00**
Propriété : 00002							64,40	-64,40							-64,40
	A	CH 106B		397		1,0000		397,00							397,00
Monsieur DELMAS Gilles 3 RUE DES ECOLES 12290 PONT-DE-SALARS	A	CH 106C		189		1,0000		189,00							189,00
Monsieur DELMAS Christian 3 RUE DES ECOLES 12290 PONT-DE-SALARS	A	CH 106D		58		1,0000		58,00							58,00
		TOTAL		**644**			**64,40**	**579,60**							**579,60**
Location : 90001															
EARL DE LA MOUYRANDE STEPHAN DUPUY LA MOUYRANDE 12780 VEZINS DE LEVEZOU	EV	CH 106			644				64,40						64,40
		TOTAL							**64,40**						**64,40**
Propriété : 00003															
	A	CL 31p		62		1,0000		62,00							62,00
Monsieur TEYSSEYRE Guy Castreux 12780 VEZINS DE LEVEZOU	A	CL 32p		63		0,3000		18,90							18,90
		TOTAL		**125**				**80,90**							**80,90**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Propriété : 00005															
	A	CI 66B		373		1,0000		373,00							373,00
Monsieur GABEN Jean-Marie	A	CI 137B		856		1,0000		856,00							856,00
LE ROUCOUS	A	CK 94B		3 442		1,0000		3 442,00							3 442,00
12780 VEZINS-DE-LEVEZOU	A	CL 475B		338		1,0000		338,00							338,00
Monsieur GABEN Chritian	A	CL 475C		366		1,0000		366,00							366,00
LE ROUCOUS	A	CL 482E		211		1,0000		211,00							211,00
12780 VEZINS-DE-LEVEZOU		TOTAL		**5 586**				**5 586,00**							**5 586,00**
Propriété : 00006															
	A	CL 107B		468		1,0000	46,80	421,20							421,20
Monsieur GAYRAUD Bernard	A	CL 108D		34		1,0000	3,40	30,60							30,60
LE ROUCOUS		TOTAL		**502**			**50,20**	**451,80**							**451,80**
12780 VEZINS-DE-LEVEZOU		**Observations :** Eviction gratuite du GAEC GAYRAUD													
Location : 90001									50,20						50,20
GAEC GAYRAUD BERNARD GAYRAUD	EV	CL 107			468										
Le Roucous	EV	CL 108			34										
12780 VEZINS DE LEVEZOU		TOTAL							**50,20**						**50,20**
TOTAL DU DOSSIER N° 22005 :				**7 574**			**114,60**	**7 415,30**	**114,60**						**7 529,90**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 22006

Route Départementale 48
VILLENEUVE PR 15,900 à PR 16,200

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²)			Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités				Total
			cédée	acquise	autre						arbres	bâtiments	clôtures	autres	
Propriété : 00001															
	A	I 1743p		286		0,8000		228,80							228,80
Monsieur VAYSSE PASCAL	A	M 1213		7		0,8000		5,60							5,60
CAMP CLAUX 12260 VILLENEUVE	A	M 1215		157		0,8000		125,60							125,60
	A	M 1217		95		0,8000		76,00							76,00
	A	M 1219		197		0,8000		157,60							157,60
	A	M 1221		8		0,8000		6,40							6,40
		TOTAL		**750**				**600,00**							**600,00**
TOTAL DU DOSSIER N° 22006 :				**750**				**600,00**							**600,00**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER Nº 22007

Route Départementale 544
LE BAS SEGALA OT CAVALIER

Rédacteur des actes :

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²)			Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités				Total
			cédée	acquise	autre						arbres	bâtiments	clôtures	autres	
Propriété : 00001								500,00							500,00
	OT	285 D 180			2 000										
Monsieur CAVALIER Jacquees LA PENDARIE 12240 LE BAS SEGALA	OT	285 D 825			4 250										
		TOTAL			**6 250**			**500,00**							**500,00**
TOTAL DU DOSSIER Nº 22007 :					**6 250**			**500,00**							**500,00**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 22008

Route Départementale 963
DECAZEVILLE Cote des Estaques

Rédacteur des actes : DSA

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²)			Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités				Total
			cédée	acquise	autre						arbres	bâtiments	clôtures	autres	
Propriété : 00001															
	A	AH 140		4 425				2 200,00							2 200,00
Monsieur DUCHATELLE Romain	A	AH 141		493				70 550,00							70 550,00
220 des Estaques 12300 DECAZEVILLE	A	AH 142		4 498				2 250,00							2 250,00
		TOTAL		**9 416**				**75 000,00**							**75 000,00**
TOTAL DU DOSSIER N° 22008 :				**9 416**				**75 000,00**							**75 000,00**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 22009

Route Départementale 75
commune RIGNAC régul PR 3.240 à 4.850

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Propriété : 00001															
	A	H 594		116		0,6000	6,96	62,64							62,64
Monsieur ISSALY Jean-Pierre	A	H 596		289		0,6000		173,40							173,40
LAGARRIGUE	A	H 598		78		0,6000		46,80							46,80
12390 RIGNAC	A	H 600		20		0,6000	1,20	10,80							10,80
Madame ISSALY Maria		TOTAL		**503**			**8,16**	**293,64**							**293,64**
lieudit LA VALETTE BASSE															
12390 RIGNAC		**Observations :**													
Madame ISSALY Alexia		Annule et remplace le dossier 21062-00001 passé en CP le 10-12-2021													
LAGARRIGUE															
12390 RIGNAC															

		Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Location : 90001															
RICHOUX CINDY	EV	H 71			116				6,96						6,96
12390 RIGNAC	EV	H 79			20				1,20						1,20
		TOTAL							**8,16**						**8,16**
TOTAL DU DOSSIER N° 22009 :				**503**			**8,16**	**293,64**	**8,16**						**301,80**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 22010

Route Départementale 69
LA BAS SEGALA RETROCESSION

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires	(*)	Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	acquise	autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	bâtiments	clôtures	autres	Total
Propriété : 00001															
	R	021 H 1704	243			-1,0000		-243,00							-243,00
Monsieur FALIPOU Jean-Claude Lieudit Porgues 12000 LA BASTIDE L'EVEQUE - LE BAS SEGALA		TOTAL	**243**					**-243,00**							**-243,00**
		Observations : En application des articles L 1311-12 et L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'avis n'ayant pas été rendu dans le délai requis, ce dernier est réputé donné.													
TOTAL DU DOSSIER N° 22010 :			**243**					**-243,00**							**-243,00**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER Nº 22011

Route Départementale 563
LA LOUBIERE Serv deversement d'eau au PR 2.600

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires (*)	Sect. Num.	Superficie (m²)			Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités				Total
		cédée	acquise	autre						arbres	bâtiments	clôtures	autres	
Propriété : 00001							0,00							
Monsieur MASSOUBEYRE Eric Les Cousteilles 12740 LA LOUBIERE	TOTAL													
	Observations : Constitution A TITRE GRATUIT d'une servitude de déversement d'eau sur la parcelle cadastrée commune de LA LOUBIERE C-218													
TOTAL DU DOSSIER Nº 22011 :														

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

DOSSIER N° 22012

Route Départementale 527
SAINT ROME DE TARN Fontcouverte Amén PR 0.0000 à 4.592

Rédacteur des actes : DSA - NG

Nom des propriétaires et locataires (*)	Sect. Num.	Superficie (m²) cédée	Superficie (m²) acquise	Superficie (m²) autre	Prix au m²	Abatte-ment	Montant	Éviction	Indemnités de remploi	Indemnités arbres	Indemnités bâtiments	Indemnités clôtures	Indemnités autres	Total
Propriété : 00001														
A	F 819		110		0,2300		25,30							25,30
Monsieur VERGUES Laurent FONTCOUVERTE 12490 SAINT ROME DE TARN	TOTAL		**110**				**25,30**							**25,30**
	Observations : Ce dossiier vient en remplacement du dossier 20012-00002 objet d'un rejet définitif passé en CP le 28-02-2020. Le versement du prix indu a été remboursé par les anciens propriétaires.												*arrondi :*	***50,00***
TOTAL DU DOSSIER N° 22012 :			**110**				**25,30**							**50,00**

(*) A : Acquisition - R : Rétrocession - SP : Surplus - PPA : Prise de possession anticipée - EV : Éviction - OT : Occupation temporaire - SV : Servitude

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Transfert de domanialité**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/003/16**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42248-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur André AT

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Transfert de domanialité présenté en Commission des routes et mobilités

VU l'avis favorable de la commission des routes et mobilités lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, disposant que la sortie d'un bien du domaine public est conditionnée d'une part par une désaffectation matérielle du bien et d'autre part par une décision administrative, en l'espèce la délibération constatant cette désaffectation et portant déclassement du bien ;

VU l'article L. 141.3 du Code de la Voirie Routière (les délibérations concernant le classement et le déclassement sont dispensées d'enquête publique préalable sauf lorsque l'opération envisagée a pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie) ;

CONSIDERANT le plan parcellaire ci-annexé et l'exposé des motifs ci-après détaillé ;

Déclassement avant aliénation

Commune de SAINT-CHELY-D'AUBRAC

CONSIDERANT que les propriétaires des parcelles cadastrées section Z n°232 et n°256 souhaitent acquérir un délaissé de la route départementale n°19 se trouvant en bordure de celles-ci, au lieu-dit 'Le Recours' ;

Conformément à l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et considérant que les biens ne présentent aucune utilité pour la route départementale n°19 dans la mesure où ils ne sont plus ni affectés à l'usage du public ni ne constituent un accessoire indispensable au domaine public routier, il est proposé au Département de constater sa désaffectation et de prononcer son déclassement avant aliénation ;

APPROUVE la désaffectation de ladite parcelle et DECIDE de son déclassement avant aliénation ;

Couleur de la section	Superficie	Affectation initiale	Affectation future
Jaune	168m²	Domaine public départemental	Domaine privé avant aliénation

PREND ACTE que la contenance précise ainsi que la valeur vénale de la parcelle sont en cours de détermination et que les modalités de la vente à formaliser seront proposées lors d'une prochaine Commission permanente.

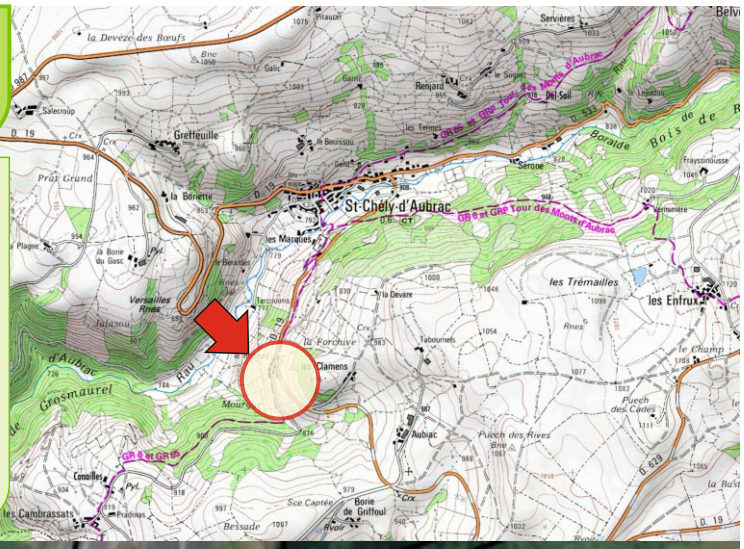
Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

AVEYRON
LE DÉPARTEMENT

Commune de ST CHÉLY D'AUBRAC
Lieu-dit « Le Recours » - section AZ
Transfert de domanialité



Légende

Déclassement du domaine public Départemental avant aliénation

RD 19
132
231
287
133
AZ
136
168 m²
Chemin
137
232
138
139
à Caselnau de Mandalle
départementale
200

0 25 m

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Document d'urbanisme**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/003/17**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42271-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur André AT

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Document d'urbanisme présenté en Commission des routes et mobilités

VU l'avis favorable de la commission des routes et mobilités, lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-16 et R153-4 ;

CONSIDERANT le projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la communauté de communes du Réquistanais, élaboré à l'échelle du territoire communautaire et arrêté par délibération du conseil communautaire du 20 décembre 2021 ;

CONSIDERANT que Madame Monique ALIES et Monsieur Christophe LABORIE, conseillers départementaux du canton Causses-Rougiers, Madame Nathalie PUEL et Monsieur Michel CAUSSE, conseillers départementaux du canton Monts du Réquistanais, ont été consultés sur ce projet ;

PREND ACTE qu'en préalable de l'analyse de ce dossier, le Département a fait part à la communauté de communes, par courrier du 18 octobre 2016 et lors des réunions auxquelles il a été associé, des préconisations concernant notamment :

- l'urbanisation linéaire,
- les problèmes de sécurité liés à la multiplication des accès,
- les principes de recul d'implantation qu'il convient de prendre en compte dans le règlement du PLUi ;

Par ailleurs, il convient d'attirer l'attention de la collectivité sur les dispositions de l'article R 111-2 du Code de l'Urbanisme qui imposent à l'autorité administrative compétente de rejeter une autorisation d'urbanisme ou de l'assortir de prescriptions à la charge du pétitionnaire, dans le cas où la construction envisagée est de nature à porter atteinte à la sécurité publique ;

Les risques visés par ces dispositions concernent tout autant les risques que l'opération projetée peut engendrer pour les tiers, que ceux auxquels peuvent être exposés les occupants de la construction pour laquelle l'autorisation est sollicitée.

La Communauté de Communes et les Communes sont donc invitées à apprécier avec la plus grande attention les projets d'urbanisation futurs qui leurs seront présentés lorsque ceux-ci auront vocation à s'implanter à proximité immédiate des routes départementales dépourvues, pour des raisons techniques notamment, de dispositifs de retenue permettant de garantir l'absence totale de sortie de route des usagers de la voie.

EMET un avis favorable sur ce projet assorti des réserves et observations suivantes :

OBSERVATIONS GENERALES :

1-Le Département préconise en règle générale d'intégrer les secteurs U et AU dans les périmètres agglomérés, au fur et à mesure de l'urbanisation, et plus particulièrement ceux situés en limite d'agglomération. Le cas échéant, il conviendra de préciser et d'adapter les règles associées en termes d'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques hors agglomérations.

2-Le projet de PLUi intègre les préconisations du Département en termes de reculs d'implantation des constructions vis-à-vis des routes départementales hors agglomération. Pour faciliter l'analyse des services instructeurs, la schématisation sur les Orientations d'Aménagements et de Programmation (OAP) et les plans de zonage de ces marges de recul au droit des routes départementales serait un outil informatif utile, notamment pour l'instruction d'actes dans le cadre de l'application du droit des sols.

3-Pour les secteurs à aménager ou à urbaniser ainsi que pour les OAP ne prévoyant pas de principe de desserte, le Département appréciera les conditions d'accès et de desserte au cas par cas, lors de l'instruction des actes d'urbanisme pour lesquels il sera systématiquement consulté.

Toutefois, pour des raisons de sécurité, il conviendra de privilégier pour la desserte/accès de ces secteurs et/ou lots :

- un positionnement de l'accès sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre, lorsque le terrain de projet est desservi par plusieurs voies.
- le regroupement des accès si la desserte doit être assurée depuis le réseau routier départemental.
- l'aménagement hors agglomération de dégagement(s) afin d'éviter toutes perturbations sur le réseau routier départemental.

4-Pour les secteurs à aménager ou à urbaniser (avec ou sans OAP), apporter une attention particulière aux conditions de sécurité (gestion des accès à court et long termes, conditions de visibilité, masques de visibilité générés par des aménagements paysagers/plantations, etc.).

RAPPORT DE PRÉSENTATION

-Tome 1, page 139 : Sur le territoire de la Communauté de Communes, la liaison vers la RN88 en direction d'Albi est assurée par les RDs 903/10/263. Il conviendra de compléter le rapport de présentation.

-Tome 3, pages 30 à 33 - Accessibilité : il convient de préciser que sur le volet des mobilités douces, le Département, sur le réseau routier dont il a la charge, portera une attention particulière aux éventuels besoins d'aménagements de la collectivité (voir observation OAP 12.1 – Déplacements – Véloroute Réquista-Lincou.

ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Commentaires généraux :

Lorsque les principes d'aménagements prévoient la création de voie(s) interne(s) avec aménagement de carrefour(s) sur RD, l'aménagement du ou des carrefours seront à la charge financière du porteur de projet et soumis à la validation des services du Département.

Il serait souhaitable que la notice des OAP intègre dans ses dispositions, pour des raisons de sécurité, que : « Les haies, plantations et/ou aménagements paysagers en limites de domaine public ne devront pas restreindre les conditions de visibilité au droit des carrefours et des accès sur voirie départementale ». Cette disposition permet clairement, pour des raisons de sécurité, de faire prévaloir les enjeux routiers au regard de prescriptions paysagères et environnementales.

Points particuliers :

Commune de La Selve - OAP 6.1 - Secteur Ub

Conformément aux justifications du rapport de présentation, aucun accès ne sera permis depuis la RD 902. A ce titre, il conviendra de compléter la légende de l'OAP.

Commune de Lédergues - OAP 7.4 – Secteur 1AU La Parra Ouest

Ce secteur de développement à vocation d'habitat est situé hors agglomération, en bordure de la RD263. Toutefois, dans le rapport de présentation, la collectivité précise son intention d'intégrer ce secteur au sein de l'agglomération de Lédergues. Le Département prend note de cette volonté. Cependant, pour l'heure, pour des raisons de sécurité, liés à la multiplication des accès, le Département n'est pas favorable à la création de nouveaux accès sur la RD. Ainsi la totalité de la desserte de la zone et des futurs lots à construire devra être assurée depuis la voirie interne de la zone à aménager.

Commune de Lédergues - OAP 7.6 – Secteur 1AUx ZA de la Parra

Cette OAP prévoit notamment la création d'un accès sur la RD10. Son positionnement de principe à moins de 50 mètres d'un carrefour existant a donc attiré l'attention de nos services. Toutefois, après avoir pris connaissance du projet visant notamment au développement du garagiste enclavé dans le village avec création d'une station-service et considérant que la commune ne maitrise pas à ce jour le foncier permettant la desserte de la zone depuis la voie communale, le Département donnera un avis favorable à cette demande d'accès. Son positionnement devra garantir les meilleures conditions de sécurité et de visibilité.

Commune de Réquista - OAP 9.8 – La Peyrade

Pour ce secteur d'aménagement, situé en agglomération, il convient d'attirer l'attention de la collectivité sur l'éventuel risque que peut présenter la multiplication des accès d'un point de vue sécurité routière. Ainsi, comme cela a été mis en œuvre dans l'OAP 9.6, il serait souhaitable, pour des raisons de sécurité, de limiter le nombre d'accès sur la RD 344.

Commune de Rullac-Saint-Cirq - OAP 10.1 - Secteur UB du Stade

Pour des raisons de sécurité, il convient d'éviter la multiplication des accès sur la route Départementale. A ce titre, pour ce secteur en bordure de la RD 600, la desserte de la zone sera assurée depuis la voirie communale.

OAP 12.1 – Déplacements – Véloroute Réquista-Lincou

Concernant la matérialisation d'un trajet Véloroute entre Réquista et Lincou au droit de la RD 902, il convient de préciser que l'appellation Véloroute est réservée aux liaisons d'intérêt Départemental, Régional ou National et sur des voies routières à faible trafic et sans dénivelé excessif (max. 3%) ou sur des voies vertes.

Le Département propose donc de redéfinir ce trajet en liaison cyclosportive.

REGLEMENT ECRIT

Commentaires généraux :

Dispositions générales – articles 4.1 et 4.3 :

Il serait souhaitable de modifier le paragraphe similaire aux 2 articles comme suit *« En cas de haie existante et/ou de plantations donnant sur un réseau routier, elles ne doivent pas entraver les conditions de sécurité liées à son usage, notamment en obstruant les visibilités au droit d'accès ou de carrefour ».*

Par ailleurs, sachant que certaines haies pourraient impacter la création de champ de visibilité nécessaires au droit d'accès/carrefours futur, notamment dans l'aménagement de zone soumises à OAP, il serait pertinent d'envisager de ne pas identifier ces haies, dont les mesures compensatoires pourraient être complexes à mettre en œuvre.

Articles 4.3 des différentes zones – Traitement des clôtures :

Le Département propose de compléter cet article comme suit : *« En bordure de voirie, et notamment de routes départementales, les clôtures (aspect, hauteur, etc.) et les aménagements associés devront être conçus de façon à garantir les meilleures conditions de sécurité routière ».*

Articles 5 – Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions :

Il serait souhaitable que cet article, pour chaque zone, précise : *« Les plantations et/ou aménagements paysagers en limites de domaine public ne devront pas restreindre les conditions de visibilité au droit des carrefours et des accès sur voirie départementale ».*

Points particuliers :

Articles 3.1 section 2 des zones Ux et 1AUx – Implantations par rapports aux voies et emprises publiques :

Pour rappel, le Département de l'Aveyron préconise, hors agglomération, un recul d'implantation des constructions vis-à-vis des routes départementales de catégories C, D et E présentes sur le territoire communautaire, de 15 mètres min. par rapport à l'axe des RD.

Le projet de PLUi intègre cette préconisation dans ses dispositions concernant les zones A et N, mais est absente des zones Ub, Ux et AUx. Toutefois, plusieurs secteurs se trouvent hors agglomération et même hors Parties Actuellement Urbanisées (PAU), offrant ainsi des possibilités d'implantations en alignement du domaine public. Pour des raisons de sécurité, le Département souhaiterait que ses préconisations soient reprises pour ces zones dans la mesure où elles ne se trouvent pas en agglomération.

Zones A

Pour des raisons de sécurité, il conviendrait dans le règlement de cette zone, d'intégrer une disposition relative à la mise en œuvre des accès et des aires attachées à la circulation et aux manœuvres des engins agricoles afin d'éviter toutes manœuvres et perturbations sur le domaine public.

ZONAGE

Commentaires généraux :

Zones U et AU situés hors agglomération :

Le projet de PLUi identifie plusieurs zones en bordure de routes départementales et hors agglomération.

Le Département appréciera les conditions d'accès et de desserte au cas par cas, lors de l'instruction des actes d'urbanisme pour lesquels il sera systématiquement consulté.

A ce titre, il convient de rappeler que si les conditions de sécurité et de visibilité ne sont pas satisfaisantes, le Département émettra un avis défavorable à toute demande d'accès sur son réseau routier.

Points particuliers :

Commune de La Selve - Secteur Ub en bordure de la RD 902

Pour ce secteur, en bordure de la RD 902, aucun nouvel accès ne sera permis depuis la RD. La desserte sera assurée depuis la voirie communale ou les accès non agricoles existant.

Commune de Réquista - Secteur Ux parcelles 326 et 329 section C

Pour ces parcelles, en bordure de la RD 902, la desserte sera assurée depuis la voirie interne. Aucun accès ne sera permis depuis la RD 902.

Commune de Réquista - Secteur Ub parcelle 1219 section M

Pour cette parcelle située hors agglomération, en bordure de la RD 344, la totalité de la parcelle zonée Ub ou les éventuels lots qui seraient issus de sa division devront être desservis à partir d'un seul accès. Ce secteur, en entrée d'agglomération, pourrait faire l'objet d'une OAP.

Commune de Réquista – Village de l'Hôpital Bellegarde - Secteur Ub parcelle 340 section I

Dans l'éventualité d'une division de cette parcelle, située en agglomération, en bordure de la RD 44, pour des raisons de sécurité, il convient d'attirer l'attention de la collectivité afin de privilégier la desserte depuis la voirie communale.

Commune de Saint Jean Delnous - Secteur Ux parcelles 409 et 567 section B

Pour ces parcelles, en bordure de la RD 903, la desserte sera assurée depuis la voirie communale. Aucun accès ne sera permis depuis la RD 903.

ESPACES BOISEES CLASSES (EBC)

Le Département prend note de l'absence d'EBC dans le projet de PLUi. Toutefois, de manière générale, le Département demande d'éviter de zoner les RD en EBC, et d'exclure un fuseau d'emprise routière de 50 mètres de large (depuis l'axe de la RD) afin de conserver des possibilités d'aménagement de la voirie.

EMPLACEMENTS RESERVES

Plusieurs emplacements réservés pour le compte des communes ont été mis en œuvre en bordure de routes départementales. Les aménagements correspondants seront à la charge financière du porteur de projet et seront soumis à la validation des services du Département.

Une attention particulière devra être apportée à la sécurité et notamment aux conditions de visibilité au droit des éventuels accès créés sur le réseau routier départemental.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Partenariat** **Aménagement des routes départementales**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/003/18**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42173-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur André AT

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Partenariat
Aménagement des routes départementales présenté en Commission des routes et mobilités

VU l'avis favorable de la Commission des routes et mobilités lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU le programme de mandature 2021 -2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, déposée le 13 décembre 2021 et publiée le 10 janvier 2022, et notamment son volet Mobilités Infrastructures routières ;

VU le règlement de voirie du département de l'Aveyron fixant les modalités administratives et techniques applicables aux travaux de voirie exécutés sur le domaine public départemental ;

APPROUVE les projets de partenariat ci-après :

1 – Programme « RD en traverse »

Commune de Compeyre (Canton Millau 2)
La Communauté de Communes Millau Grands Causses assure la maitrise d'ouvrage de l'aménagement de la route départementale n° 547 (tranche 2) sur une longueur de 200 ml dans l'agglomération de Compeyre.
Le coût des travaux routiers subventionnables s'élève à 122 043,50 € Hors Taxes. En application des règles du programme « RD en traverse » validées le 10 décembre 2021 dans le programme de mandature, la participation départementale s'établit à 37 800 €.
Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

Commune de Crespin (Canton Aveyron Tarn)
Le Département de l'Aveyron et la commune de Crespin ont constitué un groupement de commandes en vue de la passation de marché de travaux par chacun de ses membres, pour réaliser des prestations simultanées et coordonnées concernant les travaux d'aménagement de la route départementale n°58 et de sécurisation et requalification de la traverse dans l'agglomération de Pont de Cirou.

Dans le cadre de cette opération, le Département de l'Aveyron assure la maitrise d'ouvrage des travaux de la chaussée, de l'assainissement pluvial et des abords de la route départementale n° 58.

La commune de Crespin assure la maitrise d'ouvrage des travaux de sécurisation et requalification de la traverse.

L'analyse du détail estimatif, en application des règles départementales du programme « RD en traverse » validées le 10 décembre 2021 dans le programme de mandature, permet de définir le plan de financement suivant:

Travaux sous maitrise d'ouvrage départementale :

Montant des travaux :	159 825 € HT
Département de l'Aveyron :	52 175 €
Commune de Crespin :	107 650 €

Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux collectivités.

2 – Convention de servitude

Commune de Saint-Affrique (Canton Saint-Affrique)
Le hameau de Bournac situé sur la commune de Saint-Affrique, est sujet de manière périodique à d'importants mouvements de terrain, localisés plus particulièrement sur la parcelle référencée au cadastre AL 54 propriété de la commune.
Le hameau de Bournac est desservi et traversé par la route départementale n° 54.
La route départementale n° 54 et le haut du hameau ont été plusieurs fois impactés par des glissements de terrain dus à des pluies diluviennes.
Ces évènements exceptionnels ont été traités par le Département par la mise en œuvre de drains subhorizontaux et de dispositifs de surveillance qui nécessitent un suivi régulier.

Une convention de servitude définira les compétences et les responsabilités respectives de la commune de Saint-Affrique et du Département de l'Aveyron.

3 – Convention d'entretien

Commune de La Rouquette (Canton Villefranche de Rouergue)
Une convention précisera les compétences et les responsabilités respectives du Département de l'Aveyron et de la commune de La Rouquette relatives à la gestion et l'entretien de trottoirs, de chicane et de la signalisation verticale et horizontale implantés dans l'emprise de la route départementale n° 132 entre les points repères 3+650 et 4+350 dans l'agglomération de La Bastide Capdenac.

Commune de Mostuéjouls (Canton Tarn et Causses)
Dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage partagée, le Département de l'Aveyron a assuré la maîtrise d'ouvrage des travaux d'une partie de la démolition du chalet de la Muse ainsi que la remise en forme du talus routier sur la route départementale n° 907.
Une convention définira les compétences et les responsabilités de la commune de Mostuéjouls et du Département de l'Aveyron relatives à la gestion et à l'entretien des plantations et espaces.

Commune d'Aguessac (Canton Millau 2)
Dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage partagée, le Département de l'Aveyron a assuré la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement paysager sur la route départementale n 809 au point repère 38+900.
Une convention définira les compétences et les responsabilités de la commune d'Aguessac et du Département de l'Aveyron relatives à la gestion et à l'entretien des plantations et espaces.

4 – Sauvegarde

RD199 – Pont de Prat Bibal – Canton de Raspes Lévezou – Commune de Salles Curan

Le pont de Prat-Bibal permet à la Route Départementale n°199 de franchir le ruisseau du Boulet, proche du stade de Salles Curan.
L'ouvrage ancien était un pont en maçonnerie dont la structure avait été caractérisée en mauvais état par la dernière inspection détaillée réalisée en 2018.
Cet ouvrage était sous dimensionné dès la crue décennale et une crue majeure du ruisseau du Boulet aurait provoqué un débordement de plusieurs dizaines de centimètres sur la chaussée.

Le nouvel ouvrage, en capacité d'évacuer une crue centennale, mesure 2.10 m. de hauteur et 5 m. de largeur.

A la demande de la Communauté de Communes Lévezou-Pareloup, une surlargeur cyclable de 3.00 mètres a été construite côté amont. La plus-value induite par cette demande sera à la charge de Communauté de Communes et s'élève à 25 700 €.

Une convention précisera les modalités d'intervention entre les deux partenaires.

5 – Intervention des services

Commune de Saint Chély d'Aubrac(Canton d'Aubrac et Carladez)
L'association Tradition en Aubrac organise le dimanche 29 mai 2022 la fête de la transhumance.
Dans ce cadre, l'organisateur souhaite l'intervention des services de la subdivision départementale Nord pour la mise en place de la signalisation temporaire sur les routes du secteur.
Cette prestation est estimée à 500 € et incombe à l'organisateur.

Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux partenaires.

Commune de Millau (Canton de Millau 2)

L'office national des forêts (ONF) souhaite réaliser des travaux d'abattages d'arbres au droit de la route départementale n° 110 point repère 6+350 sur la commune de Millau du 1er au 4 mars 2022.
Dans ce cadre, l'ONF souhaite l'intervention des services de la subdivision départementale Sud pour la mise en place de la signalisation temporaire nécessaire sur les routes du secteur.
Cette prestation est estimée à 589,32 € et incombe à l'ONF.
Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux partenaires.

Commune de Roquefort-sur-Soulzon (Canton de Saint Affrique)
L'entreprise STP 24 souhaite réaliser des travaux de dépose de lignes aériennes et leur démolition au droit du créneau de dépassement de la route départementale n° 999 sur la commune de Roquefort sur Soulzon le 2 mars 2022.
Dans ce cadre, l'entreprise STP 24 souhaite l'intervention des services de la subdivision départementale Sud pour la mise en place de la signalisation temporaire nécessaire à la sécurité des usagers de la route départementale n° 999.
Cette prestation est estimée à 850,00 € et incombe à l'entreprise STP 24.
Une convention définira les modalités d'intervention entre les deux partenaires.

Commune d'Estaing (Canton de lot et Truyère)
Suite à la demande de réalisation de travaux de ravalement de façades par l'entreprise DA CUNHA sur le bâtiment situé à l'angle de la rue François d'Estaing et la rue Saint Fleuret, la commune d'Estaing a souhaité instaurer une déviation des poids lourds sur la route départementale n° 97 dans la traversée d'Estaing du 28 février au 11 mars 2022.
Dans ce cadre, la commune a souhaité l'intervention des services de la subdivision départementale Nord pour la pose et la dépose de la signalisation temporaire sur les routes du secteur. Cette prestation est estimée à 1 146 € et incombe à la commune d'Estaing.

Une convention précisera les modalités d'intervention entre les deux partenaires.

6 – Convention de constitution d'un groupement de commandes

Commune de La Salvetat Peyralès (Canton Aveyron Tarn)

Un groupement de commandes est constitué entre le Département de l'Aveyron et la commune de La Salvetat Peyralès en vue de la passation de marché de travaux par chacun de ses membres, pour réaliser des prestations simultanées et coordonnées concernant des travaux d'aménagement de la route départementale n° 905 et de ses abords dans l'agglomération de La Salvetat Peyralès.

Le Président du Département est désigné comme coordonnateur chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par les articles L 2113-6 et L 2113.7 du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant.
Chaque membre du groupement s'engage à signer avec le cocontractant retenu un marché à hauteur de ses besoins propres, tels qu'ils ont été préalablement déterminés.

Une convention constitutive entre les deux partenaires sera élaborée.

Commune de Saint Rome de Tarn (Canton Raspes et Levèzou)

Un groupement de commandes est constitué entre le Département de l'Aveyron et la Communauté de Communes de Muse et Raspes du Tarn en vue de la passation de marché de travaux par chacun de ses membres, pour réaliser des prestations simultanées et coordonnées concernant des travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire sur la route départementale n° 993 et de ses abords ainsi que la création d'une voie d'accès à la ZA Saint Férréols II à l'entrée de l'agglomération de Saint Rome de Tarn

Le Président du Département est désigné comme coordonnateur chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par les articles L 2113-6 et L 2113.7 du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant.
Chaque membre du groupement s'engage à signer avec le cocontractant retenu au marché à hauteur de ses besoins propres, tels qu'ils ont été préalablement déterminés.

Une convention constitutive entre les deux partenaires sera élaborée.

7 – Convention d'adhésion

Association « AGIR Le transport public indépendant »

CONSIDERANT que l'association « AGIR Le transport public indépendant » propose aux collectivités une expertise indépendante pour les services « Transports élèves handicapés ».
Les services d'AGIR transport sont organisés autour de quatre axes majeurs :

1) l'assistance,
2) la formation,
3) les échanges d'expériences,
4) les achats centralisés.

DECIDE de renouveler l'adhésion, pour l'année 2022, à « AGIR Le transport public indépendant », pour une cotisation annuelle fixée à 2 400 € TTC.

Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures de Mobilité

CONSIDERANT que l'Institut des Routes, des Rues et des Infrastructures de Mobilité (IDRRIM) fédère les acteurs publics (maîtres d'ouvrages, réseau technique de l'Etat) et privés (entreprises, sociétés d'ingénierie) de la communauté des infrastructures du transport routier ;

CONSIDERANT qu'il propose un référentiel commun à tous les maîtres d'ouvrages, constitué notamment d'avis techniques sur les normes et d'aide à leur mise en application ;

DECIDE de renouveler l'adhésion à l'IDRRIM, pour l'année 2022, dont la cotisation annuelle s'élève à 850 € TTC.

8 – Protocole d'accord transactionnel

Commune de Vezins de Levézou (Canton de Raspes et Levézou)
Dans le cadre de l'aménagement de la route départementale n° 911 « section « Bois de Tries » sur la commune de Vezins de Levézou, un captage hydraulique appartenant à Monsieur GUY Jean, demeurant « Le Baraquet » commune de Vezins-de-Levézou, a été impacté.
Afin de maintenir le débit initial de l'alimentation en eau de ce captage, Monsieur GUY jean a installé et préfinancé une pompe de relevage.

Le montant des factures de mise en place, de raccordement et d'alimentation électrique de cette pompe de relevage s'élève à 8 692,01 € HT, soit 10 430,01 € TTC.

En accord avec Monsieur GUY Jean, le Département s'est engagé à prendre en charge financièrement ces dépenses et a convenu d'un accord transactionnel.

Au travers de cet accord, le Département s'engage à mandater la somme de 10 430,01 € TTC au profit de Monsieur GUY Jean.

* * *

AUTORISE Monsieur le Président à établir et signer l'ensemble des conventions ainsi que le protocole d'accord transactionnel précités.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Routes - 1ère répartition d'opérations 2022**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/003/19**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42161-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur André AT

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Routes - 1ère répartition d'opérations 2022 présenté en Commission des routes et mobilités

VU la délibération de l'Assemblée départementale du 10 décembre 2022, déposée le 13 décembre 2021 et publiée le 10 janvier 2022, approuvant le programme de mandature « L'AveyrOn se bouge », et notamment le volet « Mobilités et infrastructures routières ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du 04 février 2022, déposée le 10 février 2022 et publiée le 10 mars 2022, approuvant le Budget Primitif 2022 et affectant la somme de 1,100 M€ aux travaux prévus par les réparations sur ouvrages et 2,650 M€ en prévision des travaux induits par les évènements exceptionnels ;

I - Ouvrages d'Art – 1ère répartition du budget 2022

APPROUVE, au titre de la première répartition, les opérations détaillées ci-après dont les plans sont annexés, pour un montant de 535 000 € :

- RD 24 – Pont de Cajarc – Canton Villeneuvois et Villefranchois– Commune de Salvagnac-Cajarc : 235 000 €

- RD905 – Pont du Vergnou – Canton de Aveyron et Tarn – Commune de la Salvetat Peyrales : 300 000 €

II - Evènements exceptionnels 2022 - 1ère répartition de crédits

CONSIDERANT que les opérations sélectionnées répondent aux critères suivants :

- gêne importante à la circulation,
- catégorie de la route,
- état du glissement ou du mur suivant son évolution dans le temps (risque élevé à court terme) ;

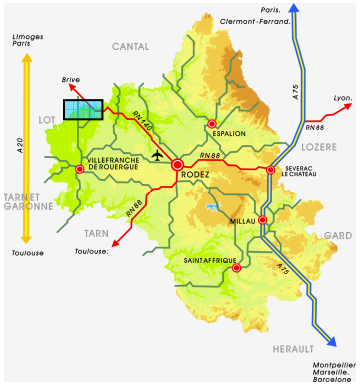
APPROUVE une première répartition de crédits, dont la liste est détaillée en annexe, correspondant à un montant de 1 670 000 €, permettant de financer les opérations les plus urgentes recensées à ce jour et celles pour lesquelles les études de réparation sont disponibles.

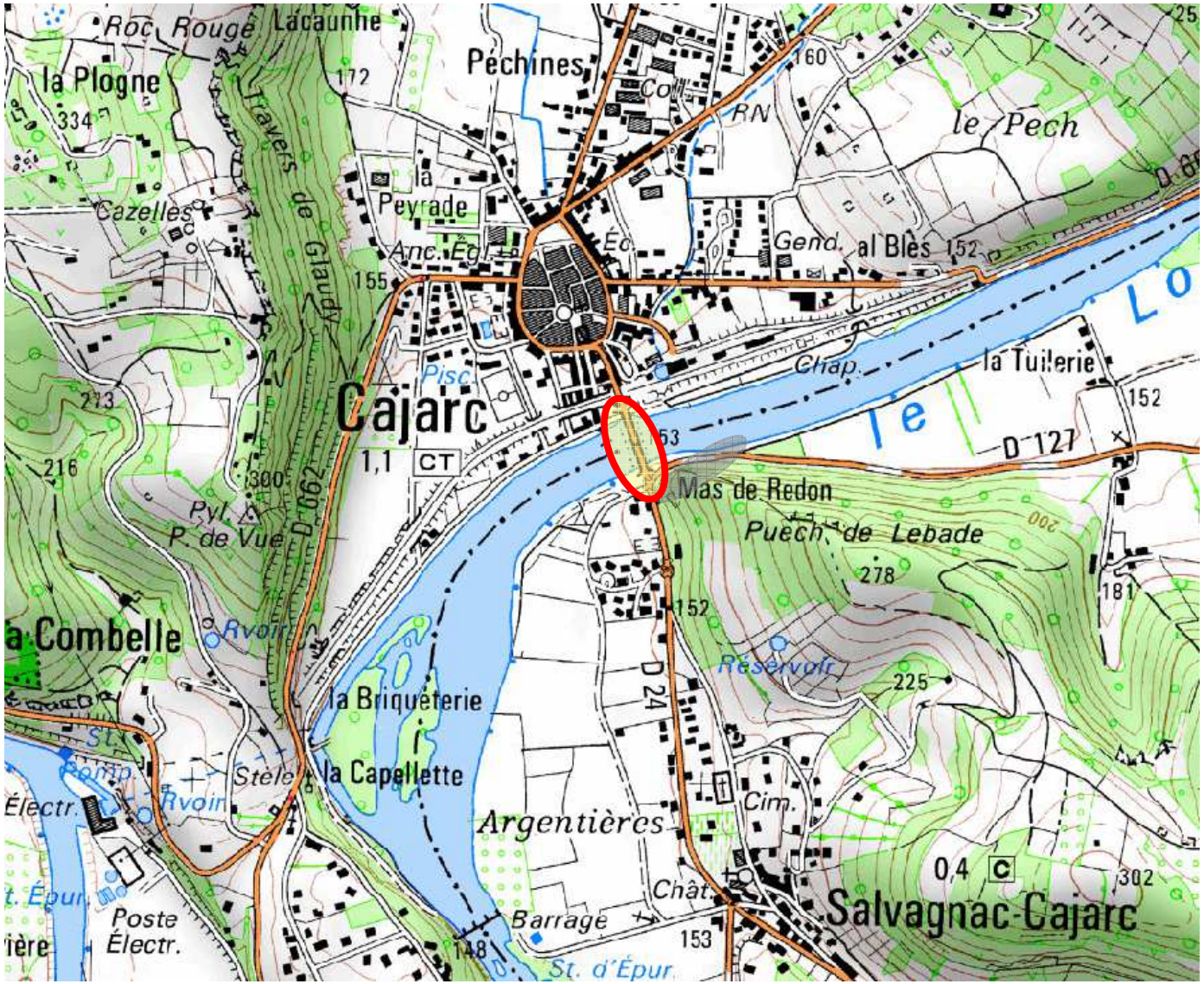
Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

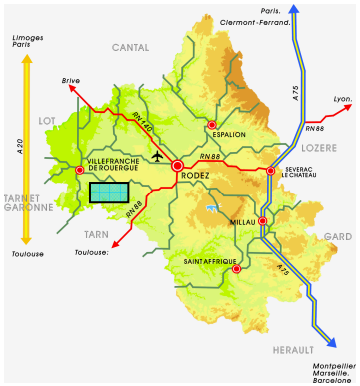
Arnaud VIALA

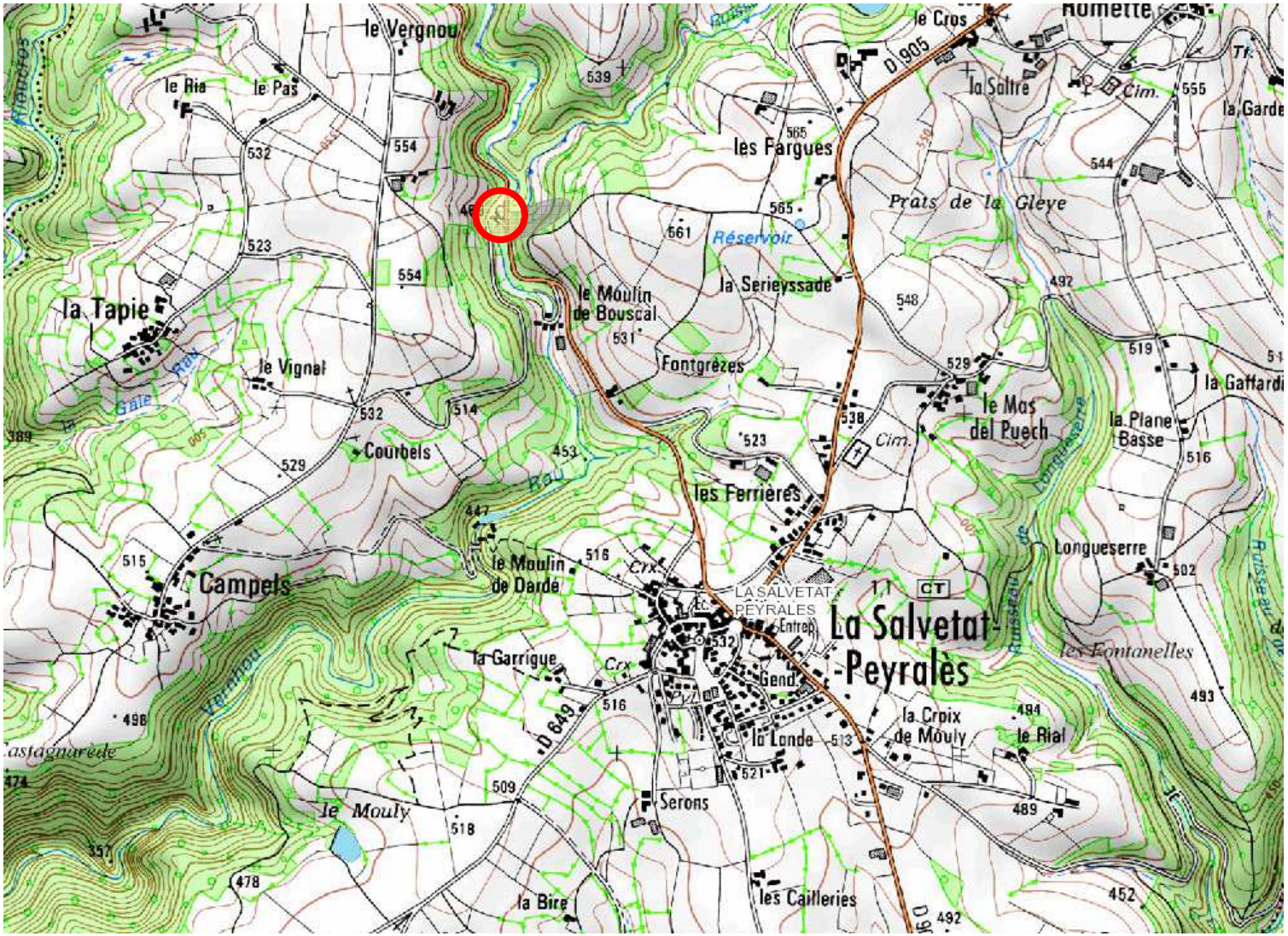
RD 24 - PONT DE CAJARC





RD 905A- PONT DU VERGNOU





EVENEMENTS EXCEPTIONNELS 2022 - 1ère REPARTITION DE CREDITS

CANTONS	COMMUNES	R.D.	P.R.	CAT	DESIGNATION DES TRAVAUX	MONTANT
AUBRAC ET CARLADEZ	BROMMAT	18	1+150	D	RECTIFICATION DE TRACE POUR S'AFFRANCHIR D'UN GLISSEMENT DE TALUS AVAL	**200 000,00 €**
AUBRAC ET CARLADEZ	ST CHELY D'AUBRAC	987	26+790 à 26+810	D	RECONSTRUCTION DE 2 MURS DE SOUTENEMENT AVAL EN MACONNERIE	**70 000,00 €**
AVEYRON ET TARN	NAJAC	149	0+100	E	SECURISATION D'UN TALUS ROCHEUX AVAL PAR CLOUAGE ET BETON PROJETE	**28 000,00 €**
CAUSSES ROUGIERS	BRUSQUE	12	86+150	D	SECURISATION D'UN TALUS ROCHEUX AMONT PAR PURGES	**10 000,00 €**
CAUSSES ROUGIERS	PLAISANCE	60	21+300	C	CONFORTEMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE PAR DECAISSEMENT ET REFECTION DE LA CHAUSSEE (phase provisoire)	**50 000,00 €**
CAUSSES ROUGIERS	ST SERNIN SUR RANCE	33	28+300	D	SECURISATION D'UN TALUS ROCHEUX AMONT PAR PURGES MECANISEES	**10 000,00 €**
CEOR SEGALA	PRADINAS	71	35+1580	E	REPARATION DE L'ACCOTEMENT PAR POUTRE BETON	**23 000,00 €**
ENNE ET ALZOU	FIRMI	631	2+612	E	CONFORTEMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE PAR ENROCHEMENT	**37 000,00 €**
LOT ET DOURDOU	BOISSE PENCHOT	42	6+690 à 6+810	D	REPARATION D'UN MUR AVAL EN MACONNERIE + REJOINTOIEMENT	**36 000,00 €**
LOT ET DOURDOU	DECAZEVILLE	963	9+760 à 10+200	A	PURGES ET REMISE EN ETAT DE GRILLAGES PLAQUES EXISTANTS	**24 000,00 €**
LOT ET PALANGES	LAISSAC SEVERAC L'EGLISE	28	17+020	B	RECONSTRUCTION D'UN MUR DE SOUTENEMENT AVAL EN MACONNERIE + CONFORTEMENT PAR CROIX DE ST ANDRE	**110 000,00 €**
LOT ET TRUYERE	BESSUEJOULS	920A	1+700	A	SECURISATION D'UN TALUS ROCHEUX AMONT PAR EPERON DRAINANT	**40 000,00 €**
LOT ET TRUYERE	ESTAING	97	40+100	C	CONFORTEMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE PAR ENROCHEMENTS	**70 000,00 €**
LOT ET TRUYERE	LE NAYRAC	920	26+780	B	REPARATION ET REMISE A NIVEAU D'UN ECRAN PARE-BLOCS	**50 000,00 €**
MILLAU 2	AGUESSAC	907	0+350	C	RECONSTRUCTION D'UN MUR DE SOUTENEMENT AVAL EN MACONNERIE + REPRISE PARAPETS	**40 000,00 €**
MILLAU 2	COMPEYRE	547	2+935	E	CONFORTEMENT D'UN MUR DE SOUTENEMENT PAR REMBLAI	**117 000,00 €**
MILLAU 2	ST JEAN DU BRUEL	114	0+250	E	REPARATION D'UN MUR DE SOUTENEMENT AVAL EN MACONNERIE	**25 000,00 €**
RASPES ET LEVEZOU	BROQUIES et VILLEFRANCHE DE PANAT	200	16+430 et 17+085	D	CONFORTEMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE PAR ENROCHEMENT	**43 000,00 €**
RASPES ET LEVEZOU	ST ROME DE TARN	73	22+610	D	RECONSTRUCTION D'UN MUR DE SOUTENEMENT AVAL EN MACONNERIE	**40 000,00 €**
RASPES ET LEVEZOU	SALLES CURAN	44	33+675 à 33+805	C	RECONSTRUCTION DE 2 MURS DE SOUTENEMENT AVAL EN MACONNERIE	**56 000,00 €**
RODEZ 1	RODEZ	67	3+155 à 3+220	D	RECONSTRUCTION D'UN ENROCHEMENT AVAL	**55 000,00 €**
VALLON	MURET LE CHÂTEAU	904	57+760 à 57+870	D	RECTIFICATION DE TRACE POUR S'AFFRANCHIR D'UN GLISSEMENT DE TALUS AVAL (tranche optionnelle d'une opération de modernisation)	**120 000,00 €**
VALLON	MURET LE CHÂTEAU	904	57+998 à 58+085	D	SECURISATION D'UN TALUS AMONT PAR NATTE ANTI-EROSION RENFORCEE	**98 000,00 €**
VALLON	SALLES LA SOURCE	901	31+920	C	CONFORTEMENT DE LA PLATEFORME ROUTIERE PAR MUR POIDS	**105 000,00 €**
VALLON	VALADY	840	13+440 à 19+940	A	REPARATION DES GRILLAGES PENDUS EXISTANTS	**100 000,00 €**
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE	VILLEFRANCHE DE ROUERGUE	47	29+400	D	CONFORTEMENT D'UN TALUS AVAL PAR PAROI CLOUEE	**44 000,00 €**
VILLENEUVOIS ET VILLEFRANCHOIS	MONTSALES	87	3+450	E	RECALIBRAGE AMONT DE LA PLATEFORME ROUTIERE POUR S'AFFRANCHIR DE L'EBOULEMENT D'UN MUR AVAL	**19 000,00 €**
DIVERS CANTONS	DIVERSES COMMUNES				REMISE A NIVEAU D'ECRANS PARE-BLOCS	**50 000,00 €**
					TOTAL	**1 670 000,00 €**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Route départementale n° 60 - réparation et renforcement du Pont de Saint-Izaire**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/003/20**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42312-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur André AT

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Route départementale n° 60 - réparation et renforcement du Pont de Saint-Izaire présenté en Commission des routes et mobilités

VU l'avis favorable de la commission des routes et des mobilités, lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du 10 décembre 2022, déposée le 13 décembre 2021 et publiée le 10 janvier 2022, approuvant le programme de mandature « L'AveyrOn se bouge », et notamment son axe « Mobilités et infrastructures routières ;

VU la délibération de la Commission permanente du 26 mars 2021, déposée le 9 avril 2022 et publiée le 26 avril 2022, approuvant le projet de renforcement et de réparation du pont de Saint-Izaire, pour un montant de l'opération évalué à 5 M€ ;

CONSIDERANT les adaptations techniques au projet initial proposées ci-après :

- la largeur de la chaussée est portée à 3,60 mètres (3 mètres initialement),
- la reconstruction d'un trottoir à l'amont de l'ouvrage, en encorbellement, à l'arrière des suspentes,

Ces deux modifications géométriques ont une incidence sur la largeur des trottoirs :

- le trottoir amont : 2,80 mètres
- le trottoir aval : 1,40 mètres

La circulation sera alternée sur l'ouvrage.

APPROUVE, au regard du montant des offres retenues pour réaliser ces travaux, le montant de l'opération fixé en Autorisation de Programme à 3,750 M€, dont 0,300 M€ pour la construction du trottoir en encorbellement, qui modifie et se substitue au montant de travaux initialement estimé à 5 M€.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité - Pour : 46 - Abstention : 0 - Contre : 0 - Absent excusé : 0 - Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Aides aux collectivités en matière d'assainissement, d'eau potable et aide exceptionnelle pour l'hygiénisation des boues**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/005/21**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42332-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Christophe LABORIE

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Aides aux collectivités en matière d'assainissement, d'eau potable et aide exceptionnelle pour l'hygiénisation des boues présenté en Commission du développement durable et de l'amélioration du cadre de vie

VU le cadre du programme de mandature « L'AveyrOn se bouge » adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021 ;

VU l'avis favorable de la commission du développement durable et de l'amélioration du cadre de vie lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

CONSIDERANT qu'une autorisation de programme de 540 000 € a été votée au BP 2022 sur la ligne eau potable et assainissement collectif ;

1. Aides aux collectivités en matière d'assainissement collectif

ATTRIBUE aux maîtres d'ouvrage les subventions détaillées en annexe en matière d'assainissement pour un montant global d'aide de 38 019€.

2. Aides aux collectivités en matière d'eau potable

ATTRIBUE aux maîtres d'ouvrage les subventions détaillées en annexe en matière d'eau potable pour un montant global d'aide de 28 324€.

3. Aide exceptionnelle aux collectivités pour l'hygiénisation des boues

CONSIDERANT que depuis le printemps 2020, les collectivités aveyronnaises sont confrontées à l'interdiction d'épandage de leurs boues d'épuration en l'absence d'hygiénisation ;

CONSIDERANT que dans le cadre du Budget Primitif 2021, une enveloppe avait été votée pour accompagner les collectivités aveyronnaises à faire face au surcoût engendré par l'obligation de ce traitement d'hygiénisation et que lors du Budget Primitif 2022, il est apparu nécessaire de prolonger ce dispositif exceptionnel et qu'ainsi une enveloppe supplémentaire de 50 000 € a été votée en complément du report de 50 000 € de l'aide 2021 ;

ATTRIBUE à ce titre un montant d'aides exceptionnelles s'élevant à 61 316 € au profit de 25 collectivités dont le détail figure en annexe.

AUTORISE Monsieur le Président du Département à établir et à signer l'ensemble des conventions et arrêtés attributifs correspondants.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

ANNEXE
Politique de l'Eau - Programme assainissement-eau potable pour les collectivités
Commissions avril 2022

Collectivité Maître d'ouvrage	Nature des travaux	Montant opération	Montant subventionnable HT	Aide proposée	Taux d'aide
En matière d'assainissement					
BERTHOLENE	étude diagnostic des réseaux d'assainissement du bourg et du village d'Anglars	21 600 €	21 600 €	4 320 €	20%
CAMBOULAZET	étude diagnostique des réseaux d'assainissement du bourg de Noyès	9 160 €	9 160 €	1 832 €	20%
Communauté de Communes CONQUES MARCILLAC	assainissement du hameau de Combret - commune de Nauviale (station d'épuration + réseaux)	524 650 €	318 665 €	31 867 €	10%
SOUS-TOTAL Programme Départemental - ASSAINISSEMENT			**349 425 €**	**38 019 €**	
En matière d'eau potable					
SIAEP DU CAUSSE NOIR	étude sur la stratégie de l'alimentation en eau potable du syndicat	223 114 €	95 673 €	19 135 €	20%
VABRES L'ABBAYE	mise en place de compteurs de sectorisation et de la supervision	69 882 €	45 944 €	9 189 €	20%
SOUS-TOTAL Programme Départemental - A.E.P.			**141 617 €**	**28 324 €**	
TOTAL Programme Départemental - ASSAINISSEMENT et EAU POTABLE			**491 042 €**	**66 343 €**	

ANNEXE

Aide exceptionnelle pour l'hygiénisation des boues

Commissions avril 2022

Collectivité maître d'ouvrage	Type d'hygiénisation	Montant du surcoût	Taux d'aide	Aide proposée
AGEN D'AVEYRON	Hygiénisation au lait de chaux	4 463 €	30%	1 339 €
BELMONT SUR RANCE	Hygiénisation au lait de chaux	8 384 €		2 515 €
BROMMAT	Hygiénisation au lait de chaux	7 668 €		2 300 €
CALMONT	Hygiénisation au lait de chaux	12 516 €		3 755 €
CAMBOULAZET	Dépotage en station d'épuration	2 670 €		801 €
CAMPAGNAC	Hygiénisation au lait de chaux sur la station d'épuration de Séverac d'Aveyron	1 044 €		313 €
CENTRES	Dépotage en station d'épuration	630 €		189 €
LA CAVALERIE	Hygiénisation au lait de chaux	10 949 €		3 285 €
COLOMBIES	Chaulage de boues liquides sur 4 stations d'épuration de type lagune + dépotage de la fosse toutes eaux de Combrouze	7 970 €		2 391 €
CC CONQUES MARCILLAC	Dépotage en station d'épuration	880 €		264 €
FLAVIN	Hygiénisation au lait de chaux	6 612 €		1 984 €
LAGUIOLE	Hygiénisation au lait de chaux	20 855 €		6 257 €
PIERREFICHE D'OLT	Dépotage en station d'épuration	1 745 €		524 €
REQUISTA	Hygiénisation au lait d echaux	3 299 €		990 €
RIEUPEYROUX	Dépotage en station d'épuration	13 018 €		3 905 €
RIGNAC	Hygiénisation au lait de chaux	6 238 €		1 871 €
SAINT MARTIN DE LENNE	Dépotage sur la station d'épuration de Séverac d'Aveyron	832 €		250 €
SAINT ROME DE TARN	Dépotage en station d'épuration	10 916 €		3 275 €
SAINT SATURNIN DE LENNE	Dépotage en station d'épuration	1 949 €		585 €
SAINT SERNIN SUR RANCE	Hygiénisation au lait de chaux	7 222 €		2 167 €
SAINTE EULALIE D'OLT	Dépotage en station d'épuration	1 404 €		421 €
SEVERAC d'AVEYRON	Hygiénisation au lait de chaux	14 653 €		4 396 €
LE VIBAL	Transport et traitement en centre de compostage	5 275 €		1 583 €
VILLEFRANCHE DE PANAT	Hygiénisation au lait de chaux	30 726 €		9 218 €
VILLENEUVE D'AVEYRON	Hygiénisation au lait de chaux	22 459 €		6 738 €
TOTAL aide exceptionnelle hygiénisation boues				61 316 €

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Gouvernance pour la gestion quantitative du bassin Tarn Aveyron**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/005/22**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42367-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Christophe LABORIE

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Gouvernance pour la gestion quantitative du bassin Tarn Aveyron présenté en Commission du développement durable et de l'amélioration du cadre de vie

VU l'avis favorable de la commission du développement durable et de l'amélioration du cadre de vie lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du 4 février 2022, déposée et affichée le 17 février 2022, approuvant le projet de statuts de l'association interdépartementale de gouvernance pour la gestion quantitative du bassin versant Tarn-Aveyron volontairement provisoire et préfiguratif et donnant délégation à la Commission Permanente pour les adaptations qui seraient nécessaires ;

CONSIDERANT que les derniers échanges intervenus avec les départements du Tarn et du Tarn Garonne ont permis d'aboutir à une version définitive des statuts qui prévoit une gouvernance tournante sur une durée de 2 ans avec une première présidence aveyronnaise ;

CONSIDERANT que quelques ajustements ont été apportés dans l'article 8 pour optimiser le fonctionnement de l'association :

- substituer le terme de secrétaire à celui de vice-président,
- ne pas réunir systématiquement le bureau avant chaque réunion de l'AG ;

CONSIDERANT que l'association devrait être installée rapidement après validation des statuts par les instances des départements du Tarn et du Tarn Garonne, dans la deuxième quinzaine du mois d'avril, afin de s'atteler aux missions qui lui sont confiées et qu'elle aura notamment à répondre à la demande du comité de bassin de définir une feuille de route opérationnelle pour la période 2022-2027 et à mettre en place les avenants aux conventions de soutien d'étiage (Raviège, St Peyre, Lacs du Lévezou) ;

APPROUVE la version finalisée des statuts de l'association interdépartementale de gouvernance pour la gestion quantitative du bassin Tarn Aveyron joints en annexe ;

AUTORISE Monsieur le Président du Département à les signer.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Association interdépartementale de gouvernance pour la gestion quantitative du bassin Tarn-Aveyron

STATUTS

ARTICLE 1er : DÉNOMINATION

Il est créé entre les adhérents aux présents statuts une association, régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre :

« Association interdépartementale de gouvernance pour la gestion quantitative du bassin Tarn-Aveyron »

ARTICLE 2 : OBJET

L'association dénommée «Association interdépartementale de gouvernance pour la gestion quantitative du bassin Tarn-Aveyron», a pour objet de mener la réflexion pour préfigurer la future structure de gestion du bassin versant Tarn Aveyron et dans ce cadre elle a pour mission :

- d'élaborer une stratégie partagée à l'échelle du bassin Tarn-Aveyron pour la gestion quantitative et en particulier le soutien des étiages, faisant appel à la solidarité amont-aval, afin de répondre aux mieux aux différents usages et enjeux,

- de constituer une structure référente (politique et technique) auprès des partenaires et instances pour le bassin Tarn-Aveyron en affirmant la place des Départements,

- de proposer une planification des lâchers d'eau à partir des ouvrages existants, dans un souci d'efficience, d'optimisation de la gestion quantitative, en s'appuyant sur des outils de gestion performants,

- de proposer une coordination de la gestion quantitative entre les bassins du Tarn et de l'Aveyron, mais aussi de la Garonne,

- d'initier la récupération des coûts pour service rendu auprès des usagers bénéficiaires. La forme juridique de l'association, pourra évoluer, si nécessaire, pour être adaptée à ces futures missions,

- d'être l'interlocuteur référent dans la négociation des conventions de déstockages avec EDF,

- d'associer les structures de gestion des bassins versants ainsi que les structures porteuses de SAGE, afin de les informer des stratégies de l'association et rechercher des synergies éventuelles.

ARTICLE 3 : TERRITOIRE CONCERNE

Le territoire concerné est le périmètre de la Commission Territoriale Tarn-Aveyron, soit les bassins hydrographiques du Tarn et de l'Aveyron.

ARTICLE 4 : SIÈGE DE L'ASSOCIATION

Le siège de l'«Association interdépartementale de gouvernance pour la gestion quantitative du bassin Tarn-Aveyron» est fixé à l'hôtel du Département du Tarn.

Le transfert de siège pourra être décidé à l'unanimité des suffrages exprimés

ARTICLE 5 : DURÉE

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

Toutefois son objectif principal étant de mener des travaux de préfiguration, une clause de revoyure obligatoire à l'issue de 3 années de travaux et réflexion devra permettre de faire le bilan et de décider de son évolution éventuelle vers un autre type de structure qui serait mieux adaptée à la gestion quantitative.

ARTICLE 6 : COMPOSITION

L'Association interdépartementale de gouvernance pour la gestion quantitative du bassin Tarn-Aveyron est composée de personnes morales membres:

Les personnes morales membres sont :

- le Conseil départemental de l 'Aveyron,

- le Conseil départemental du Tarn

- le Conseil départemental de Tarn-et-Garonne.

Chaque département est représenté par deux élus titulaires et 2 suppléants.

ARTICLE 7 : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

7-1) – Composition :

L'assemblée générale de l'association comprend toutes les personnes morales membres. Elle se réunit au moins une fois par an.

7-2) – Vote :

Chaque représentant des personnes morales membres de l'association dispose d'une voix. Le représentant d'une personne morale membre présente peut représenter une personne morale membre absente.

Toutes les délibérations sont prises à main levée, excepté si l'une des personnes morales membres le demande.

Les décisions sont prises à l'unanimité.

Pour que l'assemblée générale puisse délibérer, chaque membre doit être présent ou représenté.

Il est tenu procès-verbal des délibérations. Ces dernières sont signées par le Président.

7-3) – Organisation :

L'assemblée générale ordinaire élit au sein des représentants des personnes morales membres un président, un secrétaire, un trésorier pour une durée de 2 ans, suivant le principe de présidence tournante.

Le président ou, en cas d'empêchement du président, le secrétaire, préside l'assemblée générale ordinaire et expose la situation morale et l'activité de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels : bilan, compte de résultat et annexe, à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Chacun des délégués est désigné pour la durée de son mandat au sein de l'assemblée délibérante qui le désigne.

7-4) – Convocations et ordre du jour :

Huit jours au moins avant la date fixée, toutes les personnes morales membres et toutes les personnes morales associées de l'association sont convoquées par les soins du secrétaire. L'ordre du jour figure sur les convocations.

7-5) – Compétences :

L'assemblée générale a toute compétence pour les décisions concernant l'activité et le fonctionnement de l'association et notamment pour:

a) adopter les évolutions éventuelles des statuts, à l'unanimité ;

b) adopter éventuellement le règlement intérieur qui précise les conditions de fonctionnement de l'association;

c) délibérer sur les orientations de l'association et adopter le programme prévisionnel d'activité de l'exercice à venir, présenté par le Président de l'association,

d) adopter le budget prévisionnel de l'exercice à venir, présenté par le Président de l'association;

e) fixer le montant des cotisations annuelles à verser par les différents membres ;

f) nommer si nécessaire un commissaire aux comptes ;

g) approuver le rapport d'activité annuel présenté par le Président de l'association, ainsi que le compte rendu annuel d'exécution du budget de l'exercice clos ;

h) décider, si elle le juge utile pour l'exercice de ses missions l'engagement d'expertises, études, mesures ou analyses ;

i) émettre des avis dès lors que la consultation de l'association en séance plénière est prévue par un texte législatif ou réglementaire ;

j) nommer les représentants de l'association dans les commissions et organismes extérieurs au sein desquels elle est représentée ;

k) approuver les conventions à passer au nom de l'association et autoriser le Président à les signer ;

l) autoriser le Président à ester en justice si nécessaire ;

m) être consultée obligatoirement sur tout projet faisant l'objet d'une enquête publique entrant dans le champ des compétences de l'association, avant ouverture de l'enquête publique ;

ARTICLE 8 : BUREAU

Le bureau est élu par l'assemblée générale en son sein. Il est composé :

■ du Président

■ d'un secrétaire

■ d'un Trésorier.

Le bureau dans sa collégialité dispose des pouvoirs les plus élargis pour administrer l'association.

Le Bureau se réunit, en tant que de besoin, à l'initiative de l'un de ces membres.

Les décisions du bureau seront prises à l'unanimité.

Le Bureau veille à l'application des décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE 9 : PRÉSIDENT

Le Président dirige l'association. Il arrête à ce titre la date et l'ordre du jour des réunions et préside les Assemblées Générales, et le Bureau.

Le Président représente l'association dans tous les actes de la vie civile. Il la représente si nécessaire en justice, sur autorisation de l'Assemblée Générale sauf urgence.

Il est ordonnateur des dépenses. Il est chargé de faire exécuter les décisions prises par l'assemblée générale.

Il peut déléguer sous sa surveillance et sous sa responsabilité une partie de ses fonctions au gestionnaire administratif de l'association.

ARTICLE 10 : BUDGET

10-1) – Dépenses :

Les dépenses se répartissent en dépenses de fonctionnement et d'investissement liées à l'objet de l'association.

10-2) – Ressources :

Les ressources de l'association sont constituées :

- du montant des cotisations des membres,

- des subventions publiques ou fonds de concours (Agence de l'Eau Adour-Garonne, État, Union européenne, Région Occitanie etc),

- du produit des redevances pour service rendu,

- de toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur.

10-3) – Cotisation des membres :

Dans l'attente des conclusions de l'étude sur la récupération des coûts qui permettront de définir une clé de répartition représentative, l'ensemble des charges financières liées à la phase de préfiguration de la structure de gouvernance seront réparties par tiers.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DES STATUTS

Toute modification des statuts doit être adoptée par l'association réunie en session plénière sur proposition de son Président.

ARTICLE 13 : RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Les modalités de fonctionnement de l'association non prévues par les présents statuts peuvent être définies par le règlement intérieur. Celui-ci est approuvé par l'Assemblée Générale, à l'unanimité des suffrages exprimés des membres présents ou représentés.

Son application est immédiate après l'Assemblée Générale constitutive.

ARTICLE 14 : DISSOLUTION

En cas de dissolution, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés et l'actif net, s'il y a lieu, est dévolu à un organisme ayant un but non lucratif conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution. L'actif net ne peut être dévolu à un membre de l'association, même partiellement, sauf reprise d'un apport.

Statuts approuvés le :

Le président du Conseil départemental de l'Aveyron

Le président du Conseil départemental du Tarn

Le président du Conseil départemental de Tarn-et-Garonne

PROJET

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Politique départementale en faveur de la culture : Partenariats et soutiens financiers**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/006/23**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42363-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Christine PRESNE

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Politique départementale en faveur de la culture : Partenariats et soutiens financiers présenté en Commission de la culture

VU les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 1er avril 2022 et adressés aux élus le 23 mars 2022 ;

VU le programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, intègre les orientations pour une politique culturelle départementale ambitieuse s'appuyant sur les territoires et sur les acteurs culturels.

VU l'avis favorable de la commission de la culture lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

I. Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron (convention)

APPROUVE la convention de partenariat jointe en annexe à intervenir avec la société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron lui attribuant une subvention d'un montant de 40 000€ sur un budget de 95 500€ TTC afin de lui permettre de poursuivre son action en 2022 ;

II. Pôle culturel départemental : Amis de l'abbaye de Sylvanès : Centre culturel de rencontre (conventions)

CONSIDERANT que l'abbaye de Sylvanes et son projet culturel artistique est labellisée Centre culturel de rencontres (CCR) depuis 2015 et qu'une convention pluripartite (2017-2019) a été signée le 11 décembre 2017 ;

Convention d'objectifs (2022-2025) pluripartite Centre culturel de rencontre de l'Abbaye de Sylvanès

CONSIDERANT que le Département est le premier partenaire institutionnel de l'abbaye de Sylvanès depuis plus de 40 ans;

CONSIDERANT que dans le cadre de la nouvelle politique culturelle, le Département souhaite conforter le positionnement des Pôles culturels départementaux en s'engageant à mener une politique d'élargissement des publics pour rendre la culture accessible à tous les Aveyronnais avec une attention particulière à la jeune génération;

CONSIDERANT le projet culturel annuel pluridisciplinaire avec les caractéristiques suivantes :
- actions de développement de l'éducation artistique et culturelle
- actions en direction du jeune public et du public défavorisé,
- événementiel type festival d'une notoriété interrégionale,
- médiation culturelle,
- centre de ressources,
- itinérance, décentralisation sur le territoire de proximité.

CONSIDERANT que le projet de restructuration de l'abbaye va permettre une nouvelle étape pour accueillir dans les meilleures conditions les stagiaires, les intervenants et le public et pour organiser les nombreuses activités du centre ;

APPROUVE la convention d'objectifs sur 4 ans (2022 -2025) qui permet de fixer le cadre général de partenariat entre les différents financeurs (Ministère de la culture et de la communication, Région Occitanie, Département, PNRGC, Communauté de communes Monts, Rance et Rougier, Commune de Sylvanès et le Centre culturel de rencontre l'Abbaye de Sylvanès) jointe en annexe ;

Convention annuelle Département/Amis de l'Abbaye de Sylvanès

CONSIDERANT qu'une dotation de 300 000 € a été votée au BP 2022 pour accompagner l'ensemble des actions de l'association « Les Amis de l'Abbaye de Sylvanès » pour un budget prévisionnel s'élevant à 992 000 € HT ;

CONSIDERANT par ailleurs, que la Région et la DRAC ont été sollicitées pour un montant de 100 000 € chacune et qu'il est attendu 110 000 € en billetterie ;

APPROUVE le projet de convention 2022 jointe en annexe à intervenir avec l'association les Amis de Sylvanès.

III. Pôle culturel départemental : Association de développement économique et culturel de Conques (convention)

CONSIDERANT la mission de l'association de s'inscrire dans le projet Grand site de France ;

CONSIDERANT les 3 principales missions du Centre européen :
- la formation,
- une programmation d'évènements conjuguant un aspect contemporain et une rencontre avec le patrimoine,
- l'accueil d'artistes en résidence ;

APPROUVE le projet de convention 2022 joint en annexe, à intervenir avec l'association pour le développement économique et culturel de Conques (ADECC) prévoyant une dotation de 178 000€ pour un bugdet prévisionnel de 376 800€ HT.

IV. Fonds Départemental d'Actions Culturelles

AUTORISE la répartition de crédits détaillés en annexe ;

APPROUVE les conventions de partenariats ci-annexées à intervenir avec les porteurs de projets.

V. Talents d'Aveyron : aide à l'édition

AUTORISE la 1ere répartition des aides à l'édition figurant en annexe.

VI. Informatisation des bibliothèques : commune de Causse et Diège

CONSIDERANT que la commune de Causse et Diège sollicite à hauteur de 1 339 € le Département pour participer à l'expansion du réseau de lecture publique de son territoire par l'acquisition de matériel informatique, la création de services numériques aux usagers, la mise en accessibilité numérique et l'acquisition d'un système intégré de gestion de bibliothèque commun qui permettra de partager la base unique de la Médiathèque départementale de l'Aveyron ;

CONSIDERANT le coût de ce projet s'élevant à 6 694 €, la dépense éligible à 5 882,31 € HT et la participation de l'Etat à hauteur de 4 016 € ;

ATTRIBUE une aide de 1 339 € à la commune de Causse et Diège.

VII Avenant à la convention de groupement de commandes avec le département de la Haute-Saône et la commune de Barcelonnette pour l'édition d'un ouvrage photographique sur l'émigration des campagnes françaises aux Amériques

CONSIDERANT que trois collectivités, le département de l'Aveyron, le département de la Haute-Saône et la commune de Barcelonnette partagent une même histoire d'émigration du XIXème siècle et première moitié du XXème siècle à destination des Amériques (Argentine et Mexique). Cette aventure a été portée et incarnée par un même regard, celui de la photographe Jacqueline COLDE ;

CONSIDERANT que ces trois collectivités ont décidé de s'associer aujourd'hui pour mettre en commun le projet photographique réalisé par Jacqueline COLDE dans les années 80 et 90, partie photographier les communautés d'origine française émigrées en Amérique ;

CONSIDERANT qu'en vue de la réalisation et de l'édition de l'ouvrage une convention de groupement de commandes avec le département de la Haute-Saône et la commune de Barcelonnette a été approuvée par délibération de la Commission Permanente du 28 mai 2021 ;

CONSIDERANT que Monsieur Arnaud BIZALION a été choisi après consultation pour l'édition de l'ouvrage photographique pour un montant de 30 741 € T.T.C. se répartissant de la façon suivante :

Maître d'Ouvrage	Besoins	Estimation prévisionnelle des prestations en € H.T
Département de l'Aveyron	Participation à la réalisation de l'ouvrage	10 247 €
Département de Haute-Saône	Participation à la réalisation de l'ouvrage	10 247 €
Commune de Barcelonnette	Participation à la réalisation de l'ouvrage	10 247 €

CONSIDERANT que le budget initial prévoyait une dépense de 24 000 € avec une répartition de 8 000 euros pour chacune des collectivités ;

CONSIDERANT que la dépense complémentaire de 2 247 € induite par cet avenant sera prélevé sur le budget de fonctionnement des musées voté au Budget primitif 2022 ;

APPROUVE l'avenant à la convention de groupement de commande joint en annexe faisant état du coût définitif et précisant les modalités;

VIII. Cotisations 2022
-Cotisation 2022 à Aveyron Culture

CONSIDERANT que jusqu'en 2021, le Département a attribué une subvention de fonctionnement à Aveyron Culture dans laquelle était intégrée la cotisation annuelle ;

CONSIDERANT que la dissolution d'Aveyron Culture ayant été adoptée lors de son assemblée extraordinaire du 13 décembre 2021 avec effet au 1er juillet 2022, et que le Département n'a pas voté de subvention pour 2022 ;

AUTORISE le règlement d'une cotisation d'un montant de 10 € afin de pouvoir participer aux réunions préparatoires à la dissolution d'Aveyron Culture.

-Médiathèque départementale : adhésion au CUTO

CONSIDERANT que le Club des UTilisateurs d'Orphée (CUTO) est une association regroupant des utilisateurs, de langue française, des logiciels "ORPHEE" de gestion de bibliothèques ;

APPROUVE l'adhésion au CUTO pour un montant annuel de 200 €.

***

AUTORISE Monsieur le Président du Département à signer l'ensemble des conventions et l'avenant susvisés ;

AUTORISE Monsieur le Président du Département à établir et à signer l'ensemble des arrêtés attributifs de subventions correspondants.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Annexe 1

CONVENTION

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON,
représenté par son Président Monsieur Arnaud VIALA autorisé par la Commission Permanente du Département du 1er avril 2022
d'une part,

LA SOCIETE DES LETTRES, SCIENCES ET ARTS DE L'AVEYRON représentée par ses Co-Présidents Messieurs Jacques FRAYSSENGE et Bruno GINISTY, autorisés par son Conseil d'Administration,

d'autre part,

PREAMBULE

La Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron informe et sensibilise le public au patrimoine de l'Aveyron ; sa participation importante dans le monde culturel, contribue largement à l'épanouissement de ce dernier.

Ainsi depuis plus d'un siècle et demi, la Société joue un rôle prépondérant dans le maintien de l'identité culturelle aveyronnaise. Elle concourt à une meilleure connaissance du patrimoine (matériel et immatériel) de l'Aveyron et contribue ainsi à sa sauvegarde et à sa promotion.

Pour l'exercice 2022, le Département apporte sa contribution financière au programme d'actions de la Société.

Aussi, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre du programme de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron. Ce partenariat a pour but de valoriser l'image du patrimoine du département de l'Aveyron.

Programme d'actions de l'association :

- Organisation des séances académiques au cours desquelles sont prononcées des communications sur des sujets liés à l'histoire du Rouergue.

- Deux conférences ouvertes au public au Centre culturel départemental à Rodez.
- Publication du volume des Etudes aveyronnaises.

- Publication d'un ouvrage sur les commerces ruthénois aux XIX^{ème} et XX^{ème} siècles.
- Mise à disposition du public, par le biais de sa bibliothèque, du patrimoine intellectuel.
- Prêts de documents (manuscrits, ouvrages, estampes ou photographies) dans le cadre d'expositions se déroulant en Aveyron ou hors du département.
- Partenariat et recherches documentaires pour le compte des collectivités locales, d'institutions culturelles ou d'organismes privés.
- Poursuite des inventaires des différents fonds documentaires ou iconographiques de la bibliothèque de la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron.
- Numérisation des collections iconographiques.
- Organisation d'une sortie foraine.

ARTICLE 2 : ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DE L'OPERATION ET DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

Le Département de l'Aveyron s'engage à verser à la Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron une subvention de 40 000 € sur un budget de 95 500 € TTC au titre de l'exercice 2022.

Cette subvention globale représente un peu plus de 42 % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 sur une ligne dédiée.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

En contrepartie de l'obtention de ladite subvention, la Société des Lettres, des Sciences et des Arts s'engage à remplir son rôle d'information et de sensibilisation du public au patrimoine de l'Aveyron, au travers de conférences, de publications et autres types de communication, mais également par l'ouverture aussi large que possible de sa bibliothèque.

La Société des Lettres, des Sciences et des Arts devra poursuivre, ainsi qu'elle l'a fait jusqu'à présent, ses travaux de collectage et de recherche afin de préserver la mémoire de l'identité régionale.

La Société des Lettres, des Sciences et des Arts collaborera activement à toutes les initiatives auxquelles l'invitera le Département, destinées à la mise en valeur du patrimoine aveyronnais, au développement d'actions pédagogiques et plus généralement à l'organisation de manifestations culturelles.

ARTICLE 4 : MODALITE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention votée par l'Assemblée Départementale sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 3 et 7 et selon les modalités suivantes :

La subvention sera mandatée en fonction de la disponibilité des crédits du Département, sous forme de plusieurs versements dans la limite de 80 % de la subvention et au prorata des dépenses réalisées **à la demande de l'association et sur présentation de pièces justificatives de dépenses réalisées (récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association)**.

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée.

Le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées et en tout état de cause plafonné à 40 000 €.

L'Association s'engage à fournir au Département :

- une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé,
- un rapport d'activités de l'association lequel fera ressortir l'utilisation des aides allouées par le Département,
- le compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses par rapport à l'objet de la subvention.

Ces documents devront être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée**.**

Par ailleurs, l'Association s'engage à faire certifier ses documents comptables à fournir au Département par son commissaire aux comptes.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

ARTICLE 5 : CONTROLE ET EVALUATION

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la date de notification de la convention et au regard des pièces à fournir :

-le bilan financier de l'association
-le bilan financier de la manifestation
-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de la programmation

-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux.

ARTICLE 6 : REVERSEMENT

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées et de même en cas d'annulation de la manifestation.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des manifestations organisées par l'association et notamment :

- Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presse et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée,

- à faire bénéficier le Département de la revue de presse des manifestations,

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation, à valoriser le partenariat avec le Département,

-à convier le Président du Département au temps fort des animations (conférence de presse, conférences, séances académiques…) et fournir en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

-à apposer des aquilux durant les manifestations afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces aquilux doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

- Concéder l'image et le nom de la **Société des Lettres Sciences et Arts de l'Aveyron** pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

Le Département s'engage à apporter les éléments nécessaires aux différents supports papier en matière de communication.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 4, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 18 mois à compter de la date de notification de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

ARTICLE 9 :RESILIATION, LITIGES ET RECOURS

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour la Société des Lettres Sciences et Arts de l'Aveyron Les Co- Présidents,	***Pour le Département de l'Aveyron Le Président,***
Jacques FRAYSSENGE Bruno GINISTY	***Arnaud VIALA***

AVEYRON BUDGET 044 -01	
Exercice	**2022**
Marché	
Compte	**6574**
N° de bordereau	
N° de mandat	
N° de titre	
Ligne de crédit	**58**
Code tiers	**5558**
Engagement	

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
CENTRE CULTUREL DE RENCONTRE ABBAYE DE SYLVANÈS

Annexe 2

PRÉFET DE LA RÉGION OCCITANIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale des affaires culturelles

ABBAYE de Sylvanes
CENTRE CULTUREL DE RENCONTRE

Insérer les logos

VU le règlement de l'Union Européenne n° 651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au Journal officiel de l'Union Européenne du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 103 ;

VU la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;

VU le programme 361 du Ministère de la culture ;

VU le décret n°2020-112 du 11 février 2020, modifiant le décret n° 2017-434 relatif au label « Centre culturel de rencontre ;

VU le décret n° 2021-1939 du 30 décembre 2021 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU la circulaire du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

VU la Charte des centres culturels de rencontre, signée en 2014 entre le Ministère de la Culture et de la Communication et l'Association coordinatrice des CCR ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020 ;

Entre d'une part,

Le Ministère de la Culture, Direction régionale des affaires culturelles d'Occitanie, représenté par **Monsieur Etienne Guyot**, Préfet de la Région Occitanie,
Ci-dénommé « l'État »,

La Région Occitanie, représentée par **Madame Carole DELGA**, Présidente, autorisée par la commission permanente du 3 Juin 2022
Ci-dénommée « la Région »

Le Département de l'Aveyron, représenté par **Monsieur Arnaud VIALA**, Président, autorisé par la commission permanente du 1er Avril 2022
Ci-dénommé « le Département »

Le Parc naturel régional des Grands Causses, représenté par **Monsieur Richard FIOL**, Président
Ci-dénommé « le PNR »

La Communauté de Communes Monts, Rance et Rougier, représentée par **Madame Monique ALIES**, Présidente
Ci-dénommée « la Communauté de Communes »

La Commune de Sylvanès, représentée par **Monsieur Michel WOLKOWITSKI**, Maire
Ci-dénommée « la Commune »

Désignés ensemble sous le terme « les partenaires publics »

Et d'autre part,

L'Association de L'Abbaye SYLVANÈS, Centre culturel de rencontre dont le siège social est situé : Abbaye 12360 SYLVANES, représentée par son président **Monsieur Gabriel CAMUS**
Ci dénommé « le CCR »

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Située dans le Sud Aveyron au cœur de la grande Région OCCITANIE, l'ancienne abbaye cistercienne de SYLVANÈS a été fondée au XIIe par le Chevalier Pons de LÉRAS.

Les textes anciens du cartulaire nous montrent le rayonnement de ce monastère dans tous les domaines : religieux, sociaux, économiques et culturels pendant plusieurs siècles, sur toute la région et bien au-delà.

Après la Révolution, le monument est à l'abandon. Une partie devient bâtiment agricole, une autre affectée au service paroissial, le reste est détruit et utilisé comme matériaux de construction. Un classement au titre des Monuments Historiques intervient en 1854.

En 1970, le Maire du village, Monsieur Emile CASTAN, conscient de l'importance de ce patrimoine, obtient le rachat de tout l'ensemble monumental de Sylvanès et de son périmètre archéologique.

En 1975, le Père André GOUZES, un fils du pays et un groupe d'artistes, dont l'actuel directeur, Michel WOLKOWITSKY s'installent dans ce lieu sur l'invitation du maire de la Commune Monsieur Emile CASTAN.

En juillet 1976, ils fondent l'Association « les Amis de l'Abbaye de Sylvanès », régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901. Ils se lancent alors dans l'aventure ambitieuse, en milieu rural, d'une restauration complète de l'édifice et de la création d'un Centre culturel et spirituel, conforme à l'histoire et à la nature de ce grand site du Haut Languedoc.
En 1977, l'Association organise ses premiers concerts « Musiques d'Été » sous la direction artistique de Michel WOLKOWITSKY, modeste programmation, embryon de l'actuel Festival International de Musiques Sacrées - Musiques du Monde.

En 1982, la Commune concède à l'Association l'ensemble des bâtiments monastiques par un bail emphytéotique de 99 ans, en contrepartie de la préservation, l'entretien et l'animation des lieux.

Ce patrimoine, toujours propriété communale, a été restauré avec le concours des divers partenaires publics, (État, Département de l'Aveyron, Région Midi-Pyrénées), mais aussi grâce au dynamisme associatif des Amis de l'Abbaye de SYLVANÈS qui, jusqu'aux limites de leurs fonds, n'ont pas hésité à financer - parfois jusqu'à 100% - certaines tranches de travaux afin d'accélérer la reconquête sur les ruines et l'abandon et donner des lieux convenables à sa mission.

Après plus de 40 ans d'activités culturelles, artistiques et éducatives, l'Abbaye a pris place au rang des grands centres culturels en milieu rural, dans un patrimoine historique réhabilité. Elle est un exemple réussi d'aménagement du territoire par la culture et le tourisme culturel, ce qui a favorisé une évolution vers l'organisation d'un Centre culturel de rencontre (CCR).

En mai 2015, la Commission nationale des Centres culturels de rencontre a décerné, à l'unanimité, le label national et européen « Centre culturel de rencontre » au projet de l'Abbaye autour de la thématique « Musiques et Dialogues des cultures - expérimenter, partager, transmettre ».

Cette labellisation nécessite une modification des statuts de l'association, dans le but d'organiser le fonctionnement et le développement du projet culturel du Centre culturel de rencontre de l'Abbaye de Sylvanès.

Les Centres culturels de rencontre se sont fixés pour mission de réaliser la synthèse entre un grand monument ayant perdu sa fonction originelle et un projet culturel et artistique ambitieux. Ils conjuguent ainsi deux objectifs majeurs : la sauvegarde d'un patrimoine d'exception et l'enracinement d'un projet culturel avec une forte implication territoriale.

Sylvanès est un de ces lieux très rares « d'alchimie culturelle » où se rejoignent la richesse menacée d'un patrimoine et d'une mémoire, un milieu humain complice et solidaire, et une vaste mission culturelle, artistique et éducative dont le rayonnement s'étend à travers toute la France, l'Europe et au-delà.

Pour L'ÉTAT :

Conserver, valoriser le patrimoine et soutenir les projets de création et de transmission sont les missions fondamentales de la politique culturelle de l'Etat.

Conformément à la Charte signée le 17 juillet 2014, les Centres culturels de rencontre conjuguent ces deux objectifs centraux par le lien qu'ils instaurent entre un monument et un projet de création et de diffusion autour d'un thème donné. La volonté de l'Etat est de conforter la dimension culturelle des lieux identifiés au titre du label de CCR, et de prendre en compte l'enjeu culturel et artistique porté par leur action.

Lieu d'expérimentation sur le thème « Musiques et dialogues des cultures - expérimenter, partager, transmettre », le Centre culturel de rencontre de l'Abbaye de Sylvanès répond aux attendus du label et contribue, par son projet artistique et culturel, à l'inscription territoriale des missions culturelles de l'État.

Considérant sa participation à une politique ambitieuse d'animation et de développement culturel des territoires ruraux, par l'encouragement à la création, la transmission, l'éducation artistique et culturelle au service de tous les publics, l'État entend, par la présente convention, réaffirmer le soutien porté au CCR.

Pour la Région OCCITANIE :

Considérant les 5 grandes priorités de la « Stratégie Occitanie 2022-2028 pour une culture partout et pour tous » adoptée le 16 décembre 2021, à savoir Emanciper, Relier, Structurer, Transformer, Réinventer, la Région poursuit son soutien aux « opérateurs culturels structurants » des arts de la scène, qui constituent des lieux de référence pour le public mais aussi des ressources et partenaires forts pour de nombreux acteurs de leur territoire. Elle reconnait les 4 missions fondamentales qui restent les leurs : l'action en direction des publics, le développement territorial, la diffusion de spectacle, l'accompagnement des créateurs. Dans ce cadre, et en référence aux 5 priorités politiques précitées, la Région encourage désormais particulièrement les structures qui s'impliquent dans :

- une stratégie globale visant directement la diversification et le renouvellement du public en mobilisant tous les leviers : démarche de connaissance des publics, choix programmatiques, action culturelle, action citoyenne, communication, expérimentation sur la mobilité des publics et des œuvres, politiques tarifaires, partenariats divers avec la société civile, etc.
- une politique de sensibilisation, médiation, éducation artistique toujours qualitative et encore davantage axée sur les publics jeunes et/ou éloignés de la culture,
- une participation accrue à la consolidation des filières artistiques en région par un soutien aux équipes artistiques régionales : accompagnement au long cours, diffusion, coproductions, accueils en résidence, promotion, soutiens coordonnés en partenariat avec d'autres opérateurs culturels du territoire urbain comme rural.
- une attention nouvelle portée à l'oralité (arts de la parole, dialogue et éloquence) et aux langues régionales
- des logiques responsables affirmées, notamment par la prise en compte réelle du principe d'égalité femmes-hommes et par la décarbonation progressive de l'activité.

En raison de l'évolution prochaine de ses dispositifs, pour donner suite à l'adoption en décembre 2021 de sa nouvelle stratégie culturelle, la Région sera amenée à proposer dans le courant de la période de conventionnement des amendements ou compléments aux orientations détaillées ci-dessus. Ces évolutions seront adoptées par le biais d'un avenant à la présente convention d'objectifs.

Pour le Département de l'AVEYRON :

Labellisés Centre culturel de rencontre (CCR) depuis 2015, l'abbaye de Sylvanès et son projet culturel et artistique représentent un axe de développement majeur, s'appuyant sur la richesse de son patrimoine, la renommée artistique du lieu, la qualité de l'offre culturelle notamment le rayonnement de son festival. Ce

projet est un réel moteur pour accroître l'attractivité de ce territoire rural et susciter une nouvelle économie touristique et culturelle. Il donne une nouvelle dimension au rayonnement de ce lieu emblématique de l'Aveyron.
Le Département est le premier partenaire institutionnel de l'abbaye de Sylvanès depuis plus de 40 ans. Le renouvellement de la convention d'objectifs permet de conforter le soutien du Département dans ce projet d'intérêt départemental qui implique également les acteurs du territoire, la Commune et la Communauté de Communes, les partenaires économiques et les représentants associatifs.

À travers un soutien financier et un appui en moyens d'ingénierie pour accompagner le projet culturel et artistique mené à Sylvanès, le Département poursuit l'ambition de développer à partir de ce site un projet de territoire porteur de développement économique et créateur d'emploi.

Dans le cadre de sa nouvelle politique culturelle fixée dans le programme de mandature 2022-2028 adopté le 10 décembre 2021, le Département conforte son intérêt aux pôles culturels départementaux. Il s'engage à mener une politique de démocratisation pour rendre la culture accessible à tous les Aveyronnais avec une attention particulière à la jeune génération.

Le soutien du Département au Pôle de Sylvanès s'appuie sur un patrimoine emblématique pour y développer un projet culturel annuel pluridisciplinaire avec les caractéristiques suivantes :

- actions de développement de l'éducation artistique et culturelle
- actions en direction du jeune public et du public défavorisé,
- événementiel type festival d'une notoriété interrégionale,
- médiation culturelle,
- centre de ressources,
- itinérance, décentralisation sur le territoire de proximité.

Le projet artistique et culturel du CCR est en cohérence avec les objectifs départementaux énoncés ci-dessus au titre de Pôle culturel départemental.

Pour le Parc naturel régional des GRANDS CAUSSES

Pour le Parc naturel régional des Grands Causses, l'Abbaye de Sylvanès est un des symboles du territoire, d'autant plus que les moines cisterciens ont contribué à forger les paysages agropastoraux. En effet, très tôt ces derniers ont défriché, aménagé et développé des terres bien plus étendues que les limites communales actuelles. L'organisation et la gestion de ces biens par un système de fermages et de granges monastiques a préfiguré une des premières puissances économiques locales.

Par ailleurs, la qualité architecturale des bâtiments, nichés dans leur écrin de verdure, font du site un lieu de visite incontournable. La forêt, *silva* en latin, à l'origine du nom de la commune, y a la part belle.

Le Parc a toujours encouragé les activités culturelles, artistiques et pédagogiques qui s'y sont structurées et déployées par le biais d'un soutien politique, technique et financier sans cesse renouvelé.

Le Parc a apporté les compétences de son équipe d'ingénierie tout au long de la démarche de préfiguration du Centre culturel de rencontre et s'est trouvé tout à fait satisfait de l'obtention du label en 2015, voyant là, pour le site et ses « patriarches » le signe d'une reconnaissance méritée.

Plus récemment, le Parc a accompagné l'intégration du Centre culturel de rencontre de Sylvanès au sein du Grand Site Occitanie " Millau-Roquefort-Sylvanès " en tant que cœur emblématique, autour d'un projet culturel, artistique et éducatif ambitieux. (Voir article2)

Le Syndicat mixte du Parc a inscrit le projet de Sylvanès dans sa Charte (2022-2037) comme un des projets phares du territoire, associant tourisme, art et culture participant au rayonnement régional. A ce titre, le Centre culturel de rencontre se dote d'une vocation de développeur local, promouvant la présence d'une programmation culturelle à l'année, riche et diversifiée qui s'adresse à tous et rayonne au-delà de l'abbaye sur le territoire.

Par ailleurs, l'Abbaye de Sylvanès a été intégrée dans le maillage des sentiers de randonnée et d'itinérance permettant une liaison entre les Rougiers et le Larzac participant ainsi à une découverte élargie du territoire.

En parallèle, la commune de Sylvanès effectue des démarches pour l'acquisition de la forêt des Bains de Sylvanès, principalement située sur les versants nord et ouest de l'Esperdel, en co-visibilité directe de l'Abbaye de Sylvanès. L'achat de la forêt par la commune vise à préserver l'écrin de nature autour de l'Abbaye.

La Commune s'engage, par ailleurs, à favoriser la reconquête de la biodiversité par la désignation d'un secteur en libre évolution de l'écosystème forestier et, à assurer, en parallèle, une gestion forestière à couvert continu sur la superficie restante.

Ainsi, ce mode de sylviculture qui :
- préserve l'écrin de l'Abbaye
- préserve la biodiversité
- assure une récolte durable des bois
- constitue une projet-vitrine à l'échelle de la Région Occitanie.

Le Parc s'engage à accompagner et à soutenir la démarche de la Commune de Sylvanès et du Centre culturel de rencontre de l'Abbaye de Sylvanès dans leur implication pour un développement durable respectueux de l'environnement et mobilise son ingénierie pour assurer la réussite globale du projet et la **gestion pérenne de la forêt préservant la biodiversité.**

Pour la Communauté de Communes Monts, Rance et Rougier :

L'Abbaye de Sylvanès, patrimoine d'exception, est depuis plus de 40 ans un élément fort d'aménagement et de développement local du territoire, grâce à l'attractivité de ses nombreuses activités musicales, artistiques et culturelles qui ont généré une économie touristique importante.

Le label national et européen « Centre culturel de Rencontre » accordé en 2015 à l'Abbaye de Sylvanès vient confirmer et conforter ce haut lieu culturel comme un partenaire incontournable et privilégié, capable de porter des actions et des projets culturels d'envergure au service du territoire.

En ce qui concerne la Communauté de Communes Monts, Rances et Rougiers, fort du rayonnement international du Festival de Sylvanès qui tous les étés attire un public nombreux sur le territoire, le CCR de Sylvanès est déjà un partenaire pour les actions suivantes à poursuivre et à conforter :

- Projets d'Education artistique en direction du jeune public et public familial. Notamment le dispositif « Chorale à l'école » (Conservatoire de l'Aveyron, contexte de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle) –et « l'École de l'Oralité » qui rassemblent plus de 200 enfants de l'ensemble des écoles primaires de CCMRR et du collège de Belmont.
- Les Journées Forêts en Fête : (environnement et culture).
- Actions culturelles en direction des publics défavorisés et empêchés (dans le cadre des dispositifs*, Culture et Santé et Culture et Lien social* du Département de l'Aveyron)
- Le Festival du Film Musical (15ème édition en 2022)

Dans le cadre des opportunités offertes par le label CCR, confortées par le contrat « Grand Site Occitanie », la Communauté de Communes veut servir le projet culturel, artistique et éducatif de l'abbaye Sylvanès en accompagnant l'ambitieux projet d'extension de son centre culturel de rencontre. Ce projet de création d'un bâtiment contemporain et d'aménagement des bâtiments actuels doit permettre la création d'espaces nouveaux permettant de conforter et de développer l'activité culturelle, artistique et touristique au sein même du site mais également contribuer à accroître l'activité touristique autour de l'Abbaye.

Les enjeux associés à ce projet ont pour ambition de conforter l'attractivité du territoire intercommunal, du sud-Aveyron, du département et au-delà. Ce projet phare, génèrera de nouvelles formes d'activités, stimulera l'économie et sera l'occasion d'impulser une dynamique maillant l'ensemble des acteurs du territoire. La connectivité avec les autres projets intercommunaux permettra d'inscrire cette attractivité dans la durée.

D'autre part le projet de réhabilitation des anciens Bains de Sylvanès, en Résidence de tourisme avec la création d'une unité de remise en forme, en lien avec les activités culturelles de l'Abbaye, constituera un projet de développement fort de territoire pour notre nouvelle collectivité.

Pour la Commune de Sylvanès :

Propriétaire de l'abbaye la Commune de Sylvanès, a confié, en 1982, la réhabilitation, l'entretien et l'animation de son magnifique patrimoine, à l'Association des Amis de l'Abbaye de Sylvanès, par Bail emphytéotique.

Grâce à la riche activité de l'Abbaye la petite commune rurale de Sylvanès est devenue l'un des points forts du tourisme culturel en Aveyron, reconnu Grands Sites dans le cadre de la politique touristique de la Région Occitanie et labellisé CCR en 2015.

Elle demeure le partenaire privilégié pour accompagner le Centre culturel de rencontre qui est au cœur d'un vaste projet de développement et d'aménagement de toute la vallée de Sylvanès allant de bourg centre avec son abbaye jusqu'au au site des anciens bains de Sylvanès, avec notamment la création d'une résidence de tourisme avec un centre de remise en forme.

Ceci exposé,

il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour but de fixer le cadre général de partenariat entre l'État, la Région Occitanie, le Département de l'Aveyron, le Parc naturel régional des Grands Causses, la Communauté des Communes Monts, Rance et Rougier, la Commune de Sylvanès et l'Association de l'Abbaye de Sylvanès, Centre culturel de rencontre, en tenant compte :

- de la loi no 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- de la Loi n°2016-925 du 7 juillet 2016, relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine, notamment son article 72 ;
- du Décret n°2017-434 du 28 Mars 2017 relatif au label Centre culturel de rencontre, modifié par le décret n° 2020-112 du 11 février 2020 ;
- de la Charte des CCR, signée en 2014 entre le Ministère de la Culture et de la Communication et l'Association coordinatrice des CCR ;
- de la convention de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles du 20 octobre 2005 ;
- des orientations culturelles et touristiques des Schémas régional et départemental du développement culturel et touristique des territoires ;
- de la Charte pour l'Éducation artistique et culturelle.

Cette convention fixe également le cadre dans lequel s'inscrit la démarche patrimoniale, artistique, culturelle et touristique proposée par le directeur général de l'Abbaye de Sylvanès, validée par le Conseil d'administration.

- modalités de fonctionnement et de gestion du CCR,
- projet artistique, culturel et touristique ainsi que les objectifs prioritaires poursuivis,
- modalités de financement et les relations avec les partenaires publics,
- mise en œuvre de l'ensemble par le directeur de l'Abbaye.

Par la présente convention, le CCR s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser le projet artistique, patrimonial et touristique dont le contenu est précisé à l'article suivant, et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution, y compris les moyens de fonctionnement qu'il requiert.

ARTICLE 2 – PROJET, MISSIONS PERMANENTES ET OBJECTIFS PRIORITAIRES

L'Association labellisée CCR en mai 2015, dont le but est la restauration, la gestion, l'animation et la mise en valeur du site de l'Abbaye de Sylvanès, forte de ses 40 ans d'activités culturelles, artistiques et éducatives, s'engage à poursuivre et à développer de manière transversale, dans le cadre de cette convention, un projet fort autour de la thématique « ***Musiques et dialogues des cultures - expérimenter, partager, transmettre*** » suivant 5 pôles d'actions prioritaires :

1 – Un pôle Patrimoine, découverte et interprétation du site

- conforter **la valorisation et l'attractivité touristique du lieu**
- accompagner la Commune, propriétaire, dans tous les projets d'extension ou d'aménagement des bâtiments pour répondre aux exigences d'un CCR et de ses activités et d'un Grand Site d'Occitanie : qualification du parcours de visite, des espaces d'accueil, stratégie digitale avant, pendant et après la visite.

2 – Un pôle de diffusion, création et production musicale

- poursuivre **l'action de diffusion et de productions musicales** du Festival de Musiques sacrées - Musiques du Monde (45e édition en 2022) qui se situe au cœur même de la thématique « Musiques et dialogues des cultures »
- intensifier les **commandes d'œuvres** auprès de compositeurs contemporains, leur réalisation dans le cadre de résidences d'artistes et leur création dans la programmation du festival.
- développer **les Résidences artistiques** favorisant la présence d'artistes auteurs, compositeurs, interprètes à l'Abbaye de Sylvanès.
- encourager **l'insertion professionnelle** des jeunes artistes dans les créations et productions musicales du CCR.
- valoriser la **bibliothèque musicale** par une action conjuguée d'inventaire, de protection et d'animation.

3 – Un pôle de formation et de pédagogie du chant pour amateurs et professionnels

- **renforcer la pratique amateur vocale et chorale** par l'organisation de stages de chant, d'ateliers choral-production et de direction de chœur.
- **renforcer la formation vocale professionnelle** : ateliers lyriques, classes de maître, chœurs et ensembles professionnels.
- **développer un pôle de référence pour la formation de formateurs** (professeurs de chant, chef de chœur, enseignants, etc.).

4 – Un pôle d'éducation et pratiques artistiques et culturelles

- **intensifier les actions de médiation, de sensibilisation** aux pratiques artistiques et transmission des savoirs sur le temps scolaire en partenariat avec l'Éducation nationale, mais aussi en direction des publics défavorisés et « empêchés ».
- **organiser des activités de découverte du patrimoine** sur le temps scolaire et hors temps scolaire.
- **développer des ateliers et séjours** de pratiques artistiques sur le temps scolaire et hors temps scolaire.
- **Proposer commande et création de spectacles** favorisant la participation active d'enfants
- Concevoir une programmation décentralisée de spectacles pour le public scolaire et familial, accompagnés d'ateliers de découverte des arts de la scène (« les Instants Complices »).
- **Favoriser la rencontre des artistes** en résidence de création pour l'ensemble des publics sur le temps scolaire et hors temps scolaire.

L'Association pourra également organiser des expositions d'art, des circuits culturels et divers stages d'expressions artistiques pour tous publics susceptibles d'intervenir dans les activités d'un CCR.

5 – Un Centre de rencontre sur le dialogue interculturel

Conformément au préambule et à l'article 1 de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (UNESCO-2005) :

- organiser des colloques et séminaires sur diverses thématiques touchant à la diversité des expressions culturelles, artistiques et musicales, au dialogue des cultures et à des thèmes d'actualité.

Dans ces orientations, le projet artistique et culturel intégrera les objectifs prioritaires suivants :

- conforter l'action du CCR pour le développement des partenariats de projets avec d'autres acteurs culturels, éducatifs et sociaux au niveau départemental, régional et national.

- positionner le CCR comme un partenaire et acteur culturel essentiel des politiques culturelles départementale, régionale et nationale.
- développer une démarche de sensibilisation et d'élargissement des publics, notamment en direction des publics éloignés de la culture en participant aux programmes « Culture, handicap et dépendance » du Ministère de la Culture et « Culture et lien social » du Département de l'Aveyron.
- renforcer les coopérations avec l'Éducation nationale, les milieux socio-éducatifs, les structures de l'enseignement supérieur et les laboratoires de recherche en vue de donner à la culture et à la création artistique un rôle premier dans le développement intellectuel et sensible des jeunes générations. Des propositions pourront être faites dans le cadre du *Pass culture*.
- approfondir les coopérations en réseau dans le cadre européen des CCR et à l'international.
- valoriser et développer l'attractivité touristique du site par de nouvelles approches de médiation culturelle numérique, ludique et artistique.
- intensifier l'articulation entre action culturelle et développement touristique, et plus largement économique.

Par ailleurs, dans la mise en œuvre de son projet artistique et culturel, le CCR s'engage à :
- Intégrer une démarche de développement durable ;
- Prévenir les discriminations, promouvoir la diversité et favoriser l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Lutter contre les violences et le harcèlement sexiste et sexuel.

ARTICLE 3 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de quatre années, soit de 2022 à 2025.
Elle entrera en vigueur à sa signature et expirera le 31 décembre 2025. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.
Six mois avant l'expiration de la présente convention, les parties se réuniront afin, d'une part de faire le bilan des activités réalisées et d'autre part d'examiner les conditions d'une éventuelle reconduction du partenariat.
Cette période de quatre ans, objet de la présente convention, permettra de mettre en œuvre les objectifs et les actions initiés par le CCR.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DES PARTENAIRES PUBLICS

L'État s'engage à soutenir financièrement le CCR pour la réalisation de ses missions et ses objectifs, sous réserve des conditions cumulatives suivantes :
- dépôt d'un programme annuel détaillé,
- inscription des crédits de paiement en loi de finance pour l'Etat et dans la limite de la règle de l'annualité budgétaire,
- respect par la structure des obligations de la présente convention, et notamment mise en œuvre du programme annuel.

Une convention financière sera établie annuellement entre le CCR et la DRAC Occitanie pour fixer le montant de l'aide de l'État et les modalités de versement.

L'engagement de **la Région Occitanie** sur les subventions est soumis à la règle de l'annualité budgétaire. Le versement de celles-ci est conditionné par le vote de leur montant par les instances concernées. Le règlement sera effectué en application des règles de la comptabilité publique. Les modalités de ce règlement sont précisées dans le cadre des Règles de Gestion des Financements Régionaux Occitanie (RGFR). Le versement de la subvention régionale sera effectué dans le respect des conditions établies par la convention financière signée annuellement, après délibération de l'assemblée régionale, avec l'Association du Centre culturel de rencontre de l'Abbaye de Sylvanès.

La Région se réserve le droit d'estimer le versement du solde en fonction de l'état d'avancement des actions et du niveau de trésorerie. Il pourra donc être demandé au bénéficiaire tout autre élément de trésorerie et d'activité, ainsi que toute autre pièce justificative.

Le financement régional sera susceptible d'évoluer dans le cadre du suivi resserré des dépenses régionales par l'Etat, de l'évolution des dotations financières allouées par ce dernier et du maintien de ses engagements.

Le Département s'engage à soutenir financièrement le CCR pour la réalisation de ses missions et ses objectifs, par une subvention de fonctionnement, sous réserve de l'inscription des crédits aux budgets correspondants et du vote des Assemblées délibérantes.
La mise en œuvre de ce soutien sera précisée dans une convention financière annuelle entre l'association et le Département
Il assurera également une assistance technique au projet de restructuration de l'abbaye de Sylvanès : Aveyron Ingénierie accompagne la Communauté de Communes Monts Rance et Rougiers pour l'ensemble des procédures liées à la maîtrise d'ouvrage.
Le lauréat du concours a été désigné le 25 octobre 2021 par la Présidente de la Communauté de Communes Monts Rance et Rougiers. Aveyron Ingénierie poursuit l'accompagnement de la collectivité pour la conduite de cette opération.

La Communauté de Communes veut servir le projet culturel, artistique et éducatif de l'abbaye Sylvanès en assurant la Maitrise d'Ouvrage de l'ambitieux projet d'extension de son centre culturel de rencontre et le réaménagement des anciens bâtiments
Elle s'engage à soutenir et accompagner le projet de réhabilitation des anciens Bains de Sylvanès, en Résidence de tourisme avec la création d'une unité de remise en forme, en lien avec les activités culturelles de l'Abbaye.

La Commune s'engage à accompagner le Centre culturel de rencontre qui est au cœur d'un vaste projet de développement et d'aménagement de toute la vallée de Sylvanès allant de bourg centre avec son abbaye jusqu'au au site des anciens bains de Sylvanès, avec notamment la création d'une résidence de tourisme avec un centre de remise en forme.

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS COMPTABLES

Le CCR s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, règlement homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018
- à fournir, chaque année, le compte rendu financier de l'ensemble de son activité, signé par le directeur général, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er juillet, au plus tard, de l'année suivante.
- à procéder à l'évaluation des conditions de réalisation des projets et des actions auxquels l'État, la Région Occitanie et le Conseil départemental ont apporté leur concours, dans les conditions prévues à l'article 10, ci-après.

Le CCR est soumis à l'obligation légale de faire procéder au contrôle de sa comptabilité par un commissaire aux comptes et s'engage à transmettre aux partenaires publics tout rapport produit par celui-ci, dans les délais utiles.

ARTICLE 6 - AUTRES ENGAGEMENTS
Le CCR communiquera sans délais à l'État, à la Région et au Département copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901, relative au contrat d'Association, c'est à dire tous changements survenus dans l'administration de l'association, les statuts, la composition du CA ou l'existence même de la structure.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, le CCR en informe les signataires.

Par ailleurs, en observation de l'impact des évolutions liées aux charges de structures et afin de permettre au CCR de mener à bien ses objectifs inscrits à l'article 2 de la présente convention, les partenaires publics et le CCR prévoient de se concerter sur les arbitrages éventuels qui pourraient être réalisés.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE

Le CCR s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par les partenaires, de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.
Au terme de la convention, un contrôle sur place peut éventuellement être réalisé par les partenaires pour vérifier l'exactitude de comptes rendus financiers transmis.

ARTICLE 8 – COMMUNICATION

Le CCR apposera les logos de l'État, de la Région Occitanie, du Département de l'Aveyron, du Parc naturel régional des Grands Causses et de la Communauté des Communes Monts, Rance et Rougier sur l'ensemble des éditions, supports et documents de communication établis lors des manifestations organisées, sur les opérations et actions visées en objet de la présente convention.
Le non-respect de ces engagements pourra entraîner le blocage des versements de tout ou partie des subventions ou leur annulation.
Cet article qui fixe un cadre général de communication doit être précisé pour les modalités de mise en œuvre par chaque partenaire dans la convention annuelle bipartite qui les liera de manière spécifique à l'association de l'abbaye Sylvanès.

ARTICLE 9 – ÉVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation du projet auquel les partenaires ont apporté leur concours et l'évaluation portant, en particulier, sur la conformité des résultats des actions permanentes et des objectifs prioritaires définis à l'article 2, seront réalisées dans les conditions d'un commun accord défini entre le CCR et les partenaires.
L'évaluation devra être engagée avant le 1er juillet de la dernière année d'exécution de la convention.
La réalisation des missions et objectifs fera l'objet de rapports d'activités annuels du Directeur général et d'un rapport général complet en fin de convention.
Les rapports du Directeur général seront présentés au comité de suivi prévu à l'article suivant.

ARTICLE 10 – COMITÉ DE SUIVI

Au titre de la présente convention, un comité de suivi composé des représentants du CCR, des partenaires publics signataires et de tout autre partenaire en tant que de besoin, est chargé de l'examen et du suivi technique des missions et des objectifs.

Il examine en particulier :
- la mise en œuvre progressive des actions et des objectifs de la présente convention.
- la réalisation du programme d'actions de l'année venant de s'achever, notamment à partir du rapport d'activités annuel du Directeur général, mentionné à l'article 9, ainsi que les orientations de l'année à venir, en particulier s'agissant des arbitrages stratégiques.

Il est informé :
- de l'état d'exécution du budget de l'année en cours et de l'élaboration du budget prévisionnel pour l'exercice suivant, notamment sur la base des orientations budgétaires fixées à l'article 4.
- du bilan financier de l'année écoulée.

Le comité de suivi est également saisi au préalable pour avis des contraintes et des décisions envisagées susceptibles de modifier l'économie générale du projet.
En cohérence avec le rythme et les travaux des instances statutaires du CCR, le comité de suivi se réunit au moins une fois par an, sur invitation du Directeur général ou sur demande de l'un de ses membres. Ses réunions font l'objet des comptes rendus réalisés par le CCR.

ARTICLE 11 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'un nouveau contrat est subordonnée à la réalisation, en fin de convention, d'un rapport général complet d'évaluation, prévu à l'article 9.

ARTICLE 12 – AVENANTS MODIFICATIFS À LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 2.

ARTICLE 13 – COMPÉTENCE JURIDIQUE

Si un différend survenait sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable, préalablement à toute action en justice.
En cas de désaccord persistant le litige serait porté au Tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des autres parties, à l'expiration d'un délai de trois mois, suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée infructueuse.

Rédigé en 7 exemplaires à Sylvanès le .....

Pour le Ministère de la Culture
Le Préfet de la Région Occitanie
Etienne GUYOT

Pour la Région Occitanie
La Présidente
Carole DELGA

Pour le Département de l'Aveyron
Le Président du Département
Arnaud VIALA

Pour le Parc naturel régional des Grands Causses
Le Président
Richard FIOL

Pour la Communauté des Communes
Monts, Rance et Rougier
La Présidente
Monique ALIES

Pour la Commune de Sylvanès
Le Maire
Michel WOLKOWICKI

Pour le CCR de l'Abbaye de Sylvanès
Le président de l'Association
Les Amis de l'Abbaye de Sylvanès
Gabriel CAMUS

Annexe 3

CONVENTION
Amis de l'abbaye de Sylvanès
Centre culturel de rencontres

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 10 décembre 2021 adoptant le programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron » qui approuve la politique culturelle départementale et autorise le Président du Département à signer la convention,

Vu le dossier déposé le 24 janvier 2022 par les Amis de l'Abbaye de Sylvanès,

Vu la délibération du Département en date du 4 février 2022 adoptant le budget primitif 2022 et approuvant le soutien financier aux Amis de l'abbaye de Sylvanès,

Entre le Département représenté par Monsieur Arnaud VIALA, Président du Département

Et

L'association les Amis de l'abbaye de Sylvanès, régulièrement déclarée en Préfecture sous le n° 1466, représentée par son Président, Monsieur Gabriel CAMUS, conformément à la décision de l'Assemblée générale.

PREAMBULE

Le site prestigieux de Sylvanès a acquis depuis plusieurs années une notoriété internationale et représente sur le territoire un potentiel culturel et touristique important qui a su respecter son identité propre.

L'histoire et la nature du site de Sylvanès ont fait de son abbaye, avec la création d'un centre culturel et spirituel, une vitrine culturelle dont le rayonnement de sa mission s'étend bien au-delà du Département.

Dans ce cadre, l'association des Amis de l'abbaye de Sylvanès n'a cessé de poursuivre depuis 1975, son action en faveur du renouveau de l'abbaye de Sylvanès en développant ses activités concernant à la fois la restauration du patrimoine architectural, la programmation de rencontres musicales et culturelles et le développement de formations aux pratiques artistiques.

Par ailleurs, en 2015 l'Abbaye a obtenu la reconnaissance en qualité de Centre culturel de rencontre, label national et européen décerné par le Ministère de la culture et de la communication. L'Abbaye devient ainsi premier Centre culturel de rencontre de l'ex-région Midi-Pyrénées et 2ème de la Région Occitanie, qui marque la reconnaissance de plus de 40 ans d'expériences et de restauration exemplaire d'un patrimoine public. Elle est ainsi positionnée

dans le cadre d'un réseau, sur un projet de développement autour de l'éducation artistique et culturelle.

Ainsi la musique et le dialogue des cultures sont au cœur du projet artistique avec pour objectifs majeurs « Expérimenter, partager, transmettre » déclinés autour de 5 axes principaux : pôle patrimoine, pôle de formation et de pédagogie du chant pour amateurs et professionnels, pôle d'éducation et pratiques artistiques des jeunes, pôle de diffusion, création et production musicale et pôle de rencontre sur le dialogue interculturel.

Le Département reconnaît en l'association des Amis de l'abbaye de Sylvanès, gestionnaire du Centre Culturel et de rencontre un partenaire pour le maintien d'un pôle fort de développement culturel en milieu rural, alliant un patrimoine remarquable à une équipe professionnelle et contribuant à l'attractivité et à la notoriété internationale de l'Aveyron. D'intérêt départemental le centre culturel permet de générer des retombées économiques appréciables, et ce, de par son fort impact en matière touristique.

Cette démarche s'inscrit parfaitement dans les orientations définies dans le cadre de la politique culturelle adoptée par l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021.

C'est ainsi que pour conforter son soutien, celui de l'Etat et des autres collectivités, une convention triennale (2017-2018-2019) a été signée le 11 décembre 2017 afin de fixer le cadre général de partenariat entre les différents partenaires (Ministère de la culture et de la communication, Région Occitanie, Département, PNRGC, Communauté de communes Monts, Rance et Rougier, Commune de Sylvanès et le Centre culturel de rencontre l'Abbaye de Sylvanès) en tenant compte de la création du Centre Culturel de Rencontre et des orientations culturelles et touristiques des partenaires. Le renouvellement de la convention pour la période 2022-2024 est en cours.

Au vu de ces éléments, il convenu ce qui suit :

<u>Article 1</u> : OBJET DE LA CONVENTION

Le projet artistique et culturel 2022 des Amis de l'abbaye de Sylvanès s'inscrit dans la politique de développement culturel de son territoire. La convention annuelle de partenariat entre le Département et l'association définit le soutien et la collaboration de ces deux structures pour sa mise en œuvre.

Le projet artistique et culturel 2022 est un projet autour de la thématique « Musiques et dialogues des cultures - expérimenter, partager, transmettre » suivant 5 pôles d'actions prioritaires :

1. Un pôle Patrimoine, découverte et interprétation du site
2. Un pôle de diffusion, création et production musicale avec notamment le Festival de Musiques sacrées - Musiques du Monde (45e édition du 14 juillet au 28 août 2022) à Sylvanès, Belmont sur Rance, Millau, Le Vigan et Combret.
3. Un pôle de formation et de pédagogie du chant pour amateurs et professionnels
4. Un pôle d'éducation et pratiques artistiques et culturelles

L'association intensifie les actions de médiation, de sensibilisation aux pratiques artistiques et transmission des savoirs sur le temps scolaire en partenariat avec l'Éducation nationale, mais aussi en direction des publics « empêchés ».

5. Un Centre de rencontre sur le dialogue interculturel

Article 2: ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Au travers de cette convention, le Département confirme l'Abbaye de Sylvanès comme un pôle d'appui de développement culturel en milieu rural par le biais notamment d'une programmation culturelle de qualité qui rayonne sur l'ensemble du territoire.

Pour bénéficier de l'aide du Département, l'Association des Amis de l'Abbaye de Sylvanès s'engage à préparer une programmation culturelle intégrant les concerts et manifestations culturelles se déroulant hors du site de Sylvanès et à adresser au Département en début d'année le contenu de cette programmation accompagné d'un budget prévisionnel de fonctionnement.

Ce dossier comprend les éléments suivants :

- le budget prévisionnel en annexe détaillant les postes salaires et charges, charges de structures, frais généraux, etc…et les financements attendus des autres partenaires.
- le programme prévisionnel de l'année présenté par action avec le projet culturel s'y rapportant (nature des activités, publics concernés, intervenants, dates, etc…) et la liste des actions qui vont se dérouler hors du site de Sylvanès.

L'association s'engage à se joindre à la démarche du Département concernant **l'accueil des jeunes internes en médecine départementale** pour leurs périodes de stage en Aveyron. Elle met ainsi gratuitement à la disposition de la cellule aide médecin, téléphone 05 65 75 81 69, mail : aidemedecin@aveyron.fr au maximum 4 places par spectacle, sur demande expresse formulée au nom du Département par le collaborateur de la cellule.

Article 3 : CULTURE ET LIEN SOCIAL

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

Le Centre culturel participe à cette démarche en proposant une politique tarifaire favorisant l'accès des enfants et des jeunes aux activités du Centre culturel, la gratuité aux concerts de l'été pour les habitants de Sylvanès. Elle propose également des actions intergénérationnelles en mettant en place des actions qui créent des passerelles entre les différents publics/acteurs et prend en compte progressivement des handicaps sensoriels, physiques et mentaux dans le cadre des visites et activités du site.

<u>Article 4</u> : ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DE L'OPERATION ET DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à contribuer au budget de fonctionnement de l'Association des Amis de l'Abbaye de Sylvanès et notamment les activités culturelles et son festival international de musique sacrée au titre de l'exercice 2022.

En 2022, c'est une aide de 300 000 € qui est apportée sur un budget de 992 00 € (budget joint en annexe).

Cette subvention globale représente 30 % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311.

<u>Article 5</u> : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention votée par l'Assemblée Départementale sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 2, 6 et 8.

La subvention sera mandatée en fonction de la disponibilité des crédits du Département, sous forme de plusieurs versements dans la limite de 80 % de la subvention et au prorata des dépenses réalisées **<u>à la demande de l'association et sur présentation des pièces justificatives de dépenses réalisées (récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association)</u>**.

<u>Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée</u> à savoir un bilan financier en dépense et en recette de l'année écoulée.

<u>Le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées et en tout état de cause plafonné à 300 000 €.</u>

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

<u>Article 6</u> : CONTROLE ET EVALUATION DE LA PROGRAMMATION

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif de la programmation culturelle adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la date de la convention et au regard des pièces à fournir :

- un bilan annuel, les comptes de résultats et annexes pour l'année écoulée qui doivent être certifiés par un commissaire aux comptes après leur adoption par l'Assemblée générale de l'Association ;

La comptabilité doit être conforme au Plan Comptable départemental, suivie et contrôlée par un expert-comptable agréé
- un rapport d'activité de l'association lequel fera ressortir l'utilisation des aides allouées par le Département. Il doit décrire la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association. Indiquer la fréquentation, le nombre d'actions menées, le nombre d'artistes, faire une évaluation des actions périphériques, l'impact économique et touristique du projet

L'association doit communiquer au Département à tout moment toutes informations et tous documents comptables et financiers nécessaires dans le cadre des mesures relatives à la consolidation des comptes qui s'imposent aux collectivités locales

Ce bilan servira de référence à la décision des partenaires de poursuivre leur collaboration.

Article 7 : REVERSEMENT

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 8 : COMMUNICATION

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat notamment :

- à proposer éventuellement la signature de la présente convention devant la presse afin de valoriser le partenariat.
Cet évènement sera organisé en collaboration étroite avec les services du Département.

-prévoir la possibilité d'organiser une journée visite/séminaire/présentation des activités et projets pour le Département sur site en collaboration avec le service communication et le Pôle culture

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom **des Amis de l'Abbaye de Sylvanès** pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

- à apposer des banderoles et outil de visibilité du partenariat lors des différentes manifestations. Les choix de lieux d'exposition de ces banderoles ou panneaux doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département : 05 65 75 80 70.

- à développer la communication relative à l'ensemble des actions de l'association (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du

Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.

-L'association devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée ainsi qu'à la Direction des Arts vivants, de la Vie culturelle et de l'Education artistique.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse du festival et des activités développées à Sylvanès

-à convier le Président du Département au temps fort du festival (conférence de presse, concerts…) et fournir 10 pass invitation pour toute la durée du festival adressé au Cabinet du Département/service communication et fournir en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur l'action, valoriser le partenariat avec le Département

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des concerts à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les manifestations de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 6, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la date de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 10 : RESILIATION LITIGES ET RECOURS

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

<u>Article 11</u> : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait à RODEZ en deux exemplaires, le

Le Président de l'Association des Amis de l'Abbaye de Sylvanès	**Pour le Département de l'Aveyron**
Gabriel CAMUS	**Le Président,**
	Arnaud VIALA

AVEYRON BUDGET 044-01	
Exercice :	2022
Marché n°:	
Compte :	6574
N° Bordereau :	
N° Mandat :	
N° Titre :	
Ligne de Crédit :	692
N° de tiers :	988
N° d'engagement :	

C.C.R. ABBAYE DE SYLVANES
BUDGET PREVISIONNEL 2022

06/01/2022

Compte	Libellé		Prév 2022
	Produits d'Exploitation		
70710025	Ventes boutique 5.5% - F		
70710020	Ventes boutique 20% - F		
70710022	Ventes boutique 2.1% - F		
70710010	Ventes boutique exonérées -NF		
	Total	0	30 000
	Prestations de Services		
70610010	Prest serv exo - NF (Classe patrimoine/artistique)		6000
70610020	Prest serv 20% - F (Administrative)		4500
70610025	Prest serv 5.5% - F (Cession de spectacles)		15000
70625010	Stages exonérés - NF		110000
70627010	Colloques- Rencontres- Séminaires exonérés - NF		10000
70630020	Parrainages 20% - F		15000
70640000	Ventes de programmes		2500
70651000	Ventes billetterie F 2,10% / 5,5%(cinema et spectacle)		110000
70661010	Ventes visites libres exonérées - NF		30000
70661020	Ventes visites guidées 20% - F		4000
70830020	Fact div location ponctuel de salles 20 % - F(Résidences)		3000
70831021	Fact div hébergement loc Abbaye 10% - F(résidences)		7000
	Total	0	317 000
	Chiffre d'Affaire Net	0	347 000
	Subvention d'Exploitation		
74010010	DRAC		100000
74020010	Région		100000
74030010	Conseil Départemental de l'Aveyron		300000
		0	500 000
	Autres subventions		
74110000	Aide à l'emploi (Fonpeps & Chômage partiel)		5000
		0	5 000
	Rep. / amort et Prov+Transf Ch		
78100000	Reprises sur amort. et provisions (produits d'exploitation)		
78900000	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (fonds dédiés)		18000
79141000	Transfert charges / salaires hebergements		13000
79700000	Transferts de charges exceptionnelles		
	Total	0	31 000
	Autres Produits de gestion courante		
75310000	Versement des fondateurs / consommation de la dotation - NF		
75410010	Collectes - Ressources liées à la genérosite du public - Dons manuels NF		32000
75412010	Abandons de frais par les bénévoles - NF		
75420010	Mécénat - NF		
75430000	Legs, donations et assurance vie, Fond de Dotation,		25000
75510000	Contributions financières d'autres organismes(SACEM ,SPEDIDAM, etc		20000
75610000	Cotisations sans contreparties		32000
75620000	Cotisations avec contreparties		
75800000	Produits divers de gestion courante (Remboursements divers)		
75810000	Coréalisation		
	Total	0	109 000
	Total des Produits d'Exploitation	0	992 000
	Charges d'Exploitation		
60710000	Achat marchandises boutique		15000
60370000	Variation des stocks de marchandises		

	Total	0	15 000
	Achats		
60410000	Achats d'études et prestations de services		
60411000	Achats spectacles Festival		90000
60413020	Achat prestation annexe spectacle		
60411101	Achats spectacles EAC		15000
60412010	Achats Animations classes artistique - NF		15000
60610000	Fournitures non stockables (eau)		2500
60611100	Combustible		8500
60611600	Carburant		3500
60610200	Electricité		6000
60631000	Achat petit équipement et fournitures d'entretien		6000
60640000	Fournitures administratives		4000
	Total	0	150 500
	Services extérieurs		
61320000	Locations immobilières		
61321000	Location appartement de fonction		6800
61350000	Locations mobilières diverses		
61350100	Location photocopieur+telecopieur		3400
61352000	Locaton véhicule		3000
61352100	Location véhicule direction		7000
61353000	Location matériel festival		3500
61354000	Location instrument		5000
61361000	Location bureautique		5000
61362000	Location logiciels		2600
61400000	Charges locatives et de co-propriété		
61520000	Entretien réparations sur biens immobiliers		8000
61550000	Entretien réparations sur biens mobiliers		2500
61552000	Entretien réparations véhicules		2500
61553000	Entretien instruments		4000
61561000	Maintenance bureautique		300
61562000	Maintenance logiciels		5000
61563000	Maintenance sécurité		3500
61560000	Maintenance		1000
61600000	Primes d'assurances		10000
61810000	Documentation générale		1000
61850000	Frais de colloques, séminaires, conférences, expositions,		700
	Total	0	74 800
	Autres Services extérieurs		
62210000	Echange - partenariat		
62222000	Commission sur ventes billets et cotisations		3500
62261000	Honoraire de gestion		12000
62262000	Honoraire animateurs		18700
62263000	Honoraires artistes		1500
62264000	Honoraires sur legs et donations		
62265000	Honoraires prestation de communication et relations publiques		
62270000	Frais d'actes et de contentieux		
62280000	Honoraires divers		
62300000	Publicité, publications, relations publiques		
62310000	Annonces- insertions-publicités		15000
62360000	Catalogues et imprimés		15000
62380000	Divers (pourboires, dons courants...)		1500
62410000	Transports sur achats		
62510000	Voyages et déplacements		5000
62522000	Déplacement animateurs et intervenants		6000
62523000	Déplacement artistes		20000
62560000	Missions (repas + heb personnel)		3500
62570000	Réceptions (repas + heb exterieur)		
62572000	Hébergement animateurs et intervenants		15000
62573000	Hebergement artistes		20000
62573000	Hebergement Résidences		15000
62574000	Hébergement stagiaires		2600
62610000	Frais postaux		4000

62620000	Frais de télécommunications		3500
62630000	Routage		6500
62780000	Commissions et services bancaires		2000
62810000	Cotisations (liées à l'activité économique)		9800
	Total	0	180 100
	Impôts, Taxes et vers assimilés		
63120000	Taxe d'aprentissage		2000
63330000	Participation employeurs à formation professionelle continue (Afdas)		4500
63513100	Autres impôts locaux ordure menagère		750
	Total	0	7 250
	Salaires et traitements		
64111000	Salaire direction/administration/Gestion		229000
64112000	Salaires animateurs et intervenants		40000
64113000	Salaires Artistes		39570
64114000	Salaires Stand Guides		22405
64115000	Salaires techniques		16710
64116000	Salaires entretien		31500
64120000	Congés payés		
64170000	Indemnités avantage nature		13615
	Total	0	392 800
	Charges Sociales		
64510000	Cotisations URSSAF		130000
64530000	Cotisations Retraite AUDIENS		
64540000	Cotisation ASSEDIC		
64550000	Cotisation GARP Assedic artistes		
64560000	Cotisation FCAP		
64570000	Cotisation FNAS		
64571000	Cotisation Prévoyance Cadres		
64581000	Cotisation Congés Spectacles		
64700000	Autres charges sociales cp		
64750000	Médecine du Travail		
64810000	Autres charges de personnel (gratif. Stagiaires)		8500
	Total	0	138 500
	Autres Charges de gestion courante		
65100000	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques		
65160000	Droits d'auteur et de reproduction (SACEM+SACD)		5000
65161000	Droits d'auteur		9000
65300000	Charges de la générosité du public		
65310000	Autres charges sur legs ou donations		
65400000	Pertes sur créances irrécouvrables		
65700000	Aide financières		
65800000	Charges diverses de gestion courante		
65860000	Cotisations (liées à la vie statutaire)		
65810000	Perte sur TVA non récupérable		9000
	Total	0	23 000
	Dotations		
68111000	Dotations aux amort - Immo Incorporelles		10000
68112000	Dotations aux amort - Immo Corporelles		
68140000	Prov Dépréciation Stock		
68150000	Dot.prov risq et charges		
68162000	Dot Dépréciation Prêt		
68174000	Dotations Provisions Clients Douteux		
68660000	Dot. Prov. Dép. Immob. Fin.		
68710000	Dot. aux amort. Excep. Immo		
68940000	Reports en fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
68950000	Reports en fonds dédiés sur contributions fin autre organism		
68960000	Reports en fonds dédiés sur ressource lié générosité public		
68970000	Engagements à réaliser sur legs et donations affectés	0	
	Total	0	10 000

	Total Charges d'Exploitation	0	991 950
	Autres Intérêts et Produits assimilés		
76800000	Autres produits financiers		
76810010	Intérêts sur livrets		
	Total	0	0
	Intérêts et Charges Assimilés		
66112000	Intérêts et remb emprunt Local Prof Les Bertrands		50
66800000	Int débiteurs + Comm. CGA Sté Générale		
	Total	0	50
	Produits Exceptionnels		
7752000	Produit cessions immo corporelles		
77560000	Produits cessions immo financ.		
77700000	Quote-part des subv. d'invest. au résultat de l'exercice	0	
	Total	0	0
	Charges Except./ opér gestion		
67120000	Pénalités et amendes fiscales ou pénales		
67130000	Dons, libéralités		
67180000	Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
67200000	Charges sur exercices antérieurs		
67560000	Immobilisations financières	0	
	Total	0	0
	Charges Except./ opér en capital	0	0
	RECAPITULATION		
	Produits d'exploitation	0	992000
	Produits Financiers	0	0
	Produits exceptionnels gestion	0	0
	Produits Exceptionnels en Capital		0
	Total produits	- €	992 000 €
	Charges d'Exploitation	0	991950
	Charges Financières	0	50
	Charges Exceptionnelles en capital	0	0
	Total charges	- €	992 000 €
	RESULTAT	0	0

Annexe 4

CONVENTION
Association pour le développement économique et culturel de Conques

Vu la délibération de l'Assemblée départementale du 10 décembre 2021 adoptant le programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron » qui approuve la politique culturelle départementale et autorise le Président du Département à signer la convention,

Vu le dossier déposé le 21 février 2022 par l'association pour le Développement économique et culturel de Conques.

Vu la délibération du Département en date du 4 février 2022 adoptant le budget primitif 2022 et approuvant le soutien financier à l'Association pour le développement économique et culturel de Conques,

Entre le Département représenté par Monsieur Arnaud VIALA, Président du Département

Et

L'Association pour le Développement Economique et Culturel de Conques (ADECC), régulièrement déclarée en Préfecture sous le n°W122000372, représentée par son Président, Monsieur Bernard LEFEBVRE, conformément à la décision de l'Assemblée générale du 15 février 2022.

PREAMBULE

Le Centre Européen, inauguré en 1993, est un outil d'aménagement de développement culturel du territoire. Le projet culturel de l'Association pour le Développement Economique et Culturel de Conques (ADECC) s'inscrit dans la politique départementale de développement culturel en milieu rural et répond aux objectifs de la commune de Conques et du territoire d'accueillir le public et d'offrir aux habitants des propositions artistiques de qualité.
Le projet culturel de l'ADECC a pour objectifs de conforter la position de Conques comme haut lieu artistique et pôle d'excellence en matière culturelle dans la Région Occitanie.

La vision de l'ADECC à 10 ans :
Devenir un lieu de rencontres artistiques et culturelles de notoriété internationale qui contribue au rayonnement de Conques et du territoire départemental et régional :
-En s'engageant dans une dynamique de tourisme culturel d'excellence
-En fondant un lieu de création pluridisciplinaire à vocation nationale et internationale
-En développant une scène itinérante dans le département
-En renforçant la notoriété du festival de musique, par son rayonnement dans un territoire plus large et à travers l'invitation d'artistes de renom et une politique de commandes

-En s'inscrivant dans les réseaux et en mettant en place des partenariats avec les acteurs culturels du territoire
-En accompagnant la création locale et régionale par des accueils en résidence

L'ADECC se dotera d'un nouveau bâtiment au Coeur du site de Conques, la résidence Dadon. Près de 1500 m2 de bâti permettront d'accueillir des équipes artistiques pour des résidences de création et des commandes. Ces locaux permettront aussi de développer une politique de stages et de master class, ainsi que de favoriser l'accueil de réunions professionnelles.

L'association a pour mission notamment de s'inscrire dans le projet Grand site de France.

Les objectifs de l'ADECC déclinés à travers ces actions sont conformes aux orientations de la politique départementale de développement culturel telle que définie dans programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron » adopté par l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021.

La présente convention de partenariat s'inscrit dans ce cadre.

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit le soutien et la collaboration entre le Département et l'Association pour le Développement Economique et Culturel de Conques dans la mise en œuvre d'un projet artistique et culturel pour l'année 2022.

Programmation 2022 :
L'association poursuit ses missions de formation, de diffusion et de création, à partir du prestigieux site de Conques.

➢La formation avec un cycle de conférences, des stages (pratique vocale, écritures…) et de la médiation pour les scolaires.

➢Une programmation d'évènements conjuguant un aspect contemporain et une rencontre avec le patrimoine.
-Expositions d'artistes régionaux et internationaux dans le cœur du village de Conques, au Centre culturel et au Centre Européen. 4 expositions (Morgan, Alain Delanneau, Thaïs Nercessian et l'exposition de verriers contemporains avec l'association Dare d'Art)

-Un projet artistique intergénérationnel autour de la langue occitane avec la conteuse Malika Verlaguet : « Il était une fois, ier, deman » qui s'adresse aux résidents d'EHPAD et des élèves du territoire.

- 40e anniversaire : Festival de musique « Rencontres musicales de Conques » sur 2 longs week-end du 22 au 24 juillet et du 4 au 7 août 2022.
Ce festival mêle musiques anciennes, musique classique et musique du monde ainsi que la valorisation du patrimoine, l'échange et la convivialité. Au programme : 8 concerts à Conques.

➢Accueil d'artistes en résidences
Le Centre Européen de Conques dispose de salles de travail et d'un auditorium, équipement rare dans un tel contexte, parfaitement équipé en son et lumière. Il est mis à la disposition des

artistes et compagnies qui ont besoin d'espaces de création et de répétition. Des sorties de résidences sont organisées avec le public à l'issue de ces temps de travail. Une vingtaine de résidences de création sont programmées cette année.

Article 2 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

Au travers de cette convention, le Département confirme l'Association pour le Développement Economique et Culturel de Conques comme un pôle d'appui de développement culturel en milieu rural par le biais notamment d'une programmation culturelle de qualité qui rayonne sur l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes Conques-Marcillac et plus largement sur l'Aveyron.

Pour bénéficier de l'aide du Département, l'ADECC s'est engagée à préparer une programmation culturelle intégrant les concerts et manifestations culturelles et à adresser au Département en début d'année le contenu de cette programmation par action accompagné d'un budget prévisionnel de fonctionnement.

En détail :

- Pour chaque action prévue le dossier joint en annexe de la convention présente le projet culturel se rapportant à l'action considérée (nature des activités, publics concernés, intervenants, dates, etc…).

- le budget prévisionnel de fonctionnement détaillant les postes salaires et charges, charges de structures, frais généraux, etc…

Le budget communiqué pour l'année 2022 est le suivant :
Budget prévisionnel : 376 800 € HT
-Coût des actions (frais artistiques et communication) : 185 950 €
-Salaires prévisionnels (salaires et charges) : 112 4660 €
-Charges de structures : 78 390 €

Le dossier mentionne les financements attendus des partenaires.

L'association s'engage à se joindre à la démarche du Département concernant **l'accueil des jeunes internes en médecine départementale** pour leurs périodes de stage en Aveyron. Elle met ainsi gratuitement à la disposition de la cellule aide médecin, téléphone 05 65 75 81 69, mail : aidemedecin@aveyron.fr au maximum 4 places par spectacle, sur demande expresse formulée au nom du Département par le collaborateur de la cellule.

Article 3 : CULTURE ET LIEN SOCIAL

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

L'ADECC participe à cette démarche en proposant des actions en faveur de ces publics : proposition d'un tarif préférentiel pour les familles pour les concerts du festival de musique et gratuité pour tous les moins de 18 ans.

Par ailleurs, dans des conditions à déterminer entre partenaires, dix places par concert du festival seront mises à disposition des centres médico-sociaux de l'Aveyron et des associations relais (Secours Populaire, Secours Catholique, Banque alimentaire, ATD Quart Monde ...).

Article 4 : ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DE L'OPERATION ET DETERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIERE DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à accompagner les actions culturelles 2022 identifiées par l'Association pour le Développement Economique et Culturel de Conques au titre de l'exercice 2022.

Sur la base de la programmation prévisionnelle présentée et d'un budget de 376 800 € HT, une aide de 178 000 € est attribuée à l'ADECC pour sa mise en œuvre.

Cette subvention globale représente 47 % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311.

Article 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention votée par l'Assemblée départementale sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 2, 6 et 8.

La subvention sera mandatée en fonction de la disponibilité des crédits du Département, sous forme de plusieurs versements dans la limite de 80 % de la subvention et au prorata des dépenses réalisées **à la demande de l'association et sur présentation de pièces justificatives de dépenses réalisées (récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association)**.

Le solde sera libéré sur présentation des justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée à savoir un bilan financier en dépense et en recette de l'année écoulée.

Le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées et en tout état de cause plafonné à 178 000 €.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 6 : CONTROLE ET EVALUATION DE LA PROGRAMMATION

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif de la programmation culturelle adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la date de la convention et au regard des pièces à fournir :

- un bilan annuel, les comptes de résultats et annexes pour l'année écoulée qui doivent être certifiés par un commissaire aux comptes après leur adoption par l'assemblée générale de l'association ;

La comptabilité doit être conforme au plan comptable départemental, suivie et contrôlée par un expert-comptable agréé

- un rapport d'activité de l'association lequel fera ressortir l'utilisation des aides allouées par le Département. Il doit décrire la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association. Indiquer la fréquentation, le nombre d'actions menées, le nombre d'artistes, faire une évaluation des actions périphériques, l'impact économique et touristique du projet

L'association doit communiquer au Département à tout moment toutes informations et tous documents comptables et financiers nécessaires dans le cadre des mesures relatives à la consolidation des comptes qui s'imposent aux collectivités locales.

Ce bilan servira de référence à la décision des partenaires de poursuivre leur collaboration.

Article 7 : REVERSEMENT

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 8 : COMMUNICATION

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des manifestations organisées par l'association et notamment :

- à proposer éventuellement la signature de la présente convention devant la presse afin de valoriser le partenariat.

Cet évènement sera organisé en collaboration étroite avec les services du Département

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom l'**Association pour le développement économique et culturel de Conques** pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

- À apposer des banderoles et outil de visibilité du partenariat lors des différentes manifestations. Les choix de lieux d'exposition de ces banderoles ou panneaux doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département : 05 65 75 80 70.

- à développer la communication relative cette programmation (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et

identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.

-L'association devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse du festival.

-à convier le Président du Département au temps fort du festival (conférence de presse, concerts…) et fournir 10 pass invitation pour toute la durée du festival adressé au Cabinet du Département/service communication et fournir en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

-Avant le concert d'ouverture à l'abbatiale de Conques organiser un évènement afin de valoriser le partenariat avec la collectivité, cette organisation doit se faire en partenariat avec le service communication du Département.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des concerts à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les manifestations de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 6, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 10 : RESILIATION LITIGES ET RECOURS

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 11 : MODIFICATIONS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait à RODEZ en deux exemplaires, le

Le Président de l'Association pour le Développement Economique et Culturel de Conques,

Bernard LEFEBVRE

Pour le Département de l'Aveyron
Le Président,

Arnaud VIALA

AVEYRON BUDGET 044-01	
Exercice :	2022
Marché n°:	
Compte :	6574
N° Bordereau :	
N° Mandat :	
N° Titre :	
Ligne de Crédit :	10068
N° de tiers :	993
N° d'engagement :	

Budget 2022

Budget prévisionnel ADECC (TTC)	2022	
FONCTIONNEMENT		
Structure		
Salaires	79 000 €	
Charges sociales	26 860 €	28%
Sal et chges intermittents	6 600 €	
Fournitures diverses	5 000 €	
Honoraires et commissions	12 300 €	
Frais postaux et télécom	4 000 €	
Déplacements et réceptions	10 500 €	
Assurances	4 500 €	
Impôts et taxes	2 000 €	
Dotations diverses	2 300 €	
sous-total	*153 060 €*	41%
Locaux		
Loyer	12 790 €	
Fluides	9 500 €	
Entretien	5 500 €	
Maintenances et diverses charges	*10 000 €*	
	37 790 €	10%
Total fonctionnement	190 850 €	51%
PROJET CULTUREL		
Programmation	103 950 €	
Rencontres + programmation	73 500 €	
Résidences de création	5 000 €	
Expositions	4 500 €	
Conférences	5 500 €	
Académies – Colloques	3 000 €	
Stages	12 450 €	
Action culturelle	4 000 €	
Locations	11 000 €	
Déplacements	10 000 €	
Restauration artistes	3 500 €	
Restauration publics	10 000 €	
Hébergement	15 000 €	
Communication	10 000 €	
SACEM	5 500 €	
Aménagement sites	5 000 €	
Accueil mécènes et partenaires	5 000 €	
Valorisation bénévoles	3 000 €	
Total projet	185 950 €	49%
TOTAL GÉNÉRAL	**376 800 €**	

RECETTES		
Ventes		
Adhésions	2 500 €	
Billetteries	35 916 €	
Stages et Académies	17 000 €	
Action culturelle et Cl. Du patrimoine	1 500 €	
Repas	12 184 €	
Locations d'espaces	2 000 €	
Divers – Locations thématiques	0 €	
sous-total	*71 100 €*	19%
Subventions		
Conseil Départemental	178 000 €	
Région Occitanie	55 000 €	
DRAC	10 000 €	
ComCom Conques – Marcillac	12 000 €	
Conques / Prise en charge directe	*9 200 €*	
Diverses et exceptionnelles	5 000 €	
Autres partenaires	3 000 €	
sous-total	*272 200 €*	72%
Dons – Mécénat – Partenariats		
Mécénat individuel	1 500 €	
Mécénat d'entreprise	24 000 €	
sous-total	*25 500 €*	7%
Divers		
Reprises de prov et trans chges		
Valorisation bénévolat	3 000 €	
Valorisation invitations partenaires	5 000 €	
sous-total	*8 000 €*	
TOTAL GÉNÉRAL	**376 800 €**	

Budget prévisionnel sous réserve de l'obtention du soutien de la Région Occitanie

Annexe 7

AVENANT
A LA CONVENTION DU 7 JUIN 2021

Conclue en application de l'article L.2113-6 du code de la commande publique portant constitution d'un groupement de commandes en vue de la passation de marchés de travaux par chacun de ses membres

Entre

Le **Département de l'Aveyron**, représenté par son Président, Monsieur Arnaud VIALA, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente du 1er avril 2022 - Hôtel du département - Place Charles de Gaulle - 12 000 RODEZ

Le **Département de la Haute-Saône**, représenté par son Président, Monsieur Yves KRATTINGER, agissant en vertu de la délibération de la Commission Permanente du …… - Hôtel du département - 23 rue de la Préfecture – 70 000 VESOUL

et

La **Commune de Barcelonnette**, représentée par son Maire, Sophie VAGINAY-RICOURT, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du…….. – Mairie – Place Valle de Bravo – 04 400 BARCELONNETTE

Le présent avenant intervient dans le prolongement de la convention de groupement de commande du 7 juin 2021.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de faire état du coût définitif relatif à la réalisation et l'édition d'un ouvrage dédié à la photographe Jacqueline COLDE partie photographier, dans les années 1980 et 1990, les communautés d'origine française émigrées en Amérique au XIX^{ème} siècle et première partie du XX^{ème} siècle et de définir la répartition de la dépense de cet ouvrage entre les trois collectivités.

ARTICLE 2 – Répartition des dépenses

En vue de la réalisation et de l'édition de cet ouvrage, une convention de groupement de commandes avec le département de la Haute-Saône et la commune de Barcelonnette a été validée lors de la Commission Permanente du 28 mai 2021.

Le budget initial prévoyait une dépense de 24 000 € avec une répartition de 8 000 € pour chacune des trois collectivités.

Toutefois, après une consultation lancée en 2021, le choix de l'éditeur s'est porté sur Monsieur Arnaud

BIZALION pour un montant de **30 741 € T.T.C.** qui se répartit de la façon suivante :

Maître d'Ouvrage	Besoins	Estimation prévisionnelle des prestations en € H.T
Département de l'Aveyron	Participation à la réalisation de l'ouvrage	**10 247 €**
Département de Haute-Saône	Participation à la réalisation de l'ouvrage	**10 247 €**
Commune de Barcelonnette	Participation à la réalisation de l'ouvrage	**10 247 €**

La dépense complémentaire de **2 047 €** induite par cet avenant sera prélevée sur le budget de fonctionnement des musées voté au Budget Primitif 2022.

ARTICLE 3 - Résiliation de l'avenant

Le présent avenant peut être résilié de plein droit par chacune des parties en cas de non-respect des engagements réciproques qui la constituent, sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception signifiée deux mois à l'avance aux deux autres parties.

ARTICLE 4 - Durée de l'avenant

Le présent avenant prendra effet à compter de la date de sa signature.

Fait à ……..…….., **le** ……..

Le Président du Conseil départemental de l'Aveyron	Le Président du Conseil départemental de la Haute Saône	Le Maire de la Commune de Barcelonnette
Arnaud VIALA	**Yves KRATTINGER**	**Sophie VAGINAY-RICOURT**

annexe 5

Dispositif Partenariat départemental avec les structures culturelles et les territoires

Dossier	Localité	Objet de la demande	Subvention obtenue en 2021	Subvention sollicitée	Avis de la Commission	Décision de la Commission permanente
Programmateurs départementaux						
Amis du château de Bournazel	Bournazel	programme culturel 2022 au château	20 000 €	70 000 €	50 000 € convention (annexe 9)	50 000 € convention (annexe 9)
Mondes et Multitudes	St Cyprien	Projets culturels 2022 en milieu rural pour promouvoir le cinéma sur le territoire	14 000 €	15 500 €	14 000 € (convention annexe 10)	14 000 € (convention annexe 10)
Centre social et culturel du pays Ségali	Naucelle	Programmation culturelle 2022	8 000 €	11 000 €	8 000 € (convention annexe 11)	8 000 € (convention annexe 11)
ACT 12 - Compagnie création éphémère	Millau	*Projet culturel 2022 du Centre d'art dramatique pour comédiens différents, de la compagnie et de la Fabrick	8 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €
		*Festival "la Fabrick des Z'enfants" du 25 au 29 juillet		1 000 €	500 €	500 €
ACT 12 - Compagnie création éphémère	Millau	*Recréation "Roméo, clin d'œil à William S."	4 000 € création sur 2 ans	2 000 €	2 000 € (convention annexe 12)	2 000 € (convention annexe 12)
Résidences de création						
SCOP Sirventès	Séverac d'Aveyron	Résidences de création du groupe la Mal coiffée pour le spectacle "la Roda" du 6 au 9 décembre 2021 à Séverac le Château du 7 au 10 mars 2022 à Decazeville	-	2 000 €	1 000 €	1 000 €
Cultures musicales	le Vibal	Résidences de création au Vibal et à la MJC de Rodez les 21 et 22 février, du 25 au 29 avril 2022 pour la création "Pont de Viaur. Juin 1944"	-	3 000 €	500 €	500 €

Dossier	Localité	Objet de la demande	Subvention obtenue en 2021	Subvention sollicitée	Avis de la Commission	Décision de la Commission permanente
Résidences de création						
Al Amanecer/ compagnie Fiona Petot	St Rome de Cernon	Résidence de création au Club pour le spectacle "Flamenco del poeta" du 11 au 15 avril 2022	-	3 200 €	800 €	800 €
Ensemble vocal et instrumental / A bout de souffle	Toulouse	Résidence de création à Villefranche de Rouergue pour le spectacle musicale "Castor & Pollux - plans serrés" du 13 au 16 avril 2022	-	3 500 €	1 500 €	1 500 €
Groupe Canoa - Luisa Iturrios Garcia	ouffouleux (8	Résidence de création au Théâtre de la Maison du peuple à Millau du groupe Canoa du 7 au 10 mars 2022 pour la réalisation de compositions originales entre le jazz et la musique Sud-américaine 1ère diffusion le 21 juillet 2022 dans le cadre de Millau en jazz	-	2 000 €	1 000 €	1 000 €
Association Allongé	Paris	Résidence de création à l'Essieu du Batut à Murols pour le spectacle chorégraphique "Sous-sol" du 11 au 15 avril 2022	-	3 000 €	1 000 €	1 000 €
La Lloba	Rodez	Résidences de création à Rignac, Marcillac, Rodez de juin à août 2022 pour la création "Creux poplité"	1 500 € en 2020 création "Debout"	1 500 €	1 500 €	1 500 €
					89 800 €	**89 800 €**

Dispositif Festivals et manifestations culturelles aveyronnaises

Dossier	Localité	Objet de la demande	Subvention obtenue en 2021	Subvention sollicitée	Avis de la Commission	Décision de la Commission permanente
Festivals et manifestations à forte notoriété						
Millau en jazz	Millau	*31e édition Millau jazz festival du 17 au 23 juillet 2022	12 000 € + 5 000 € pour 30 ans festival	17 000 €	12 000 € + 4 000 € (convention annexe 13)	12 000 € + 4 000 € (convention annexe 13)
		*Saison musicale 2021/2022 hors été	5 000 € en 2020	6 000 €	5 000 €	5 000 €
Rodez agglomération	Rodez	20e anniversaire réouverture du musée Fenaille 4 expositions : l'Ecume du temps, Monolithes, Soulages au musée Fenaille, Rolling et les statues menhirs et Week end d'animation 9 et 10 juillet 2022 "20 ans déjà !" pour célébrer l'anniversaire	10 000 €	10 000 €	5 000 € (convention annexe 14)	5 000 € (convention annexe 14)
Jeunesse motivée d'Entraygues	Entraygues	Festival Rastaf'Entray les 4 et 5 juin 2022	8 000 € en 2019 annulé en 2020/21	8 000 €	6 000 € (convention) annexe 15)	6 000 € (convention) annexe 15)
Hier un village	Flagnac	Hier un village 23 au 30 juillet et 4 et 5 août 2022 40e anniversaire	5 500 € en 2019 16 000 € Fonds exceptionnel 2021	25 000 €	6 000 € (convention annexe 16)	6 000 € (convention annexe 16)
Manifestations animant le territoire rural						
Musique et danse						
Mines de jazz	Decazeville	20e festival Mines de jazz du 4 au 12 mai 2022 à Decazeville	2 500 € en 2019 1 300 € en 2020 fonds exceptionnel annulé en 2021	3 000 €	2 500 €	2 500 €
Tango festival	St Geniez	17e festival international de Tango de St Geniez d'Olt du 20 au 23 mai 2022	6 500 € en 2019 annulé en 2020/2021	6 500 €	6 500 € (convention annexe 17)	6 500 € (convention annexe 17)

Dossier	Localité	Objet de la demande	Subvention obtenue en 2021	Subvention sollicitée	Avis de la Commission	Décision de la Commission permanente
Musique et danse						
Association Jazz Animation Rouergue (AJAR)	Villefranche de Rouergue	Programmation musicale 2022 autur du jazz à Villefranche de Rouergue	1 400 €	1 500 €	1 400 €	1 400 €
Lax'n blues	Baraqueville	Lax'n blues le 2 avril et le 16 avril 2022	5 000 € en 2019	7 000 €	5 000 €	5 000 €
Comité des fêtes d'Auzits	Auzits	9e festival Esta Poulit les 15 et 16 avril 2022	2 500 €	5 500 €	3 500 €	3 500 €
Animation culturelle						
Rutènes en scène	Rodez	Spectacle "Jusqu'aux cerises, s'il le faut" représentations du 26 au 31 juillet 2022 à Rodez et en 2023 à Decazeville	3 000 € en 2019 700 € fonds exceptionnel en 2020	6 000 €	5 000 € (convention annexe 18)	5 000 € (convention annexe 18)
Communauté de communes du Grand Figeac	Figeac	Programme 2022 d'actions spectacle vivant 4 spectacles à Capdenac	500 €	2 000 €	500 €	500 €
Bon esprit de clocher	Cassuéjouls	2e édition Festival musico-culinaire à Cassuéjouls du 4 au 6 juin 2022	-	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Essieu du Batut	Murols	2e édition Festival La Grande Confluence du 7 au 10 juillet 2022	3 500 €	5 000 €	4 000 €	4 000 €
Compagnie le talus	Pradinas	le Festivalet les 27 et 28 août 2022 à Rieupeyroux et Pradinas	-	1 500 €	800 €	800 €
Langue et littérature						
Culture, art et polar : CAP Sud Aveyron	Millau	4e édition festival Polar, vin et compagnie les 13, 14 et 15 mai 2022 à Millau	3 000 €	4 000 €	3 000 € (convention annexe 19)	3 000 € (convention annexe 19)
Naucelle actions	Naucelle	5e Festival de la BD, Livres Jeunesse, Caricatures et manga les 27 et 28 août 2022	1 250 €	3 000 €	2 000 €	2 000 €
Livre Franche	Villefranche	Fête du livre jeunesse le 23 avril 2022 (en 2021, pas de salon sous la halle, juste intervention en milieu scolaire)	2 200 € versé 1 342 € prorata	3 400 €	3 200 €	3 200 €

Dossier	Localité	Objet de la demande	Subvention obtenue en 2021	Subvention sollicitée	Avis de la Commission	Décision de la Commission permanente
Théâtre						
Vallon de cultures	Marcillac	programmation théâtrale 2022 Festival théâtraVallon 11 au 13 mars 2022	5 000 € dans le cadre convention avec la Cté de communes	3 000 €	2 500 €	2 500 €
Arts visuels						
Traitdeligne	St Affrique	2e Biennale du dessin actuel Grafia au château de Latour à Marnhagues et Latour du 27 août au 4 septembre 2022	1 000 €	1 500 €	1 000 €	1 000 €
Passage à l'art	Millau	Programmation d'expositions à la galerie associative	700 €	1 000 €	700 €	700 €
Association Château de Taurines	Centrès	Projet triennal d'exposition "l'Onirique à la lumière" du 15 juillet au 31 octobre 2022 et animations autour de la thématique du verre en 2022	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €
Occitan						
Son e resson Occitan	Saint-Jean de Védas	diffusion 2022 des programmes de Radio Lenga d'Oc	rejet	5 000 €	REJET	REJET
Zo Petaçon	Marvejols	projet pédagogique académique occitan de l'éducation nationale Metamorfosi et Espelofit descobris Occitania année scolaire 2021-2022	-	3 000 €	REJET	REJET
Animation culturelle territoriale						
Animation culturelle						
La Magrinole, Comité d'animation d Magrin	Calmont	Manifestations culturelles à Magrin : concert, théâtre les 8 et 9 juillet 2022	-	1 500 €	500 €	500 €
Ecrin du Dourdou	Montlaur	Rougier en couleur les 4 et 5 juin 2022 à Montlaur	325 €	390 €	390 €	390 €
IEO Rodez	Rodez	Prima occitana du 6 mars au 13 avril 2022 à Espalion	1 000 €	500 €	500 €	500 €
		Dictée occitane le 9 avril 2022 à Rodez	400 €	500 €	500 €	500 €

Dossier	Localité	Objet de la demande	Subvention obtenue en 2021	Subvention sollicitée	Avis de la Commission	Décision de la Commission permanente
Animation culturelle						
Rencontres citoyennes	Rignac	Du 26 mars au 1er avril 22 : expositions "l'Antisémitism du Moyen-Age à nos jours" à la Traverse et le 19 mai rencontre entre les collégiens, lycéens et Latifa Ibn Ziaten puis conférence	500 € en 2018 pour théâtre 260 € fonds exceptionnel en 2020	1 000 €	500 €	500 €
Arts visuels						
Teranga	Millau	Marché de potier sur le site de la Graufesenque le 28 et 29 mai 2022	1 000 €	2 000 €	1 000 €	1 000 €
Langue et littérature						
Nant nature et patrimoine	Nant	4e édition Salon de la gravure et de la micro-édition les 6, 7 et 8 mai 2022	300 € en 2021 annulée	500 €	300 €	300 €
Livres en calades - Association de défenses du patrimoine de la commune de Mostuejouls	Mostuéjouls	Fête du livre de jeunesse - livres en calades le 21 mai 2022 et intervention dans les classes du 18 au 20 mai 2022	-	500 €	500 €	500 €
Syndicat d'initiative de Firmi	Firmi	Journée du livre et des auteurs du 14 au 16 avril 22	1 000 € en 2019 versé prorata 686 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Total					**94 790 €**	**94 790 €**

Dispositif Aveyron - Terre de tournage

Dossier	Localité	Objet de la demande	Subvention sollicitée	Avis de la Commission	Décision de la Commission permanente
AS 3 Editions - la Nauze	Salles la source	Réalisation du film documentaire intitulé "Touroulis, voyage entre le Larzac et le Causse Comtal" sortie nationale le 30 mars 2022	8 000 €	6 000 € (convention annexe 20)	6 000 € (convention annexe 20)
				6 000 €	**6 000 €**

Commission Permanente du 1er avril 2022 - Talents d'Aveyron

1ère répartition 2022

annexe 6

dossier	Localité	Objet de la demande	Prix du document	Avis de la commission	Décision de la Commission permanente
Ouvrages					
Editions Edite-moi !	Albi	ouvrage bilingue " Teatre en occitan, Dialogues de Roland Dubillard" par Christian ANDRIEU	10,00 €	17 ex x 10 € = 170 €	17 ex x 10 € = 170 €
Martine MENIER	Rodez	ouvrage Tome 2 "Patrimoine aveyronnais, églises, chapelles" par Tina M	28,00 €	rejet	rejet
Les Patri'Minots - Julie DUPONCHEL	Arvieu	Livre-enquête "Mystère sur le Lévézou"	16,00 €	4 ex x 16 € = 64 €	4 ex x 16 € = 64 €
Compact disque					
Nel Frédéric Audouard	Plaisance	CD intitulé "Musiques de voyages"	12,00 €	13 ex x 12 € = 156 €	13 ex x 12 € = 156 €
Total				**390 €**	**390 €**

BULLETIN D'ADHÉSION AU CLUB DES UTILISATEURS ORPHÉE

ANNÉE 2022

Fiche à retourner à : **cuto.association@gmail.com**

La bibliothèque appartient à :

- ❑ une communauté de communes
- ❑ une communauté d'agglomération
- ❑ une métropole

Si oui, préciser son nom :.....

- ❑ une commune
- ☑ un département
- ❑ autre - préciser……..

La collectivité a-t-elle pris en charge la compétence lecture publique : **OUI - NON**

Le système intégré de gestion de bibliothèque est-il mutualisé entre les bibliothèques du réseau :

OUI - NON

Population de la collectivité .....278 000.....

Nom de la Bibliothèque :.....Médiathèque départementale de l'Aveyron.....
Adresse :.....rue Paraire.....
.....
.....
Code postal :.....12000..... Commune :.....RODEZ.....
Téléphone :.....0565737250..... E-mail générique :.....mda@aveyron.fr.....
Nombre d'habitants de la commune :.....
Date première installation d'Orphée - gratuit si année en cours (AAAA) :.....2006.....
Version du logiciel :.....orphée NX.....
N° du site :.....1203……..

Adresse de facturation
N° de SIRET :……..
Nom :.....
Adresse :.....
.....
Code postal :..... Commune .....
Email :……..

Adhère au Club des Utilisateurs Orphée pour l'année 2022

Le montant de la cotisation s'élève à :

- ❑ 20 € Bibliothèques des collectivités territoriales de moins de 10 000 habitants
- ❑ 65 € Bibliothèques des collectivités territoriales entre 10 000 et 20 000 habitants
- ❑ 160 € Bibliothèques des collectivités territoriales entre 20 000 et 50 000 habitants
- ❑ 200 € Bibliothèques des collectivités territoriales de plus de 50.000 habitants
- ❑ 200 € Bibliothèques départementales
- ❑ 65 € Bibliothèques de comités d'entreprise et bibliothèques spécialisées

Adresse son règlement par :

- ❑ virement bancaire
- ❑ chèque bancaire
- ❑ virement administratif
- ❑ gratuit 1ère année

Acceptez-vous que vos coordonnées figurent sur le site du CUTO dans la rubrique "nos adhérents" ?

- ❑ oui
- ❑ non

A :…… Date :……..

Nom et fonction du signataire : ……..

……..

Signature Cachet

N°Siret : 433 128 956 00011
Contact : 06 09 51 62 05 – **Facebook**

Code banque	**Code guichet**	**N° compte**	**Clé RIB**	**Domiciliation**
30002	7445	0000079104Y	68	HENNEBONT
IBAN : FR53 3000 2074 4500 0007 9104 Y68				
Code B.I.C. : CRLYFRPP **Intitulé du compte Crédit Lyonnais** : CLUB UTILISATEURS ORPHÉE **Correspondance** : Maryline Larret – Présidente du Club utilisateurs d'Orphée				

Pour une communauté de communes, d'agglomération, métropole… indiquer les communes des médiathèques rattachées :

Communes rattachées	N° site	email

Pour un réseau municipal indiquer les médiathèques rattachées :

médiathèques rattachées	N° site	email

Annexe 9

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

Amis du château de Bournazel

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission permanente u Département du 1er avril 2022,

d'une part,

l'association Amis du château de Bournazel, régulièrement déclarée en Préfecture sous le n°2301, représentée par son Président**,** François GOBILLARD**,** habilité à signer la convention conformément à la décision de l'Assemblée générale.

d'autre part,

Préambule

L'association apporte son concours par tous moyens humains, matériels ou financiers à la réalisation de travaux de conservation, de restauration, de rénovation, de protection et d'accessibilité du château, des communs et du jardin de Bournazel, constituant l'un des premiers exemples homogènes de l'architecture, de la décoration, et de l'art des jardins de la Renaissance française dans le sud de la France . Elle contribue à maintenir et à développer la renommée de Bournazel. Ainsi, elle a promeut et organise des manifestations à caractère culturel ou concourant à la mise en valeur du patrimoine artistique notamment l'organisation de concerts de musique classique, de représentations théâtrales et d'expositions.

C'est ainsi que l'association organise des concerts dans son nouvel auditorium, des spectacles de théâtre et accueille des résidences d'artistes.

Considérant les orientations de la politique culturelle départementale approuvée dans le cadre du programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, le Département met en œuvre une politique de partenariat avec les pôles culturels départementaux et soutient ainsi les acteurs culturels qui proposent à l'année une programmation de diffusion et de création artistique professionnelles et de qualité sur le territoire.

Le rayonnement culturel de l'Aveyron demeure une ambition forte de notre collectivité, vecteur d'attractivité.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre de sa programmation culturelle 2022 organisée par l'association des Amis du château de Bournazel.

Programmation culturelle 2022
Le programme 2022 se veut plus ambitieux : il s'articule autour des mêmes activités culturelles que 2021 avec 4 nouveautés :

1. Ouverture de la bibliothèque humaniste :
La bibliothèque humaniste du château de Bournazel est entièrement consacrée à la culture de la Renaissance : Arts et Lettres.
2. les Rencontres de Bournazel :
Le colloque de septembre prendra une toute autre dimension grâce à la fusion avec Istituto di Studi Umanistici Francesco Petrarca. Ce qui se traduira par une durée de deux jours et non plus de un jour, l'accroissement du nombre d'intervenants avec une envergure plus internationale.
Ce colloque sera également ouvert à des étudiants.
3. Stage d'initiation à la photographie :
Un programme sur site d'une demi-journée d'initiation à la photographie proposé par Robin Davies aux classes secondaires des environs en partenariat avec Aveyron Culture

4. Partenariat théâtre avec le Printemps des comédiens :
L'année 2022 consacrera aussi le démarrage d'une activité théâtrale grâce à un partenariat avec le *Printemps des comédiens* (Montpellier). En effet, Jean Varela, nommé en 2011, par le département de l'Hérault et Jean-Claude Carrière, directeur du *Printemps des comédiens* a souhaité engager un travail avec l'association des amis du château afin de faire cohabiter le « répertoire » avec le théâtre contemporain. Le caractère exceptionnel et unique du château de Bournazel l'amène à mettre en place une convention de partenariat avec l'association des Amis du château.

Les autres activités seront :
5. Résidences et manifestations hors été :

Une période de résidences de *Tasto Solo* + un concert + action culturelle pédagogique musique et danse à destination des classes primaires.
Trois concerts de musique classique en septembre-octobre + action culturelle

6. Manifestations d'été :
Deux représentations du *Cabinet Décousu* fin juillet
Trois concerts de musique classique en veillant à proposer une programmation accessible à un plus grand nombre.

7. Exposition photographique

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de **€** aux Amis du château de Bournazel sur un budget de **127 400 €** pour la programmation culturelle 2022 au château de Bournazel au titre de l'exercice 2022.

Cette subvention globale représente % du coût prévisionnel de l'opération

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission permanente sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 5 et 7.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée **(récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association)**.

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

-une copie du bilan financier de la programmation certifié conforme et signé par les Présidents de l'association
-rapport d'activité et le bilan comptable de l'association faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention.

Au vu des justificatifs de ces dépenses, le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées de la programmation et en tout état de cause plafonné à €.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Actions transversales au titre du lien social

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

L'association participe à cette démarche en proposant des spectacles musicaux éclectiques à des tarifs abordables pour l'accès de la culture aux personnes à faibles revenus.

Dans le cadre des résidences, elle propose l'intervention des artistes dans le foyer logement pour personnes âgées.

Article 5 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la date de la convention et au regard des pièces à fournir :
-le bilan financier de la programmation et de l'association
-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation des actions.

-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association notamment la fréquentation, la qualité des interventions, un compte rendu des actions périphériques, une évaluation de l'impact économique et touristique des manifestations.

Le Département s'appuiera sur l'expertise technique d'Aveyron culture chargée du suivi et de l'évaluation de l'action

Article 6 : Reversement

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 7 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors de l'organisation des manifestations et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom des Amis du château de Bournazel pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat

-L'association les Amis du château de Bournazel devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse des spectacles.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département

-à convier le Président du Département au temps fort de la programmation (conférence de presse…) en fournissant en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

- à fournir 5 pass invitation par spectacle à adresser au service Communication du Département

-à apposer des aquilux et guirlande de drapeaux, oriflamme et banderole durant les spectacles afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces aquilux doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion de la programmation à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant la programmation de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 6, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la date de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 9 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 10 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Le Président des Amis du château de Bournazel	**Pour le Département de l'Aveyron**
François GOBILLARD	**Le Président,**
	Arnaud VIALA

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

Mondes et Multitudes

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA,** autorisé par la délibération de la Commission permanente du Département du 1er avril 2022,

d'une part,

l'association Mondes et Multitudes, régulièrement déclarée en Préfecture sous le n°W595011743, représentée par sa Présidente**,** Madame Nathalie OIZEL habilitée à signer la convention conformément à la décision de l'Assemblée générale.

d'autre part,

Préambule

L'association a pour but de promouvoir et mettre en valeur des actions de création, de production, de diffusion, de sensibilisation et de médiation autour des images et des œuvres cinématographiques.

L'association a la volonté de faire découvrir le cinéma grand public et également des films d'art et d'essai par le biais d'un cinéma mobile, itinérant. Ses activités visent essentiellement les habitants des communes rurales de l'Aveyron. Les séances de cinéma s'accompagnent de débats sur des problématiques de société diverses, le choix des films résonnant avec les préoccupations des territoires tout en permettant des ouvertures sur le monde.

Ainsi bien implantée sur le territoire, l'association a réussi à développer de nombreux partenariats notamment avec plusieurs Communautés de communes et communes, le

Syndicat mixte du Lévézou, Rodez agglomération, la Communauté de communes Conques Marcillac.

L'association s'est équipée grâce notamment avec l'aide du Département d'un matériel de projection numérique professionnel et peut donc être reconnue par le Centre National de la Cinématographie et de l'image animée comme exploitant associatif itinérant.

Cette association construit et développe son action autour d'axes fondamentaux tels qu'attendus en matière de politique culturelle à savoir un partenariat avec les acteurs locaux, un objectif de lien social affiché et une médiation ciblée avec une programmation de qualité qui amène à découvrir une autre production cinématographique.

Quant au Département, dans le cadre du programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, il conforte son partenariat en faveur des structures qui œuvrent au développement de l'action culturelle en milieu rural notamment autour du cinéma d'art et essai et qui s'accompagne d'actions de sensibilisation.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre du projets culturels 2022 en milieu rural promouvant le cinéma sur le territoire.

Pôle Circuit itinérant

77 points de projection, conventions de partenariat pour les séances de cinéma et d'animation : SM Lévézou, commune de l'Argence en Aubrac, Villeneuve, St Amans des côts, Sévérac, Gages, La Fouillade, Maurs, Nasbinals, st Chély d'Aubrac, Rignac, St Cyprien sur Dourdou, St Geniez

Les séances de cinéma s'accompagnent de débats sur des problématiques de société diverses, le choix des films résonnant avec les préoccupations des territoires tout en permettant des ouvertures sur le monde.

Pôle Education aux images

-Louise : les ateliers d'éducation aux images
-Les dispositifs scolaires
-Développement d'un atelier photo
-Cycle d'atelier d'éducation aux médias financé par la DRAC dans les lycées la Découverte et le GTA ainsi que des ateliers programmation, mashup et stop motion.

Les moments forts :

- le Festival « Ouvre l'Œil » pour le Jeune Public et les adolescents sur la commune de Salles la Source pour la 6e édition
- CulturAmiga en mai 2022 :
-Festival Cinélatino : participation de l'association aux 34e rencontres de Toulouse
-Mois du film documentaire en partenariat avec le Médiathèque départementale

-Festival « ciné-latino » en partenariat avec le « Cantou » d'Arvieu et Pueblo latino : proposition de ciné-concerts autour de cette thématique.
-Aide à l'animation du cinéma « l'Eveil » de St Geniez

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de **€** à Mondes et Multitudes sur un budget de **273 089 €** pour le projet culturel 2022 accompagné d'une sensibilisation à l'image.

Cette subvention globale représente % du coût prévisionnel de l'opération

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds Départemental d'Actions Culturelles.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission Permanente sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 6 et 8.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée **(récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association)**.

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

-une copie du bilan financier du projet certifié conforme et signé par la Présidente de l'association
-rapport d'activité et le bilan comptable de l'association faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention.

Au vu des justificatifs de ces dépenses, le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées du projet et en tout état de cause plafonné à €.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Actions transversales au titre du lien social

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

Action à destination de publics empêchés 2021:
-Action en direction des jeunes en difficultés dans le cadre d'une aide de la DRAC (appel à projet Culture et langue française)
-Action en direction des lycéens en collaboration avec le cinéma et musée Georges Rouquier et l'équipe enseignante dans le cadre de l'appel à projet « Découverte des métiers de la culture et des métiers d'art »
-Action en direction des jeunes sous mains de justice
-Action en direction des résidents en EPHAD, en direction des personnes en situation d'handicap

Article 5 : Partenariat avec la Médiathèque départementale

En 2022 la MDA fera à nouveau appel à cette association en lui confiant les projections de film dans les communes non équipées et en développant les propositions d'actions de médiation, notamment celles permettant de réfléchir aux pouvoirs des images dans le cadre du dispositif national EMILE (Education aux images, à l'information et à la liberté d'expression).

Article 6 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Au vu du soutien financier conséquent du Département en faveur de l'association Mondes et Multitudes pour ses actions de diffusion du cinéma en milieu rural et notamment les expérimentations auprès de publics cibles, comme le jeune public, le public senior et le public en situation de handicap, une réunion associant le service instructeur du Département et l'association sera programmée début 2023. Cette réunion permettra une évaluation portant sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif des actions 2022 de l'association qui fournira les éléments suivants :

-le bilan financier des actions de l'association
-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association notamment la fréquentation aux séances, la qualité des interventions, un compte rendu des actions périphériques (programme d'éducation à l'image), un compte rendu des actions envers les publics cibles évoqués ci-dessus.

Article 7 : Reversement

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 8 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de Mondes et Multitudes pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat

- L'association « Mondes et Multitudes » devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse des séances.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur les séances valoriser le partenariat avec le Département

-à convier le Président du Département au temps fort des manifestations organisées (conférence de presse…) en fournissant en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

-à apposer des aquilux lors des manifestations afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces aquilux doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des représentations à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les représentations de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 6, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 10 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 11 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour Mondes et Multitudes	**Pour le Département de l'Aveyron**
La Présidente,	**Le Président,**
Nathalie OIZEL	**Arnaud VIALA**

Convention de partenariat

Entre le Département représenté par Monsieur Arnaud VIALA, Président du Département autorisé par la délibération de la Commission permanente du 1er avril 2022

Et

Le **Centre social et culturel du pays Ségali**, régulièrement déclaré en Préfecture sous le n° W122000966, représentée par sa Présidente, Madame Solange ESPIE, conformément à la décision de l'assemblée générale du 7 avril 2021.

Préambule

Pays Ségali communauté a élaboré un projet culturel de territoire qui a été validé lors du Conseil communautaire le 24 février 2020.
Cette démarche s'inscrit dans le prolongement du travail effectué en amont entre la Communauté de communes et Aveyron culture - Mission départementale pour établir le diagnostic du territoire en matière culturelle et préparer le Projet culturel de territoire.
Ainsi, suivant les orientations de la politique culturelle départementale, un projet de convention pluri-annuelle 2020-2022 a été établi entre la Communauté de Communes et le Département qui reconnaissent ainsi faisant partie de leurs priorités. Cette convention a été signée le 7 mai 2021.

Elle identifie les objectifs et les priorités partagées, les axes de développement, les ressources et les acteurs du territoire, les dispositifs techniques et financiers susceptibles de contribuer à leur réalisation, l'engagement des partenaires publics locaux.
Cette convention décline dans le domaine culturel la démarche du Département fondée sur un partenariat renforcé avec les intercommunalités.

Le Centre social et culturel pays Ségali s'inscrit dans cette démarche et a été identifiée comme acteurs culturels majeurs du territoire.

En effet, depuis 2009, le Département et l'association se sont engagés dans le cadre d'une convention annuelle de partenariat pour la mise en œuvre de la programmation culturelle, l'association souhaitant encourager l'accès de tous à la culture, valoriser et dynamiser son territoire grâce à une programmation culturelle de qualité.

Considérant les orientations de la politique culturelle départementale approuvée dans le cadre du programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, le Département a souhaité encourager l'accès de tous à la culture (élargissement des

publics) et promouvoir la diversité culturelle, le but étant de valoriser et dynamiser un territoire grâce à une programmation culturelle de qualité et de soutenir le lancement d'initiatives intercommunales fédératrices.

Ainsi, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention définit le soutien et la collaboration entre le Département et le Centre social et culturel du Pays Ségali dans la mise en œuvre d'un projet artistique et culturel de territoire 2022 (budget prévisionnel 2022 en annexe).
Le Centre social s'attache à promouvoir sur le territoire de sa communauté de communes une programmation culturelle de qualité et de nombreux temps de sensibilisation à destination de l'ensemble de la population. Il a la volonté d'appréhender la culture comme un véritable facteur de lien social. Il promeut une culture de qualité professionnelle à travers des propositions diversifiées et favorise la création contemporaine. Il mobilise les énergies locales, implique la population et les associations dans le programme d'actions culturelles du pays Ségali.

Spectacles vivants à destination du tout public, des familles, des établissements scolaires et des structures Petite Enfance soit 13 propositions :
Lieux concernés : Naucelle, Baraqueville, Boussac, Colombiès, Moyrazès, Magrin Sauveterre de Rouergue, Carcenac et Ceignac, Camjac

Projet de territoire artiste en résidence
Artiste en résidence sur le Pays Ségali en cours

Education et sensibilisation artistique
Découvertes et pratiques artistiques à destination des établissements scolaires.
Pour l'année scolaire 2021 2022, 6 modules différents ont été proposés aux écoles du Pays Ségali Communauté.
Ils fédèrent 14 écoles et 40 classes du territoire intercommunal
Ils mobilisent 7 intervenants professionnels
Ils représentent un total de 211h d'interventions
L'ensemble de ces modules sont programmés de janvier à avril 2022.

Article 2 : Engagement des différents partenaires

Le Département s'engage, en application des critères d'éligibilité énoncés, à soutenir financièrement le projet culturel et artistique du territoire du Centre social et culturel du pays Ségali.

Ce soutien financier accompagne la structuration du projet sur l'ensemble du territoire.

L'association contribue à la structuration de ce programme de développement culturel et artistique en raison de la mise en synergie d'un certain nombre de moyens :

-un territoire identifié, celui de la Communauté de communes.
-une décentralisation des actions sur le territoire de la Communauté de communes.
-un projet culturel et artistique intégrant des représentations et des actions périphériques et de sensibilisation des publics
-une programmation de spectacles professionnels hors période estivale

L'association prendra appui sur Aveyron Culture – Mission départementale compte tenu de l'expérience et des compétences dont elle s'est prévalue auprès du Département, pour l'aider à piloter et à accompagner l'ensemble du processus de mise en œuvre et de réalisation du projet.

Il est entendu que la programmation culturelle et artistique de ce territoire, outre la présentation de spectacles, devra contribuer à la mise en œuvre de la politique départementale de développement culturel notamment à la promotion de la diversité culturelle, l'élargissement des publics, la professionnalisation des équipes d'accueil, le développement des résidences de création et de diffusion.

L'association engagera toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre du projet et à son bon déroulement.

Article 3 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue au Centre social et culturel du Pays Ségali une subvention de **€** sur un budget de **81 868,79 €** pour sa programmation culturelle 2022 au titre de l'exercice 2022.

Cette subvention globale représente % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles.

Article 4 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission permanente sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 7 et 9.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, sous réserve de la disponibilité des crédits et sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée **(tableau récapitulatif des factures payées certifiées par l'association)**.

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée.

Au vu des justificatifs de dépenses, le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées des actions et en tout état de cause plafonné à €.

L'association s'engage à fournir au Département :
-une copie du bilan financier de la programmation certifié conforme et signé par le Président de l'association et un exemplaire des supports de communication.

-un rapport d'activité de la programmation faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 5 : Actions transversales au titre du lien social

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

L'association participe à cette démarche en facilitant l'accès du plus grand nombre à la culture avec une programmation pour toutes tranches de la population, en accordant une attention particulière aux publics vulnérables et aux nouveaux arrivants, en impliquant la population dans les actions culturelles pour tisser du lien social.

Ainsi, le centre social initie des rencontres et découvertes, favorise des actions à partager en famille, accorde une attention aux personnes en difficulté (consultation des partenaires sociaux du centre social), remobilise et redonne confiance aux personnes au travers d'actions culturelles et met en avant de la transversalité avec les autres pôles du centre social (santé, famille, enfance et jeunesse).

Article 6 : Partenariat Aveyron Culture – Mission départementale

Aveyron Culture - Mission départementale est partenaire de la structure sur un certain nombre d'actions identifiées qui porte sur une collaboration artistique, technique ou actions pédagogiques.

Le Département s'appuiera sur l'expertise technique d'Aveyron Culture – Mission départementale chargée du suivi et de l'évaluation de l'action. Ce sera l'un des critères pris en compte pour le renouvellement de la convention.

Article 7 : Contrôle et évaluation de la programmation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif de la programmation culturelle adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la date de la convention et au regard des pièces à fournir :
-le bilan financier de l'association
-le bilan financier de la programmation
-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de la programmation
-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association. Indiquer la fréquentation, le nombre d'actions menées, le nombre d'artistes, faire une évaluation des actions périphériques, l'impact économique et touristique du projet.

Ce bilan servira de référence à la décision des partenaires de poursuivre leur collaboration.

Article 8 : Reversement

Le Département demandera, par émission d'un titre de perception, le reversement de tout ou partie des sommes mandatées en cas de non respect des dispositions de la convention.

Article 9 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des manifestations et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom du Centre social et culturel du Pays Ségali pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés). L'organisateur doit prendre systématiquement contact avec le service communication : 05 65 75 80 72

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 –

scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat

-L'association devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

-A apposer des panneaux ou oriflamme de promotion sur les lieux de spectacle en étroite collaboration avec le service communication

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département

-A transmettre au service communication un calendrier précis de la programmation

-à convier le Président du Département à tous les temps forts de la programmation.

-Faire bénéficier le Département de la revue de presse de la programmation.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des manifestations à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les manifestations de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 7, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 11 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des

parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Toulouse.

Article 12 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en deux exemplaires à Rodez, le

La Présidente du Centre social et culturel du Pays Ségali	**Pour le Département de l'Aveyron Le Président,**
Solange ESPIE	**Arnaud VIALA**

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

Association pour la création Théâtrale en Aveyron (ACT 12)
Compagnie création éphémère

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission permanente du Département du 1er avril 2022.

d'une part,

l'Association pour la création Théâtrale en Aveyron (ACT 12) - Compagnie création éphémère régulièrement déclarée en Préfecture sous le n° W121000581, représentée par son Président**,** Monsieur Joël PEREZ habilité à signer la convention conformément à la décision de l'assemblée générale.

d'autre part,

Préambule

La Compagnie Création Ephémère est une compagnie professionnelle qui est membre de l'association ACT 12.
Ses 4 grands axes de travail sont :
- les créations et la diffusion de spectacles
- la formation avec une école de théâtre pour enfants, adolescents et adultes sous forme d'ateliers hebdomadaire
- le Centre d'Art Dramatique pour comédiens handicapés mentaux
- un lieu d'échanges artistiques : la Fabrick

Considérant d'une part
- -La spécificité de la formation en matière de théâtre auprès des handicapés mentaux
- -La qualité des productions, des manifestations de la compagnie
- -La démarche d'intégration des handicapés dans la société

d'autre part
- -l'effort quant au nombre de formations programmées tout au long de l'année
- -la diversité des productions proposées
- -la participation à des conférences – débats sur le thème handicap culture
- -les soutiens financiers obtenus auprès des autres collectivités ou partenaires
- -les ressources propres générées par la fréquentation des spectacles

Considérant les orientations de la politique culturelle départementale approuvée dans le cadre du programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, le Département a fixé comme un des axes prioritaires le soutien à la création artistique professionnelle.

Le Département reconnaît la qualité artistique du travail de la compagnie et l'intérêt qu'elle peut apporter en direction des comédiens différents, l'accompagnement du handicap étant une préoccupation constante de la collectivité.

En effet, le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture

peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion. Par la nature de ses activités, la compagnie est au cœur d'une approche transversale Culture et lien social.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires concernant les activités du Centre d'Art Dramatique pour comédiens différents (CAD).

L'Association pour la création Théâtrale en Aveyron - Compagnie Création Ephémère gère, depuis 1991, le CAD qui est une école de théâtre pour des comédiens handicapés mentaux.

Projet artistique et culturel 2022 de la compagnie, du Centre d'Art Dramatique (CAD), de la Fabrick

La compagnie :
-Diffusions de la compagnie : spectacles « Petit enfer », « Etre humain », « Univers elle », « Cendrillon », « Il était une fois », « Roméo », « Federico (s) », « les Justes » et les spectacles jeune public « Au pied de mon arbre » et « la robe rouge de Nonna »
-Créations de spectacle : recréation « Roméo (clin d'oeil à William S.) » de Filip Forgeau et mise en scène Philippe Flahaut
Création jeune public **« AUHATANGA»** *(titre provisoire)* de Kévin Perez

>**La Fabrick**
Elle est gérée par la compagnie et l'association Act 12 est un lieu de répétition, un théâtre de 150 places offrant la possibilité pour d'autres compagnies de donner leur représentation. La billetterie est assurée par les organisateurs. Elle accueille des résidences d'équipes artistiques désireuses de travailler un spectacle.
Programmation 2021/2022 : en cours
Le festival jeune public « La Fabrick des Z'enfants » du 25 au 29 juillet 2022, 10e édition
4 spectacles proposés accompagnés d'ateliers et de pause poétique durant la journée

>**Le centre d'art dramatique pour comédiens handicapés**
NOUVEAUTE : Saison 2022-2023 : Recherche artistique et création d'une semaine pluridisciplinaire autour de « l'art brut»
Programme prévisionnel:
➢ **Cinéma :** « Œdipe », « Oracles » et « Sphinx », 3 courts métrages réalisés pas Tito Gonzalez Garcia et portés à l'écran par les comédiens différents de la compagnie
➢ **Théâtre:** « Roméo » de Filip Forgeau mis en scène par Philippe Flahaut et « Il était une fois » de Marie des Neiges Flahaut
➢ **Exposition a**u musée de Millau
➢ **Colloque :** Autour de l'art brut, de l'art thérapie, et de la professionnalisation de ses artistes
➢ **Performances éphémères:** « Happening » et différentes lectures

-Formation professionnelle de l'acteur
Les comédiens différents suivent une formation après avoir été sélectionnés et participent à des ateliers de formation et de création à l'intérieur de « la Cie Création Ephémère » et dans un lieu « la Fabrick ». La Compagnie peut ainsi proposer à ses stagiaires d'intégrer l'équipe de production d'un spectacle.
Outre son activité de création artistique, le CAD, en lien avec la Région Occitanie, propose des stages de formation sous forme de modules (5 modules en 2022) d'une à deux semaines (de 35 à 70 heures).

-Formation permanente de l'acteur
Formation continue en direction des comédiens en situation de handicap intégrant l'équipe professionnelle de la Cie Création Ephémère

-Formations Extra-muros par l'équipe de la Cie Création Ephémère en lien avec le handicap

-Actions périphériques et de sensibilisation des publics
*Ateliers hebdomadaires de théâtre pour les enfants, les adolescents et les adultes.
*Intervention en milieu scolaire et hors cadre scolaire
Projet « Contrat Educatif local »
Formation professionnelle diplôme CPJEPS en partenariat avec le CNAM de Millau
Extrem Ados dans le cadre de Nov'Ado,
Itinéraires artistiques avec Aveyron culture autour des créations « Etre humain », « La robe rouge de Nonna », « Cendrillon »…

Dispositif des pratiques amateurs en partenariat avec Aveyron culture
*Formation continue au Lycée Jean Vigo option théâtre.
*Médiation autour des spectacles en diffusion : « Ecole du spectateur »

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue à l'Association pour la création théâtrale en Aveyron - Compagnie création éphémère les subventions suivantes

- **€** sur un budget de **179 000 € TTC** pour le fonctionnement du Centre d'Art Dramatique et l'organisation du festival « La Fabrick des Z'enfants », exercice 2022.
- sur un budget de **42 216 €** pour la recréation « Roméo (clin d'oeil à William S.) »

Ces subventions représentent % du coût prévisionnel de l'opération.

Ces subventions feront l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds Départemental d'Actions Culturelles.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission permanente sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 5.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée (récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association).

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

-d'une copie du bilan financier de l'association certifié conforme et signé par la Présidente de l'association.

-du rapport d'activité de l'association faisant ressortir l'utilisation des aides en conformité avec l'objet des subventions.

Au vu des justificatifs de ces dépenses, le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées et en tout état de cause plafonné à €.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Actions transversales au titre du lien social

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

L'Association pour la création Théâtrale en Aveyron - **Compagnie création éphémère** participe à cette démarche par la nature de ses activités.

A travers le projet en direction de personnes en situation de handicap, la compagnie organise des rencontres avec les travailleurs sociaux, associations et professionnels du secteur médico-social.

Article 5 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif de la programmation culturelle adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la date de la convention et au regard des pièces à fournir :

-le bilan financier de l'association, de ses activités, du festival et de la création

-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de la programmation

-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association.

Article 6 : Reversement

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 7 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de la Compagnie création Ephémère et de son festival pour tout support de communication élaboré par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron Contact tél : 05-65-75-80-70

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat

-L'association devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée ainsi qu'à la direction de la Culture.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse des actions organisées.

-à convier le Président du Département pour les animations à caractère départemental et les services du Département (Direction de la Culture, des Arts et des Musées), à son festival, aux présentations des spectacles. A fournir en amont au service communication un calendrier détaillé des évènements et des différents moments forts (type conférence de presse..) liés à la convention.

- à apposer des banderoles et panneaux durant les manifestations afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition des ces banderoles ou panneaux doivent être fait en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des représentations à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les représentations de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 5, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la date de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 9 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Toulouse.

Article 10 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en double exemplaire à Rodez, le

Pour ACT 12 - Compagnie Création Ephémère **Le Président,** **Joël PEREZ**	**Pour le Département de l'Aveyron** **Le Président,** **Arnaud VIALA**

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

Millau en jazz

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission permanente du Département du 1 avril 2022,

d'une part,

l'association Millau en jazz régulièrement déclarée en Préfecture sous le n°1/03226, représentée par son Président**,** Monsieur Gérard TANGUY conformément à la décision de l'assemblée générale.

d'autre part,

Préambule

L'association a pour objectif de promouvoir les musiques actuelles et plus particulièrement le jazz. Elle programme ainsi la manifestation « Millau jazz festival ».

L'association propose également une programmation jazz hors période estivale.

Ainsi, l'association favorise la découverte d'artistes émergeant et la diffusion de spectacles novateurs, valorise la création avec des résidences d'artistes, sensibilise les jeunes publics au jazz et aux musiques actuelles avec des interventions en milieu scolaire, conduit de façon permanente un programme d'action culturelle avec des concerts, stages, ateliers.

Quant au Département, dans le cadre du programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, il réaffirme sa volonté de soutenir le développement culturel, enjeu fort pour la collectivité départementale et pour l'attractivité de son territoire. Son objectif est de soutenir les actions qui drainent un large public et sont vecteurs d'une réelle dynamique culturelle et d'un engagement bénévole. Il souhaite accompagner les associations qui irriguent le territoire avec des festivals et manifestations à forte notoriété et qui proposent des actions culturelles en faveur des jeunes. Il reconnaît ainsi l'intérêt du projet de Millau en jazz qui contribue à développer le jazz dans le Sud Aveyron auprès de tous les publics.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre de la programmation 2022 autour du jazz à Millau.

Au programme :
31e festival de musiques en couleurs « Millau jazz festival » du 17 au 23 juillet 2022 dans les jardins du château de Sambucy à Millau et les villages en Sud-Aveyron: L'association propose de découvrir de nouveaux talents, de rencontrer des artistes prestigieux et de vivre de grands moments festifs à travers un programme éclectique.
Chaque année, le festival radio France et MJF s'associent pour accueillir des artistes de la scène internationale qui ne se produisent que rarement en France.
Millau en jazz festival s'engage aussi à soutenir l'émergence et la circulation des jeunes musiciens de la scène régionale. Ces artistes sont à l'origine du renouveau des musiques jazz favorisant une musique contemporaine, créative et généreuse. Une place de plus en plus importante leur est dédiée notamment la mise en place de 1ère partie avant les grands concerts à Sambucy.
Au programme : près de 20 concerts, résidences de création, dispositif jazz migration, jazz en balade (Compeyre et Ste Eulalie de Cernon), randonnée musicale…

Programmation hors période estivale : « Millau jazz festival hors l'été » 15ème saison novembre 2021 à mai 2022 : programme conçu pour sensibiliser le jeune public, accompagner la pratique amateur et ancrer le jazz sur le territoire.

➢9 concerts : 1 concert d'ouverture de saison en novembre 2022 à Millau, 4 concerts en co-accueil avec le Théâtre de la Maison du Peuple, 2 concerts en co-accueil avec Aveyron culture, 2 concerts dans le cadre des Escapades Maison du peuple
➢3 résidences : Gasy jazz project, Compagnie fusible et Canoa

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue sur l'exercice 2022 à Millau en jazz les subventions suivantes :

- € pour l'organisation de la 31e édition de « Millau jazz festival » sur un budget de 185 000 € TTC (+43 850 € contributions volontaires) soit % du coût prévisionnel du festival

- € pour la programmation hors festival sur un budget de 55 000 € (+22 120 € contributions volontaires) soit % du coût prévisionnel

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission Permanente sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 5, 7 et 9.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée **(récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association)**.

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

-d'une copie du bilan financier et technique de ces actions certifié conforme et signé par le Président de l'association.

-rapport d'activité et le bilan comptable de l'association faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention.

Au vu des justificatifs de ces dépenses, le montant de l'ensemble des subventions effectivement versés sera proportionnel au montant des dépenses réalisées du festival et de la saison 2021/2022 et en tout état de cause plafonné à €.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : ACTIONS TRANSVERSALES AU TITRE DU LIEN SOCIAL

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

Millau en jazz participe à cette démarche en proposant une politique tarifaire adaptée pour rendre accessible les spectacles au plus grand nombre et en engageant des partenariats avec des structures d'aide à l'insertion sociale et professionnelle (Tremplin pour l'emploi, groupe Entr'aide des ateliers de la Chrysalide).

Article 5 : Engagement du bénéficiaire relatif à l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le programme d'action pour laquelle il bénéficie d'une aide départementale, dans les conditions précisées aux articles 1 et 2.

L'association s'engage à se joindre à la démarche du Département concernant l'accueil des jeunes internes en médecine départementale pour leurs périodes de stage en Aveyron. Elle met ainsi gratuitement à la disposition de la cellule aide médecin, téléphone 05 65 75 81 69, mail : aidemedecin@aveyron.fr au maximum 4 places par spectacle, sur demande expresse formulée au nom du Département par le collaborateur de la cellule.

Article 6 : Partenariat Aveyron Culture – Mission départementale

Aveyron Culture – Mission départementale est partenaire de l'association sur un certain nombre d'actions identifiées par une convention spécifique. Ce partenariat porte sur une collaboration artistique, technique ou sur des actions pédagogiques.

Le volet médiation est reconduit grâce au partenariat avec Aveyron Culture en direction des scolaires lors de l'Itinéraire *Voyage* avec 6 classes des écoles primaires, l'opération Jazz au Lycée (avec l'orchestre du lycée de Jean Vigo) et également en direction des pratiques amateur lors du stage de jazz avec Le Sacre du Tympan et son directeur Fred Pallem.

Le Département s'appuiera sur l'expertise technique d'Aveyron Culture – Mission départementale chargée du suivi et de l'évaluation de l'action. Ce sera l'un des critères pris en compte pour le renouvellement de la convention

Article 7 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la présente convention et au regard des pièces à fournir :
-le bilan financier de l'association
-le bilan financier du festival
-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du festival
-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association notamment la fréquentation, la qualité des interventions, un compte rendu des actions périphériques et une évaluation de l'impact économique et touristique du projet.

Article 8 : Reversement

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 9 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes actions et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de Millau en jazz pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat

-L'association « Millau en Jazz » devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à développer la communication relative à son projet (y compris conférence de presse et autres évènements presses et télévisés, ou partenariat presse spécifique) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée ainsi qu'à la Direction des Arts vivants, de la Vie culturelle et de l'Education artistique.

- à faire bénéficier le Département de la revue de presse du festival.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département

- à convier le Président du Département lors des temps forts du festival (conférence de presse…) et fournir en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

- à fournir 10 pass invitation pour le festival et des invitations pour les concerts hors période estivale à adresser au service Communication du Département

- à apposer des aquilux et banderoles ou autre support de promotion durant le festival afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces supports doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des concerts à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les manifestations de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 10 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 7, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 11 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.
En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 12 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour Millau en jazz **Le Président,**	**Pour le Département de l'Aveyron** **Le Président,** **Arnaud VIALA**

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

Rodez Agglomération

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

Collectivité territoriale dont le siège est sis Place Charles de Gaulle, BP724, 12007 Rodez, représentée par son Président, **Monsieur Arnaud VIALA** dûment habilité à la signature de la présente convention en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du 1er avril 2022,
Ci après dénommée « Le Département de l'Aveyron »

d'une part,

RODEZ AGGLOMÉRATION

Communauté d'agglomération dont le siège est sis 1 place Adrien Rozier, CS 53 531, 12035 RODEZ Cedex 9, représentée par son Président, **Monsieur Christian TEYSSEDRE**, dûment habilité à la signature de la présente convention, en vertu des délibérations du Conseil n° 211214-243-DL du 14/12/2021.
Ci-après dénommée « Rodez agglomération »

d'autre part,

Préambule

Cette année, le Musée Fenaille fête le 20e anniversaire de sa réouverture. Pour commémorer cet évènement, Rodez agglomération propose un programme d'expositions, de rencontres et d'animations.

Considérant les orientations de la politique culturelle départementale approuvée dans le cadre du programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021.

Conscient des enjeux spécifiques liés à cet anniversaire et à son ampleur qui touchera un large public, le Département entend promouvoir, à cette occasion, l'image d'un département dynamique désireux de renforcer son attractivité et son rayonnement culturel au-delà de son territoire.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires, le Département et Rodez agglomération, pour la mise en œuvre du projet « Musée Fenaille, 20 ans déjà ! » dans le cadre du 20e anniversaire de la réouverture du Musée Fenaille.

Autour de la collection de statues-menhirs, un choix d'œuvre viendra rappeler les liens formels qui unissent ces sculptures avec les sociétés de la fin de la Préhistoire au Proche-Orient mais aussi auprès des sociétés du Pacifique ou d'Afrique Centrale.
Cet accrochage réservera aussi une place de choix à une œuvre de Pierre Soulages en résonnances avec son intérêt pour ces étonnantes sculptures préhistoriques.
Dans les salles d'exposition temporaire, le musée présentera une large sélection de pièces issues de ses collections afin de valoriser les 20 dernières années d'acquisition mais aussi diverses pièces restaurées.

➔**4 expositions temporaires :**
L'écume du temps 20 ans d'acquisitions au musée Fenaille
23 avril – 18 septembre 2022

Monolithes d'un continent à l'autre du 2 juillet - 6 novembre 2022

Soulages au musée Fenaille à partir du 19 novembre 2022

Rolling et les statues-menhirs 3 décembre 2022 – 26 mars 2023

➔**Week-end anniversaire « 20 ans déjà ! »**
Samedi 9 juillet de 18h à minuit et Dimanche 10 juillet de 14h à 18h
Pour célébrer la date anniversaire des 20 ans de la réouverture du musée, le week-end du 9 au 10 juillet sera l'occasion d'organiser une grande fête anniversaire. Mises en lumière, projections, concerts, poésie, ateliers, danse ou magie vont rythmer ces deux jours de

rencontres et de partages autour des collections du musée. Un florilège des activités proposées par le musée depuis près de 20 ans…

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue à Rodez agglomération une subvention de sur un budget de 60 000 € au titre de l'exercice 2022.

Cette subvention représente % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 65734 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission permanente sera mandatée au compte de Rodez agglomération selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par Rodez agglomération des obligations mentionnées aux articles 4 et 6.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée (récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par la Rodez agglomération).

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation des opérations subventionnées et sur présentation :

- d'une copie du bilan financier et technique de chaque opération certifié conforme et signé par le Président de la Communauté d'agglomération.

Au vu des justificatifs de ces dépenses, le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées de l'opérations et en tout état de cause plafonné à €.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par—Rodez agglomération dans un délai de 24 mois à compter de la date de la convention et au regard des pièces à fournir :
- le bilan financier de l'opération
- un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et le bilan financier
- le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux, notamment la fréquentation, un compte rendu des actions périphériques, une évaluation de l'impact économique et touristique de l'opération.

Article 5 : Reversement

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 6 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, Rodez agglomération s'engage, pendant la durée de la convention, à valoriser ce partenariat durant l'exposition et notamment :

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat

- Rodez agglomération devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron.

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

- à faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation.

- lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro, à valoriser le partenariat avec le Département.

- à convier le Président du Département au temps fort lié à l'exposition en fournissant en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

- à préparer le vernissage de l'exposition au Musée Fenaille en étroite collaboration avec le service communication du Département (invitation, organisation, protocole ….) pour tout évènement presse lié à ce vernissage (voyage presse …).

- à associer en amont le service communication du Département afin de lui permettre d'être en relation avec l'ensemble des journalistes invités.
- à fournir 10 entrées au Musée Fenaille à adresser au service Communication du Département

- à rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public durant l'exposition sur le site d'accueil en utilisant des supports adéquats et ce en collaboration avec le service communication du Département.
- à mettre en place des outils de valorisation du partenariat (style kakemono ou panneau aquilux..) au sein même du musée Fenaille. Exposition d'outil visible du grand public à préparer avec la direction des musées et le service communication

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des opérations à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les opérations de façon visible du grand public.
Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour 24 mois et prendra effet à compter de la date de signature par toutes les parties.
L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 4, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la date de signature de la présente convention.
Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 8 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.
En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 9 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour Rodez agglomération **Le Président,**	**Pour le Département de l'Aveyron** **Le Président,**
Christian TEYSSEDRE	**Arnaud VIALA**

Annexe 15

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

Jeunesse Motivée d'Entraygues

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA,** autorisé par la délibération de la Commission permanente du Département du 1er avril 2022,

d'une part,

l'association Jeunesse Motivée d'Entraygues, régulièrement déclarée en Préfecture sous le n°C16814501, représenté par le Président**,** Monsieur Gaël LAVERNHE**,** habilité à signer la convention conformément à la décision de l'Assemblée générale.

d'autre part,

Préambule

Créée en 2009, l'association Jeunesse Motivée d'Entraygues est composée de jeunes passionnés de musiques actuelles qui souhaitent dynamiser le village d'Entraygues et de manière plus large promouvoir le territoire de l'Aveyron.

Depuis quelques années, l'association se structure pour améliorer la gestion du festival. 9 pôles/commissions ont ainsi été créés dans lesquels des missions sont attribuées en fonction des envies des bénévoles.

L'association participe à la diversification culturelle du territoire et favorise ainsi l'émergence et la diffusion de musiques actuelles, développe le lien socioculturel entre communes, habitants et acteurs du terroir, met en valeur la culture locale et la fait rayonner, valorise le patrimoine naturel et historique et prône le respect de la nature, réalise des actions

citoyennes sur les thèmes jeunesse, écologie, santé et humanitaire et développe l'esprit d'initiative, l'innovation et la créativité.

Quant au Département, dans le cadre du programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, il réaffirme sa volonté de soutenir le développement culturel, enjeu fort pour la collectivité départementale et pour l'attractivité de son territoire. Son objectif est de soutenir notamment les actions culturelles autour des musiques actuelles qui drainent la jeune génération pour laquelle le Département porte une attention particulière.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre du festival Rastaf'Entray les 4 et 5 juin 2022 à Entraygues sur Truyère organisé par Jeunesse motivée d'Entraygues.

La philosophie du festival est de participer au développement culturel de l'Aveyron, créer du lien économique et social avec les acteurs du territoire et réaliser des actions citoyennes sur les thèmes de la jeunesse, l'écologie, la santé et l'humanitaire

Cette année, la volonté de l'association est de mettre en lumière les artistes français, afin de les soutenir à la sortie de ces deux années compliquées. Comme chaque année, l'équipe souhaite aussi partir à la découverte d'artistes naissants et prometteurs.

Durant les deux soirs de concerts, Sound system et groupes se succéderont avec comme seul mot d'ordre, danser, chanter et faire résonner le reggae à Entraygues sur Truyère ! Durant les journées, les festivaliers pourront profiter du festival off ainsi que des activités proposées par l'équipe.

Ce festival est multi générationnel et accessible à tous. Il est éclectique en privilégiant la découverte.

Artistes invités :
4 juin : KB Kiss, I works, Bandikoot, Dub traveller
5 juin : Dub silence, Raspigaous, Steel alive.fr Luiza, Dubamix/Daman/Marina P

L'association JME présentera au printemps 2022, une soirée en amont du festival Rastaf'Entray dans une salle à Entraygues sous le nom de « Before Rastaf ». Avec une programmation dédiée, l'évènement permettra de présenter le programme 2022 du festival.

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de **€** à Jeunesse motivée d'Entraygues pour l'organisation du festival Rastaf'Entray 2022 sur un budget de **62 060 €.**

Cette subvention globale représente % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission permanente sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 6 et 8.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée **(récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association)**.

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

-une copie du bilan financier du festival certifié conforme et signé par le Président de l'association.

-rapport d'activité et le bilan comptable de l'association faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention.

Au vu des justificatifs de ces dépenses, le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées du festival et en tout état de cause plafonné à €. L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Engagement du bénéficiaire relatif à l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le programme d'action pour lequel il a obtenu une aide départementale, dans les conditions précisées aux articles 1 et 2.

L'association s'engage à se joindre à la démarche du Département concernant l'accueil des jeunes internes en médecine générale pour leurs périodes de stage en Aveyron. Elle met ainsi gratuitement à la disposition de la cellule aide médecin, téléphone 05 65 75 81 69, mail : aidemedecin@aveyron.fr au maximum 4 places par spectacle, sur demande expresse formulée au nom du Département par le collaborateur de la cellule.

Article 5 : Actions transversales au titre du lien social

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

L'association participe à cette démarche en proposant des tarifs abordables au plus grand nombre favorisant le brassage d'individus de tout âge et de toutes catégories sociales. Le festival off et les animations sont gratuits pour inciter les habitants des environs à venir partager un moment de détente et de découverte en famille.

Article 6 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la convention et au regard des pièces à fournir :

-le bilan financier de la manifestation et de l'association

-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du festival

-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association notamment la fréquentation, la qualité des interventions, un compte rendu les actions périphériques, une évaluation de l'impact économique et touristique du festival.

Article 7 : Reversement

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 8 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes représentations et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de Jeunesse motivée d'Entraygues pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT

du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.

-L'association Jeunesse motivée d'Entraygues devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département

-à convier le Président du Département au temps fort de la manifestation (conférence de presse…) en fournissant en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

- à fournir 10 pass invitation pour le festival à adresser au service Communication du Département

-à apposer des aquilux ou tout autre outil de visibilité durant le festival afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces aquilux doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des représentations à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les représentations de façon visible du grand public.
Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 6, ne sont pas

adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 10 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 11 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour Jeunesse motivée d'Entraygues	**Pour le Département de l'Aveyron**
Le Président,	**Le Président,**
Gaël LAVERNHE	**Arnaud VIALA**

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

l'association « Hier un village »

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission permanente du Département du 1er avril 2022,

d'une part,

l'association « Hier un village» régulièrement déclarée en Préfecture sous le n°W94/99, représentée par son Président Monsieur Christian ROQUES**,** conformément à la décision de l'Assemblée générale.

d'autre part,

Préambule

Depuis 1982, l'association organise le spectacle son et lumière « Hier un village » à Flagnac sur le site de « La Garrigal ». Ce spectacle est une grande fresque vivante du pays rouergat interprétée par les habitants qui raconte la vie rurale au début du XXème siècle.

Considérant les orientations de la politique culturelle départementale approuvée par l'Assemblée Départementale en date du 10 décembre 2021 dans le cadre du programme de mandature « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », le Département reconnaît, pour sa part, un intérêt à conforter une manifestation vecteur culturel important pour les rouergats attachés à leur passé et à leur racines et qui attire des spectateurs de tout âge et de tout horizon.

Le Département entend promouvoir, à cette occasion, l'image d'un département dynamique désireux de renforcer son attractivité par le biais de sa politique culturelle.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires, le Département et Hier un village, pour la mise en œuvre du spectacle Son et lumière « Hier un village », **40e édition « Hier, un village… » les 22, 23, 28, 29, 30 juillet et les 4 et 5 août 2022** à Flagnac sur le site de « La Garrigal ».

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de **€** à Hier un village pour l'organisation de son spectacle année 2022 sur un budget de **321 000 € HT.**

Cette subvention globale représente 5% du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2021 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission Permanente sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 4, 6 et 8.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée **(récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association)**.

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

-une copie du bilan financier de l'ensemble des spectacles certifié conforme et signé par le Président de l'association.
-rapport d'activité et le bilan comptable de l'association faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention.

Au vu des justificatifs de ces dépenses, le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées de la manifestation et en tout état de cause plafonné à €.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Articles 4 : Engagements de l'association

L'association Hier un village s'engage à offrir une place gratuite aux personnes handicapées.

L'association s'engage à se joindre à la démarche du Conseil Général concernant l'accueil des jeunes internes en médecine générale pour leurs périodes de stage en Aveyron. Elle met ainsi gratuitement à la disposition de la cellule aide médecin, téléphone 05 65 75 81 69, mail : aidemedecin@aveyron.fr au maximum 4 places par spectacle, sur demande expresse formulée au nom du Département par le collaborateur de la cellule.

Article 5 : Actions transversales au titre du lien social

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

L'association Hier un village participe à cette démarche en offrant gratuitement des places pour les handicapés et un tarif réduit pour la personne accompagnante et en permettant aux handicapés l'accès au site de la manifestation dans les conditions les meilleures (navette et plateforme pour l'accueil des personnes à mobilité réduite).
L'association propose un tarif réduit pour les enfants.

Article 6 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la date de la convention et au regard des pièces à fournir :
-le bilan financier de la manifestation et de l'association
-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de la manifestation
-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association notamment la fréquentation, la qualité des interventions, un compte rendu des actions périphériques, une évaluation de l'impact économique et touristique de la manifestation.

Le Département s'appuiera sur l'expertise technique d'Aveyron Culture chargée du suivi et de l'évaluation de l'action

Article 7 : Reversement

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 8 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes représentations et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de Hier un village pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.

-L'association « Hier un village » devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée ainsi qu'à la Direction des Arts Vivants, de la Vie Culturelle et de l'Education Artistique.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département

-à convier le Président du Département au temps fort de la manifestation (conférence de presse…) en fournissant en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

- à fournir 10 pass invitation à adresser au service Communication du Département

-à apposer des aquilux et banderoles durant les représentations afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces aquilux et banderoles doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des représentations à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les manifestations de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat.

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 6, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la date de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 10 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 11 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque

partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour l'association Hier un village **Le Président,**	**Pour le Département de l'Aveyron** **Le Président,**
Christian ROQUES	**Arnaud VIALA**

Annexe 17

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

Tango festival Saint Geniez

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA,** autorisé par la délibération de la Commission permanente du Département du 1er avril 2022,

d'une part,

Tango Festival Saint Geniez, régulièrement déclarée en Préfecture, représentée par sa Présidente**,** Madame Sylvie CHOFFEL habilitée à signer la convention conformément à la décision de l'Assemblée générale.

d'autre part,

Préambule

L'association a pour objet de promouvoir la culture du Tango Argentin et d'autres danses argentines, de pérenniser et d'organiser le festival de tango argentin de Saint Geniez d'Olt et d'Aubrac animant ainsi la commune à travers des concerts dansants proposés par des ensembles et des journées de stages de tango.

Quant au Département, dans le cadre du programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, il conforte une manifestation illustrant l'ouverture culturelle à travers le développement de la danse latino contemporaine en milieu rural, renforçant ainsi son attractivité territoriale.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre de la manifestation organisée par l'association Tango Festival Saint Geniez.

Ce partenariat a pour but de valoriser l'image du Département de l'Aveyron, contribuant ainsi à son attractivité et à développer une manifestation en milieu rural.

L'association organise la **18e édition du festival international de tango à Saint Geniez et d'Aubrac Saint Geniez et d'Aubrac du 20 au 23 mai 2022**

Au programme : des stages de tango en journée, milonga du cloître puis des concerts en soirée

2 orchestres : Ensemble Hyperion et Beltango Quinteto

4 DJs pour les concerts dansants
Francesco « El Actor », Henri Mena, Jean-Luc Colas

Des professeurs de tango : les Maestros
Maria Belèn Giachello et Sébastian Jiménez, Géraldine Giudicelli et Julio Luque, Julia & Andres Ciafardini

L'association ouvre son festival à tout public, danseur de tango ou non ; cette évolution engagée en 2019, avec un concert gratuit, se poursuit en 2021, avec un concert et un spectacle de marionnettes offerts.
*Concert gratuit par l'Hyperion Ensemble
* Spectacle public de danses folkloriques argentines par le groupe De mi Tierra

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de **€** à l'association Tango Festival Saint Geniez pour l'organisation du festival international de tango 2022 sur un budget de **55 091,79 €.**

Cette subvention globale représente % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission permanente sera mandatée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 5 et 7.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée **(récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association)**.

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

-une copie du bilan financier du festival certifié conforme et signé par le Président de l'association.

-rapport d'activité et le bilan comptable de l'association faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention.

Au vu des justificatifs de ces dépenses, le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées du festival et en tout état de cause plafonné à €. L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Actions transversales au titre du lien social

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

L'association participe à cette démarche en proposant des animations gratuites dans le cloître de Saint Geniez (Milonga).

Article 5 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la convention et au regard des pièces à fournir :

-le bilan financier de la manifestation et de l'association

-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du festival

-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association notamment la fréquentation, la qualité des interventions, un compte rendu les actions périphériques, une évaluation de l'impact économique et touristique du festival.

Article 6 : Reversement

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 7 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes représentations et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de Tango festival Saint Geniez pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.

-L'association « Tango festival Saint Geniez » devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département

-à convier le Président du Département au temps fort de la manifestation (conférence de presse…) en fournissant en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

-à apposer des aquilux ou tout autre outil de visibilité durant le festival afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux

d'exposition de ces aquilux doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des représentations à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les représentations de façon visible du grand public.
Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 5, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 9 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 10 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour Tango festival Saint Geniez	**Pour le Département de l'Aveyron**
La Présidente,	**Le Président,**
Sylvie CHOFFEL	**Arnaud VIALA**

Annexe 18

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

Rutènes en scène

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission permanente du 1er avril 2022,

d'une part,

Association Rutènes en scène, régulièrement déclarée en Préfecture sous le n°122004358, représentée par sa présidente, Madame Anne-Marie Bonnefous, habilitée à signer la convention conformément à la décision de l'assemblée générale.
d'autre part,

Préambule

L'association a pour objet la création, la diffusion et/ou la production de spectacles amateurs ou professionnels et plus généralement toutes activités et pratiques artistiques.

Elle propose chaque année un spectacle théâtral d'été pour la ville de Rodez conçu, réalisé et présenté par des ruthénois pour tout public. Le spectacle, réalisé par des bénévoles amateurs, fédère les différentes troupes théâtrales de l'Aveyron.

Considérant les orientations de la politique culturelle départementale approuvée par l'Assemblée Départementale en date du 10 décembre 2021 dans le cadre du programme de mandature « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », le Département reconnaît, pour sa part, un intérêt à conforter une manifestation vecteur culturel important pour les Aveyronnais attachés à leur passé qui vise à proposer un évènement populaire et attractif sur le piton ruthénois durant l'été.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre par l'association Rutènes en scène du spectacle « Jusqu'aux cerises, s'il le faut » mis en scène par Laurent CORNIC, texte de Christophe RIBEYRE.

Ce spectacle aborde les 66 jours de grève des mineurs de Decazeville en 1961/62.
Pièce sociale, apolitique
C'est un spectacle conçu, réalisé et présenté par des ruthénois pour tout public.

Les comédiens amateurs fédèrent les différentes troupes théâtrales de l'Aveyron : 65 personnes en scène soit 40 figurants et 25 comédiens

Calendrier :
26 au 31 juillet 2022 à Rodez, place Foch en plein air (600 places en gradin)
En février 2023 au Laminoir à Decazeville (4 ou 5 représentations)

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département, mise à disposition

Le Département attribue sur l'exercice 2022 une subvention de **€** à l'association Rutènes en scène pour le spectacle « Jusqu'aux cerises, s'il le faut » sur un budget de **157 000 € TTC.**

Cette subvention globale représente % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles.

Par ailleurs, le Département mettra à disposition de l'association du matériel et un local dans le cadre de l'organisation des représentations qui se dérouleront place Foch.

Une convention technique spécifique précisera les modalités de mise à disposition temporaire des locaux de la galerie Foch à Rodez, comprenant au rez-de-chaussée, le hall d'entrée, la grande salle de réunion, les sanitaires et le 1er étage de la galerie.

Article 3 : Modalités de versement de la contribution financière

Le paiement de cette subvention sera effectué, en fonction de la disponibilité des crédits du Département et sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 4, 6 et 8, en un seul versement sur demande du bénéficiaire et sur attestation de réalisation de l'opération subventionnées.

L'association s'engage à fournir au Département :

-une copie du bilan financier du projet certifié conforme et signé par le Président de l'association.
-rapport d'activité et le bilan comptable de l'association faisant ressortir l'utilisation de l'aide en conformité avec l'objet de la subvention.

Le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées de l'association et en tout état de cause plafonné à €.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Engagement du bénéficiaire relatif à l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à réaliser le programme d'action pour laquelle il bénéficie d'une aide départementale, dans les conditions précisées aux articles 1 et 2.

L'association s'engage à se joindre à la démarche du Département concernant l'accueil des jeunes internes en médecine générale pour leurs périodes de stage en Aveyron. Elle met ainsi gratuitement à la disposition de la cellule aide médecin, téléphone 05 65 75 81 69, mail : aidemedecin@aveyron.fr au maximum 4 places par spectacle, sur demande expresse formulée au nom du Département par le collaborateur de la cellule.

Article 5 : Actions transversales au titre du lien social

Le Département a engagé une démarche de développement social qu'il souhaite conforter en intégrant la dimension culturelle comme facteur de lien social. En effet, la culture peut être un moyen d'intégration et d'insertion pour les publics en difficultés à travers des projets culturels et artistiques dédiés aux plus fragiles et intégrés dans les parcours d'insertion.

L'association participe à cette démarche en proposant une politique tarifaire permettant un accès tout public.

Article 6 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la date de signature de la convention et au regard des pièces à fournir :
-le bilan financier de la manifestation et de l'association
-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du festival
-le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association notamment la fréquentation, la qualité des

interventions, un compte rendu les actions périphériques, une évaluation de l'impact économique et touristique des représentations.

Article 7 : Reversement

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 8 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors les représentations et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de l'association Rutènes en scène pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.

-En lien avec le service communication, orchestrer du rédactionnel spécifique qui valorise le partenariat sur le web 2.0 (les réseaux sociaux) dédié à l'évènement.

- L'association Rutènes en scène devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- diffuser sur écran le clip de promotion du Département

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse des représentations.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département

-à convier le Président du Département au temps fort de la manifestation (conférence de presse…) en fournissant en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

- à fournir 4 invitations à adresser au service Communication du Département et la possibilité sur un jeu Facebook sur le site du Département d'en faire gagner deux.

-à apposer des aquilux durant les représentations afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces aquilux doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des représentations à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les représentations de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 6, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la date de signature de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 10 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.
En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 11 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque

partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour l'association Rutènes en scène **La Présidente,**	**Pour le Département de l'Aveyron** **Le Président,**
Anne-Marie BONNEFOUS	**Arnaud VIALA**

Annexe 19

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

Culture, Art et Polar : Cap Sud Aveyron

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA,** autorisé par la délibération de la Commission Permanente du Département du 1er avril 2022,

d'une part,

l'association Culture, Art et Polar : Cap Sud Aveyron régulièrement déclarée en Préfecture sous le n° SIRET 83124948700016, représentée par sa Présidente**,** Madame Paule HAMINAT habilitée à signer la convention conformément à la décision de l'Assemblée générale.

d'autre part,

Préambule

L'association a pour objet de faire découvrir et valoriser la littérature policière et le roman noir.

L'association organise un festival intitulé « Polar, vin et compagnie » à Millau, sur les thèmes du roman policier et du vin.

Par ailleurs, la Médiathèque départementale de l'Aveyron (MDA) est associée à ce festival. Elle programme des interventions dans les bibliothèques aux alentours de Millau.

Considérant les orientations de la politique culturelle départementale approuvée par l'Assemblée Départementale en date du 10 décembre 2021 dans le cadre du programme de mandature « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », le Département, pour sa part, entend promouvoir une manifestation de qualité autour de la littérature alliant polars et vins qui met également à contribution les ressources historiques et patrimoniales de Millau

par l'organisation d'un « rallye enquête ». A cette occasion, le Département entend promouvoir, l'image d'un département dynamique désireux de renforcer son attractivité et son rayonnement culturel au-delà de son territoire

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la mise en œuvre de la manifestation organisée par l'association **Culture, Art et Polar : Cap Sud Aveyron**. Ce partenariat a pour but de valoriser l'image du Département de l'Aveyron, contribuant ainsi à son attractivité et à développer une manifestation autour de la littérature policière et le vin.

L'association organise la 4ème édition du festival « Polar, Vin et Compagnie » prévue les 13, 14 et 15 mai 2022 à Millau, sur les thèmes du roman policier et du vin.
Cette année la marraine sera Danielle Thiéry

Programme :
18 auteurs seront présents avec parmi eux, deux auteurs Jeunesse et deux auteurs de BD. Ainsi que 3 vignerons.

-Jeudi soir : Pièce de théâtre à domicile d'Olivier Bordaçarre, par Olivier Bordaçarre : *Protégeons les hérissons*

-Vendredi journée :
Intervention des auteurs auprès des primaires, collégiens et lycéens.
Intervention des auteurs et en médiathèque, en partenariat avec la Médiathèque Départementale de l'Aveyron.
Projet en cours d'élaboration avec les centres sociaux Causse et Tarn de Millau
Inauguration cour du CREA. Apéritif dinatoire préparé par Emilie du Lieu-dit.
Musique avec la caravane jazz et polar *The Trip, avec Dominique Delahaye et quatre musiciens.*

-Samedi :
Tables rondes
Présentation de l''exposition des planches de dessin d'Emmanuel Moynot par l'auteur.
Lecture musicale de la nouvelle *Ondes algériennes.* Ecrite et lue par Benoît Séverac accompagné par le groupe de jazz *The Trip.*
Initiation à la dégustation par le caviste Vincent ou conférence polar et jazz
Concert groupe *The Trip* en soirée

Dimanche matin : Dédicaces, tables rondes

Remise du prix littéraire Robin Cook : six livres en lice, participation d'1 dizaine de médiathèques du Sud Aveyron, ainsi qu'un jury composé de huit personnes

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de **€** à l'association **Culture, Art et Polar : Cap Sud Aveyron** pour l'organisation de la **4e édition du festival « Polar, vin et compagnie » à Millau** sur un budget **de 28 644 €** sur l'exercice 2022.

Cette subvention globale représente % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles.

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

Le paiement de cette subvention sera effectué, en fonction de la disponibilité des crédits du Département et sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 6, en un seul versement sur demande du bénéficiaire et sur attestation de réalisation de l'opération subventionnées.

Le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées de l'association et en tout état de cause plafonné à €.

L'association s'engage à fournir au Département :

- une copie du bilan financier de l'action certifié conforme et signé par le Président de l'association
- une copie du bilan de l'association
- rapport d'activité de l'association faisant ressortir l'utilisation de l'aide
- le compte rendu financier attestant de la conformité des dépenses par rapport à l'objet de la subvention.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par l'association dans un délai de 24 mois à compter de la date de la convention et au regard des pièces à fournir :

- le bilan financier de l'association
- le bilan financier de la manifestation

- un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation de la programmation
- le bilan d'activités décrivant la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux de l'association notamment la fréquentation, la qualité des interventions, un compte rendu les actions périphériques

Le Département s'appuiera sur l'expertise de la Médiathèque Départementale de l'Aveyron chargée du suivi et de l'évaluation de l'action.

Article 5 : Partenariat avec la Médiathèque Départementale de l'Aveyron

La MDA est associée depuis la première édition du festival.
Au fil des ans ce partenariat se renforce lui permettant de mettre en place des actions en lien avec les missions d'une médiathèque départementale :
Prêt de documents : la MDA met à disposition les livres des auteurs invités (notamment ceux du Prix Robin Cook) dans les bibliothèques volontaires,
Formation : organisation de formations à l'attention des bibliothécaires du département sur des thématiques liés au roman noir et si possible avec des intervenants invités au festival dans une volonté de mutualisation des coûts,
Action culturelle : la MDA organise depuis 2018 des rencontres d'auteurs en bibliothèques en profitant de la venue d'écrivains de renom sur le festival. Cette action permet des rencontres avec les publics éloignés de la manifestation.

Article 6 : Reversement

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 7 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, l'organisateur s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat lors des différentes représentations et notamment :

-à autoriser l'utilisation de l'image et du nom de **Culture, Art et Polar : Cap Sud Aveyron** pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.
-L'association devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

-à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

-à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse de la manifestation.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro sur la manifestation valoriser le partenariat avec le Département

-à convier le Président du Département au temps fort de la manifestation (conférence de presse…) en fournissant en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

-à apposer des aquilux ou autre outil de promotion durant le festival afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces aquilux doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion de la manifestation à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant la manifestation de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat.

Article 8 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 4, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la date de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 9 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des

parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 10 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour l'association Culture, Art et Polar : Cap Sud Aveyron La Présidente,	**Pour le Département de l'Aveyron Le Président,**
Paule HAMINAT	**Aranud VIALA**

Annexe 20

Convention de partenariat

entre

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

et

AS3 Editions – la Nauze productions

Entre les soussignés,

LE DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

représenté par son Président **Monsieur Arnaud VIALA** autorisé par la délibération de la Commission permanente du 1er avril 2022,
d'une part,
la société de production SARL AS3 Editions – la Nauze productions inscrite au registre du commerce et des sociétés de Rodez sous le numéro 480 863 638 dont le siège social est Souyri Route de Trinquiès 12330 SALLES LA SOURCE
représentée par Stéphane SICHI
Ci-après dénommé Gérant
d'autre part

Préambule

La société de production produit le film documentaire « Toulouris, voyage entre le Larzac et le Causse Comtal » qui a pour ambition de mettre en valeur le territoire de l'Aveyron et de faire découvrir sa biodiversité ainsi que sa faune et sa flore avec des images aériennes et terrestres et des tournages en spéléologie.

Quant au Département, dans le cadre du programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, il réaffirme sa volonté de mettre l'accent sur les projets de valorisation de l'Aveyron, de son territoire, de sa population, de son patrimoine par l'accompagnement des projets audiovisuels afin de nourrir la notoriété du territoire.

Considérant cette démarche commune, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux partenaires pour la réalisation du film documentaire « Toulouris, voyage entre le Larzac et le Causse Comtal ».

Equipe du film :
Réalisateurs : **Denis PORACCHIA & Stéphane SICHI**
Auteur : Laurent ROUSTAN, journaliste et chroniqueur musical à centre Presse
Musique : **Nicolas DRU et Remi ANDRÉ**
avec la participation de **Laura, Eléa & Frédéric Le MOAL**

Synopsis :
Le Touroulis, c'est un oiseau, *l'oedicnème criard*, de la famille des burhinidés.
Ils ne sont pas rares sur Terre, Touroulis compte des cousins au Pérou, en Inde, au Sénégal, en Australie, en Égypte… En Iran, les poètes célèbrent même son chant. Mais en Europe, en France et ici, sur le Larzac et les causses aveyronnais, il disparaît. Il en resterait moins d'une centaine à y vivre…
L'équipe de tournage le suivra lors de sa traversée de l'Aveyron, qui permettra de découvrir ses causses, au départ du Larzac jusqu'au Causse Comtal.
Cette migration fera survoler des espaces majestueux, les vallées ou gorges qui les dessinent (gorges de la Vis, vallée de la Dourbie…) mais aussi sa faune qui l'habite avec les vautours, les castors, les insectes… et sa flore qui l'habille, la cardabelle, fleur emblématique des causses mais aussi les orchidées.
Ce voyage fera découvrir au spectateur les entrailles des causses, qui révèleront de beaux espaces de jeux pour la famille Le Moal.

Lieux de tournage : Le Larzac, le Causse Comtal, la résurgence de Gourneyras, le canyon de Bozouls, les gorges du Tarn et de la Dourbie, la cascade de Salles-la-Source…

Calendrier :
29 janvier 2022 : 1ère présentation de quelques séquences du film en musique à la Grange de Floyrac à Onet le Château
22 mars : avant-première au CGR de Rodez
30 mars 2022 sortie nationale du film

Médiation :
Étant sensible à la médiation jeune public, ce film est particulièrement adapté pour les scolaires (CM1/CM2). Une dizaine de classes sont déjà intéressées pour des séances au cinéma suivi d'un échange avec les intervenants du film ainsi que des acteurs de la biodiversité.

Article 2 : Accompagnement financier de l'opération et détermination de la contribution financière du Département

Le Département attribue une subvention de **€** à AS3 Editions - la Nauze productions sur un budget de 89 450 € TTC (en annexe) pour la réalisation du film documentaire « Toulouris, voyage entre le Larzac et le Causse Comtal »sur l'exercice 2022.

Cette subvention représente près de 10 % du coût prévisionnel de l'opération.

Cette subvention fera l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311 programme Fonds départemental d'Actions Culturelles

Article 3 : Modalité de versement de la contribution financière

La subvention votée par la Commission permanente sera mandatée au compte de la société dde production selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve du respect par la société de production des obligations mentionnées aux articles 4 et 6.

Le paiement de la subvention sera effectué en plusieurs acomptes dans la limite de 80 % de la subvention, au prorata des dépenses réalisées et sous réserve de la disponibilité des crédits. Ces acomptes interviendront sur présentation des justificatifs de réalisation de l'opération subventionnée **(récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par la société de production).**

Le solde sera libéré sur présentation de justificatifs attestant de l'entière réalisation de l'opération subventionnée et sur présentation :

-une copie du bilan financier de la réalisation du film certifié conforme et signé par le producteur de la société.
-rapport d'activité du film et un exemplaire du film (DVD) ou format numérique.

Au vu des justificatifs de ces dépenses, le montant de la subvention effectivement versé sera proportionnel au montant des dépenses réalisées et en tout état de cause plafonné à €.

L'ensemble des justificatifs devra être adressé par le bénéficiaire de la subvention à la Direction de la Culture, des Arts et des Musées et sera conservé par ce service à toute fin de contrôle.

Article 4 : Contrôle et évaluation

En dehors des vérifications opérées lors du versement de l'aide, le Département se réserve le droit de procéder à tout contrôle de l'exécution de l'opération suivant les engagements de la présente convention.

Une évaluation portera sur le bilan qualitatif et le bilan quantitatif adressés par le producteur dans un délai de 24 mois à compter de la date de la convention et au regard des pièces à fournir :

-le bilan financier de la réalisation du film

-un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet
-le plan de diffusion du film et de son utilisation

Article 5 : Reversement

En cas de non respect des dispositions de la présente convention, le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des sommes mandatées.

Article 6 : Communication

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, la société AS3 Editions – la Nauze productions s'engage pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat et notamment :

Promotion de l'Aveyron

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom du film et de la société AS3 Editions – la Nauze productions pour tout support de communication élaboré par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-Faire état de la participation du Département dans toute action de communication concernant l'opération subventionnée et faire apparaître le logo du Département de façon lisible et identifiable sur tous les supports imprimés et édités en lien avec les opérations dans le respect de la charte graphique du Département avec validation préalable en BAT du Service communication du Département de l'Aveyron. Contact tél : 05 65 75 80 70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.

- le mot « Aveyron » et le logo du Département doivent être présents sur le générique du film ainsi que les remerciements au Président du Département et sur validation du service communication.

- à développer la communication relative à son projet (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de la communication du Département de l'Aveyron,

- la société de production devra sur son site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- A retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse de ce projet.

-à convier le Président du Département au temps fort de ce projet (conférence de presse, vernissage…) en fournissant en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

-Suite à votre prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir son logo en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des diffusions, à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service de la communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur de façon visible du grand public lors de tous évènements organisés dans le cadre de la convention.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

-le producteur aura le soin, lors d'interviews régionaux ou nationaux, écrits, radiodiffusés ou télévisés, de véhiculer une image dynamique, touristique et culturelle de l'Aveyron.

Mise à disposition de tous les éléments de fabrication du film

-Autoriser le Département et ses services à reproduire, à utiliser sans frais les photographies ainsi qu'une partie du film sur les supports de promotion du Département: papier, vidéo, internet (revue Aveyron, vidéo, brochures…) à l'exclusion des diffusions télévisions.

-Autoriser le Département et ses services associés à diffuser le film (projection gratuite) sans contrepartie financière dans le cadre d'opération événementiel du Département de l'Aveyron, sous réserve de l'accord du Producteur.

-Droits de tirage de copies de remplacement, les frais techniques restant à la charge du Département.

Article 7 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une année et prendra effet à compter de la date de la notification à l'ensemble des parties.

L'attribution de la subvention du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 4, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la date de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue.

Article 8 : Résiliation, litiges et recours

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des

parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'un pli recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'application du présent contrat et après épuisement des voies amiables les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 9 : Modifications

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant signé par chaque partie. Celui–ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Fait en 2 exemplaires à Rodez, le

Pour AS3 Editions - la Nauze productions	**Pour le Département de l'Aveyron**
Le gérant	**Le Président,**
Stéphane SICHI	**Arnaud VIALA**

PLAN DE FINANCEMENT

TOUROULIS - du Larzac au Causse Comtal

Réalisateur : **D. Poracchia & S. Sichi** *Durée :* **76 mn**
Format/Support : **HDV - DCP** *Chargé de production :* **Stéphane SICHI**

version du : 28/05/2020

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

PRODUCTION DELEGUEE			**54500 €**
La Nauze Production	20 000 €	22%	
La Nauze Audiovisuel	20 000 €	22%	
SICHI Stéphane	8 000 €	9%	
PORACCHIA Denis	6 500 €	7%	
CNC		0%	
DIFFUSEURS France			**10950 €**
AS3 Editions	7 450 €	8%	
Kerala Diffusion	3 500 €	4%	
EXPLOITATION DERIVEES			**2500 €**
Editions Territoires	2 500 €	3%	
AUTRES FINANCEMENTS			**21500 €**
Conseil Départemental de l'Aveyron	8 000 €	9%	
Collectivités territoriales	5 000 €	6%	
Partenaires	6 000 €	7%	
Financement participatif	2 500 €	3%	
TOTAL FINANCEMENTS :			**89 450 €**

DEVIS PREVISIONNEL

TOUROULIS - du Larzac au Causse Comtal

Réalisateur : **D. Poracchia & S. Sichi** *Durée :* **76 mn**

Format/Support : **HDV - DCP** *Chargé(e) de Production :* **Stéphane SICHI**

Note : Toutes les indications sont en Euros, Devis TTC *version du : 28/05/2020*

RECAPITULATIF

A • PREPARATION - TOURNAGE - FINITION			
1 · PREPARATION - ECRITURE - REPERAGES			15 950,00 €
2 · DROITS ARTISTIQUES			10 500,00 €
3 · TECHNICIENS et PERSONNEL ARTISTIQUE			22 700,00 €
4 · CHARGES SOCIALES			3 996,00 €
5 · REGIE - DEFRAIEMENTS - DECORS			1 350,00 €
6 · MOYENS TECHNIQUES			18 808,00 €
7 · CONSOMMABLES			920,00 €
	TOTAL A (TTC)		***74 224,00 €***
B • ASSURANCES ET FRAIS FINANCIER sur Total A			
81 · Assurance		1 %	742,24 €
82 · Frais Financiers		2 %	1 484,48 €
	TOTAL B (TTC)		***2 226,72 €***
C • DIVERS PRODUCTION sur Total A+B			
91 · Frais Généraux		10 %	7 645,07 €
92 · Imprévus		7 %	5 351,55 €
	TOTAL C (TTC)		***12 996,62 €***

	TOTAL DEVIS A+B+C (TTC)	***89 447,34 €***

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Politique départementale en faveur de la Culture : l'offre en Education Artistique et Culturelle (EAC) du Département**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/006/24**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42349-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Christine PRESNE

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Politique départementale en faveur de la Culture : l'offre en Education Artistique et Culturelle (EAC) du Département présenté en Commission de la culture

VU les rapports présentés à la réunion de la Commission Permanente du 1er avril 2022 et adressés aux élus le 23 mars 2022 ;

VU l'avis favorable de la commission de la culture lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU le programme de mandature « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron » adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021 ;

1 – Le cadre général de l'offre EAC du Département

CONSIDERANT que le Département soutient l'Education Artistique et Culturelle (EAC) au travers d'une offre départementale structurée autour de la notion de parcours tout au long de la scolarité, depuis les classes de maternelles jusqu'au lycée, voire l'enseignement supérieur ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, peuvent être organisés et soutenus lors de chaque année scolaire, des parcours artistiques et culturels favorisant la pratique personnelle, des rencontres avec les artistes et les œuvres, enfin des outils de compréhension des œuvres favorisant l'expression et l'interprétation, à destination des élèves comme des enseignants tels que résumé dans la fiche ci-annexée ;

2 – Des Itinéraires d'Education Artistique et Culturelle pour l'année scolaire 2022-2023

CONSIDERANT que cette offre pluridisciplinaire de la maternelle au lycée rassemble des parcours appelés Itinéraires d'Education Artistique et Culturelle (EAC) autour du patrimoine, des arts vivants et des arts visuels, mais aussi dans les domaines de la lecture et de l'occitan, proposés par les services du Département et ses partenaires, en valorisant les acteurs culturels et sportifs de l'Aveyron ; et qu'elle intègre aussi des temps de formations à destination des enseignants et des encadrants des différents temps de l'élève, tout comme la circulation d'outils culturels itinérants dans les établissements scolaires (expositions, conférences…) ;

CONSIDERANT que les Itinéraires EAC intègreront dès 2022-2023 l'ensemble des opérations portées par le Département et ses partenaires et qu'ainsi les opérations déjà existantes « Arts vivants au collège » et « Arts visuels au collège » viendront renforcer l'offre des Itinéraires pour les classes de 4e et 3e comme précisé dans la fiche jointe en annexe également ;

CONSIDERANT que la proposition de programmation des Itinéraires sera présentée à la Commission Permanente du mois de juin en mobilisant une part des crédits votés au budget primitif au titre des actions internalisées d'Aveyron Culture (300 000 €) et qu'un crédit de90 000€ a été inscrit pour Arts Vivants et Arts Visuels au collège;

CONSIDERANT qu'afin d'harmoniser l'offre, une participation financière aux établissements à hauteur de 20 € par atelier et par classe sera demandée pour les impliquer dans les opérations et ce pour l'ensemble des Itinéraires EAC. En effet, si la gratuité peut favoriser l'accessibilité, elle peut engendrer aussi des inscriptions systématiques de la part d'établissements scolaires qui ne favorisent pas leur implication ;

CONSIDERANT qu'une plaquette présentant l'ensemble de l'offre en version numérique et papier sera envoyée dès la rentrée scolaire 2022 à l'ensemble des établissements scolaires, pour inscription ;

AUTORISE le lancement de l'appel à projets s'agissant des opérations « Arts vivants au collège » et « Arts visuels au collège », ainsi que la prise en charge par le Département des frais liés à leur mise en œuvre suivant les modalités indiquées dans l'annexe ci-jointe.

3 – Le CRDA, un acteur à part entière de l'offre départementale d'EAC

CONSIDERANT que le CRDA va poursuivre et ancrer le développement de ses interventions en milieu scolaire, déjà bien représentées notamment en collège (Classes à Horaires Aménagés Musique et Classes à Horaires Aménagés Théâtre) comme par les dispositifs « Orchestre à l'école », « Chorale à l'école » et « Théâtre à l'école », valorisant la pratique collective dès l'école primaire ;

CONSIDERANT que dans le cadre de ses deux spécialités d'enseignement, musique et théâtre, le Conservatoire peut utiliser les ressources de ses enseignants, notamment les Dumistes (musiciens intervenants formés pour intervenir spécifiquement en milieu scolaire) et que le Conservatoire souhaite renforcer les interventions en milieu scolaire par le recrutement d'un second enseignant en théâtre ;

CONSIDERANT que dès l'année scolaire 2022-2023, une intégration dans l'offre départementale EAC sera recherchée autour des disciplines de la musique, de la voix et du théâtre, notamment en direction des adolescents, public cible : ainsi, à l'échelle des 4 Pôles territoriaux définis par le CRDA pour ses interventions, des parcours culturels seront co-construits avec les services culturels départementaux et en lien avec les programmations du territoire, notamment autour de thématiques prioritaires comme celles de l'éveil artistique du jeune public, de la pratique vocale et des musiques actuelles et amplifiées ;

4 – La création artistique au cœur de la démarche d'EAC

Les Résidences d'artiste(s) en collège

CONSIDERANT qu'afin de développer la rencontre des élèves avec la création artistique en cours tout en soutenant les équipes artistiques, il est proposé de poursuivre l'organisation et le soutien des résidences d'artistes en immersion dans les collèges, en co-construction avec des équipes artistiques et des structures culturelles ;

CONSIDERANT que ces Résidences d'artiste(s) en collèges s'appuient tout d'abord sur un repérage de projets de création en arts visuels ou arts vivants adaptés au format du collège, auprès des artistes de l'Aveyron ou de la Région Occitanie, puis sur la proposition de cette offre sous forme d'appel à projets auprès des collèges ;

CONSIDERANT que dans le cadre budgétaire évoqué précédemment, 8 collèges pourraient bénéficier de cette opération en 2022-2023, en s'engageant à accueillir les artistes dans la durée et à favoriser les liens avec les élèves de leur établissement sous la forme de rencontres, de répétitions publiques, d'ateliers de pratique… dans les meilleures conditions et en leur réservant des espaces de travail dédiés. L'année suivante, d'autres collèges pourraient s'intégrer dans ce type de démarche ;

La création artistique contemporaine (Prix du Département) en partenariat avec l'Atelier Blanc

CONSIDERANT qu'afin de poursuivre le partenariat déjà engagé par Aveyron Culture avec l'Atelier Blanc, principal programmateur d'art contemporain entre Villefranche-de-Rouergue et Saint-Rémy, il est proposé de soutenir un jeune artiste émergent repéré pour la qualité et l'originalité de sa démarche ;

CONSIDERANT que ce soutien se concrétisera à travers le Prix du Département d'un montant de 6 000 € (sur justificatifs des frais), qui finance une résidence pour la production d'une œuvre spécifique à partir du patrimoine matériel et/ou immatériel du Département et que cette œuvre sera ensuite présentée lors d'une exposition au Moulin des arts de Saint-Rémy ;

CONSIDERANT par ailleurs, que la création artistique vient nourrir l'offre EAC à travers la mise en place d'un Itinéraire arts visuels porté par ce même jeune artiste et s'adressant aux classes des écoles primaires de ce territoire de l'Ouest de l'Aveyron ;

APPROUVE l'ensemble de ces propositions.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Annexe 1

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE MANDATURE 2022-2028

L'offre en Education Artistique et Culturelle (EAC) du Département

Le Département soutient l'Education Artistique et Culturelle (EAC) **au travers d'une offre départementale structurée autour de la notion de parcours tout au long de la scolarité**, depuis les classes de maternelles jusqu'au lycée, voire l'enseignement supérieur.

Cette offre pluridisciplinaire rassemble des parcours appelés Itinéraires EAC autour du patrimoine, des arts vivants et des arts visuels, mais aussi dans les domaines de la lecture et de l'occitan, proposés par les services du Département (médiathèque départementale, archives départementales, musées départementaux) et ses partenaires. **Elle permet également de renforcer la complémentarité** avec l'offre du Conservatoire à Rayonnement Départemental de l'Aveyron (CRDA) ou du Pôle Aveyron Occitan et de valoriser les acteurs culturels de l'Aveyron.

OBJECTIFS :

L'offre en Education Artistique et Culturelle du Département souhaite favoriser la découverte et la pratique de l'art et de la culture de manière équitable en termes géographiques et sociaux, tout au long du parcours éducatif de l'enfant et de l'adolescent. Il s'agit tout à la fois de voir, de pratiquer et de comprendre.
La déclinaison de ces parcours permet des interactions primordiales avec de nombreux acteurs du territoire dans une dynamique d'attractivité :

- collectivités (notamment intercommunalités…) ;
- acteurs culturels (programmateurs, artistes, établissements d'enseignement spécialisé…) ;
- acteurs éducatifs (Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale, Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique, Rectorat, Atelier Canopé 12, réseaux d'éducation populaire…) ;
- acteurs sportifs (associations de sport scolaire, Agence départementale du sport…) ou sociaux.

NATURE DE L'OPERATION :

Dans ce cadre peuvent être organisés et soutenus lors de chaque année scolaire des parcours artistiques et culturels favorisant la pratique personnelle, des rencontres avec les artistes et les œuvres, enfin des outils de compréhension des œuvres favorisant l'expression et l'interprétation, à destination des élèves comme des enseignants.

Il s'agit :

- **D'organiser et de soutenir des Itinéraires artistiques et culturels dans la durée, adaptés à l'âge des élèves,** proposant plusieurs rendez-vous pendant une année scolaire pour les élèves et les enseignants ou encadrants (ateliers de pratique et de création, sorties dans des lieux de culture, présentation de contenus artistiques et culturels, rencontres avec les artistes, restitutions publiques, rassemblement des classes sous forme de rencontres départementales ou de secteur…).
- **D'organiser et de soutenir la production et la circulation d'outils de médiation culturelle itinérants** (conférences, expositions, ouvrages, éditions de supports, mallettes pédagogiques…).
- D'organiser et de soutenir **des résidences d'artistes en immersion dans les collèges**, en co-construction avec des équipes artistiques et des structures culturelles.

BENEFICIAIRES :

Elèves et enseignants des établissements scolaires de l'Aveyron des écoles primaires, des collèges, des lycées, puis de l'enseignement supérieur

PARTENAIRES :

- Structures culturelles (lieux de culture en arts vivants, arts visuels et patrimoine) et lieux de résidence d'artistes.
- Partenaires éducatifs et culturels institutionnels (Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Aveyron, Direction Diocésaine de l'Enseignement Catholique de l'Aveyron, Rectorat, Atelier Canopé 12, le CRDA, les associations sportives comme l'Union Sportive des Sports Scolaires, l'Union des Sports de l'Enseignement du Premier Degré, l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre, la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie…).
- Equipes artistiques (arts vivants, arts visuels et patrimoine) démontrant des capacités à porter des parcours EAC.

MODALITES D'INTERVENTION :

Itinéraires artistiques et culturels : repérage d'une programmation culturelle adaptée en lien avec les acteurs culturels de l'Aveyron, puis proposition d'une offre EAC pour l'inscription des établissements scolaires par classe ou par niveau scolaire.

Circulation d'outils de médiation culturelle : proposition d'une offre d'outils itinérants EAC sur inscription des établissements scolaires.

Résidences d'artistes en collèges : repérage de projets de création adaptés notamment auprès des artistes de l'Aveyron, puis proposition de cette offre sous forme d'appel à projets auprès des collèges.

Cette offre fera l'objet de supports de communication papier et numérique transmis à l'ensemble des établissements scolaires dès la rentrée scolaire 2022/2023.

CONTACTS/SERVICE REFERENT :

Direction de la Culture, des Arts et des Musées
Département de l'Aveyron

Annexe 2

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE MANDATURE 2022-2028

Itinéraires d'Education Artistique et Culturelle :
- **Arts Vivants au collège**
- **Arts Visuels au collège**

« Arts vivants au collège » - année scolaire 2022-2023

L'opération « Arts vivants au collège » permet aux collégiens de 4e ou de 3e d'assister à une représentation de spectacle vivant au cours de leur année scolaire, accompagnée d'actions de médiation par un intervenant professionnel.

Cette opération est une véritable découverte du monde et des métiers du spectacle vivant (théâtre prioritairement mais aussi danse, cirque, arts de la rue, arts de la marionnette…). Les jeunes aveyronnais peuvent développer une sensibilité esthétique, appréhender l'exigence artistique, et formuler une approche critique par la mise en relation directe avec les artistes, notamment par une pratique personnelle.

Dans le cadre de l'opération « Arts vivants au collège », un appel à projets est diffusé en avril, sur le site Internet du Département, à destination des structures professionnelles de spectacle vivant de l'Aveyron.

En ce qui concerne le financement, le Département prendrait en charge :
- 2 à 3 heures d'intervention dans les collèges dans la limite de 65 €TTC/heure, en plus du déplacement et du repas de l'intervenant, ainsi que son hébergement éventuel lors des médiations.
  La médiation devra être réalisée dans un délai raisonnable par rapport aux dates de représentation du spectacle et si possible sans excéder un mois.
- Le cachet de la représentation scolaire de spectacle vivant, les défraiements pour les frais de déplacement et de séjour de la compagnie, les droits d'auteur, et éventuellement des frais techniques supplémentaires en lien avec la fiche technique de la compagnie.
- Le coût des transports des élèves des collèges jusqu'au lieu de la représentation ou le coût de transport de la compagnie vers le collège selon le choix pédagogique retenu.

Une participation de 20 €/intervention et par classe sera demandée au collège, afin d'harmoniser les grilles tarifaires de l'offre des Itinéraires.

« Arts visuels au collège » - année scolaire 2022-2023

L'opération « Arts visuels au collège » permet de rendre l'art contemporain accessible aux collégiens de 4e ou de 3e au cours de leur année scolaire, de les familiariser avec des œuvres d'art contemporain en lien avec leurs enseignants et de leur permettre des rencontres avec des artistes d'art contemporain.

Les jeunes aveyronnais peuvent ainsi développer une sensibilité esthétique, appréhender l'exigence artistique, et formuler une approche critique par la mise en relation directe avec les artistes, notamment par une pratique personnelle.

Cette opération permet d'accompagner les classes de 4e ou 3e dans le cadre d'une action de médiation proposée par une structure culturelle œuvrant en faveur de l'art contemporain, repérée pour sa programmation annuelle et ses actions pédagogiques en direction des jeunes.

L'Atelier Blanc à Villefranche-de-Rouergue, la Vitrine Régionale d'Art Contemporain à Millau et Aveyron Culture apportaient leur concours à cette opération.

Cette opération comprend :

- L'intervention d'un médiateur de la structure durant le temps scolaire permettant ainsi aux collégiens d'avoir une première approche des arts visuels ; ce médiateur proposera par classe une œuvre et ses références à l'histoire des arts (1 heure).
  Le choix de l'œuvre peut aussi se faire parmi le fonds de l'Artothèque de Rieupeyroux afin de renforcer son utilisation.
- Pour chaque collège intéressé, l'abonnement à l'Artothèque de Rieupeyroux et l'emprunt de 2 œuvres au maximum.
- Cette intervention sera suivie durant le temps scolaire par une prestation de l'artiste (2 heures) expliquant son propre travail et sa démarche, et permettant aux classes une pratique personnelle.

Cette opération a aussi pour but d'inciter, soit individuellement, soit en classe, à la fréquentation de lieux d'exposition.

En ce qui concerne le financement, le Département prendrait en charge :

- 3 heures d'intervention par le médiateur des structures partenaires et l'artiste dans les collèges dans la limite de 55 € TTC/heure.
- Déplacement, repas et éventuellement hébergement des intervenants, règlement à la structure culturelle porteuse du projet pédagogique.
- Coût de l'abonnement à l'Artothèque de Rieupeyroux et de l'emprunt de 2 œuvres au maximum par collège (30 € abonnement et 10 €/œuvre prêtée)
- Le service culturel du Département, par l'intervention d'artistes en arts visuels et d'un médiateur, apportera son concours à cette opération, dans la continuité de l'action menée par Aveyron Culture.

Une participation de 20 €/intervention et par classe sera demandée au collège, afin d'harmoniser les grilles tarifaires de l'offre des Itinéraires.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Politique en faveur de l'Occitan : convention d'objectifs avec le Pôle Aveyron Occitan - Année 2022**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/006/25**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42328-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Christine PRESNE

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Politique en faveur de l'Occitan : convention d'objectifs avec le Pôle Aveyron Occitan - Année 2022 présenté en Commission de la culture

VU le programme de mandature 2022-2028 « L'AveyrOn se bouge : 12 défis pour faire vibrer l'Aveyron », adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, intégrant des orientations dans le domaine de l'occitan qui fait partie intégrante de la culture départementale, du patrimoine et de l'identité aveyronnaise ;

VU l'avis favorable de la commission de la culture lors de sa réunion du 11 mars 2021 ;

VU la délibération de l'Assemblée départementale du 4 février 2022 approuvant le vote du Budget Primitif 2022 et, notamment, l'affectation au Pôle Aveyron Occitan d'un crédit global prévisionnel de 358 708 € ;

VU le cadre législatif et règlementaire:

- la promotion des langues régionales est une compétence partagée (loi NOTRe du 7 août 2015),
- la protection patrimoniale des langues régionales est inscrite dans la loi du 21 mai 2021 (dite loi MOLAC),
- la circulaire du 14 décembre 2021 du Ministère de l'Education Nationale sécurise l'enseignement de ces langues ;

CONSIDERANT qu'en 2015, le Département a souhaité une optimisation des ressources affectées, une meilleure coordination des personnels pour plus d'efficacité dans la conduite des projets et une meilleure visibilité de son engagement et, par la suite, que la création d'un pôle occitan regroupant par convention 3 structures (ADOC 12, IOA et Ostal Joan Bodon) s'est inscrit dans cette démarche ;

CONSIDERANT d'une part, que l'année 2021 marque le lancement de l'opération PAIS portée par l'IOA sur le territoire du Ségala en partenariat avec les 2 communautés de communes concernées et qu'en 2022, une deuxième opération PAIS va démarrer en partenariat avec la communauté de communes Comtal-Lot-Truyère qui regroupe 21 communes ;

CONSIDERANT d'autre part, que l'ADOC 12 de son côté s'est fixée comme objectif, à raison de 22 interventions de 30 minutes par classe et par an, d'initier à l'occitan plus de 6 100 écoliers aveyronnais (161 écoles, 339 classes) sur un total de 21 767 ;

ATTRIBUE sur la base des dossiers présentés la répartition de la dotation votée au BP 2022 entre les 3 associations comme suit:

-187 880 € à l'Institut occitan de l'Aveyron (IOA) sur un budget de 262 660 € dont 6 500 € de contributions volontaires,

-163 828 € à l'Association Départementale pour la transmission et la valorisation de l'Occitan en Aveyron (ADOC 12) sur un budget de 315 218 € dont 9 500 € de contributions volontaires,

-7 000 € à l'Ostal Joan Bodon sur un budget de 43 090 € dont 8 000 € de contributions volontaires.

APPROUVE la convention d'objectifs au titre de l'exercice 2022 ci-annexée établie entre le Département et le Pôle Aveyron occitan (IOA, ADOC 12 et Ostal Joan Bodon) afin de mener à bien le programme coordonné en faveur de la langue et de la culture occitane proposé par le Pôle Aveyron Occitan.

AUTORISE Monsieur le Président du Département à la signer.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Annexe 1

CONVENTION D'OBJECTIFS
POUR LA PROMOTION DE L'OCCITAN EN AVEYRON

ENTRE

Le Département de l'Aveyron
Représenté par Monsieur Arnaud VIALA, Président du Département, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération de la Commission permanente du .

D'UNE PART

Et l'Institut occitan de l'Aveyron (IOA), service associé du Département de l'Aveyron, association déclarée à la Préfecture de l'Aveyron le 18 février 2003, dont le siège social est situé à l'Hôtel du Département (Aveyron), Place Charles de Gaulle, 12000 RODEZ, représentée par son Président Francis COURNUT, autorisé par l'Assemblée générale et le Conseil d'administration du 16 décembre 2021.

D'AUTRE PART

Et, l'Association départementale pour la transmission et la valorisation de l'Occitan en Aveyron (ADOC 12) déclarée en Préfecture le 15 décembre 2005, publiée au JO le 14 janvier 2006, dont le siège social est Place Foch à Rodez, représentée par ses Co-Présidents, Messieurs Yves DURAND et Jean Louis BLENET, autorisés par l'Assemblée générale du 22 juillet 2021 et le Conseil d'Administration du 2 décembre 2021.

D'AUTRE PART

Et l'association L'Ostal Joan Bodon, déclarée en Préfecture le 27 novembre 2006, représentée par son Président**,** Monsieur Jérôme VIALARET**,** autorisé par l'Assemblée générale et le Conseil d'administration du 19 février 2022.

D'AUTRE PART

Chacun de ses représentants dûment habilités par les statuts de leur association et par la convention de création du Pôle Aveyron occitan, signée le 5 décembre 2015.

PRÉAMBULE

Le cadre législatif et règlementaire a évolué favorablement pour promouvoir les langues et cultures régionales :

- La promotion des langues régionales est une compétence partagée (loi NOTRe du 7 août 2015)
- La protection patrimoniale des langues régionales est inscrite dans la loi du 21 mai 2021 (dite loi MOLAC)
- La circulaire du 14 décembre 2021 du Ministère de l'Education Nationale qui sécurise l'enseignement de ces langues.

Le Département soutient de longue date les initiatives pour conserver et valoriser ce patrimoine immatériel, transmettre la langue et diffuser la culture occitane.

En 2015, un travail a été mené par les 3 associations afin d'étudier les voies possibles pour optimiser les ressources dédiées à la culture occitane et coordonner leurs moyens notamment humains, pour plus d'efficacité dans la conduite des projets et plus de lisibilité de la politique menée en matière de culture occitane.

La réflexion a conduit à la création d'un pôle occitan par convention signée le 5 décembre 2015 entre les 3 associations - ADOC12, IOA et Ostal Joan Bodon.

Ce pôle a vocation à mener une réflexion commune en vue de proposer un programme coordonné en faveur de la langue et de la culture occitane.

Les actions proposées et sur lesquelles est sollicitée l'intervention financière du Département s'inscrivent dans cette démarche ; et, à ce titre, le Président du Pôle Aveyron Occitan est signataire de la présente convention.

Cette convention a pour objet de déterminer les obligations du Département et des associations pour atteindre les objectifs ci-après.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des partenaires signataires dans le cadre de la politique départementale de développement en faveur de la langue et de la culture occitane.

Les 3 structures associatives (ADOC12, IOA et Ostal Joan Bodon) ont élaboré un programme coordonné qui s'articule autour de 3 axes :

-Axe patrimoine immatériel (recherche, collectage, étude, restitution au public)
-Axe de transmission de la langue (enseignement, formation, valorisation)
-Axe création et diffusion artistiques

Conscient de l'intérêt que présente une mise en place coordonnée des actions développées dans le cadre de ces 3 axes, le Département a décidé de soutenir financièrement les 3 associations et de poursuivre les efforts pour assurer la pérennité de la culture occitane en Aveyron.

ARTICLE 2 – ACTIONS EN DIRECTION DU JEUNE PUBLIC

Les actions coordonnées de sensibilisation et d'enseignement de la langue occitane sont proposées en direction du jeune public :

-L'IOA travaille avec l'ADOC 12 au contenu des interventions qui se feront sur le territoire Comtal, Lot et Truyère dans le cadre de l'Opération PAÍS et poursuit sa collaboration habituelle sur les programmes élaborés pour la fin de l'année scolaire 2021-2022 et pour le début de l'année scolaire 2022-2023.

-L'IOA met à disposition le fonds *Al canton* aux écoles de l'Aveyron (chansons, contes, mimologismes, photographies, ethnotextes, enregistrements sonores et vidéos, notices…) sur les sujets demandés par les utilisateurs.

-L’ADOC 12 propose un programme d'interventions hebdomadaires de trente minutes chacune dans les écoles du département : 22 interventions au total par an, pour l’année scolaire 2021-2022. Sur les 21 767 enfants scolarisés dans les classes primaires de l'Aveyron en 2021-2022, de la petite section de maternelle au CM2, 6 108 en bénéficieront, soit 28,06 % des effectifs.

- Chaque année, l'ADOC 12 organise une quinzaine de rassemblements des écoles ayant suivi son enseignement, dans des sites culturels et touristiques du département et avec des activités diversifiées : ateliers de restitution du vocabulaire et des expressions acquises en cours d'année, ateliers scientifiques, théâtre occitan, découverte du site visité...

Au regard du contexte sanitaire dû à la pandémie, deux hypothèses sont présentées pour les prestations qui clôtureront l’année scolaire et adaptées en fonction du protocole sanitaire en vigueur.

1ère hypothèse : Le protocole sanitaire est allégé, le brassage des classes est à nouveau autorisé et les salles des fêtes réouvertes. Programmation de rassemblements scolaires (comme avant la crise sanitaire). Les écoliers pourront ainsi clôturer l'année occitane avec une programmation ludique, pédagogique privilégiant l'accès à la culture et au spectacle vivant.

Ces journées permettront de proposer :

- des ateliers pédagogiques,
- des visites de sites en partenariat avec les associations locales,
- un spectacle théâtre ou musique en occitan.

Ces journées événementielles impliquant les mairies, les offices de tourisme, les associations, les écoles, les maisons de retraite, les correspondants de presse rendent plus visible notre action auprès de la population et valorisent l'action départementale en faveur de la langue et de la culture occitanes.

Le budget de ces journées clôturant l'année occitane dans les écoles est équilibré grâce à une participation financière demandée aux écoles. Cette contribution permet d'impliquer les écoles, les familles et les associations de parents d’élèves, de faire connaître et de valoriser les actions de promotion de la langue et de la culture occitanes.

2ème hypothèse : Le protocole sanitaire nécessite que les enfants gardent la distanciation entre les classes. Les prestations hors établissement scolaire ne seraient donc pas envisageables. Proposition d’une demi-journée d'animation par école (comme l'an passé). Quatre animations de 30 minutes encadrées par 2 ou 3 intervenants en fonction de la taille de l'établissement seront présentées. Ces ateliers seront adaptés aux programmes de l'année et à l'âge des enfants. Pour la bonne réalisation de ces prestations, organisation en fonction des secteurs et prévision de 5 ou 6 équipes d'intervenants pour répondre à la demande de toutes écoles.

- L'ADOC 12 est partenaire de l'Ostal Bodon via le groupement Pôle Aveyron Occitan, en mettant à disposition des personnels pour l'ouverture au public et l'animation de cette maison d'écrivain.

ARTICLE 3 – ACTIONS DE FORMATION ET DE TRANSMISSION

L'ADOC 12 collabore avec Radio-Lengadoc (agendas culturels, recampaments de fin d'année…).

L'ADOC 12 souhaite mettre en place un plan de formation afin de former de nouveaux personnels qui permettra de répondre à la demande des élus et des écoles.

Des formations pour maîtriser les outils informatiques et numériques tels que padlet et agenda partagé seront incontournables afin d'optimiser la communication interne

entre les associations ainsi que la construction du site internet afin d'augmenter leur visibilité.

Un partenariat dans le cadre du PEC (parcours emploi compétence) permet de former des jeunes et les accompagner dans leurs premières expériences de vie active.

Cette démarche est une opportunité pour former des jeunes intervenants et dynamiser leur équipe.

Enfin, dans le cadre de la formation continue, chacun des intervenants bénéficiera de 9 journées de formations pédagogiques.

ARTICLE 4 – ACTIONS DE SAUVEGARDE, DE DIFFUSION DE LA CULTURE OCCITANE

Les actions coordonnées de sauvegarde et de diffusion sont organisées de la manière suivante :

1) Opération « País »

L'opération PAÍS porte sur un programme de 12 opérations de valorisation de la langue et de la culture occitanes à l'échelle des communautés de communes de l'Aveyron.

En 2021, le premier territoire de l'opération País était le Ségala dont deux communautés de communes du Ségala étaient partenaires (soit 32 anciennes communes).

En 2022, le deuxième acte de ce programme concerne la Communauté de communes Comtal-Lot-Truyère (21 communes) qui a voté un soutien à l'opération PAÍS à hauteur de 8 400 € en fin d'année 2021 et a présenté l'opération devant le Conseil communautaire le 31 janvier 2022 à Saint-Côme d'Olt.

L'office de tourisme Terres d'Aveyron (Bozouls, Entraygues-sur-Truyère, Espalion, Estaing, Saint-Côme d'Olt) épaulera l'IOA et pourra bénéficier, en fin d'opération, des réalisations audiovisuelles.

Mise en œuvre :

- rencontres avec les professionnels du tourisme afin d'articuler la collaboration ;
- organisation de 21 réunions communales avec les élus et les personnes-ressources de chaque commune afin d'obtenir les coordonnées des personnes occitanophones à contacter ;
- organisation des journées de tournages en studio et des épisodes en extérieur ;
- réalisation du collectage occitan (Camins de vida) et du petit format pédagogique (Cossí dire ?) en qualité professionnelle sur chaque commune (transport, mise en place et démontage du studio) ;
- réalisation de petits documentaires en extérieur (série Mon pichon país) en fonction de ce qui sera découvert sur le territoire (personnages, savoir-faire, métiers, prestations artistiques...) ;
- mise en place d'une action de sensibilisation à l'occitan dans les écoles du secteur en collaboration avec l'ADOC 12 ;
- montage des Camins de vida, des Cossí dire ? et des épisodes Mon pichon país ;
- montage du court métrage de 26 minutes ;
- rédaction du livre (sollicitation et accompagnement des contributeurs - archéologie, histoire, linguistique, milieu naturel et végétation, architecture, ethnographie, ethnomusicologie -, rédaction en interne des chapitres ethnographiques et d'un cahier contenant les sites remarquables de chaque commune du territoire, traitement des images (édition si le budget le permet, sinon report en 2023) ;
- mise en ligne progressive des réalisations audiovisuelles sur occitan-aveyron.fr

- organisation de soirées de restitution : spectacle valorisant la création artistique occitane, présentation du travail des scolaires avec l'ADOC 12, présentation officielle du livre et projection du court métrage.

L'ADOC 12, partenaire de l'IOA dans le cadre de l'opération País interviendra dans les écoles des communautés de communes : au total, ce seront 1 304 écoliers sur 71 classes qui pourront bénéficier de ces interventions.

2) Site Internet multimedia et réseaux sociaux

Désormais ouvert au public depuis le 18 mars 2019, le site www.occitan-aveyron.fr, créé par le Département et l'Institut Occitan de l'Aveyron avec l'appui technique de la société Laëtis (Arvieu), met à la disposition des internautes le patrimoine collecté en Aveyron depuis 1987.

De la date de son lancement au 31 janvier 2022, 140 096 personnes se sont connectées. La fréquentation quotidienne est comprise entre 150 et 200 utilisateurs. Plus de 26 409 documents sont à ce jour consultables.

Afin de faciliter l'accès aux petits formats pédagogiques (Cossí dire ?), un espace dédié est consacré en page d'accueil du site. C'est également prévu pour les épisodes de la série documentaire Mon pichon país et pour les courts métrages.

L'association reste attentive aux sollicitations émanant du site et continuera de répondre aux questions des internautes ; demandes de traduction, envois de documents...

L'IOA dispose d'une chaîne YouTube Operacion PAÍS - Institut occitan de l'Aveyron sur laquelle figurent toutes les productions audiovisuelles depuis la création du site. Depuis le mois de novembre, cette chaîne est utilisée comme un réseau social supplémentaire.

Communication également sur Facebook et Instagram (page Pôle Aveyron occitan et page dédiée à l'Operacion PAÍS).

3) Conseil linguistique et technique

Afin d'honorer sa mission de service public, l'IOA restera à la disposition des institutions (collectivités, parcs naturels régionaux, musées, sociétés savantes, médiathèques et bibliothèques, conservatoires, offices de tourisme), des organismes de presse, du milieu associatif, des chercheurs, des professeurs, des étudiants ou des particuliers en quête de ressources occitanes (mise à disposition du fonds, conseil linguistique…) dans le respect des dispositions légales et des droits des dépositaires.

4) Actions de création et de diffusion

- Ouverture de la maison d'écrivain

L'association Ostal Joan-Bodon a été créée pour animer la maison natale de l'écrivain Jean-Boudou. Elle est membre du réseau national des Maisons d'écrivain.

L'association est soutenue par la communauté de communes du pays Ségali, la mairie de Crespin et le Département de l'Aveyron.

Pour cette treizième saison l'Ostal Joan-Bodon ouvrira ses portes du dimanche 15 mai au vendredi 30 septembre 2022, les mercredis, les vendredis, les dimanches et jours fériés. Les autres jours, ouverture sur rendez-vous préalable pour les groupes d'au moins dix personnes.

Un programme spécifique d'une journée sera proposé aux classes du CP au CM2 du pays Ségali et du bas Ségala avec visite de l'Ostal, spectacle-conte de la Montanha

negra, jeu découverte, atelier scientifique. Il sera proposé aux classes une formule complète comprenant l'organisation du transport de leur classe aller et retour.

- Programmation culturelle

- samedi 14 mai, 17 h : balade contée et chantée sur les rives du Lieux, spectacle itinérant interprété par un collectif de conteurs, musiciens, chanteurs, animateurs du patrimoine du Ségala. Il sera suivi, à 21 h du spectacle, « Un troç de camin » interprété par Christophe Calmettes.

- jeudi 28 juillet, 21h30, « Biquefarre » de Georges Rouquier

- jeudi 4 août, 21h30, spectacle du TIO - La Rampe de Montpellier : « Pèire Petit » joué par Yves Durand et Gilles Buonomo.

- vendredi 5 août, 18h « Levar lenga », symphonie contemporaine de Pascal Niggenkemper sur des textes de Jacme Privat et Joan-Maria Pieyre avec François Bessac, électronique et objets sonores, Igor Boyer, performance et objets sonores, Antoine Charpentier, cabrettes, Isabelle Cirla, clarinette basse, Lore Douziech, danse, Julia Hanadi Al Abed, voix augmentée et projection sonore, Laurence Leyrolles, danse, Nicolas Marmin, électronique et objets sonores, Pascal Niggenkemper, composition, direction artistique et contrebasse, Papillion, batterie, percussion et objets sonores, Guy Raynaud, électroacoustique et diffusion de son, Fabien Salabert, régie, Jean-Jacques Triby, vielle à roue et René Duran, textes enregistrés. Ce spectacle a été créé à l'Estivada 2021.

- vendredi 5 août, 21h30, cour de la mairie : Grand bal de la fin de la pandémie, sur parquet de bois, avec Super Parquet (Puy de Dôme) et Rémi Geoffroy, diatonique (Toulouse)

- jeudi 11 août, 21h30, concert « Se ieu sabiai... » par le groupe Camin Fasèm

- jeudi 18 août, 21h30, "De çò ieu a çò ieu", spectacle de Florent Mercadier, en hommage à ses ainés : Padena, Bodon, Bony, Cortial, Forestier et Gilbert Mercadier, son père.

- samedi 18 et dimanche 19 septembre, journées du Patrimoine, deux conférences de Jérôme Vialaret « Molière, l'occitan ».

- dimanche 23 octobre, 14h30, salle des fêtes ; le retour de Catinou et Jacouti en Aveyron avec « La Cosina de Marselha », de Charles Mouly.

ARTICLE 5 – DURÉE – PRISE D'EFFET

La présente convention est conclue pour une durée de UN (1) an et prendra effet à compter du 1er janvier 2022.

L'attribution des subventions du Département deviendra caduque de plein droit et sera donc totalement annulée, si les justificatifs de dépenses, tels que visés à l'article 8, ne sont pas adressés par le bénéficiaire au Département, dans un délai de 24 mois à compter de la présente convention.

Passée cette date, la convention sera considérée comme soldée et toute demande de versement ultérieure sera jugée comme nulle et non avenue

ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA CONVENTION

Deux annexes sont jointes à la convention :

- le programme proposé conforme aux articles 2, 3 et 4 (annexe 1)
- le budget prévisionnel correspondant au programme d'action (annexe 2)

ARTICLE 7 – ASPECTS FINANCIERS
MONTANT DE LA SUBVENTION – CONDITIONS DE PAIEMENT

Afin de permettre la réalisation des objectifs fixés dans la présente convention, le Département :

- allouera à **l'Association départementale pour la transmission et la valorisation de l'Occitan en Aveyron (ADOC 12)** une subvention dont le montant est fixé pour l'année 2022 à la somme de **163 828 €** soit 51,97 % du budget prévisionnel qui s'élève à 315 218 € dont 9 500 € de contributions volontaires.

- allouera à **l'Institut Occitan de l'Aveyron** une subvention dont le montant est fixé pour l'année 2022 à la somme de **187 880 €** soit 71,52 % du budget prévisionnel de 262 660 € dont 6500 € de contributions volontaires.

- allouera à **l'Ostal Joan-Bodon** une subvention dont le montant est fixé pour l'année 2022 est la somme de **7 000 €** soit 16,24 % sur un budget prévisionnel de 43 090 € dont 8 000 € en valorisation bénévolat.

L'attribution de ces subventions est subordonnée à son approbation par l'Assemblée départementale lors de sa réunion budgétaire. Elle peut donner lieu à des ajustements éventuels à l'occasion du vote des décisions modificatives du budget.

Ces subventions feront l'objet d'un engagement sur les crédits ouverts au budget départemental de l'exercice 2022 chapitre 65 compte 6574 fonction 311.

La subvention sera mandatée au compte des trois associations selon les procédures comptables en vigueur, sous réserve de leur respect des obligations mentionnées aux articles 8, 9 et selon les modalités suivantes : les subventions seront versées sous forme de plusieurs acomptes en fonction de la disponibilité des crédits (récapitulatif sous forme de tableau des factures payées certifiées par l'association).

Le solde des dotations attribuées ne pourra être versé que sur présentation du bilan d'activités et du bilan financier certifié par le commissaire aux comptes pour l'IOA et l'ADOC 12 et par le Président de l'Ostal Joan Bodon et attestant de l'entière réalisation des opérations subventionnées.

Au vu des justificatifs de dépenses, le montant des subventions effectivement versées sera proportionnel au montant des dépenses réalisées des actions et en tout état de cause plafonné à 163 828 € pour l'ADOC12, 187 880 € pour l'IOA, 7 000 € pour l'Ostal Joan Bodon.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS COMPTABLES ET REMISE DE PIECES

Chacune des 3 associations s'engage à fournir au Département :
- une copie certifiée de son budget et des comptes de l'exercice écoulé,
- un rapport d'activités lequel fera ressortir l'utilisation des aides allouées par le Département,
- le compte-rendu financier attestant de la conformité des dépenses par rapport à l'objet de la subvention.

Ces documents devront être remis dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée**.**

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

Le Département de l'Aveyron apparaît comme l'un des principaux partenaires et à ce titre, les associations signataires s'engagent pendant la durée de la convention à valoriser ce partenariat et notamment :

- à autoriser l'utilisation de l'image et du nom du Pôle Aveyron Occitan ainsi que de ses membres constitutifs l'Institut Occitan de l'Aveyron, l'Association départementale pour la transmission et la valorisation de l'Occitan en Aveyron et l'Ostal Joan Bodon pour tout support de communication élaborés par le Département pour la promotion du département de l'Aveyron dans le domaine culturel.

-à apposer systématiquement le logo du Département sur tous les supports de promotion ou d'information (dont le site web). L'utilisation obligatoire du logo sur les supports de communication des actions doit se faire en collaboration étroite avec le service communication du Département et faire l'objet d'une validation de BAT. Contact tél : 05-65-75-80-70 – scom@aveyron.fr. Mettre le #aveyron et #departementAveyron sur les publications réseaux sociaux de l'opération en prenant soin de mentionner le partenariat.

Le mot « Aveyron » doit être associé à l'intitulé du lieu concerné par les actions sur l'ensemble des supports de communication. Une validation préalable du service communication est également nécessaire.

-les associations devront sur leur site internet faire un lien vers le site du Département « aveyron.fr ». Ci-joint l'adresse vers laquelle orienter le lien : http://aveyron.fr/thematiques/culture

- à développer la communication relative aux projets des associations (y compris les évènements presses et télévisés) en étroite collaboration avec le service de communication du Département de l'Aveyron,

-élaborer conjointement un plan de communication annuel pour la promotion ou l'information autour des initiatives pour conserver et valoriser le patrimoine immatériel, transmettre la langue et diffuser la culture occitane.

- à retourner systématiquement au service communication du Département un état des lieux de la communication produite et se rapportant à l'opération subventionnée.

-à faire bénéficier le Département de la revue de presse des actions.

-lors de toutes interventions d'animateur ou d'annonces micro, valoriser le partenariat avec le Département

-à convier le Président du Département au temps fort des actions (conférence de presse…) en parallèle de l'invitation au Cabinet du Président fournir bien en amont au service Communication un calendrier précis de ces moments forts.

-à apposer des aquilux ou autre outil de promotion à voir avec le service communication durant les animations afin de rendre le partenariat avec le Département le plus visible possible du grand public. Les choix de lieux d'exposition de ces aquilux ou autres outils doivent être faits en collaboration avec le service communication du Département.

Suite à la prise de contact avec le service communication, le Département s'engage à fournir le logo du Département en fichier numérique pour les supports de communication réalisés à l'occasion des actions à les valider dans des délais raisonnables et à mettre à disposition au service communication sur Rodez des banderoles et panneaux à apposer par l'organisateur durant les actions de façon visible du grand public.

Il conviendra avec le bilan d'activités d'envoyer des photos afin de justifier de la mise en œuvre du partenariat

ARTICLE 10 – CONTRÔLE

Les 3 associations s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives dont la production serait jugée utile.

Un contrôle sur place et sur pièces pourra être effectué par des agents du Département ou mandatés par celui-ci, en vue d'en vérifier l'exactitude.

ARTICLE 11 – AUTRES ENGAGEMENTS

Chacune des 3 associations communiquera sans délai au Département toutes modifications relatives aux statuts (objet, siège, dénomination…) et fournira une copie de ceux-ci dûment certifiés conformes et les attestations de dépôt en Préfecture, le cas échéant.

En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, les 3 associations devront en informer le Département.

ARTICLE 12 – SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit du Département des conditions d'exécution de la convention par les 3 associations, le Département peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 13 – EVALUATION

L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs auxquels le Département a apporté son concours est réalisée au terme d'une période de 12 mois écoulés.

La présente convention donnera lieu à une évaluation par les parties signataires, du degré de réalisation des objectifs.

ARTICLE 14 – MODIFICATIONS -AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente

convention, fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 15 – RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie en cas de non-respect des engagements respectifs inscrits dans la présente convention. La résiliation sera effective après mise en demeure adressée à l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou remise par un agent assermenté.

ARTICLE 16 – CONTENTIEUX

Les parties signataires s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal administratif de TOULOUSE, s'agissant d'une convention dont l'objet est l'attribution à l'Association de fonds publics.

ARTICLE 17 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente, les 3 associations font élection de domicile en l'Hôtel du Département de l'Aveyron.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux, 1 pour le Département, 1 pour le Pôle Aveyron Occitan et 1 exemplaire pour chacune des associations IOA, ADOC 12, Ostal Joan Bodon.

Fait à Rodez le,

Pour le Département de l'Aveyron
Le Président,

Arnaud VIALA

Pour le Pôle Aveyron Occitan

Francis COURNUT

Pour l'Institut Occitan de l'Aveyron
Le Président,

Francis COURNUT

Pour l'ADOC 12
Les Co-Présidents

Yves DURAND et Jean-Louis BLENET

Pour l'Ostal Joan Bodon
Le Président

Jérôme VIALARET

AVEYRON BUDGET 044-01	
Exercice :	2022
Compte :	6574
Ligne de Crédit :	41593
N° de tiers IOA :	15660
N° d'engagement :	

AVEYRON BUDGET 044-01	
Exercice :	2022
Compte :	6574
Ligne de Crédit :	41593
N° de tiers ADOC12 :	21108
N° d'engagement :	

AVEYRON BUDGET 044-01	
Exercice :	2022

Compte :	6574
Ligne de Crédit :	41593
N° de tiers OJB :	28756
N° d'engagement :	

Annexe 1

Projet d'activité de l'année 2022

⁎ ADOC 12 ⁎

La demande d'interventions en occitan dans les écoles a connu une très forte croissance. Cette demande provient directement des écoles et des municipalités. C'est un élément nouveau depuis l'année scolaire 2020-2021. Cette forte progression nous réjouit. Les retours de nos relais sur le terrain nous disent que cette hausse devrait continuer. Cette augmentation est d'autant plus remarquable qu'elle intervient dans un contexte de baisse continue de la population scolaire.

Ce projet d'activité et le budget que nous présentons ci-dessous, s'inscrivent dans le nouveau projet de mandature départemental. Celui-ci accentue les efforts de la collectivité en faveur de la jeunesse et assume clairement sa compétence dans le domaine de la promotion de la langue occitane. (article L1111-4 de la loi NOTRE). Au terme de la mandature en 2027, notre objectif est que 50% des écoliers de l'Aveyron bénéficient de nos interventions.

Cette année, 28,06 % des écoliers aveyronnais bénéficient de notre programme d'intervention (6 108 enfants sur un total de 21 767).

Nous sommes présents dans :
- 32 % des classes (339 classes sur un total de 1.061),
- 50,78 % des écoles aveyronnaises (161 écoles sur un total de 317).

Le tableau joint (annexe 1) indique, commune par commune, les écoles qui nous reçoivent (année scolaire 2021-2022), à raison de 22 interventions de 30 minutes par classe et par an.

Programme d'initiation à l'occitan dans les écoles de l'Aveyron

- Contenu pédagogique :
Notre objectif est d'aborder chaque année un thème en lien direct avec l'environnement des enfants et leur quotidien. Ainsi, les écoliers ont découvert les roches et les paysages du Rouergue en 2015-2016, la faune sauvage en 2016-2017, les arbres et les arbustes en 2017-2018. Pendant deux ans, nous avons évoqué les grandes périodes de l'Histoire du Rouergue.
L'an passé le conte traditionnel a été au centre de nos interventions. Le conte est très présent dans la culture occitane, les enfants de cycle 3 ont travaillé sur le conte de « La Montanha Negra » de l'auteur aveyronnais Joan Bodon alors que les élèves des classes de cycles 1 et 2 ont travaillé sur les contes « Las tres auquetas » et « Los òmes pichons ».

Cette année, notre choix s'est porté sur un thème beaucoup plus d'actualité avec « L'occitan dans notre société d'aujourd'hui ».
Nous abordons avec les classes de cycle 3 les thèmes comme le « Francitan » qui nous permet de constater que nous utilisons un grand nombre de mots occitans dans notre « parler » du quotidien.

Les vidéos « Lo mot », réalisées par la production Piget, nous permettent d'évoquer de nombreux sujets mis en scène par les écoles bilingues du département.
Le projet de « la pesca als mots » a permis aux élèves d'aller demander des mots occitans auprès des personnes qu'ils connaissent et de les ramener à l'école. Cela a créé un lien très fort entre nos interventions et les familles.
La découverte de l'Occitanie et des grandes familles de dialectes occitans comme le provençal, le languedocien, le limousin, le gascon, l'auvergnat... seront l'occasion de valoriser la richesse et surtout la diversité de notre langue et notre culture. A partir de jeux, de chansons, de reportages, d'histoire... les enfants voyageront dans l'Occitanie et découvriront les richesses qui les entourent.
Dans les classes de cycles 1 et 2, des interventions sur le livre « Me triga deman », édité par CRDP Aquitaine, ont permis d'évoquer l'école d'aujourd'hui avec la lenga nòstra.

Enfin, « Es tròp cool » est une histoire créée par l'option occitan du Lycée Foch, mené par leur professeur Gauthier Coufin, en partenariat avec l'école Paraire et la section bilingue de l'école Monteils. Cette histoire nous permet de travailler sur une création contemporaine adaptée en Kamishibaï, outil très pédagogique auprès des classes les plus jeunes.
Ainsi, cet apprentissage a un bel impact sur les enfants et sur leur sentiment d'appartenance à un territoire, quelles que soient leurs origines, tout en leur apprenant de manière ludique et interactive des mots et des expressions de notre langue d'oc.

- Organisation des rassemblements départementaux : des rassemblements ludiques pour conclure l'année en beauté
Chaque année, l'ADOC 12 organise des rassemblements des écoles ayant suivi son enseignement dans des sites culturels et touristiques du département et avec des activités diversifiées : ateliers de restitution du vocabulaire et des expressions acquises en cours d'année, ateliers scientifiques, théâtre occitan, découverte du site qui accueille...
Le contexte sanitaire, dû à la pandémie, ne nous a pas permis en juin 2021 de programmer ces journées qui rassemblent plusieurs centaines d'enfants en un même lieu. Nous avons proposé une alternative avec quatre animations de 30 minutes encadrées par 2 ou 3 intervenants en fonction de la taille de l'établissement. Ces ateliers, adaptés aux programmes de l'année et à l'âge des enfants, ont permis de proposer une animation d'une demi-journée par école pour clôturer l'année scolaire.
À l'heure actuelle, il nous est impossible d'annoncer comment envisager les prestations qui clôtureront notre année scolaire. De ce fait, nous pouvons présenter différentes hypothèses qui seront adaptées en fonction du protocole sanitaire en vigueur en fin d'année scolaire 2021-2022.

1 ère hypothèse :
Le protocole sanitaire est allégé, le brassage des classes est à nouveau autorisé et les salles des fêtes réouvertes. Nous programmerons des rassemblements scolaires comme nous les avons organisés avant la crise sanitaire. Les écoliers pourront ainsi clôturer l'année occitane avec une programmation ludique, pédagogique privilégiant l'accès à la culture et au spectacle vivant.
Ces journées permettront de proposer :
• des ateliers pédagogiques,
• des visites de sites en partenariat avec les associations locales,
• un spectacle théâtre ou musique en occitan.

Ces journées événementielles impliquant les mairies, les offices de tourisme, les associations, les écoles, les maisons de retraite, les correspondants de presse rendent plus visible notre action auprès de la population et valorisent l'action départementale en faveur de la langue et de la culture occitanes.
Le budget de ces journées clôturant l'année occitane dans les écoles est équilibré grâce à une participation financière demandée aux écoles. Cette contribution permet d'impliquer les écoles, les familles et les associations de parents d'élèves, de nous faire connaître et de valoriser nos actions envers la promotion de la langue et la culture occitanes.

2 e hypothèse :
Le protocole sanitaire ne change pas. Les enfants doivent garder la distanciation entre les classes et les prestations hors établissement scolaire ne sont pas envisageables. Nous pourrons alors proposer une demi-journée d'animation par école comme nous l'avons fait l'an passé. Quatre animations de 30 minutes encadrées par 2 ou 3 intervenants en fonction de la taille de l'établissement seront présentées. Ces ateliers seront adaptés aux programmes de l'année et à l'âge des enfants. Pour la bonne réalisation de ces prestations, nous devons nous organiser en fonction des secteurs et faire 5 ou 6 équipes d'intervenants pour répondre à la demande de toutes écoles.

3 e hypothèse :
Si, pour des questions sanitaires, les écoles devaient fermer à nouveaux quelques semaines et que nous ne puissions pas organiser de recampaments, nous continuerions nos interventions jusqu'à la fin de l'année scolaire afin d'assurer les 22 semaines prévues dans notre convention et terminer notre programme pédagogique comme nous l'avons fait en juin 2020. Pour l'heure, rien ne laisse envisager ce cas de figure qui serait catastrophique mais nous ne pouvons pas nous permettre de l'ignorer.

- Autres actions :
- Opération PAÍS : L'ADOC 12 est partenaire de l'Institut Occitan de l'Aveyron dans le cadre de l'opération PAÍS. Pour la première édition de cette grande opération, en 2021, l'ADOC 12 a assuré des interventions pour présenter le travail de collectage de « l'Operacion Pais ». 100% des écoles des communautés de communes du Pays Ségali et d'Aveyron Bas-Ségala Viaur ont répondu favorablement à notre demande.
Cette année, nous renouvellerons ces animations sur le territoire de la communauté de communes Comtal, Lot, Truyère.
L'ADOC 12 prendra en charge les animations dans les classes afin de présenter et valoriser le territoire, évoquer et expliquer les recherches et les collectages réalisés pendant le projet.
Au total, ce seront 1.304 écoliers répartis sur 71 classes qui pourront bénéficier de ces interventions.

- L'ADOC 12 sera également présent pour animer las velhadas, les soirées de restitution de l'opération PAÍS en Ségala. Ces soirées seront organisées pour présenter l'ouvrage et le court-métrage à l'ensemble de la population. Le programme, élaboré par le Pôle Aveyron Occitan, sera proposé pour valoriser le travail accompli au cours de l'opération PAÍS en Ségala et la création artistique occitane contemporaine. Une prestation des enfants pourra alors être proposée pendant ces soirées de restitution avec l'interprétation de cançons et comptinas apprises en classe.

- Ostal Bodon : L'ADOC 12 est partenaire de l'Ostal Bodon via le groupement Pôle Aveyron Occitan, en mettant à disposition des personnels pour l'ouverture au public et l'animation de cette maison d'écrivain.

- De plus…
L'ADOC 12 collabore avec Radio-Lengadoc (agendas culturels, recampaments de fin d'année…).
Nous souhaitons mettre en place un plan de formation afin de former de nouveaux personnels qui nous permettra de répondre à la demande des élus et des écoles.
Des formations pour maîtriser les outils informatiques et numériques tels que padlet et agenda partagé seront incontournables afin d'optimiser la communication interne entre nos associations ainsi que la construction du site internet afin d'augmenter notre visibilité.
Un partenariat avec le PEC (parcours emploi compétence) nous permettra de former des jeunes et les accompagner dans leurs premières expériences de vie active. Cette démarche est une opportunité pour former des jeunes intervenants et dynamiser notre équipe.
Enfin, dans le cadre de la formation continue, chacun de nos intervenants bénéficiera de 9 journées de formations pédagogiques.

* IOA *

Le début de l'année 2022 est consacré à la clôture de l'opération PAÍS I (Ségala) qui a pris du retard à cause d'un démarrage tardif en 2021 (pandémie de covid) et aussi en raison d'une masse de matière collectée plus importante qu'imaginée :

- finalisation du montage du court métrage ;
- finalisation et impression du livre ;
- organisation des veillées de restitution ;
- envoi de cartes de remerciements individuelles aux 278 personnes ayant été filmées sur le Ségala, en collaboration avec le service communication du Département.

- 2022, deuxième acte de l'opération PAÍS : Comtal-Lot-Truyère -
Il s'agit du deuxième acte d'un programme départemental de valorisation de la langue et de la culture occitanes à l'échelle des communautés de communes.
L'opération PAÍS s'inscrit totalement dans l'objectif que s'est fixé le Département en matière de langue et culture occitanes : « Le Département a vocation à créer un environnement socio linguistique favorable, à sensibiliser les jeunes à ce patrimoine immatériel fragile, à valoriser les projets artistiques, en particulier les créations contemporaines, qui témoignent de la vitalité retrouvée de la culture occitane. Rendre l'occitan plus attractif, plus visible, se réapproprier ce patrimoine : c'est le challenge à relever pour lequel le Département, par sa proximité avec les acteurs, a un rôle d'impulsion et de fédérateur. » (Programme de mandature)

La Communauté de communes Comtal-Lot-Truyère (21 communes) a voté un soutien à l'opération PAÍS à hauteur de 8400 € en fin d'année 2021 et nous avons présenté l'opération devant son Conseil communautaire le 31 janvier 2022 à Saint-Côme d'Olt.

L'office de tourisme Terres d'Aveyron (Bozouls, Entraygues, Espalion, Estaing, Saint-Côme d'Olt) nous épaulera et il pourra bénéficier, en fin d'opération, de nos réalisations audiovisuelles.

Mise en oeuvre :
- rencontres avec les professionnels du tourisme afin d'articuler notre collaboration
- organisation de 21 réunions communales avec les élus et les personnes-ressources de chaque commune afin d'obtenir les coordonnées des personnes occitanophones à contacter ;
- organisation des journées de tournages en studio et des épisodes en extérieur ;
- réalisation du collectage occitan (Camins de vida) et du petit format pédagogique (Cossí dire ?) en qualité professionnelle sur chaque commune (transport, mise en place et démontage du studio) ;
- réalisation de petits documentaires en extérieur (série Mon pichon país) en fonction de ce que nous découvrirons sur le territoire (personnages, savoir-faire, métiers, prestations artistiques...) ;
- mise en place d'une action de sensibilisation à l'occitan dans les écoles du secteur en collaboration avec l'ADOC 12 (à partir de septembre, si notre budget le permet)
- montage des Camins de vida, des Cossí dire ? et des épisodes Mon pichon país ;
- montage du court métrage de 26 minutes ;

- rédaction du livre (sollicitation et accompagnement des contributeurs - archéologie, histoire, linguistique, milieu naturel et végétation, architecture, ethnographie, ethnomusicologie -, rédaction en interne des chapitres ethnographiques et d'un cahier contenant les sites remarquables de chaque commune du territoire, traitement des images (édition si le budget le permet, sinon report en 2023) ;
- mise en ligne progressive des réalisations audiovisuelles sur occitan-aveyron.fr ;
- organisation de soirées de restitution : spectacle valorisant la création artistique occitane, présentation du travail des scolaires avec l'ADOC 12 (si financement), présentation officielle du livre et projection du court métrage (si on a pu financer la fabrication du livre, sinon report début 2023).

- Site internet multimédia occitan-aveyron.fr
Le site départemental occitan-aveyron.fr est ouvert depuis le 18 mars 2019.
Le rythme de fréquentation quotidien se situe toujours entre 150 et 200 utilisateurs.
(140.096 utilisateurs du lancement du site au 31 janvier 2022, contre 90.302 au 31 janvier 2021).
26.409 documents y sont à ce jour consultables et nous répondons aux sollicitations des internautes.
Afin de faciliter l'accès aux petits formats pédagogiques (Cossí dire ?), nous leur avons consacré un espace dédié en page d'accueil du site et comptons faire la même chose pour les épisodes de la série documentaire Mon pichon país et pour les courts métrages.
Nous ne pouvons malheureusement pas monter ni restituer toutes nos réalisations audiovisuelles dans l'immédiat car n'avons pas les ressources humaines suffisantes. Nous avons également dû renoncer à filmer certains sujets qui s'étaient présentés à nous sur le Ségala pour la même raison. Nous ne pourrons pas non plus sous-titrer nos productions audiovisuelles en français, malgré les demandes récurrentes des internautes.
Seuls les épisodes Mon pichon país et les courts métrages pourront être sous-titrés.

- Réseaux sociaux
Nous disposons d'une chaîne YouTube Operacion PAÍS - Institut occitan de l'Aveyron sur laquelle figurent toutes nos productions audiovisuelles depuis la création du site (passage obligé pour pouvoir les poster sur notre site). Depuis le mois de novembre, nous utilisons cette chaîne comme un réseau social supplémentaire.
Nous communiquons également sur Facebook et Instagram (page Pôle Aveyron occitan et page dédiée à l'Operacion PAÍS).

- Conception d'outils pédagogiques -
Comme sur le Ségala, si notre budget le permet, nous travaillerons avec l'ADOC 12 au contenu des interventions qui se feront sur dans le cadre de l'opération PAÍS II et poursuivrons notre collaboration habituelle sur les programmes élaborés pour la fin d'année scolaire 2021-2022 et pour le début de l'année scolaire 2022-2023.
- Conseil linguistique et technique

Afin d'honorer notre mission de service public, nous resterons à la disposition des institutions (collectivités, parcs naturels régionaux, musées, sociétés savantes, médiathèques et bibliothèques, conservatoires, offices de tourisme), des organismes de presse, du milieu associatif, des chercheurs, des professeurs, des

étudiants ou des particuliers en quête de ressources occitanes (mise à disposition du fonds, conseil linguistique...) dans le respect des dispositions légales et des droits des dépositaires.

⁎ Ostal Joan-Bodon ⁎

- Ouverture de la maison d'écrivain

L'association Ostal Joan-Bodon a été créée pour animer la maison natale de l'écrivain Jean-Boudou. Elle est membre du réseau national des Maisons d'écrivain.
L'association est soutenue par la communauté de communes du pays Ségali, la mairie de Crespin et le Département de l'Aveyron.
Pour cette treizième saison l'Ostal Joan-Bodon ouvrira ses portes du dimanche 15 mai au vendredi 30 septembre 2022, les mercredis, les vendredis, les dimanches et jours fériés. Les autres jours, il sera ouvert sur rendez-vous préalable pour les groupes d'au moins dix personnes.
Un programme spécifique d'une journée sera proposé aux classes du CP au CM2 du pays Ségali et du bas Ségala avec visite de l'Ostal, spectacle-conte de la Montanha negra, jeu découverte, atelier scientifique. Nous proposerons aux classes une formule complète comprenant l'organisation du transport de leur classe aller et retour.

- Programmation culturelle

- **samedi 14 mai, 17 h : balade contée et chantée sur les rives du Lieux**, spectacle itinérant interprété par un collectif de conteurs, musiciens, chanteurs, animateurs du patrimoine du Ségala. Il sera suivi, à **21 h** du spectacle, **« Un troç de camin » interprété par Christophe Calmettes**.
L'armée rouge vient de libérer le camp du Service de Travail Obligatoire (STO) de Waldenburg, en Silésie, où Henri Savignac vient de passer deux années de sa vie.
« Un tròç de camin » est une adaptation du roman de Joan-Bodon, « La Grava sul camin » dont il présente les deux premières parties autour de dix tableaux.
Repli salle des fêtes de Crespin en cas de mauvais temps.

- jeudi 28 juillet, 21h30, « Biquefarre » de Georges Rouquier
Farrebique, trente-huit ans après. Raymond a repris l'exploitation, comme son grand-père le lui avait annoncé, enfant. Mais l'époque n'est plus la même. Les fermes se sont transformées, l'élevage s'est modernisé, la culture s'est spécialisée, la mécanisation s'est développée, les pesticides et les engrais sont utilisés.
Pour pouvoir vivre et amortir leurs investissements, les jeunes paysans ont un besoin vital de s'agrandir. Justement, Raoul, de Biquefarre, annonce qu'il vend ses terres et celles-ci sont vite l'objet des convoitises, en particulier de la famille de Farrebique…
Repli salle des fêtes de Crespin en cas de mauvais temps

- **jeudi 4 août, 21h30, spectacle du TIO - La Rampe de Montpellier : « Pèire Petit »** joué par Yves Durand et Gilles Buonomo, racontant l'histoire de Pierre Avézard, sourd muet et borgne de naissance, moqué par ses camarades, mais aimé par sa famille, et qui conçut et fabriqua tout seul, pendant les loisirs que lui laissait son travail de garçon vacher, un manège extraordinaire, chef d'oeuvre de

l'art populaire. Ce spectacle est écrit d'après les textes de Suzanne Lebeau et Michel Piquemal.
Repli salle des fêtes de Crespin en cas de mauvais temps

- vendredi 5 août, 18h « Levar lenga », symphonie contemporaine de Pascal Niggenkemper sur des textes de Jacme Privat et Joan-Maria Pieyre avec François Bessac, électronique et objets sonores, Igor Boyer, performance et objets sonores, Antoine Charpentier, cabrettes, Isabelle Cirla, clarinette basse, Lore Douziech, danse, Julia Hanadi Al Abed, voix augmentée et projection sonore, Laurence Leyrolles, danse, Nicolas Marmin, électronique et objets sonores, Pascal Niggenkemper, composition, direction artistique et contrebasse, Papillion, batterie, percussion et objets sonores, Guy Raynaud, électroacoustique et diffusion de son, Fabien Salabert, régie, Jean-Jacques Triby, vielle à
roue et René Duran, textes enregistrés. Ce spectacle a été créé à l'Estivada 2021.
Report samedi 6 août en cas de mauvais temps

- **vendredi 5 août, 21h30**, cour de la mairie : **Grand bal de la fin de la pandémie,** sur parquet de bois, avec **Super Parquet** (Puy de Dôme) et **Rémi Geoffroy**, diatonique (Toulouse)
Repli salle des fêtes de Crespin en cas de mauvais temps

- jeudi 11 août, 21h30, concert « *Se ieu sabiai... »* par le groupe Camin Fasèm
Elles s'appelaient Alberte, Laurette, Louise, Lydie, Marcelle, Mélie, Marie-Jeanne… et avaient un point commun, celui d'avoir transmis une part de leur existence au travers de leurs chansons traditionnelles. Avec Gilles Rougeyrolles : vielle à roue, accordéon diatonique, flûtes, percussions, Jacques Titou Guerci: guitares, voix, Thierry Heitz: violon, accordéon diatonique, Viviane Cayssials : chant.
Repli salle des fêtes de Crespin en cas de mauvais temps

- **jeudi 18 août, 21h30, "De çò ieu a çò ieu", spectacle de Florent Mercadier**, en hommage à ses ainés : Padena, Bodon, Bony, Cortial, Forestier et Gilbert Mercadier, son père.
Tous ceux qui sont partis faire leurs études dans une grande ville connaissent le rituel du train du dimanche soir. Le spectacle commence là : l'inconnu, la valise, l'appréhension et l'envie mêlées, les préjugés dans un sens comme dans l'autre... En clair, tout ce qu'il faut pour faire une bonne histoire !
« Ce spectacle, c'est cette rencontre avec mon premier caniche et la dame qui le promenait, bien loin de mes mamies sur leur banc et des chiens de chasseurs... **».**
Repli salle des fêtes de Crespin en cas de mauvais temps

- samedi 18 et dimanche 19 septembre, **journées du Patrimoine, deux conférences de Jérôme Vialaret « Molière, l'occitan ».**

- **dimanche 23 octobre, 14h30**, salle des fêtes ; le retour de **Catinou et Jacouti** en Aveyron avec *« La Cosina de Marselha »*, de Charles Mouly.
Si Charles Mouly nous a quittés, Catinou, celle qu'il a toujours connue à Compolibat, lui survit : « Depuis ma prime enfance à Compolibat, je l'ai entendue s'exprimer, le verbe haut, le vocabulaire coloré, avec une verve typique de notre terroir » affirmait-il. « Je l'ai vue aller et venir, forte en gueule, campée sur ses hanches opulentes, image à peine caricaturale de tant de braves femmes de chez nous, qui cachent sous un langage dru et des manières brusques un solide bon sens. Dans les années 1950 la vie de nos villages était joyeuse et pittoresque. On y voyait vivre des gens qui avaient une extraordinaire personnalité. On y trouvait

des types humains et des caractères plein de relief, ces gens-là, dont l'espèce tend à disparaître dans une population de plus en plus uniformisée et rabotée par le « progrès ». À Compolibat, j'ai eu la chance de pouvoir les approcher, de me mêler à eux pour profiter toutes oreilles ouvertes, de leurs propos homériques ». Après « Catinon en bicicleta » et « Peta bolèga a Minjacèbas » Los comedians occitans del talhièr 81 de Lavaur interprèteront : « La cosina de Marselha », pièce composée par Jean-Claude Chambert et Christian Escribe autour de trois évènements écrits par Charles Mouly.

IOA - Budget prévisionnel 2022 voté au CA du 16-12-2021 modifié à la demande des services du Département (14-02-2022)

PRODUITS		
7010	Ventes de produits finis, de marchandises	30 000,00
7060	Ventes de prestations de services	650,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	250,00
7410	Conseil départemental de l'Aveyron budget primitif 2022	187 880,00
7430	Communautés de communes (acquis)	8 400,00
7440	État (contrats PEC)	12 500,00
7410	Région Occitanie (demandé)	10 000,00
7561	Cotisations des adhérents	450,00
7538	Produits divers de gestion courante (Crédit agricole, acquis)	5 000,00
7680	Autres produits financiers	180,00
7910	Transfert de charge d'exploitation (Uniformation)	0,00
8710	Mise à disposition gratuite de biens	850,00
8740	Personnel bénévole	6 500,00
TOTAL		**262 660,00**
CHARGES		
6020	Achats stockés, autres approvisionnements	25 000,00
6026	Emballages	300,00
6040	Achat d'études et de prestations de service	500,00
6050	Achats de matériels, d'équipements et de travaux	2 000,00
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	1 000,00
6064	Fournitures administratives (papeterie et petit matériel de bureau)	600,00
6110	Sous-traitance générale	10 200,00
6132	Locations immobilières	7 500,00
6135	Location mobilière, hébergement et maintenance site internet	2 500,00
6136	Location mobilière, logiciels en location	800,00
6155	Entretien et réparation sur biens mobiliers	400,00
6161	Primes d'assurance multirisque	650,00
6180	Documentation générale et technique	200,00
6184	Dépenses de formation	0,00
6214	Personnel détaché ou prêté à l'association	0,00
6226	Honoraires (expert-comptable, commissaire aux comptes)	3 900,00
6231	Annonces et insertions	150,00
6241	Transport aux achats	50,00
6242	Transport aux ventes	100,00
6251	Voyages et déplacements	4 000,00
6257	Réceptions	600,00
6263	Affranchissements	600,00
6265	Téléphonie	870,00
6270	Frais bancaires	50,00
6281	Concours divers, cotisations	50,00
6333	Participation des employeurs à la formation continue	2 200,00
6410	Rémunérations du personnel (brute)	137 540,00
6410	Gratification stagiaires	2 000,00
6414	Indemnités et avantages divers (IDR)	3 500,00
6450	Charges de sécurité Sociale et de prévoyance	43 500,00
6470	Autres charges sociales (tickets restaurant part patronale)	4 200,00
6475	Médecine du travail	350,00
8610	Mise à disposition gratuite de biens	850,00
8640	Personnel bénévole	6 500,00
TOTAL		**262 660,00**

ADOC 12 - Budget 2022 – modifié le 11 février 2022 à la demande des services du CD12

Ce budget ne permet pas de rentrer dans la dynamique du projet de mandature

PRODUITS

7000	**Ventes de produits fabriqués, de prestations de services et de marchandises**	**33 000,00**
7060	Ventes de prestations de services	24 000,00
7084	Mise à disposition de personnel facturée	9 000,00
7400	**Subventions de fonctionnement**	**177 828,00**
7410	Conseil départemental de l'Aveyron	163 828,00
7420	Conseil régional d'Occitanie (OPLO)	6 800,00
7430	État	7 000,00
7600	**Autres produits de gestion courante**	***88 390,00***
7562	Cotisations communes et communautés de communes	88 390,00
758	produit divers de gestion courantes	
7600	**Produits financiers**	**100,00**
7680	Intérêts Livret A	100,00
7800	**Transferts de charges**	**3 000,00**
7910	Uniformation	3 000,00
8700	**Contributions volontaires en nature**	**13 100,00**
8710	Mise à disposition gratuite de biens	3 600,00
8740	Personnel bénévole	9 500,00
TOTAL		315 218,00 €

CHARGES

6000	**Achats**	**28 600,00**
6022	Fournitures consommables (matériel pédagogique, action culturelle, reprographie)	22 000,00
6064	Fournitures administratives (papeterie et petit matériel de bureau)	1 500,00
6100	**Services extérieurs**	**12 080,00**
6132	Locations immobilières – Coworking	8 640,00
6160	Primes d'assurances	450,00
6184	Dépenses de formation	3 000,00
6200	**Autres services extérieurs**	**42 860,00**
6214	Personnel extérieur à l'association	0,00
6226	Honoraires (expert-comptable, commissaire aux comptes, site web pro)	2 500,00
6251	Voyages et déplacements	39 000,00
6263	Affranchissements	500,00
6265	Téléphonie	200,00
6270	Frais bancaires	50,00
6281	Cotisations	400,00
6300	**Impôts, taxes et versements assimilés**	**1 800,00**
6333	Participation des employeurs à la formation continue	1 800,00
6400	**Charges de personnel**	**222 078,00**
6410	Rémunérations du personnel (brute)	202 500,00
6414	Indemnités et avantages divers (IDR)	4 408,00
6450	Charges de sécurité Sociale et de prévoyance	10 850,00
6470	Autres charges sociales (tickets restaurant intervenants ADOC 12, part patronale)	4 320,00
681	**Dotation aux amortissements et aux provisions**	
6810	DAP sur charges d'exploitation	
8800	**Emploi des contributions volontaires**	**13 100,00**
8610	Mise à disposition gratuite de biens	3 600,00
8640	Personnel bénévole	9 500,00
TOTAL		315 218,00 €

OSTAL JOAN-BODON

AG 19/2/22

CHARGES	*Budget prévisionnel 2022 programme habituel*
Électricité	1 200,00
Teléphone, internet	470,00
Affranchissements	150,00
Fournitures de bureau, entretien, maintenance informatique (210 €)	250,00
Achat produits boutique	750,00
Assurance	570,00
Programmation culturelle	15 450,00
Actions départementales de diffusion culturelle et artistique	
Dépenses de formation (prolongement opération Païs)	
Conception et fabrication d'outils pédagogiques	
Programme départemental de conférences « Connaissance du Rouergue »	
Frais de transport	1 600,00
Mise à disposition personnel ADOC 12	12 000,00
Coordination (personnel prohgramme « +)	
Valorisation du bénévolat	8 000,00
Dépliants, affiches, cartes Club des sites, location cases Club des sites	1 000,00
Frais déplacement bénévoles	1 100,00
Services bancaires et charges d'intérêt	50,00
Achat petit matériel (rangement, outillage)	300,00
Cotisations (CSCPS, Maisons d'écrivain, OT)	200,00
TOTAL DES CHARGES	***43 090,00***

PRODUITS	
Recettes propres	**7 920,00**
Cotisations membres	220,00
Entrées	3 500,00
OPCO (organismes paritaires collecteurs formation professionnelle)	
Ventes boutique	1 000,00
Billetterie spectacle	3 200,00
Billetterie programme +	
Recettes exceptionnelles et bénévolat	**9 170,00**
Revenu de valeur de placement, Livret A	70,00
Produits exceptionnels, dons Déplacements bénévoles	1 100,00
Bénévolat	8 000,00
Subventions	**26 000,00**
Mairie Crespin	4 500,00
Département Aveyron	7 000,00
Conseil régional Occitanie	1 500,00
Communautés de communes	13 000,00
TOTAL DES PRODUITS	***43 090,00***
Excédents ou déficits	***0,00***

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Dotation de fonctionnement pour 2022 annexe pédagogique de Firmi et La Fouillade**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/007/26**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42323-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Magali BESSAOU

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Dotation de fonctionnement pour 2022 annexe pédagogique de Firmi et La Fouillade présenté en Commission jeunesse, collèges et immobilier départemental

VU l'avis de la commission jeunesse, collèges et immobilier départemental lors desa réunion du 11 mars 2022 ;

CONSIDERANT que le Département de l'Aveyron compte deux annexes pédagogiques : l'une à Firmi rattachée au collège de Decazeville, l'autre à La Fouillade rattachée au collège de Villefranche de Rouergue ;

CONSIDERANT que depuis 2003, le Département accorde deux participations :

- l'une versée au collège de rattachement et correspondant aux dépenses de pédagogie, à hauteur du montant arrêté chaque année dans le calcul de la dotation de fonctionnement des collèges publics soit 33,66 €/élève pour 2022. Ces dotations de fonctionnement en faveur des collèges de rattachement, ont été attribuées lors de la session de l'Assemblée Départementale en date du 1er octobre 2021.

- l'autre attribuée à la commune d'implantation pour les dépenses de fonctionnement.

PREND ACTE que la dotation de base par élève, versée à la commune est déterminée chaque année en fonction du coût d'un élève public établi au titre de la dotation de fonctionnement en faveur des collèges publics, soit pour 2022 :

➢ Coût élève du public 2022 :	249,84 € /élève
➢ Dont dépenses pédagogiques (dotation versée au collège de rattachement) :	- 33,66 €/élève
➢ Dotation de base :	216,18 €/élève

ACCORDE pour 2022, les dotations de fonctionnement suivantes :

<u>Annexe de Firmi</u>

Commune de Firmi **:** **17 078,22 €** (216,18 € x 79 élèves)

(Pour mémoire, le collège de Decazeville a perçu une dotation pédagogique d'un montant de 2 659,14 €, correspondant à 33,66 € x 79 élèves).

<u>Annexe de La Fouillade</u>

Commune de La Fouillade : **14 484,06 €** (216,18 € x 67 élèves)

(Pour mémoire, le collège de Villefranche de Rouergue a perçu une dotation pédagogique d'un montant de 2 255,22 €, correspondant à 33,66 € x 67 élèves).

PREND ACTE que les sommes allouées aux deux communes seront prélevées sur les crédits de fonctionnement inscrits au BP 2022.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Ateliers de pratiques artistiques et de culture scientifique**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/007/27**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42325-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Magali BESSAOU

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Ateliers de pratiques artistiques et de culture scientifique présenté en Commission jeunesse, collèges et immobilier départemental

VU l'avis favorable de la commission jeunesse, collèges et immobilier départemental lors de la réunion du 11 mars 2022 ;

CONSIDERANT que plusieurs collèges publics ont sollicité le Rectorat pour la prise en compte de leurs projets au titre des ateliers artistiques et scientifiques pour l'année scolaire 2021-2022 ;

CONSIDERANT que l'objectif de cette démarche est de permettre aux collégiens, d'appréhender les métiers liés à ces domaines notamment par le biais de contacts directs avec des professionnels : chercheurs, ingénieurs, techniciens, au travers de projets concrets artistiques, scientifiques ou technologiques ;

CONSIDERANT qu'une subvention du ministère de la Recherche et une dotation d'heures supplémentaires accordées par la Direction Académique des Services de l'Education Nationale permettent le fonctionnement de ces ateliers ;

ATTRIBUE une dotation de 610€ par atelier à chaque collège dont le projet a été agréé par l'Etat figure dans la liste ci-dessous au titre de l'année scolaire 2021-2022:

Collèges	Intitulé des ateliers
Collège Lucie Aubrac à Rieupeyroux	«Même pas marre du brouillard !»
Collège Carladez à Mur de Barrez	«Initiation à l'astronomie»

AUTORISE Monsieur le Président du Département à établir et à signer les arrêtés attributifs de subventions correspondants.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Convention type relative à l'exercice des compétences respectives du Département et des Etablissements Publics Locaux d'Enseignement au titre de l'année 2022 - travaux/équipements/mobiliers - subventions matérielles**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/007/28**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42334-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Magali BESSAOU

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Convention type relative à l'exercice des compétences respectives du Département et des Etablissements Publics Locaux d'Enseignement au titre de l'année 2022 - travaux/équipements/mobiliers - subventions matérielles présenté en Commission jeunesse, collèges et immobilier départemental

VU l'avis favorable de la commission jeunesse, collèges et immobilier départemental lors de la réunion du 11 mars 2022 ;

VU le Code de l'Éducation prévoyant en son article L 421-23 qu'« une convention passée entre l'établissement et, selon le cas, le Conseil Départemental ou le Conseil Régional précise les modalités d'exercice de leurs compétences respectives » ;

CONSIDERANT que cette convention est conclue annuellement avec chacun des collèges publics depuis 2013 ;

APPROUVE le projet de convention-type ci-joint (annexe 1) à établir avec chacun des collèges publics au titre de l'année 2022 sur la base des besoins exprimés par les établissements, et dans la limite des crédits inscrits au titre du budget 2022 ;

APPROUVE la liste des travaux, équipements et mobiliers qui ont été identifiés pour chacun des 21 collèges, tels que détaillés dans l'annexe 2 ;

ATTRIBUE dans le cadre de ces conventions, les subventions énoncées en annexe 3 au profit des collèges visés pour l'achat de matériels destinés à faciliter le travail des agents ;

AUTORISE Monsieur le Président du Département à signer lesdites conventions pour l'année 2022 ainsi que tout document se rapportant à cette décision.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

ANNEXE 1

CONVENTION RELATIVE A L'EXERCICE DES COMPÉTENCES RESPECTIVES DU DÉPARTEMENT ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT Année 2022

Entre d'une part :

Le Département de l'Aveyron, représenté par son Président, Monsieur Arnaud VIALA, dûment habilité par délibération du Département en date du ..... ;

Ci-après désigné sous le terme « Le Département » ;

Et d'autre part :

L'Etablissement Public Local d'Enseignement, personne morale de droit public ....., représenté par ..... , agissant en qualité de Chef d'Etablissement dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du .....,

Ci-après désigné sous le terme « L'Etablissement ».

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Education ;
Vu la délibération de la Commission Permanente en date du ..... ;
Vu la délibération du Conseil d'Administration du collège en date du ..... ;

PRÉAMBULE

L'article L. 421-23 du Code de l'Education dispose que :

« Pour l'exercice des compétences incombant à la collectivité de rattachement, le président du conseil départemental ou régional s'adresse directement au chef d'établissement.

Il lui fait connaître les objectifs fixés par la collectivité de rattachement et les moyens que celle-ci alloue à cet effet à l'établissement. Le chef d'établissement est chargé de mettre en oeuvre ces objectifs et de rendre compte de l'utilisation de ces moyens.

Le chef d'établissement est assisté des services d'intendance et d'administration ; il encadre et organise le travail des personnels techniciens, ouvriers et de service placés sous son autorité. Il assure la gestion du service de demi-pension conformément aux modalités d'exploitation définies par la collectivité compétente. Un décret détermine les conditions de fixation des tarifs de restauration scolaire et d'évolution de ceux-ci en fonction du coût, du mode de production des repas et des prestations servies.

Une convention passée entre l'établissement et, selon le cas, le conseil départemental ou le conseil régional précise les modalités d'exercice de leurs compétences respectives. »

Dans le respect du principe d'autonomie de l'Etablissement, la présente convention a pour finalité de préciser les modalités d'exercice des compétences respectives du Département et de l'Etablissement, de fixer le montant de la dotation annuelle de fonctionnement ainsi que les moyens humains accordés à l'Etablissement pour l'année 2022.

Par la présente convention, l'Etablissement et le Département ont pour objectif de définir les moyens humains et financiers nécessaires au bien être des élèves.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit.

TITRE I : ORGANISATION ET MOYENS

Article 1 : Moyens financiers alloués à l'Etablissement par le Département

1- Dotation de fonctionnement

Conformément à l'article L. 421-11 du Code de l'Education, le Département apportera pour l'année 2022 une dotation de fonctionnement globale et non affectée de ..... calculée suivant les critères fixés dans le document intitulé « Critères de dotation de fonctionnement des EPLE » (**cf. annexe 1** de la présente convention).

La dotation de fonctionnement globale allouée à l'Etablissement comprend un forfait relatif au coût d'utilisation des équipements sportifs (piscine, stades municipaux…) et des transports liés aux activités hebdomadaires obligatoires d'Education Physique et Sportive. Une convention tripartite entre le propriétaire des équipements sportifs, l'Etablissement et le Département sera conclue pour préciser les modalités d'utilisation de ces équipements.

2- Dotation spécifique déchets

Le Département rembourse la dotation spécifique « redevance annuelle des ordures ménagères » sur présentation, par l'Etablissement, de la facture acquittée.

3- Subventions

a/ Subvention d'équipement

Exemple 1 : Pour l'année 2022, l'Etablissement n'envisage pas de solliciter une subvention d'équipement. Il se réserve toutefois le droit, en cas de dommage en cours d'année sur un équipement nécessitant son remplacement, de solliciter une telle subvention.

Exemple 2 : Pour l'année 2022, l'Etablissement envisage de solliciter une subvention d'équipement pour l'acquisition ....., pour un montant maximum de ..... €.

Compte tenu de l'intérêt de ce matériel et conformément à la délibération de la Commission Permanente du 02/08/2004, le Département prend en charge financièrement la dépense dans la limite d'un montant maximum de ..... €.

La subvention correspondante sera versée sur présentation de la facture d'achat acquittée.

Ce financement sera acquis sous réserve de l'acceptation du Conseil d'Administration de l'Etablissement et du vote du crédit par le Département dans le cadre du Budget Primitif 2022.

b/ Subvention pédagogique

Pour l'année 2022, le Département ne prévoit pas d'apporter de subvention pédagogique.

4- Partenariat financier de l'Etablissement et du Département pour les opérations d'équipement

Exemple 1 : L'Etablissement et le Département n'ont pas identifié d'opérations d'équipements à conduire en partenariat au titre de l'année 2022.

Exemple 2 : Après concertation, l'Etablissement et le Département ont identifié l'opération suivante, à conduire en partenariat : ……

Dans le cadre de cette opération, le Département fournira les matériels et matériaux nécessaires à l'Etablissement. De même, il pourra accompagner l'EPLE dans la réalisation de l'opération en faisant appel aux entreprises titulaires des marchés des différents corps d'Etat.

Pour sa part, l'Etablissement envisage de financer sur ses fonds propres les équipements suivants : …… pour un montant de ……

Ce financement sera acquis sous réserve du vote par le Conseil d'Administration du collège.

Article 2 : Moyens humains de l'EPLE

1- Personnels mis à disposition

Le Département met à disposition de l'Etablissement …… agents représentant ……. équivalents temps plein.

L'Etablissement affecte les agents aux différentes tâches sur la base des fiches de poste types détaillées dans **l'annexe 2** de la présente convention selon les répartitions ci-dessous (en % du temps plein). Ces fiches de poste précisent que « comme tout agent du Département le personnel des collèges est polyvalent et qu'il peut être amené à effectuer ponctuellement ou de façon récurrente des tâches diverses non explicitement détaillées dans cette fiche ».

NOMS des Agents	Encadrement		Restauration			Entretien			Maintenance
	Encadre-ment	Produc-tion	Chef	Second	Aide Cuisinier	Accueil	Entretien	Cuisine /plonge	

(A compléter en % du temps de travail)

Cette répartition est prévisionnelle, elle ne prend pas en compte les événements spécifiques tels que les absences pour maladie, formation, mobilité.

2- Définition des missions du coordonnateur (le cas échéant)

Exemple 1 : Sans objet. Il n'y a pas ce coordonnateur affecté à l'établissement.

Exemple 2 : Le Département met à disposition de l'Etablissement, un coordonnateur placé sous l'autorité fonctionnelle du Chef d'Etablissement et de l'Adjoint-Gestionnaire dont les missions seront les suivantes :

- Action d'encadrement de l'équipe : ..... % du temps plein. A ce titre, le coordonnateur aura notamment en charge de :
  -
  -
  -

- Action de production au sein de l'équipe : ..... % du temps plein. A ce titre, le coordonnateur participera notamment à :
  -
  -
  -

La liste des actions ci-dessus répertoriées n'est pas exhaustive. Celle-ci pourra être complétée en fonction des besoins identifiés par le Chef d'Etablissement, l'Adjoint-Gestionnaire ou le Coordonnateur.

Article 3 : Moyens matériels

1- Moyens matériels mis à disposition

Exemple 1 : L'Etablissement n'a pas identifié de moyens matériels dont il aurait besoin en vue de faciliter le travail quotidien des agents.

Exemple 2 : L'Etablissement a identifié pour l'année 2022, des moyens matériels dont il aurait besoin en vue de faciliter le travail au quotidien des agents.

Dans ce cadre, le Département et l'EPLE conviennent de l'achat de matériels mentionnés dans l'**annexe 8** ci-jointe. Ces matériels seront achetés directement par le Département et mis à disposition.

2- Mode de financement

Ce type de matériel sera acheté et financé **directement** par le Département.

Article 4 : Organisation des moyens

1- Externalisation de tâches

Dans le cadre d'une négociation entre l'Etablissement et le Département, des tâches pourront être réalisées par une entreprise spécialisée ou la Cellule d'Intervention Collèges du Département.

Les tâches confiées à ces dernières sont détaillées dans l'article 17 de la présente convention.

2- Etat prévisionnel de gestion (EPG)

L'Etablissement pourra compléter l'Etat Prévisionnel de Gestion joint en **annexe 3** de la présente convention.

L'Etat Prévisionnel de Gestion a pour finalité de mettre en parallèle, sur un même support et par période de temps significative, les prévisions de dépenses de fonctionnement et les moyens humains à mobiliser pour la réalisation des tâches de fonctionnement correspondantes.

L'Etat Prévisionnel de Gestion est un outil de programmation et de suivi qui permet :

1- de prioriser les tâches à réaliser en utilisant les moyens propres de l'Etablissement (la restauration notamment) ;
2- de définir les tâches qui devront être externalisées ;
3- d'avoir, par activité, une approche financière globale ;
4- de faciliter, en fonction de la priorisation des tâches faites, la gestion des absences ;
de créer pour l'ensemble des établissements une base de comparaison des coûts par activité très intéressante pour les Adjoints-Gestionnaires ;
5- d'une année sur l'autre d'optimiser l'utilisation des moyens humains et financiers mis à disposition par le Département.

L'Etat Prévisionnel de Gestion est donc un outil de gestion prévisionnelle comprenant des éléments de gestion dont dispose l'Adjoint-Gestionnaire pour assurer la bonne gestion de l'Etablissement.

Conformément à l'article L. 421-23 II alinéa 1 du Code de l'Education qui précise que « le Chef d'établissement est chargé de mettre en œuvre ces objectifs et de rendre compte de l'utilisation de ces moyens », le Département pourra demander à 'Etablissement de lui fournir un état comparatif intermédiaire de l'utilisation des moyens entre ceux détaillés dans l'Etat Prévisionnel de Gestion et l'activité réelle, au mois de juin de l'année pour laquelle la présente convention a été conclue.

L'état comparatif définitif pourra être adressé au Département par l'Etablissement au mois de janvier de l'année N+1 pour laquelle la présente convention a été conclue.

TITRE II- GESTION DES PERSONNELS TERRITORIAUX DES COLLEGES

(cf. note du Département en date du 14 septembre 2017 sur les plannings des personnels)

Les Agents Départementaux des Collèges sont affectés par le Département. Membres de la communauté éducative, ils sont placés sous l'autorité hiérarchique du Président du Département et sous l'autorité fonctionnelle du Chef d'Etablissement qui organise et encadre, avec l'assistance de l'Adjoint-Gestionnaire, et le concours le cas échéant du Coordonnateur, leur travail en fonction des objectifs fixés par le Département. La situation des Agents Départementaux des Collèges est régie par les dispositions statutaires de la Fonction Publique Territoriale.

Les règles collectives décidées par le Département leur sont appliquées sous réserve des spécificités liées à leur affectation dans un établissement d'enseignement.

Pour l'année 2022, il est constaté au sein de l'Etablissement la situation suivante :

- Effectif de référence : .....
- Effectif budgétaire prévu : .....
- Temps partiel : .....

Répartition des postes et des agents entre les différents métiers (cuisinier, maintenance, entretien, coordonnateur)

Métiers	Effectif budgétaire	Effectif de référence	Répartition en ETP
Coordonnateur			
Cuisinier			
Agent de cuisine			
Entretien des locaux			
Agent de maintenance			
TOTAL			

Situations spécifiques identifiées :

- Ressources internes (Agents pouvant palier des absences sur des postes spécialisés en cuisine) : .....
- Absences identifiées (projection absences de longue durée) : .....

Article 5 : Le Recrutement Externe et la Mobilité Interne

Le recrutement des Agents Départementaux des Collèges (titulaires et non titulaires) relève de la décision du Président du Département, il s'effectue dans le cadre des dispositions statutaires et des procédures en vigueur au sein du Département.

Dans le cadre de la politique de Gestion du Personnel, la mobilité interne prend en compte les besoins des services et le souhait d'évolution de carrière et de fonction des personnels.

La mobilité interne des Agents Départementaux des Collèges est gérée par le Département dans le cadre des règles en vigueur au sein de la collectivité. La Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département gère toutes les procédures de mobilité interne. Elle recense les candidatures sous couvert du Chef d'Etablissement avant la date de clôture.

Quand un poste est déclaré vacant, en préalable à la procédure de mobilité et en concertation avec le Département, il peut être ouvert au sein de l'Etablissement concerné afin de favoriser d'éventuelles réorganisations et d'utiliser les compétences internes. A l'issue de ce mouvement interne, le poste restant à pourvoir est publié à l'ensemble des Services.

La mobilité interne est ouverte aux agents non titulaires en application du règlement intérieur de la mobilité interne du Département (**annexe 4** de la présente convention). Ils peuvent déposer leur candidature et émettre un vœu de mobilité. Leur situation est examinée dans le cadre du mouvement de mobilité, après examen de la situation des agents titulaires.

Article 6 : Temps de travail

(cf. note du Département en date du 14 septembre 2017 sur les plannings des personnels)

Les Agents Départementaux des Collèges sont astreints à respecter le temps de travail annuel prévu par les dispositions législatives et réglementaires soit actuellement, à temps plein, 1593 h/an (1 607 h desquelles sont déduits les deux jours de fractionnement).

Les personnels bénéficiant d'une concession de logement pour nécessité absolue de service doivent effectuer 123 h au titre de cette concession.

L'organisation du travail doit respecter les limites suivantes :

- temps de travail effectif quotidien maximal = **10 heures** qui comprend un temps de pause de 20 minutes par période de 6 heures de travail consécutif,
- amplitude quotidienne maximale = **12 heures**;
- Repos quotidien continu minimal = **11 heures**;
- Temps de travail effectif hebdomadaire maximal = **48 heures** sur une semaine isolée;
- temps de travail effectif hebdomadaire moyen sur 12 semaines consécutives : **44 heures** maximum.

Les heures supplémentaires doivent revêtir un caractère exceptionnel et être justifiées par des contraintes spécifiques ou pour la continuité du service.

Elles doivent être préalablement sollicitées conjointement auprès de la Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département (DRHHS) et de la Direction des Collèges et de l'Enseignement Supérieur (DCES).

Elles font l'objet d'une comptabilisation mensuelle au niveau de chaque Etablissement.

Elles peuvent être payées selon le barème en vigueur ou récupérées sur la base d'un planning concerté et validé par l'équipe de direction (le Chef d'Etablissement, l'Adjoint-Gestionnaire, le cas échéant le Coordonnateur).

Le décompte est transmis mensuellement à la Direction des Ressources Humaines Hygiène et Sécurité du Département (y compris pour les récupérations).

Les coefficients applicables sont les suivantes :

HS 1 - (14 premières heures mensuelles) : 1,25 soit 1 heure 15 minutes.
HS 2 - Heures suivantes : 1,27 soit 1 heure 16 minutes.
HS 3 - Heures dimanche et jour férié : 1,75 soit 1 heure 45 minutes.
HS 4 - Heures de nuit : 2 soit 2 heures.

Les Agents Départementaux des Collèges peuvent travailler à temps partiel, après avis du Chef d'Etablissement, le Département examine les demandes écrites de travail à temps partiel. La décision est prise par le Département conformément aux termes de la note du 14 septembre 2017.

L'Etablissement doit, en début d'année scolaire et au plus tard le 30 septembre, fournir au Département le planning détaillé de chaque agent signé par ce dernier.

Article 7 : Gestion des absences

Le Chef d'Etablissement fait connaître les absences prévisionnelles des Agents Départementaux des Collèges à la Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département qui analyse le bien fondé de la demande de remplacement et assure la gestion du dispositif.

Les remplacements sont effectués dans le souci d'assurer la continuité du service public et dans la limite des crédits budgétaires inscrits.

Les remplacements de cuisiniers sont, dans la mesure du possible, effectifs dès le premier jour. Pour le service général et technique, un délai de carence de 15 jours est observé avant tout remplacement. Les absences pour maternité, congé de longue maladie et de longue durée sont remplacées dans la limite des crédits budgétaires inscrits et après le délai de carence de 15 jours (sauf pour les Cuisiniers).

Le recrutement de personnel assurant des fonctions de suppléance est effectué par la Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département.

A la fin de chaque remplacement, le Chef d'Etablissement ou l'Adjoint-Gestionnaire, doit rendre compte à la Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département par courriel de la qualité du travail effectué par l'agent remplaçant.

Article 8 : Droits à l'information des Agents Départementaux des Collèges

Les Agents Départementaux des Collèges ont accès aux mêmes informations et communications que celles auxquelles ont accès l'ensemble des agents du Département, à partir d'un ordinateur dédié à cet effet dans chaque Etablissement.

Cette consultation libre s'effectue sur leur temps de travail dans le respect des contraintes de service. Hormis les informations à caractère personnel, toute demande relative à des procédures administratives et à la situation professionnelle des Agents Départementaux des Collèges doit être adressée au Président du Département ou à son représentant sous couvert du Chef d'Etablissement ou de l'Adjoint-Gestionnaire.

Article 9 : Evaluation

L'entretien annuel d'évaluation vise trois objectifs :

* évaluer globalement l'activité professionnelle de l'Agent, analyser les résultats et fixer des objectifs,
* améliorer le management et le dialogue entre l'Agent et son Supérieur Hiérarchique,
* échanger sur les projets professionnels, les perspectives de carrière et les projets de formation.

L'entretien annuel d'évaluation est conduit par l'Autorité fonctionnelle directe dans le cadre d'une procédure identique pour tous les Agents du Département en utilisant des documents supports intitulés *« le guide de l'évalué »* et *« entretien individuel d'évaluation »* du Département (**annexe 5** de la présente convention). Cet entretien est conduit au sein de l'Etablissement par l'Adjoint-Gestionnaire sous la responsabilité du Chef d'Etablissement.

Il peut être confié au Coordonnateur pour l'ensemble des Agents à l'exception du Chef de Cuisine et des Cuisiniers qui sont évalués par l'Adjoint-Gestionnaire. Le Chef Cuisinier peut être amené à évaluer les Cuisiniers.

L'ensemble des Agents titulaires et les Agents non titulaires sont évalués dans le respect des procédures applicables (loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et décret n° 2010-716 du 29 juin 2010).

Article 10 : Evolution des carrières

La carrière des Agents Départementaux des Collèges est gérée par le Département. Le Président du Département prend les décisions relatives à la situation statutaire des personnels dans le respect de la réglementation en vigueur telles qu'elles sont édictées par les dispositions législatives ou statutaires et les règles particulières en vigueur au sein du Département. Les propositions d'avancement sont formulées par la Direction des Bâtiments et des Collèges du Département en concertation avec le Chef d'Etablissement.

Article 11 : La Formation

Les Agents Départementaux des Collèges intègrent le dispositif de formation du Département. Ils ont accès à la préformation et à la formation continue. Ils peuvent formuler des demandes de formation individuelle sous couvert du Chef d'Etablissement.

Il est rappelé que toutes les formations (y compris pour habilitation) sont obligatoires et engagent l'agent à s'y rendre une fois convoqué.

Le Chef d'Etablissement et l'Adjoint-Gestionnaire peuvent, en concertation avec les agents, faire remonter les besoins spécifiques de formation auprès de la Direction des Collèges et de l'Enseignement Supérieur du Département afin qu'ils soient intégrés dans l'élaboration du plan de formation réalisé par le Département.

Des Comités de métiers peuvent être mis en place afin de partager l'expérience, l'information et d'harmoniser les pratiques professionnelles.

Ces Comités de métiers sont organisés par la Direction des Collèges et de l'Enseignement Supérieur du Département. La Direction des Ressources Humaines, Hygiène et Sécurité du Département participe à ces Comités de métiers.

Après chaque Comité de métiers, un compte-rendu sera rédigé et communiqué à l'ensemble des participants ainsi qu'aux Chefs d'Etablissement.

Article 12 : Action Sociale

Les Agents Départementaux des Collèges bénéficient des dispositions et règles en vigueur pour les personnels du Département en matière d'action sociale sous réserve le cas échéant de leur compatibilité avec le cadre d'exercice de leur mission.

Article 13 : Frais de déplacement

Les frais de déplacement liés aux activités de formation décidées par le Département (formation continue, pré formation, préparation aux concours et examens …) ainsi que ceux liés à des convocations du Département sont pris en charge directement sur le budget du Département.

Article 14 : Prévention des risques

Les Agents Départementaux des Collèges comme tout le personnel de l'Etablissement sont placés sous la responsabilité du Chef d'Etablissement en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. Ce dernier s'engage à respecter la réglementation en vigueur et à réunir les organismes prévus à cet effet.

Il doit informer le Département de tous les accidents de travail et des incidents susceptibles de porter atteinte aux conditions de travail des Agents Départementaux des Collèges dans l'heure qui suit et la déclaration doit être faite dans un délai maximum de 48 heures.

Sous sa responsabilité, le Chef d'Etablissement peut bénéficier du concours du Service Hygiène et Sécurité du Département et des Services techniques du Département pour des actions de formations et de conseils.

L'Etablissement aura à sa charge la fourniture des Equipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires aux activités des agents départementaux des collèges et le Chef d'Etablissement doit veiller à leur bonne utilisation ainsi qu'à leur entretien.

De son côté, la collectivité départementale souhaite s'assurer que chaque agent dispose des Equipements de Protection Individuelle nécessaires aux activités qui lui sont confiées et aider l'EPLE dans la prise en charge de ceux-ci.

Dans ce sens, au titre de l'année 2022, le Département réserve une enveloppe pour la fourniture des EPI, calculée sur la base d'un montant maximal de 200 € TTC par agent. Le Département rembourse également les EPI achetés aux personnels qui interviennent en remplacement.

L'Etablissement, sur production de justificatifs de dépenses et d'un état détaillé pour chaque agent des EPI fournis, percevra de la part du Département une participation couvrant les dépenses engagées dans la limite du montant par agent précisé ci-dessus. **(annexe 10)**

Le document unique d'évaluation des risques élaboré par l'Etablissement est transmis pour information au Département, une fois par an avant les vacances de Toussaint.

Article 15 : Articulation avec le personnel communal ou intercommunal mis à disposition (conventions)

Exemple 1 : sans objet.

Exemple 2 : Le Chef d''Etablissement informe le Département des conventions qu'il passe avec les Communes ou Communautés de Communes pour assurer diverses prestations (restauration, jardinage …).

Il identifie notamment les moyens (en terme de personnel et d'aides financières) générés par ces prestations et les conditions de leur utilisation.

A ce titre, l'Etablissement a convenu d'une convention avec la commune de……pour la préparation de ……. repas, à destination de …… Cette convention a été établie en date du …….. . Elle prévoit la mise à disposition de ……. agent(s) communal(aux), représentant …… ETP. L'établissement confectionne …… repas/jour sur une semaine de ……. jours.

Cette convention sera transmise au Département, pour signature, au titre de collectivité compétente chargée des services de restauration et d'hébergement des collèges.

TITRE III - MISE EN ŒUVRE DU PARTAGE DES COMPETENCES

Article 16 : Sécurité des biens et des personnes

La sécurité des personnes et des biens est une priorité tant pour le Département que pour l'Etablissement.

Le Chef d'Etablissement mettra tout en œuvre pour assurer cette sécurité. Il lui appartient notamment :

- d'alerter le Département, au besoin en urgence, de tout dysfonctionnement, risque ou menace affectant la sécurité :

- en journée la Direction des Collèges et de l'Enseignement Supérieur, le Chef de Service Collège: dbc@aveyron.fr / 05-65-59-34-71,

- la nuit et le week-end le cadre technique d'astreinte : 06 -31-79-00-91 ;

- de transmettre au Département, au service des collèges de la Direction des Collèges et de l'Enseignement Supérieur **préalablement aux périodes de vacances scolaires**, le planning des permanences : noms et numéros de téléphone des responsables joignables en cas de problème ;

- de prendre les dispositions nécessaires permettant l'accès aux locaux par les services du Département ou par des intervenants extérieurs désignés par ceux-ci, tout au long de l'année et plus particulièrement durant les périodes de fermeture administrative de l'établissement.

Article 17 : Travaux, Equipements et Entretien

a/ TRAVAUX

cf. annexe 8 «Travaux»

L'Etat a souhaité mettre en œuvre des mesures complémentaires de sécurisation des établissements scolaires. A ce titre, le Département pourrait être amené à réaliser des travaux spécifiques (mise en œuvre de clôtures, portails, contrôle d'accès, vidéosurveillance…).

En conséquence, le Département pourrait modifier en cours d'année les priorités établies au titre de l'année 2022, figurant dans l'**annexe 8** du présent document.

b/ EQUIPEMENTS–MOBILIER–INFORMATIQUE

cf. annexe 8 «Equipements/Mobiliers/ Informatique »

En 2022, le Département va finaliser le renouvellement des serveurs pédagogiques et des ordinateurs. Les équipements remplacés seront récupérés par le Département.

S'agissant des équipements informatiques, il convient de rappeler que le réseau informatique reste la propriété du Département et qu'à ce titre les EPLE ne peuvent pas connecter de nouveaux équipements informatiques sur le réseau, sans avoir préalablement sollicité l'autorisation de la Direction des Services Informatiques du Département.

Ainsi, avant tout achat d'équipement, les EPLE doivent soumettre leurs choix à l'avis et à l'autorisation de la Direction des Services Informatiques du Département afin de vérifier la compatibilité de ceux-ci et leur intégration éventuelle au marché de maintenance dont le Département a la charge. Les matériels non répertoriés ne sont pas pris en compte dans le cadre du marché de maintenance piloté par le Département.

Concernant les matériels en panne, il est obligatoire d'ouvrir un ticket incident pour la prise en charge de ceux-ci. A l'issue du diagnostic réalisé, le matériel peut être réparé ou échangé sous réserve de stock disponible.

c/ ENTRETIEN

L'entretien général de l'Etablissement comprend toutes les tâches permettant le maintien en bon état du patrimoine bâti (nettoyage essentiellement) et de tous les espaces extérieurs (espaces verts notamment).

L'entretien technique concerne pour l'essentiel la maintenance technique de tous les équipements immobiliers.

L'Etablissement, organise l'entretien général et technique et sollicite le recours à l'externalisation :

Taches spécifiques	Nbre, volume ou surfaces concernées (m2)	Période d'intervention souhaitée	Externalisation ou intervention de la cellule collège

RAPPEL : Pour recourir à la Cellule d'Intervention Collège du Département, l'Etablissement devra remplir le formulaire type intitulé « Intervention de la Cellule Collège » joint en **annexe 6** de la présente convention.

Les coûts d'intervention des prestataires et entreprises privées sont directement pris en charge par le Département.

Contrats de maintenances et visites périodiques cf. annexe 7

➢ La liste des contrats obligatoires et non obligatoires (hors pédagogie) pour l'année 2022 est fournie par l'Etablissement au Département (fiche récapitulative contrats, **annexe 7** de la présente convention). L'Etablissement doit informer le Département de toute modification de ces contrats pendant la durée de la présente convention en transmettant une liste actualisée.

Déchets

➢ Modalités de prise en charge des déchets non courants

L'Etablissement et le Département conviennent des modalités d'évacuations des déchets non courants suivants : (*) : Préciser l'intervenant ainsi que les modalités d'intervention (assurances, plan de prévention,…)

	Intervenants		
Type de déchets	Moyens propres à l'Etablissement	Cellule intervention Collège	Autres (à préciser *)
Végétaux			
Produits chimiques			
Encombrant			
Matériel électrique			
Médicaux			

Article 18 : Missions des Agents Départementaux des Collèges

Conformément à l'article L. 913-1 du Code de l'Education, les Agents Départementaux des Collèges participent aux missions du service public de l'éducation et assurent pour le compte du Département des missions d'accueil, de maintenance, de restauration et d'hébergement. Ils ne peuvent assurer des missions relevant de la compétence de l'Etat (encadrement et surveillance des élèves notamment).

La mission d'accueil est assurée par les personnels de l'Etat et par les personnels du Département dans leurs domaines de compétences respectif.

A ce titre, l'Etablissement organise cette mission au quotidien suivant les horaires d'ouverture des collèges indiqués ci-dessous :

Horaires d'ouverture du collège : .....

Durant les périodes de vacances scolaires, en l'absence d'agent de permanence l'accès aux locaux par les services du Département et par les intervenants extérieurs désignés par le Département est organisé ainsi qu'il suit (exemple : accès à l'armoire des clés) : .....

Article 19 : Service de restauration et d'hébergement

Le Département décide de l'implantation et de l'organisation des services de restauration et d'hébergement. Il définit les modalités d'exploitation des services et à ce titre l'Assemblée Départementale pour l'année 2022 a fixé le prix de base du repas à 2,80 € ainsi que la règle de calcul du forfait 5 jours, du forfait 4 jours, du forfait 3 jours et du ticket élève et de l'ensemble des tarifs en découlant.

L'Assemblée départementale du 1er octobre 2021 a également fixé le tarif de l'ensemble des agents territoriaux intervenant sur les collèges, quel que soit leur indice, à 3,35 €.

Conformément à la délibération de la Commission Permanente du 18 décembre 2012, le Département participe au financement des repas des agents départementaux des collèges en prenant à sa charge 60% du tarif de base du repas élève qui s'établit à 2,80 € pour l'année 2022, soit un montant de 1,68 € par repas.

Le Département versera à l'EPLE cette contribution sur la base d'un **état trimestriel** établi par l'établissement pour l'ensemble des repas achetés par les agents auprès du collège.

Ce dispositif permet ainsi aux personnels départementaux des collèges de s'acquitter uniquement d'un montant de 1,67 € par repas restant à leur charge.

Le Département alloue les moyens humains et matériels au bon fonctionnement du service.

Le Département maintient, pour l'année 2022, la participation des familles aux frais de personnel du service à **22,5 %.**

L'Etablissement assure la gestion au quotidien du service et à ce titre :

- assure la sécurité sanitaire et notamment la mise en œuvre du Plan de Maîtrise Sanitaire *(arrêté du 8 juin 2006 modifié et notes de service du 11 janvier 2007 et du 24 octobre 2007)* ;
- respecte la réglementation en vigueur concernant l'équilibre alimentaire et la qualité nutritionnelle des aliments servis ;
- met en œuvre une politique de réduction des déchets alimentaires et s'inscrit dans le processus de tri et de recyclage des déchets, s'il existe, sur la Commune, la Communauté de Communes ou la Communauté d'Agglomération.

TITRE IV : UTILISATION DES BIENS IMMOBILIERS ET MOBILIERS

Article 20 : Logements de fonction

L'article R. 216-5 du Code de l'Education prévoit que :
« Dans les conditions fixées au premier alinéa de *l'article R. 94 du code du domaine de l'Etat*, sont logés par nécessité absolue de service les personnels appartenant aux catégories suivantes :

1° Les personnels de direction, d'administration, de gestion et d'éducation, dans les limites fixées à l'article R. 216-6, selon l'importance de l'établissement ;

2° Les personnels de santé, dans les conditions définies à l'article R. 216-7 ;

3° Dans les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles mentionnés à l'article L. 815-1 du code rural et de la pêche maritime , les personnels responsables d'une exploitation agricole et ceux chargés des élevages et des cultures, dans les conditions définies à l'article R. 216-8 »

L'article R. 216-6 du Code de l'Education prévoit que :
« Le nombre des personnels mentionnés au 1° de l'article R. 216-5 et logés par nécessité absolue de service est fixé selon un classement pondéré des établissements :
-moins de 400 points : 2 ;
-de 401 à 800 points : 3 ;
-de 801 à 1 200 points : 4 ;
-de 1 201 à 1 700 points : 5 ;
-de 1 701 à 2 200 points : 6 ;
-de 2 201 à 2 700 points : 7 ;

Au-delà, à raison d'un agent supplémentaire logé par nécessité absolue de service par tranche de 500 points.
Dans ce calcul, chaque élève est compté pour un point. Toutefois, sont comptés pour deux points les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles, les élèves des sections industrielles des lycées, les élèves de l'enseignement agricole et les élèves de l'enseignement pour les enfants et adolescents handicapés. En outre, chaque demi-pensionnaire est compté pour un point supplémentaire et chaque interne pour trois points supplémentaires.
Lorsque les demi-pensionnaires et les internes sont hébergés dans un autre établissement, ces points supplémentaires sont attribués à l'établissement qui assure l'hébergement ».

Le nombre de logement dévolus au personnel d'Etat se fait à partir d'un calcul de points sur la base des effectifs de l'année scolaire N – 1. Dans le cas où ces points viendraient à évoluer, entraînant une augmentation ou une diminution du nombre de ces logements, le Département proposera à l'Assemblée Départementale un rapport spécifique pour prendre en compte ces changements.

En cas de vacance d'un logement en raison de l'octroi d'une dérogation à l'obligation d'occuper un logement de fonction, une convention d'occupation précaire peut être proposée à d'autres agents de l'Etablissement (agent d'Etat ou du Département).
Des arrêtés spécifiques d'attribution seront pris par le Département, sur proposition du Conseil d'Administration de l'Etablissement.

Pour l'année scolaire 2021/2022, le nombre de points s'établit à **…….. points**. En conséquence, le nombre de concessions en NAS Etat est de … **logements**.

L'affectation de ces logements est détaillée dans **l'annexe N° 9** de la présente convention mise à jour à la rentrée de septembre 2021.

Le personnel du Département bénéficiant d'un logement au titre d'une NAS apportera en contrepartie de l'affectation de ce logement, un volume horaire annuel supplémentaire de 123 heures, figurant sur le planning du temps de travail annuel et répondant à des missions précises et particulières.

Article 21 : Autres logements

L'Etablissement peut disposer par ailleurs d'autres logements qui figurent dans **l'annexe 9** de la présente convention mise à jour à la rentrée de septembre 2021 et pouvant être complétée ou modifiée au cours de l'année.

L'affectation de ces logements s'établira par le biais d'une convention d'occupation précaire, **préalablement autorisée** par le Département et soumis à l'avis du Conseil d'Administration de l'Etablissement.

Article 22 : Autres locaux

L'Etablissement et le Département conviennent de mettre à disposition de façon récurrente à des organismes ou associations les locaux suivants :

locaux de l'EPLE loués à des organismes ou associations extérieures)

Type de local	Nom du locataire	Durée / horaire	Tarif location	Observations

L'occupation de ces locaux en dehors du temps scolaire fera l'objet d'une convention préalable entre l'Etablissement, le Département, l'Utilisateur et le Maire de la Commune du lieu d'implantation de ces locaux.

Article 23 : Autres équipements

Liste des locaux et équipements sportifs dont dispose l'Etablissement faisant l'objet d'une location à un organisme extérieur et conditions de location :

L'Etablissement et le Département conviennent des locaux et équipements sportifs « loués » par l'Etablissement :

(Équipements de l'EPLE loués à des organismes extérieurs)

Type de local	Nom de l'occupant	Observations

Article 24 : Assurances

L'Etablissement et le Département conviennent de l'ensemble des biens à assurer :

- biens immobiliers

Bâtiments	Type d'assurance	Etablissement	Département
Bâtiment scolaire	Responsabilité Civile activité	x	
Logement de fonction	Assurance locataire *		

* Les attestations d'assurances des occupants de logements de fonction seront transmises au Département.

L'Etablissement et le Département conviennent ensemble que dans le cadre de la mise à disposition de locaux à des organismes ou des associations, ces derniers devront fournir les attestations d'assurance afférentes à l'utilisation de ces locaux et mentionnées dans la convention conclue entre l'Etablissement, le Département, l'Utilisateur et le Maire de la Commune du lieu d'implantation de ces locaux.

NB : Dans les cas mentionnés ci-dessus où l'Etat est son propre assureur, l'Etablissement le précisera au Département.

- biens mobiliers

Mobiliers	Type d'assurance	Etablissement	Département

L'Etablissement et le Département conviennent ensemble que le personnel de l'Etat utilisant les véhicules assurés par le Département devra avoir une assurance spécifique pour les véhicules suivants :

Véhicules	Type d'assurance	Etablissement	Département

TITRE V : ACTIONS D'ACCOMPAGNEMENT

Article 25 : Actions d'accompagnement pédagogique du Département

Le Département met en œuvre un ensemble d'actions d'accompagnement pédagogique en faveur des collégiens dans les domaines de l'éducation, de la vie citoyenne, des loisirs, de la culture, des arts et des sports.

Ces actions seront proposées à l'Etablissement. Ce dernier, sous réserve de remplir les critères d'éligibilité définis par le Département, pourra bénéficier de ces actions.

TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 26 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2022.
Elle prendra fin le 31 décembre 2022.

Article 27 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit, approuvé et signé des deux parties.

Article 28 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher une issue amiable à tout litige né de la présente convention avant la saisine de la juridiction compétente.

Sont annexés à la présente convention les documents suivants :

Annexe 1 : Critères de dotation de fonctionnement des EPLE ;
Annexe 2 : Fiches de postes types ;
Annexe 3 : Etat prévisionnel de gestion ;
Annexe 4 : Règlement intérieur de la mobilité interne du Département ;
Annexe 5 : Le guide de l'évalué et l'entretien individuel d'évaluation ;
Annexe 6 : Formulaire type Intervention de la Cellule Collège ;
Annexe 7 : Fiche récapitulative des contrats ;
Annexe 8 : Fiche récapitulative des travaux, équipements et mobiliers ;
Annexe 9 : Récapitulatif des logements de l'établissement
Annexe 10 : Fiche récapitulative des achats d'équipements de protection individuelle

le	le .....
Le(la) Principal(e) du Collège	Le Président du Département

ANNEXE 8 - TRAVAUX - EQUIPEMENTS - MOBILIERS - PETITS MATERIELS

BARAQUEVILLE

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
éclairage extérieur	1	oui	
rénovation sols administration	4	oui	
sécurisation	6	oui	2 portails
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
escabeau 5 marches	9	oui	
4 grands gastro	1	oui	
armoire inox réserve alimentaire	5	oui	
6 petits gastro	2	oui	
chariot à niveau constant	4	oui	
chariot magasin plate forme pleine	6	oui	
échelle pour entrée	8	oui	
2 chariots ménage	10	oui	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
meuble ONISEP	1	oui	
mobilier salle de musique (chaises avec tablettes rabattables)	2	oui	
5 fauteuils hall	3	oui	
table réunion (principale)	4	oui	

CAPDENAC

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
Renfort poteau escalier	1	oui	
retrait du jardin pédagogique cour du bas	2	oui	centre exploitation
peinture bureau secrétariat+gestionnaire	3	oui	
enlèvement ou restauration panneau CD devant collège	5	oui	étude en cours
panneaux séparation WC	7	oui	
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
Filet de protection, cour du bas entre le collège et les maisons d'habitations	1	oui	
Store pour la porte du préfabriqué, trop de clarté pour le vidéo projecteur	2	oui	
Panneaux de séparation entre les urinoirs,WC des garçons	3	oui	
Petits matériels et fournitures demandés par l'Etablissement	**Ordre de priorité**	**Petis matériels retenus par le Département**	**Observations**

CRANSAC

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
réaménagement vestiaires agents	2	oui	aménagement prévu dans logement
reprise peinture et sol S9, S10, S11, S12, S13	4	oui	2 salles
sécurisation	2021	oui	commandé
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 aspirateur traineau	2	oui	
1 chariot ménage	3	oui	
poubelles extérieures	5	oui	
plan d'intervention et plan d'évacuation	6	oui	
abri à vélo	4	oui	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
mobilier S13, S1,	1	oui	
mobilier CDI	2	TC	
coin lecture S105 (1 table basse, 2 chauffeuses)	3	oui	

DECAZEVILLE

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
réfection cuisine app n°3+S de bain	1	oui	
joint d'étanchéité sol cuisine	3	oui	
reprise grillage clôture sur 20m côté stade	4	TC	
réfection sol 2 bureaux remplacement moquette	5	oui	
réfection sol 2 salles + peinture	6	oui	
étanchéité logement	8	TC	
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
étagère cuisine	1	oui	
porte disque mural robot coupe	2	oui	
poubelle inox	3	oui	
chariot à verre	4	oui	
robot coupe	5	oui	
chariot chauffe assiette	6	oui	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
200 casiers élèves 4ème et 3ème	1	oui	64 casiers
fauteuil bureau accueil (poste aménagé) Mme Jammes	2	oui	
2 bureaux (secrétariat direction, gestion)	4	oui	Redéploiement
mobilier CDI tranche 3 (étagères livres, bacs BD)	3	oui	

ESPALION

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
installation barre anti panique porte côté Lot sous sol (évacuation PPMS incendie)	1	oui	
ventilation local serveur	1	oui	
local pause agents	2	oui	urgent
local poubelle eau mitigée+carrelage sol et mur	2	oui	équipe mobile
sol et mur cage escalier bâtiment Lot	3	TC	
finaliser le passage éclairage led batiment administration avec détecteur de présence couloir	4	TC	
rideaux antifeu CDI et salle info	5	TC	
Remplacement chauffe eau chaufferie	D	oui	
Reprise sol plonge suite sinistre	D	oui	
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
rideaux anti feu CDI-salle informatique PPMS	1		
panneaux d'affichage sur pieds	2		
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
mobiliers 3 salles de cours	1	oui	2 salles
mobilier pour le foyer des élèves	2	oui	

MARCILLAC

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
rénovation hall d'entrée	5	TC	
raccordement au réseau de chaleur S211 (car oubli)	7	TC	A évaluer
éclairage escaliers pose minuterie/détecteurs	12	TC	programme armoires électriques
lave main restauration	2021	oui	
adoucisseur	2021	oui	
monte charge cuisine	D	TC	étude en cours
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 voiture	3	oui	Redéploiement VU du PDT
enregistreur de t°chambre froide	4	oui	
table de tri	5	oui	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
mobilier patio	5	oui	Tranche 1
mobilier internat	4	oui	Tranche 1

MILLAU

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
alarme intrusion Cossé/Moulin	4	TC	à évaluer
huisseries cuisine	5	oui	portes intérieures
rénovation sol de 3 salles	9	oui	2 salles
plafond de l'internat	14	oui	T1
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
système imprégnation chariots de ménage	2	oui	matériel agents ATTE
chariots de ménage	3	oui	matériel agents ATTE

MUR DE BARREZ

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
rénovation sol salle informatique+vie scolaire	1	oui	
entretien espaces verts (taille des arbres)	3	oui	équipe mobile/externalisation
isolation phonique du foyer	4	TC	
création point d'eau foyer	5	oui si faisable	
isolation conduite d'eau qui arrive à l'infirmerie	6	oui	étude
isolation phonique porte entre infirmerie et intendance	7	oui	
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
logiciel turboself	2	oui	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
étagères archives et porte prospectus infirmerie	4	oui	
12 grilles expo CDI	7	oui	
2 bacs BD CDI	1	oui	
casiers S des profs	3	TC	A évaluer
mobilier foyer	2	TC	
12 tableaux liège S de classe	5	oui	

NAUCELLE

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
réfection plafond self	1	oui	avec éclairage LED
réfection du sol, des murs, des hublots salle dessin et annexe	2	oui	
réfection mur + dalles plafond CDI	4	TC	
refaire les joints des verrières	5	TC	
pose plaque inox sur bas des murs sortie cuisine	6	oui	
pose de protections angles des murs lieux de passage	7	oui	
raccordement à la fibre	9	en cours	voir DSI
peinture salle B21	12	oui	
peinture préau	14	TC	
logement principale	D	TC	
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 voiture	5	oui	Redéploiement VU du PDT
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
3 tableaux blancs	1	oui	
Mobilier Salle de dessin	2	TC	

ONET LE CHÂTEAU

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
refaire la cloture entre logement et le parking	1	TC	
Clôture collège/voisins	2	oui	
transformation de l'atelier en foyer des élèves	3	oui	étude en 2022
refaire l'éclairage de la salle 108	4	oui	
rafraichissement et peinture 2ème étage (couloir+salle)	5	oui	
réfection salle de bain du logement n°3 (P-adjointe)	6	TC	
retirer ou remplacer l'horloge signalétique de l'entrée	7	oui	étude en cours
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 robot mixeur	1	oui	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
mobilier S108 (salle anglais dans CDI)	1	oui	

PONT DE SALARS

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
aménagement de l'étage des arts: création de 2 salles+1 s de réunion+insonorisation salle de musique	1	TC	étude de faisabilité+chiffrage
aménagement d'une douche dans logement cuisinier	5	TC	
fermeture automatique des portes coupe feu	6	TC	
rénovation du sol CDI+faux plafond+éclairage	9	oui	faux plafond/éclairage
rénovation des sols amiantés	10	oui	zones à définir
rénovation des sols des 3 bureaux administration	11	oui	
boitier thermostat de la salle des profs à abaisser	15	oui	
moustiquaires fenêtres cuisine	18	oui	probaie
dépose plateaux	2021	été 2022	en lien avec équipement
Aménagement salle de classe RDC		TC	
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 tapis décontaminant	1	oui	hygiène cuisisine
1 table de tri	1	oui	
renvoi d'appel chambre froide	2	oui	
1 sauteuse	3	TC	
1 grande cellule de refroidissement	4	TC	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
mobilier S11 et S16	1	TC	lié aux travaux

REQUISTA

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
poursuite de la sécurisation du collège	4	TC	
régulation du chauffage dans le gymnase	5	oui	
rafraichissement peinture app n°2 et réparation carrelage de l'entrée	6	TC	ancien logement Principal
marquage du stationement sur le parking	7	oui	voir PDT
logement principal	D		en cours
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
renouvellement équipement chaine self		TC	
1 adoucisseur d'eau lave vaisselle		oui	à vérifier
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
4 grandes armoires à rideaux	1	oui	
2 tableaux d'affichage magnétique	2	oui	
1 tableau blanc triptyque S physique	3	oui	
2 bacs BD, 1 tour manga, 1 tableau blanc mobile CDI	4	oui	
12 tablettes droite rayonnage CDI	6	TC	
3 poufs CDI	5	oui	

RIEUPEYROUX

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
restructuration de l'établissement en cours	1	oui	tranche n°2 plateforme PMR+vie scolaire
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
mobilier en lien avec la restructuration	1	oui	

RIGNAC

TRAVAUX DEMANDES	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
rénovation et extension sanitaires (suspendus+mur)	1	oui (étude faite 2021)	programmé
grillage cour	2	oui	en cours
rampe escaliers réserve alimentaire (dangereux)	2	oui	
faux plafond et peinture pièce chaude+entrée self + protection des murs	3	oui	
3 portes en bois dans le secteur préparation alimentaire à changer	3	oui	
protection toit école primaire	4	oui	arrêts de neige
réaménager espace administratif + déplacement autocom	5	oui	étude en 2022+programmation
fuite fonte sanitaires chaufferie	5	oui	
peinture salles 11, 12, 13, 14 + cimaises + sols	6	oui	2 salles+2TC
problème chauffage petit réfectoire	6	oui	fait en février 2022
aménager le sanitaire du 1er étage en sanitaire PMR	7	TC	étude 2022
ventilation local produits entretien	7	oui	
rénovation salle du personnel	8	TC	étude 2022
extension du collège + rénovation foyer et préau	en cours	oui	définition du programme à réaliser en 2022
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 armoire de congélation	1	TC	
1 four frima	5	TC	vérifier opportunité
2 tapis décontaminant	3	oui	Hygiène cuisine
chariot à niveau constant	2	oui	
1 presse purée manuel	6	oui	
1 aspirateur dorsal	4	oui	Redéploiement Cransac
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
mobilier S personnel	6	TC	A évaluer
60 chaises + 60 tables + 1 bureau S5	1	oui	
meuble à roulette arts plastiques	2	oui	
5 armoires	3	oui	3
1 bureau 1 fauteuil cuisine	5	oui	Redéploiement

RODEZ FABRE

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
sécurisation des accès de l'établissement	1	oui	tranche n°1 (portail, portillon, contrôle
rénovation bureaux administration	2	oui	arbitrage 2021
déplacement ordinateur des agents	2	oui	oui en lien avec aménagement de salle
accessibilité	4	oui	réaliser étude
installation d'une nouvelle dépose plateaux	5	oui	étude pour programmation
prolongation aérothermes salle à manger du personnel	5	oui	
peinture de la facade du self	6	oui	demande ABF avec menuiseries
éclairage cour de récréation	8	TC	à évaluer
enlèvement souche séquoia	8	oui	A voir avec PDT
réfection sol et végétalisation cour	8	oui	étude à réaliser pour programmation
réfection du parvis (galets)	10	oui	étude en lien avec ABF+escalier pour
changement des huisseries	13	oui	Menuiseries du réfectoire - DSID
réfection sol local poubelles	14	TC	
rideaux physique/chimie/administration	15	TC	
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
disjoncteurs + 12 BAES	5	oui	disjoncteurs
chariot de service à glissières	4	TC	
table de tri	3	oui	
chariots ménage	2	oui	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
16 vestiaires agents	6	oui	
mobilier administration	1	oui	Redéploiement

RODEZ JEAN MOULIN

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
réaménagement RDC: 1 révision des flux entrées/sorties piétons/véhicules 2 CDI et vie scolaire 3 réaménagement de l'ancien logement de la loge en espace administration 4 espace santé/social 5 espace du personnel	1	oui	1 étude en 2022 2_4 tranche n°2 2022 3-5tranche n°3 à confirmer
réfection des 3 cages d'escaliers, du couloir du 1er et 2ème étage (sol, peinture, portes et plinthes)	3	TC	
stade: réensabler et semer pelouse, piste d'athlétisme pose d'une rigole, bacher talus et pose barrières	6	TC	A évaluer avec PDT
installer compteurs divisionnaires en cuisine	7	oui	urgent
sécurisation établissement et création entrée élèves	9	oui	en lien avec n°1 et n°2
détecteur de présence dans les couloirs	11	oui	
rideaux occultants SEGPA/musique/foyer	12	oui	
GTC chaufferie	D	oui	en cours
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 transpalette	1	oui	
1 nettoyeur haute pression	3	oui	
1 four 20 niveaux	8	TC	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
140 chaises réfectoire	1	TC	
90 tables et chaises classe	2	oui	
10 bancs bois	3	oui	
3 casiers double vestiaire agents	4	oui	

ST AMANS DES COTS

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
faire une ouverture murale entre la salle de restauration et la plonge et entre la salle de restauration et la prépa	1	oui	étude de faisabilité
rénovation thermique de l'établissement	2	oui - TC	diag thermique en cours
ouverture de la salle ULIS faire une fenêtre sur le couloir	3	oui	priorité
installer un faux plafond au cdi	4	oui	
reprise enrobé de la cour du bas	5	oui	TC - PPI 2022-2027
Remplacement SSI	D	oui	réalisés en février2022
Remplacement chauffe eau cuisine	D	oui	réalisés en Avril 2022
Travaux Radon	D	oui	réalisés en février 2022
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 sauteuse	1	TC	opportunité
1 fourneau 2 feux	2	TC	opportunité
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
8 modules casiers pour les 6ème (64)	1	oui	

ST AFFRIQUE FOCH

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
salle dessin, musique	1	Oui	1 salle + TC
sécurisation	D	TC	
éclairage led + faux plafond	D	oui	Plan de Relance
couloir RDC	D	oui	Salpêtre - hygiène priorité
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
6 chariots de ménage	1	oui	matériel agents ATTE

ST AFFRIQUE JAURES - Cité scolaire

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
projet vie scolaire	1	oui	étude faisabilité + coût
menuiserie bâtiment administratif	2	oui	DSID
travaux espace restauration	6	oui	self+réfectoire (Phase 3)
éclairage LED + faux plafond	D	oui	
réseau gaz gymnase	D	oui	fevrier?
monte charge cuisine	5	TC	étude en cours
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 trancheuse	1	oui	
Mobiliers demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Mobiliers retenus par le Département**	**Observations**
Mise en place bancs entrée extérieure	1	oui	

ST GENIEZ D'OLT

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
eau mitigée au réfectoire	1	oui	en cours
réfection des sols des 3 salles extérieures	2	oui	
révision de l'ensemble des volets roulants de l'établissement	3	oui	
extension globale de l'établissement : création d'un foyer, d'une salle de réunion, agrandissement du CDI, de la salle des profs, de la vie scolaire,	4	non	
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 taille haie thermique	2	oui	matériel agent de maintenance
1 compresseur portatif	3	oui	matériel agent de maintenance
1 chambre froide positive + 1 négative	1	TC	faisabilité
table de sortie laverie cuisine	5	TC	A évaluer
1 robot combiné cutter/coupe légumes	4	oui	

SEVERAC

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
mise en place de 2 éviers en salle de dessin	1	oui	
création d'un bureau pour psychologue en salle 13	2	TC	voir aménagement bureaux/vie scolaire
goudronnage zone d'accés des élèves	3	TC	étude avec PDT
marquage au sol terrains de foot et basket	4	oui	
lavabo à remplacer en cuisine	5	oui	
éclairage led + faux plafond	D	oui	ECOENER plan de relance
plateforme PMR	D	étude remise en forme	sinistre
remplacement menuiserie + désamiantage	D	oui	tranche 2 - DSID
alti infiltration	D	oui	
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
un turbo self	1	TC	
1 souffleur	2	oui	matériel agent de maintenance

VILLEFRANCHE

Travaux demandés par l'établissement	Ordre de Priorité	Travaux retenus par le Département	Observations
installation de boutons moletés sur les portes non équipées situées sous les BAES	1	oui	
cablage résau et électrique de 2 salles d'études et du foyer pour raccordement PC	2	TC	
remise en état des peintures de sol de 3 chambre froides + étanchéité	3	oui	
installation de panneaux d'éclairage LED à la place des blocs néon	4	TC	à évaluer
pose d'une clôture grillagée autour des espaces verts de la cour	5	oui	
installation d'un nouveau dispositif pour la sortie des élèves (interphone de sortie)	6	oui	à évaluer
Equipements demandés par l'établissement	**Ordre de Priorité**	**Equipements retenus par le Département**	**Observations**
1 perceuse à percussion	1	oui	matériel agent de maintenanve
2 chariots de ménage	2	oui	matériel agent ATTE

ANNEXE 3

TABLEAU RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS PREVUES DANS LES CONVENTIONS 2022

COLLEGES	DESIGNATION DU MATERIEL	SUBVENTIONS PROPOSEES
ESPALION	1 auto-laveuse	8 300,00 €
MARCILLAC	1 auto-laveuse + 1 mono-brosse orbitale	6 100,00 €
MUR DE BARREZ	1 mono-brosse	3 000,00 €
NAUCELLE	1 auto-laveuse + 1 mono-brosse lustreuse	7 200,00 €
ONET LE CHÂTEAU	1 auto-laveuse	3 500,00 €
PONT DE SALARS	1 auto-laveuse à batterie	3 500,00 €
ST AFFRIQUE	1 auto-laveuse	11 900,00 €
	TOTAL	**43 500,00 €**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Enseigner dans les collèges avec le numérique - Soutien de l'Europe**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/007/29**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42314-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Magali BESSAOU

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Enseigner dans les collèges avec le numérique - Soutien de l'Europe présenté en Commission jeunesse, collèges et immobilier départemental

VU l'avis favorable de la commission jeunesse, collèges et immobilier départemental lors de la réunion du 11 mars 2022 ;

VU le programme de mandature « L'AveyrOn se bouge » adopté par délibération de l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021 ;

CONSIDERANT que le Département souhaite accélérer l'évolution des usages du numérique dans les collèges au bénéfice de l'enseignement, en modernisant les systèmes d'information des établissements :

- évolution du parc d'ordinateurs
- mise en place de Vidéoprojecteurs Interactifs pour faciliter l'apprentissage
- mise en place de réseaux Wifi pour faciliter l'accès aux ressources du Cloud
- mise en place de serveurs appropriés aux besoins actuels et à venir
- évolution des réseaux locaux vers les équipements plus performants pour acheminer les flux de données ;

CONSIDERANT l'objectif de donner la possibilité aux enseignants de s'approprier les outils numériques et d'enseigner à l'aide de ces nouveaux moyens ainsi que de répondre à un enjeu capital de continuité pédagogique en intégrant l'évolution vers l'enseignement à distance ;

CONSIDERANT que les coûts liés à la mise en œuvre de cette opération sont estimés à 844 063€ HT ;

DECIDE de solliciter une subvention au titre du Plan de Relance Européen REACT-EU (soutien à la reprise en faveur de la cohésion des territoires en Europe) permettant d'obtenir une participation financière à hauteur de 675 250 € pour le déploiement du numérique dans l'éducation et la santé. La charge pour le Département s'élèverait à 168 813 € HT ;

AUTORISE Monsieur le Président du Département à signer tout document relatif à cette demande.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Concession de logements de fonction par nécessité absolue de service au profit de la Directrice des Archives Départementales et du Directeur Général Adjoint chargé de l'Agence Départementale du Numérique, de l'Innovation et de l'Énergie**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/007/30**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42319-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Magali BESSAOU

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Concession de logements de fonction par nécessité absolue de service au profit de la Directrice des Archives Départementales et du Directeur Général Adjoint chargé de l'Agence Départementale du Numérique, de l'Innovation et de l'Énergie présenté en Commission jeunesse, collèges et

immobilier départemental

VU l'avis favorable de la commission jeunesse, collèges et immobilier départemental lors de la réunion du 11 mars 2022 ;

VU l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 et les articles L.721-1 et suivants du CGFP ;

DECIDE de la concession de 2 logements de fonction par nécessité absolue de service pour une durée limitée à celle pendant lesquelles les bénéficiaires occupent les emplois indiqués.

1- Concession d'un logement de fonction par nécessité absolue de service à Madame Jeanne MALLET, Directrice des Archives Départementales :

ATTRIBUE pour nécessité absolue de service, un logement de type IV, d'une superficie de 148,51 m² situé au 3ème étage de l'immeuble départemental sis 2 rue François Mazenq à Rodez, ainsi que deux garages situés dans l'impasse François Mazenq à Madame Jeanne MALLET, Directrice des Archives Départementales ;

PRECISE que cette concession comporte la gratuité de la prestation du logement nu. La bénéficiaire acquittera directement les factures relatives à la fourniture du gaz, de l'électricité ainsi que les taxes d'habitation et d'enlèvement des ordures ménagères afférentes à ce logement. Elle versera au Département une participation annuelle forfaitaire invariable relative aux frais d'entretien de l'ascenseur. Elle devra contracter une assurance la garantissant les risques locatifs et son mobilier ;

DIT que l'occupant s'engage également à assurer des astreintes en concertation avec le gardien du site ; astreintes dont les détails opérationnels et techniques seront définis plus précisément entre services du Département.

2- Concession d'un logement de fonction par nécessité absolue de service à Monsieur Eric DELGADO Directeur Général Adjoint chargé de l'Agence Départementale du Numérique de l'Innovation et de l'Energie :

CONCEDE par nécessité absolue de service, une villa de 9 pièces d'une superficie de 285.86 m², située sur la commune d'Olemps à Monsieur Eric Delgado, Directeur Général Adjoint chargé de l'Agence Départementale du Numérique de l'Innovation et de l'Energie ;

PRECISE que compte tenu des contraintes attachées à ce poste, cette concession comporte la gratuité du logement et des charges de viabilisation, telles que l'eau, l'assainissement, l'électricité, le chauffage ;

DIT que l'occupant sera tenu de contracter une assurance pour garantir les risques locatifs et son mobilier, et prendra à sa charge les taxes d'habitation et d'enlèvement des ordures ménagères afférentes à cette location.

***

AUTORISE Monsieur le Président du Département à établir et à signer les arrêtés de concession de ces logements.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 38
- Abstentions : 8
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Avenant au contrat de mise à disposition de locaux au profit du CIO de Decazeville**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/007/31**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42318-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Madame Magali BESSAOU

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Avenant au contrat de mise à disposition de locaux au profit du CIO de Decazeville présenté en Commission jeunesse, collèges et immobilier départemental

VU l'avis favorable de la commission jeunesse, collèges et immobilier départemental lors de la réunion du 11 mars 2022 ;

CONSIDERANT que la Commission Permanente du 21 octobre 2002 a autorisé, la prise en location par le Département, pour les besoins du Centre d'Information et d'Orientation des locaux d'une superficie de 177,40 m² (142m² de locaux privatifs + 35,40m² de parties communes) situés dans la maison commune emploi formation avenue du 10 août à Decazeville ;

CONSIDERANT que compte tenu de l'évolution des besoins de Pôle Emploi en matière de locaux et de la réalisation de travaux d'optimisation énergétique, Decazeville Communauté a proposé de modifier le contrat de bail initial, pour la période transitoire de réalisation des travaux en 2021 et l'affectation définitive des surfaces mises à disposition au 1er janvier 2022 ;

APPROUVE les avenants ci-annexés formalisant ces propositions.

PRECISE que le CIO disposera d'une superficie définitive de 152,90 m² de partie privative comprenant : 4 bureaux, un local archive et un espace accueil et 42,31 m² correspondant au prorata des espaces communs. Le prix du loyer au m² reste inchangé et révisable en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction. Ce prix est appliqué à la surface affectée, pour 2021 le loyer s'établit à 13 815,23 €HT.

AUTORISE Monsieur le Président à signer au nom du Département, les avenants à la convention.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

DECAZEVILLE
COMMUNAUTÉ

MAISON COMMUNE EMPLOI – FORMATION
OCCUPATION CIO

AVENANT 2 A LA CONVENTION

Entre les soussignés :

Decazeville Communauté, ci-après dénommée *"le propriétaire"*, propriétaire de la Maison Commune Emploi Formation sise Zone du Centre à DECAZEVILLE 12300, représentée par son Président, Monsieur François MARTY, en vertu de la décision n°2021-007 du 25/01/2021.

d'une part,

et

le Conseil Départemental de l'Aveyron, pour le Centre d'Information et d'Orientation (CIO), ci-après dénommé *"l'occupant"*, représentée aux présentes par Jean-François GAILLARD, Président du Conseil Départemental de l'Aveyron, en vertu d'une délibération de la Commission Permanente du .....

d'autre part,

Préambule

La Communauté de Communes du Bassin Decazeville Aubin a par délibération du 26 mars 2002, décidé d'entreprendre la construction d'une Maison Commune pour l'Emploi et la Formation (MCEF), afin de pouvoir installer sur le territoire, des organismes venant offrir des solutions en termes de formation et accession à l'emploi, aux administrés et partenaires économiques du secteur.

Par convention conclue le 29 octobre 2002, entre la Communauté de Communes du Bassin Decazeville Aubin et le CIO, les 2 parties ont convenu des termes d'une location pour partie, de la MCEF par les services du CIO de Decazeville.

Par avenant du 14 juin 2006, la date de départ de la convention a été fixée au 1er septembre 2005, et la répartition des charges relatives aux fluides, entretien et maintenance, a été redéfinie.

Par arrêté préfectoral n°12-2016-10-25-001 du 25/10/2016 complété de l'arrêté préfectoral 12-2016-11-09-002 du 9/11/2016, la Communauté de Communes Bassin Decazeville Aubin est devenue Decazeville Communauté suite à la fusion avec la Communauté de Communes de la Vallée du Lot, au 1er janvier 2017.

FM

DECAZEVILLE COMMUNAUTE s'est donc substituée au 01/01/2017 à la Communauté de Communes du Bassin Decazeville Aubin pour la poursuite dudit contrat de bail.

Par délibération n°2018/010 du 12 février 2018, le Bureau Communautaire a confirmé la réalisation d'une opération de recherche d'optimisation énergétique pour la MCEF, avec une triple logique de respect de l'environnement, de diminution de l'empreinte écologique du bâtiment et une démarche volontariste de développement durable.

Au premier trimestre 2018, POLEMPLOI, autre occupant de la MCEF, ayant également émis sa demande de pouvoir bénéficier d'une surface d'occupation plus importante dans le bâtiment, ce dernier a fait l'objet de 2 mises à niveaux concomitantes, à savoir , une opération de rénovation énergétique, ainsi qu'une opération de redistribution des espaces entre occupants de la MCEF.

Les marchés de travaux ayant été attribués par délibération 2020-014 du Bureau Communautaire du 10 février 2020, la réception des travaux est prévue pour fin mars 2021, mais le CIO peut prendre place dans les nouveaux locaux à partir du 16/02/2021.

Les dispositions de la convention du CIO et de son avenant 1 doivent être réactualisées suite aux modifications d'ampleur résultant de ces travaux.

Les parties sont d'accord pour convenir ce qui suit et modifier ainsi la convention initiale.

Article 1 : Désignation du propriétaire

"Decazeville Communauté" se substitue à la "Communauté de Communes du Bassin Decazeville Aubin". Elle est domiciliée Avenue du 10 Août 12300 DECAZEVILLE, et est identifiée au SIREN sous le numéro 200067064.

Article 2 : Date de prise d'effet du présent avenant

Les conditions du présent avenant s'appliquent à partir du **16/02/2021**.

Article 3 : Désignation du bien occupé

Les locaux objets de la présente convention sont désormais définis comme ci-après :

- **En rez de chaussée pour une surface totale à usage exclusif de l'occupant de 161m² :**
  - Quatre bureaux
  - Un local à archives
  - Un espace d'accueil

- **En rez de chaussée pour une surface totale à usage commun de 97m²:**
  - Un accès commun
  - Un couloir commun
  - Un espace de convivialité commun
  - Des sanitaires communs

Article 4 : Loyer

Le prix du loyer au m² reste inchangé, à savoir **SOIXANTE CINQ EUROS QUATRE-VINGT DIX-SEPT CENTIMES HORS TAXES** (65.97€ HT) **le m² par an**.

Il sera appliqué à partir du 16/02/2021 à une nouvelle surface occupée de 203.**44m²** (161m² privatifs + 42.44m² propata espaces communs – voir tableau des surfaces annexé).

La TVA sera appliquée en sus au taux en vigueur.

Le loyer est payable trimestriellement au 10 du premier mois du trimestre, auprès de la Trésorerie de DECAZEVILLE - 58, Rue Cayrade 12300 DECAZEVILLE par versement sur le compte suivant :

IBAN FR 13 3000 1006 99E1 2300 0000 051 BDFEFRPPCCT

Article 5 : Charges facturées au Trimestre 1 de 2021

Compte tenu de la modification, à terme, de la répartition des espaces pour tous les occupants de la MCEF, il est convenu que le calcul des charges se fera sur la base des nouvelles surfaces occupées, savoir 203.44m² pour le CIO, à partir du 01/01/2021 (voir article 6).

Les charges facturées en début de premier trimestre de 2021, sont la répercussion des charges payées par le propriétaire sur les mois d'octobre/novembre/décembre 2020. Le calcul appliqué tiendra donc compte des anciennes surfaces occupées, savoir 177.4m² pour le CIO.

Article 6 : Conditions de facturation des charges à partir du 01/01/2021 à l'occupant, appelées à partir du Trimestre 2 de 2021

Les charges seront appliquées aux surfaces privatives, soit 161m², ainsi qu'au prorata des surfaces communes comme suit :

1/ sont réparties au prorata d'une surface totale de 368m² (voir plan et tableau des surfaces annexés) avec 3 autres occupants, la surface commune de 97m², ce qui représente 43.76% pour le CIO soit 42.44m² supplémentaires. Les charges de nature suivante seront donc appliquées pour une surface de 203.44m² :
- ménage des espaces communs
- frais de consommables sanitaires
- électricité
- taxe d'enlèvement des ordures ménagères
- maintenance régulation thermique
- contrôle des extincteurs
- vitrerie
- vérification électricité
- frais alarme anti-intrusion

2/ sont réparties au prorata d'une surface totale de 1 117m², les charges communes à l'ensemble des occupants de la MCEF, pour 203.44m² dédiés à CIO soit 18.22%, pour les charges de nature suivante :
- frais alarme incendie
- frais entretien espaces verts
- eau – assainissement

Articles 7 : Règlement des litiges

Le propriétaire et l'occupant s'engagent à rechercher une entente amiable à tout litige pouvant naître de cette convention. A défaut, le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent pour régler ces litiges.

Articles 8 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention du 29 octobre 2002 et de l'avenant 1 restent inchangées.

Fait à Decazeville, en deux exemplaires,
Le 09 FEV. 2021

Pour le bailleur :
Le Président, François MARTY

Pour le locataire :
Le Président, Jean-François GAILLARD

ANNEXE - TABLEAU DES SURFACES

	LOCAUX AFFECTES PRIVATIVEMENT	*% REPARTITION CHARGES COMMUNES à l'ensemble des occupants sur 1117m² (1020m² privatifs + 97m² communs)*	*LOCAUX COMMUNS AFFECTES A TOUS LES OCCUPANTS HORS POLEMPLOI soit 97m² répartis sur 368m²*	*% REPARTITION CHARGES COMMUNES aux occupants excepté POLEMPLOI*	*TOTAL*
POLEMPLOI	**652m²**	**58.38%**	**0**	**0**	**652m²**
REGION	**57m²**	**6.44%**	**15.02m²**	**15.48%**	**72.02m²**
CIBC	**29m²**	**3.28%**	**7.64m²**	**7.88%**	**36.64m²**
MLD	**121m²**	**13.68%**	**31.9m²**	**32.88%**	**152.9m²**
CIO	**161m²**	**18.22%**	**42.44m²**	**43.76%**	**203.44m²**
TOTAL	**1020m²**	**100%**	**97m²**	**100%**	**1 117m²**

FM

Rm

DECAZEVILLE
COMMUNAUTÉ

MAISON COMMUNE EMPLOI – FORMATION
OCCUPATION CIO

AVENANT 3 A LA CONVENTION D'OCCUPATION

Entre les soussignés :

Decazeville Communauté, ci-après dénommée *"le propriétaire"*, propriétaire de la Maison Commune Emploi Formation (MCEF) sise Zone du Centre à DECAZEVILLE 12300, représentée par son Président, Monsieur François MARTY, en vertu de la décision n°2021-0064 du 17/11/2021

d'une part,

et

le Conseil Départemental de l'Aveyron, pour son Centre d'Information et d'Orientation (CIO), ci-après dénommé *"l'occupant"*, représentée aux présentes par Arnaud VIALA, Président du Conseil Départemental de l'Aveyron, en vertu d'une délibération de la Commission Permanente du .....

d'autre part,

Préambule

Par convention conclue le 29 octobre 2002, entre la Communauté de Communes du Bassin Decazeville Aubin et le CIO, les 2 parties ont convenu des termes d'une location pour partie, de la MCEF par les services du CIO de Decazeville.

Par avenant du 14 juin 2006, la date d'entrée dans les lieux a été fixée au 1er septembre 2005, et la répartition des charges relatives aux fluides, entretien et maintenance, a été redéfinie.

Par arrêté préfectoral n°12-2016-10-25-001 du 25/10/2016 complété de l'arrêté préfectoral 12-2016-11-09-002 du 9/11/2016, la Communauté de Communes Bassin Decazeville Aubin est devenue Decazeville Communauté suite à la fusion avec la Communauté de Communes de la Vallée du Lot, au 1er janvier 2017.

DECAZEVILLE COMMUNAUTE s'est donc substituée au 01/01/2017 à la Communauté de Communes du Bassin Decazeville Aubin pour la poursuite dudit contrat de bail.

À la suite de travaux sur le bâtiment en vue d'une optimisation énergétique de ce dernier, s'accompagnant d'une redistribution des espaces intérieurs, un avenant 2 a permis de prendre en compte les dispositions liées à la nouvelle configuration des locaux, et leur répartition entre les occupants.

FM

Cet avenant a été dressé à partir de surfaces occupées **estimées (à savoir 161m² à usage privatif et 42.44m² correspondant au prorata des espaces communs affecté au CIO)**, les aménagements intérieurs de la partie Pôle Emploi, autre occupant de la MCEF, n'étant pas totalement terminés.

Il avait donc été prévu qu'un nouvel avenant viendrait acter la prise en compte des surfaces définitives dès qu'elles pourraient être mesurées pour l'ensemble du bâtiment.

Le cabinet d'architecture FILHAM ayant rendu ses relevés en date du 28/09/2021, les deux parties s'accordent pour redéfinir les dispositions contractuelles comme suit :

Article 1 : Date de prise d'effet du présent avenant

Les conditions du présent avenant s'appliquent à partir du **01/01/2022**.

Article 2 : Désignation du bien occupé

Les surfaces des locaux occupés sont désormais définies comme ci-après :

- **En rez de chaussée pour une surface totale à usage exclusif de l'occupant de 152.9m² :**
  - Quatre bureaux
  - Un local à archives
  - Un espace d'accueil

- **En rez de chaussée pour une surface totale à usage commun de 98m² :**
  - Un accès commun
  - Un couloir commun
  - Un espace de convivialité commun
  - Des sanitaires communs

Article 3 : Loyer

Le prix du loyer au m² restera inchangé mais sera désormais appliqué sur une surface louée de **195.21m² (152.9m² pour espaces privatifs + 42.31m² correspondant au proprata des espaces communs – voir tableau des surfaces en annexe)**.

La TVA sera appliquée en sus au taux en vigueur.

Le loyer est payable trimestriellement au 10 du premier mois du trimestre, auprès du Service de Gestion Comptable de DECAZEVILLE - 58, Rue Cayrade 12300 DECAZEVILLE par versement sur le compte suivant :

IBAN FR 13 3000 1006 99E1 2300 0000 051 BDFEFRPPCCT

Article 4 : Conditions de facturation des charges à partir du 01/01/2022 à l'occupant, appelées à partir du Trimestre 2 de 2022

Les charges seront appliquées aux surfaces privatives, soit 152.9m², ainsi qu'au prorata des surfaces communes comme suit :

FM

1/ sont réparties au prorata d'une surface totale de 354.2m² avec 3 autres occupants, la surface commune de 98m², ce qui représente 43.17% pour le CIO soit 42.31m² supplémentaires. Les charges de nature suivante seront donc appliquées pour une surface de 195.21m² :

- ménage des espaces communs
- frais de consommables sanitaires
- électricité
- taxe d'enlèvement des ordures ménagères
- maintenance régulation thermique
- contrôle des extincteurs
- vitrerie
- vérification électricité
- frais alarme anti-intrusion

2/ sont réparties au prorata d'une surface totale de 1 034m², les charges communes à l'ensemble des occupants de la MCEF, pour 195.21m² dédiés au CIO soit 16.33%, pour les charges de nature suivante :

- frais alarme incendie
- frais entretien espaces verts
- eau – assainissement

Articles 5 : Règlement des litiges

Le propriétaire et l'occupant s'engagent à rechercher une entente amiable à tout litige pouvant naître de cette convention. A défaut, le Tribunal Administratif de Toulouse sera compétent pour régler ces litiges.

Articles 6 : Autres dispositions

Les autres dispositions de la convention du 29 octobre 2002 et des avenants 1 et 2 restent inchangées.

Fait à Decazeville, en deux exemplaires,
Le

Pour le bailleur :
Le Président, François MARTY

Pour le locataire :
Le Président, Arnaud VIALA

DECAZEVILLE COMMUNAUTE * 12300 DECAZEVILLE (Aveyron)

ANNEXE - TABLEAU DES SURFACES MESUREES DEFINITIVES

	LOCAUX AFFECTES PRIVATIVEMENT	*% REPARTITION CHARGES COMMUNES à l'ensemble des occupants sur 1034m² (936m² privatifs +98m² communs)*	*LOCAUX COMMUNS AFFECTES A TOUS LES OCCUPANTS HORS POLEMPLOI soit 98m² répartis sur 354.2m²*	*% REPARTITION CHARGES COMMUNES aux occupants excepté POLEMPLOI*	*TOTAL*
POLEMPLOI	581.8m²	62.16%	0	0	581.8m²
REGION	55.6m²	5.94%	15.39m²	15.70%	70.99m²
CIBC	28.9m²	3.09%	7.99m²	8.16%	36.89m²
MLD	116.8m²	12.48%	32.31m²	32.97%	149.11m²
CIO	152.9m²	16.33%	42.31m²	43.17%	195.21m²
TOTAL	936m²	100%	98m²	100%	1 034m²

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Convention Interrégionale Massif Central 2021-2027**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/008/32**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42322-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Christian NAUDAN

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Convention Interrégionale Massif Central 2021-2027 présenté en Commission de l'agriculture et de l'aménagement du territoire

VU l'avis favorable de la commission de l'agriculture et de l'aménagement du territoire lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

VU le décret 2004-69 du 16 janvier 2004 relatif à la délimitation des massifs ;

CONSIDERANT que le département de l'Aveyron est entièrement zoné Massif Central ;

CONSIDERANT que ce territoire, depuis de nombreuses années, bénéficie d'une approche intégrée portant sur son aménagement et son développement dans le cadre d'un contrat de plan interrégional de massif, dit Convention Interrégionale de Massif ;

CONSIDERANT la proposition faite aux Départements par le Préfet Coordonnateur d'être signataires de la Convention (CIMAC) qui régira la période 2021 -2027, à l'instar de l'approche qui a prévalu sur le contrat précédent ;

CONSIDERANT les 3 axes stratégiques (déclinés en 18 mesures opérationnelles), définis comme suit :

- Axe 1 : Faire du Massif Central un territoire exemplaire en matière de préservation et de valorisation des ressources et milieux naturels,
- Axe 2 : Accompagner la transformation des filières économiques du Massif (au premier rang desquelles le tourisme),
- Axe 3 : Amplifier l'attractivité des territoires du Massif Central au bénéfice de toutes les populations ;

CONSIDERANT que les orientations de cette politique sont intéressantes pour l'Aveyron ;

APPROUVE le projet de convention 2021-2027 dont une présentation synthétique est annexée et dont la maquette financière prévoit une enveloppe financière de 216,55 M€ apportés par des crédits nationaux dont 10 M € par les 22 Départements du Massif ;

PREND ACTE que les possibilités d'intervention du Département seront appréhendées le moment venu au fil des demandes déposées par les porteurs de projet, selon les dispositifs départementaux en vigueur, les modalités qui leur sont attachées et les capacités budgétaires du Département sur la période 2021-2027 ;

AUTORISE Monsieur le Président du Département à signer la Convention Interrégionale 2021-2027 du Massif Central.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

Liberté
Égalité
Fraternité

CONTRAT DE PLAN
INTERRÉGIONAL
ÉTAT-RÉGIONS

Convention de massif
Massif central 2021-2027

Note de présentation

Le Massif central est un des cinq massifs français de métropole. Il s'étend sur un territoire de 85 000 km² sur quatre régions et vingt-deux départements, concernés en partie ou en totalité de leur périmètre. Il compte près de 4 millions d'habitants.

La loi montagne de 1985, modifiée en 2016, a donné aux cinq massifs hexagonaux, les moyens d'un développement équitable et durable, en les dotant :

- des comités de massif, véritables parlements de la montagne, représentant l'ensemble des acteurs du massif. Ces instances définissent les objectifs et précisent les actions à mener pour le développement, l'aménagement et la protection du massif ;
- de programmes interrégionaux spécifiques permettant de mobiliser des crédits européens, de l'Etat, des Régions et des Départements pour le financement de leur développement.

La convention interrégionale de massif (CIMAC) est un de ces programmes interrégionaux. A l'image des deux conventions de massif précédentes (2006-2013 et 2015-2020), la CIMAC pour la période 2021-2027 traduit l'engagement du partenariat Massif central (Etat, Régions et Départements du Massif central et EDF Hydro), pour l'autodéveloppement du massif, en réponse aux orientations définies par le schéma interrégional d'aménagement et de développement du massif, établi par le comité de massif en 2006 et révisé en 2011.

Elle est le support du Contrat de Plan Interrégionaux Etat-Régions (CPIER) Massif central et du plan national Avenir Montagnes lancé le 27 mai 2021 par le Premier Ministre pour la construction d'un modèle touristique plus diversifié et plus durable pour les territoires de montagne.

La CIMAC 2021-2027 définit l'engagement, notamment financier de chacun des partenaires mais aussi, les modalités retenues de mise en œuvre pour répondre aux enjeux partagés du Massif central pour la période 2021-2027. Elle résulte d'un important travail de concertation engagé depuis fin 2019, coordonné par le commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du Massif central, d'une part avec les acteurs du territoire représentés par les membres du comité de massif et, d'autre part, avec l'ensemble des partenaires financiers de la présente convention. Le comité de massif a été régulièrement consulté tout au long de son élaboration que ce soit lors de réunions de sa commission permanente (12 février 2021) ou en séance plénière (23 octobre 2020 et 21 janvier 2022) ou par consultation écrite (21 mai 2021).

I. Une CIMAC 2021-2027 pour faire du Massif central un territoire qui compte dans le « monde d'après »

Les bouleversements profonds de nos sociétés qu'induisent la crise sanitaire et le changement climatique vont modifier les grands équilibres dans la hiérarchie des territoires en particulier en termes d'attractivité. Dans ce nouveau référentiel en construction, le Massif central présente des atouts indéniables autour de ses valeurs et de ses ressources, des positionnements affirmés répondant aux nouvelles attentes, de sa situation centrale au cœur d'un important bassin de population, de la mise en réseau de ses acteurs, de la structuration de ses filières économiques et des dynamiques à l'œuvre, pour passer du statut de « territoire sensible », à celui de « territoire qui compte ». L'ambition de la CIMAC 2021-2027 est d'accompagner les acteurs et les territoires du Massif central dans leur nécessaire transition.

Parmi les atouts du Massif central, trois constituent une opportunité majeure pour ce territoire de se démarquer :

- une présence très importante des prairies et de la forêt en faisant un puits de carbone majeur de l'Hexagone ;
- une attractivité touristique nouvelle que le changement climatique va encore accentuer ;
- une dynamique à l'œuvre d'acteurs du territoire pour inventer et expérimenter les nouvelles mobilités rurales.

La CIMAC 2021-2027 sera un révélateur de ces trois atouts pour faire du Massif central un territoire de référence pour les décennies à venir pour les domaines suivants qui bénéficieront de moyens renforcés de la part de l'Etat :

- stockage du carbone ;
- tourisme durable ;
- mobilités rurales.

II. Une CIMAC 2021-2027 pour financer en complémentarité des projets « transformants » pour le Massif central

La convention interrégionale de massif a pour objet de financer des projets, répondant à des enjeux et problématiques du massif mais ne trouvant pas de financements au travers d'autres dispositifs de financement (Europe, Etat, Régions, Départements, autres financements publics), du fait de leur caractère interrégional (territoire ou partenariat d'acteurs dépassant les limites régionales) ou de leur caractère innovant ou expérimental. Ainsi, elle vise l'accompagnement :

- de projets « transformants » pour le Massif central par leur capacité :
  - à organiser des partenariats et déployer des dynamiques à l'échelle interrégionale ;
  - à expérimenter des solutions techniques et organisationnelles répondant aux spécificités de ce territoire de montagne habité et à assurer la diffusion interrégionale des résultats ;
- de démarches Massif central (Grandes itinérances, Pôles de Pleine Nature, politiques d'accueil…) et à leur mise en réseau.

III. Une CIMAC 2021-2027 structurée autour de trois axes

La CIMAC 2021-2027 coordonne les interventions financières des partenaires autour de trois axes déclinées en 18 mesures opérationnelles et 2 mesures contribuant à l'efficacité de la convention :

01) AXE 1 - FAIRE DU MASSIF CENTRAL UN TERRITOIRE EXEMPLAIRE EN MATIERE DE PRESERVATION ET DE VALORISATION DES RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

Le Massif central est doté d'un patrimoine naturel remarquable, riche de ses paysages, de ses milieux et de sa biodiversité. Ces ressources sont par ailleurs génératrices de valeur ajoutée et d'emploi (tourisme, productions agricole et forestière…). Ainsi, la préservation des ressources patrimoniales et naturelles du Massif central, dont les paysages, la forêt, la biodiversité et l'eau, constitue un défi majeur dans un contexte d'évolution climatique.

La CIMAC 2021-2027 accompagne le territoire pour relever le défi de la transition climatique à travers trois points :

- Participer aux efforts de connaissance des différentes ressources (forêts, eau, biodiversité…) et de sensibilisation ;
- Adapter les pratiques de gestion et de valorisation pour améliorer la résilience des milieux ;
- Concilier les évolutions de l'urbanisation et des secteurs économiques (activités agricoles, tourisme, activités artisanales et industrielles) avec les enjeux de préservation de l'espace, de la biodiversité et de résilience des écosystèmes au changement climatique.

02) AXE 2 – ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION DES FILIERES ECONOMIQUES DU MASSIF

Le Massif central dispose de ressources riches et se situe au cœur d'un bassin de population important. Il est donc à même de répondre à la volonté de relocalisation de la consommation et de souveraineté manifestée aussi bien par les collectivités et les acteurs économiques que par les citoyens.

La CIMAC 2021-2027 accompagne les filières du Massif central pour qu'elles relèvent le défi de la résilience en valorisant ces ressources spécifiques :

- Favoriser l'expression des dynamiques économiques, notamment en accompagnant et renforçant les efforts d'innovation et de transition des activités économiques du massif, ainsi que l'adaptation des activités touristiques au changement climatique et aux nouvelles aspirations des clients ;
- Accompagner la transition vers une offre touristique d'activités et de loisirs diversifiée, hiver comme été, mettant en valeur le patrimoine (environnemental, architectural, paysager, culturel) et les savoir-faire locaux (agricoles, industriels, artisanaux) pour répondre au changement climatique et atténuer ses effets ;
- Soutenir la structuration des filières (agriculture, bois construction, pierre et textile / cuir / laine) à partir de sources d'approvisionnement de proximité et en favorisant les passerelles entre les filières, dans une logique de décloisonnement et de développement territorial ;
- Accompagner l'émergence de solutions adaptées innovantes pour le territoire et par les acteurs économiques, industriels du territoire.

03) AXE 3 – AMPLIFIER L'ATTRACTIVITE DES TERRITOIRES DU MASSIF CENTRAL AU BENEFICE DE TOUTES LES POPULATIONS

La crise sanitaire a révélé des aspirations nouvelles de nos concitoyens (souhait de changer de vie, de retrouver du sens) ; il est trop tôt pour savoir si toutes se concrétiseront. Le Massif central présente de multiples qualités pour répondre à ces nouvelles attentes et « capter » de potentiels nouveaux résidents et entrepreneurs, aussi bien par ses ressources que par les politiques d'accueil couplées au développement de services mises en œuvre lors des programmations précédentes.

La CIMAC poursuit ses actions pour garantir l'attrait du Massif central, notamment pour les jeunes, et favoriser l'arrivée de nouveaux actifs :

- Accompagner les projets concourant à amplifier l'attractivité du Massif central (accès aux services, usages du numérique,…) ;
- Développer des solutions de mobilité frugale et des services de mobilité accessibles à tous et en tout lieu du Massif central ;
- Améliorer la qualité de vie des habitants par l'expérimentation de démarches, notamment économiques et sociales, innovantes en matière d'adaptation de l'offre de logement, de développement de l'offre culturelle, de redynamisation des commerces de centre-bourgs, de déploiement de solutions pour le télétravail, … ;
- Accompagner le déploiement de nouveaux partenariats urbain - rural renforçant l'équilibre des territoires et participant à l'amélioration de la qualité de vie sur le Massif central.

IV. Une CIMAC 2021-2027 aux capacités d'intervention renforcées

La CIMAC 2021-2027 reconduit le partenariat de la génération précédente avec un engagement de l'ensemble de ses signataires :

- L'Etat ;
- Les 4 Régions du Massif central
- Les 22 Départements du Massif central
- EDF Hydro

à hauteur de **216,55 M€ de crédits nationaux pour la période auquel s'ajoutent les 40 M€ de la Priorité interrégionale Massif Central du Programme FEDER/FSE+/FTJ Auvergne-Rhône-Alpes soit une capacité totale d'intervention de 256,55 M€ pour la période 2021-2027** (136,56 M€ sur la période 2015-2020) :

Enveloppes contractualisées 2021-2027 (M€)				Enveloppes plan de relance 2021-2022 (M€)	Fonds Avenir Montagnes 2021-2022 (M€)		Enveloppes totales CIMAC 2021-2027 (M€)	Priorité interrégionale Massif Central du Programme FEDER/FSE+/FTJ Auvergne-Rhône-Alpes (M€)	Enveloppes totales Massif central Programmation 2021-2027 (M€)
Etat	Régions	Départements	EDF	Etat	Etat	Régions			
53,13	53,13	10,00	10,00	7,17	41,56	41,56	216,54	40,0	256,54

V. Une gouvernance prenant en compte la diversité du partenariat

La CIMAC 2021-2027 est doté d'une instance unique de programmation et de suivi qui associe des représentants élus des Régions et de Départements et qui procède notamment à l'examen et à la programmation des dossiers.

Elle est, par ailleurs, dotée d'instances techniques auxquelles sont associées des représentants de l'ensemble des partenaires notamment pour l'élaboration des cahiers des charges et la pré-sélection des projets dans le cadre des appels à projets. Cette organisation contribue à la prise en compte des attentes et enjeux de l'ensemble des partenaires.

Liste des mesures de la CIMAC 2021-2027

Axe	Mesure		Descriptif sommaire	Mots clés
Axe 1 – Faire du Massif central un territoire exemplaire en matière de préservation et de valorisation des ressources et milieux naturels	1.1	*Protéger et mettre en valeur les milieux emblématiques du massif et ses corridors écologiques*	Protection des milieux : - Amélioration de la connaissance - Expérimentation en matière de sensibilisation des acteurs, de préservation et de gestion de ces milieux	Milieux naturels (forêts anciennes, tourbières, zones humides, milieux ouverts herbacés) Gestion de l'eau Trame noire
	1.2	*Expérimenter et impulser des paiements pour services environnementaux (PSE)*	Paiements pour services environnementaux : - Définition et expérimentation de modèles déclinables sur le Massif central	Milieux naturels (forêts anciennes, tourbières, zones humides, milieux ouverts herbacés) Lien urbain-rural
	1.3	*Expérimenter des "stratégies paysages multi-acteurs"*	Déploiement de stratégie de prise en compte des paysages dans les politiques d'aménagement Expérimentations pour la limitation de l'impact de l'urbanisation en zones rurales	Paysages Aménagement des territoires ruraux Sobriété foncière
Axe 2 – Accompagner la transformation des filières économiques du massif	2.1	*Adapter les stratégies touristiques au nouveau contexte lié au changement climatique et aux nouvelles attentes des visiteurs*	Tourisme durable - connaissance : - connaissance des nouvelles attentes des clientèles, nouveaux marchés - organisation et partenariats sur les territoires - nouvelles formes de tourisme (tourisme d'immersion, culture) - nouvelles labellisations "Grands sites de France" et "UNESCO"	Tourisme - clientèles - marchés - partenariats - transition touristique et écologique - labellisations
	2.2	*Capitaliser sur les atouts du Massif central*	Tourisme durable - stratégies territoriales : - mise en œuvre de stratégies territoriales de transition touristique (Avenir Montagnes, pôles de nature, grandes itinérances, thermalisme) - réseaux interrégionaux et partenariats - démarches inclusives (personnes en situation de handicap)	Tourisme - sports et loisirs de nature - stratégies territoriales - transition touristique et écologique - réseaux - inclusion
	2.3	*Gagner en notoriété sur de nouveaux marchés et via de nouveaux médias*	Tourisme durable - promotion/commercialisation : - définition et mise en œuvre d'une stratégie Massif central de promotion et de commercialisation de la destination, des offres et des produits phares (pôles de nature, grandes itinérance, thermalisme)	Tourisme - promotion Massif central - commercialisation - nouveaux marchés / nouvelles clientèles
	2.4	*Valoriser les ressources, les marqueurs et potentiels du territoire à travers ses filières*	Structuration des filières emblématiques Relocalisation de la consommation	Filières : bois, cuir, laine, filières herbagères et connexes
	2.5	*Mobiliser les ressources du Massif central productives d'énergies renouvelables (ENR) : expérimentations et innovations organisationnelles*	Expérimentations pour le développement des énergies renouvelables dans le Massif central	Energies renouvelables
	2.6	*Valoriser le Massif central, espace hautement culturel : Patrimoines matériels, immatériels et innovations des créateurs contemporains*	Amélioration de la visibilité des patrimoines, des professionneles et de l'offre culturelle du massif central Expérimentation de nouvelles modalités de diffusion culturelle en milieu rural	Culture Attractivité des territoires
	2.7	*Développer les filières industrielles d'excellence et l'économie circulaire avec un focus sur les filières de réemploi de matériaux*	Expérimentations dans le domaine de la formation, de la mutualisation des compétences pour l'accélération de la diversification industrielle Accompagnement de chantiers démonstrateurs de réemploi de matériaux de construction	Diversification industrielle Réemploi de matériaux de construction

Liste des mesures de la CIMAC 2021-2027

Axe	Mesure		Descriptif sommaire	Mots clés
Axe 3 – Amplifier l'attractivité des territoires du Massif central au bénéfice de toutes les populations	3.1	*Faire du Massif central un territoire de référence en matière de mobilité rurale*	Expérimentations de solutions de mobilités adaptées aux territoires ruraux du Massif central	Mobilités rurales
	3.2	*Accompagner un ensemble d'îlots démonstrateurs de centre-ville vers un urbanisme décarboné*	Accompagnement d'opérations d'amorçage de restructuration d'ilots démonstrateurs de centre-bourg	Action Cœur de Ville, Petites Villes de Demain, revitalisation de centre-bourg Rénovation thermique
	3.3	*Renforcer le lien urbain-rural au travers de démarches innovantes de coopération et de promotion*	Expérimentation et acompagnement d'actions partenariales entre territoires ruraux et territoires urbains : partenariat offres/demandes, développement économique	Lien urbain-rural - partenariats - réciprocité - stratégies partagées
	3.4	*Conduire des études à l'échelle interrégionale*	Accueil - connaissance : - connaissance des profils à prospecter, des nouvelles attentes - prospective pour l'accompagnement des nouveaux arrivants - valorisation des dynamiques touristiques pour accueillir de nouvelles populations	Politiques d'accueil - nouveaux profils - nouvelles attentes - tourisme et accueil
	3.5	*Encourager l'accueil et les stratégies territoriales d'attractivité*	Accueil - stratégies territoriales : - mise en oeuvre de stratégies territoriales d'accueil : nouvelles populations, nouveaux actifs - adaptation des politiques à des profils à enjeux : jeunes, ainés.	Accueil - stratégies territoriales - services (population, entreprises)
	3.6	*Mettre en réseau les territoires de l'accueil à l'échelle du Massif central*	Accueil - réesau interrégional : - animation d'un réseau des territoires mobilisés sur les politiques d'accueil - échanges de bonnes pratiques, co-formation et mutualisation - actions partenariales	Accueil - Réseau - échanges - mutualisation - partenariats
	3.7	*Expérimenter de nouveaux services*	Services : Expérimentation de nouveaux services aux populations et aux entreprises	Services à la population - services aux entreprises - attractivité territoriale
	3.8	*Appuyer spécifiquement les territoires en émergence*	Territoires en émergence : - émergence de dynamiques territoriales en lien avec les programmes nationaux et programmes Massif central - ingénierie spécifique adaptée aux enjeux du territoire	Ingénierie - engagement et motivation - fragilité territoriale - pilotage

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'Assemblée et des Commissions

EXTRAIT

du procès-verbal des délibérations de la commission permanente

_____

Objet	**Agriculture**	
Délibération	**CP/01/04/22/D/008/33**	**Accusé de réception en Préfecture** **012-221200017-20220401-42347-DE-1-1** **Reçu le 6 avril 2022**
	Déposée le 6 avril 2022	
	Affichée le 6 avril 2022	
	Publiée le 22 avril 2022	

La commission permanente régulièrement convoquée, s'est réunie le 1 avril 2022 à 09h40 à l'Hôtel du Département, sous la présidence de M. Arnaud VIALA, Président du Département.

37 conseillers départementaux étaient présents.

Absents ayant donné procuration : Monsieur Jean-Philippe ABINAL à Madame Valérie ABADIE-ROQUES, Monsieur Vincent ALAZARD à Madame Annie CAZARD, Monsieur Jacques BARBEZANGE à Madame Virginie FIRMIN, Monsieur Jean-Luc CALMELLY à Madame Magali BESSAOU, Monsieur Bertrand CAVALERIE à Monsieur Hélian CABROLIER, Madame Kateline DURAND à Monsieur Edmond GROS, Madame Dominique GOMBERT à Monsieur Jean-Philippe SADOUL, Madame Cathy MOULY à Madame Graziella PIERINI, Monsieur Christian TIEULIE à Madame Michèle BUESSINGER.

Président de séance : Monsieur Arnaud VIALA
Secrétaire de séance : Monsieur André AT
Rapporteur : Monsieur Christian NAUDAN

_____

LA COMMISSION PERMANENTE

Ouï les rapports présentés à la réunion de la commission permanente du 1 avril 2022 adressés aux élus le 22 mars 2022

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

VU le rapport intitulé Agriculture présenté en Commission de l'agriculture et de l'aménagement du territoire

VU la délibération de la Commission permanente du 30 juin 2017, déposée le 10 juillet 2017 et publiée le 24 juillet 2017, approuvant la convention pluriannuelle avec la Région Occitanie pour accompagner par le biais d'un partenariat, le maintien et le développement des filières locales ;

VU le programme de mandature 2021-2028 « l'AveyrOn se bouge », adopté par l'Assemblée départementale le 10 décembre 2021, déposée le 16 décembre 2021 et publiée le 10 janvier 2022, et notamment son volet « Agriculture et aménagement du territoire » ;

VU l'avis favorable de la commission de l'agriculture et de l'aménagement du territoire, lors de sa réunion du 11 mars 2022 ;

CONSIDERANT que l'agriculture, élément structurant du territoire, participe à l'ossature du milieu rural en apportant sa contribution à la vie économique, sociale et culturelle tout en ayant un impact sur l'environnement et les milieux naturel ;

ATTRIBUE les aides suivantes :

#2.1 : PRÉSERVER NOTRE AGRICULTURE, LA VALORISER POUR MIEUX LA TRANSMETTRE

* Agri Concept 12 Session nationale des Jeunes Agriculteurs du 1er au 3 février 2022 à Millau	6 000 €
* Agri Concept 12 Forum des filières qui recrutent à destination des scolaires	2 000 €

#2.2 : BATIR NOTRE IDENTITE AGRICOLE POUR MIEUX LA COMMUNIQUER

* Salon International de l'Agriculture du 22 février au 1er mars 2020 Soirée les « Toqués d'Oc », organisée dans le cadre de la journée de l'Aveyron	11 000 € (subvention exceptionnelle)
* Fête de la Brebis 1er salon PrOvinLait à Réquista du 2 au 4 juin 2022	9 000 €
* Journées Vaches Laitières Le 30 avril et 1er mai 2022 à Baraqueville	5 000 €
* Service de Remplacement en Agriculture Journée de rassemblement pour les 50 ans le 26 avril 2022	5 000 €
* Traditions en Aubrac Transhumance les 21 et 22 mai 2022 à Aubrac	8 000 €
* Bœufs de Pâques les 1er et 2 avril 2022 à Baraqueville	1 000 €
* Laguiole Expo Bœufs de Laguiole les 26 et 27 mars 2022 à Laguiole	1 000 €
* Espalion Expos Fête des fromages les 2 et 3 avril 2022 à Espalion	1 000 €

AUTORISE Monsieur le Président à établir et signer l'ensemble des arrêtés attributifs de subventions correspondants.

Sens des votes : Adoptée à l'unanimité
- Pour : 46
- Abstention : 0
- Contre : 0
- Absent excusé : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Rodez, le 21 avril 2022

CERTIFIE CONFORME

Le Président du Département

Arnaud VIALA

Le texte intégral des actes du Département publiés ou cités dans ce bulletin peut être consulté auprès de la Direction de l'Assemblée et des Commissions

Centre administratif Foch - Bâtiment D
1 rue Louis Blanc - 12000 RODEZ
et sur le site internet du Département
www.aveyron.fr